

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/118

27 juillet 2004

(04-3244)

**Groupe de travail de
l'accession de l'Ukraine**

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

Communication de l'Ukraine

Questions et réponses additionnelles

La communication ci-après, datée du 13 juillet 2004, est distribuée à la demande de la délégation de l'Ukraine.

TABLE DES MATIÈRES

POLITIQUES ÉCONOMIQUES.....	1
- Politiques monétaire et fiscale.....	1
- Change et paiements.....	6
- Régime des investissements.....	9
- Biens de l'État et privatisation.....	10
- Politiques des prix.....	15
- Politique de la concurrence.....	17
CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES.....	19
POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES.....	21
- Droits de commercer.....	21
A. RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS.....	27
- Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation.....	27
- Droits de douane ordinaires.....	30
- Contingents et exemptions tarifaires.....	32
- Redevances et impositions pour services rendus.....	35
- Application de taxes intérieures aux importations.....	39
- Droits d'accise.....	39
- TVA.....	43
- Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences d'importation.....	49
- Évaluation en douane.....	54
- Règles d'origine.....	60
- Autres formalités douanières.....	63
- Inspection avant expédition.....	63
- Régimes des droits antidumping, des droits compensateurs et des sauvegardes.....	64
B. RÉGLEMENTATIONS DES EXPORTATIONS.....	69
- Droits de douane, droits et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations.....	69
- Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation.....	70
- Restrictions à l'exportation.....	75
- Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences.....	77
- Subventions à l'exportation.....	80
C. POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES.....	80
- Politique industrielle, y compris les subventions.....	80
- Obstacles techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires.....	88
- Mesures sanitaires et phytosanitaires.....	102
- Mesures d'investissement et liées au commerce.....	106
- Entreprises de commerce d'État.....	107

-	Zones franches, zones économiques spéciales.....	109
-	Marchés publics	113
-	Transit.....	116
-	Politiques agricoles.....	120
a)	Importations	120
c)	Politiques intérieures	121
	RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE TOUCHANT AU COMMERCE	122
2.	Normes de fond en matière de protection, y compris l'acquisition et le maintien des droits de propriété intellectuelle	125
a)	Droits d'auteur et droits connexes.....	125
b)	Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service	125
c)	Indications géographiques, y compris les appellations d'origine.....	127
h)	Protection des renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les données résultant des essais.....	129
3.	Mesures visant à empêcher les atteintes aux droits de propriété intellectuelle	132
4.	Moyens de faire respecter les droits	135
	POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES.....	146
-	Transparence.....	152
-	Accords commerciaux	153
	ANNEXE 1.....	154
	ANNEXE 2.....	161
	ANNEXE 3.....	162
	ANNEXE 4.....	173

POLITIQUES ÉCONOMIQUES

- Politiques monétaire et fiscale

Question n° 1

Les documents additionnels éventuels sur la politique fiscale ne devraient pas répéter les renseignements fournis sur les taxes actuellement appliquées aux marchandises, qui sont abordés ultérieurement dans le rapport, mais devraient plutôt être axés sur les formes directes et autres d'imposition et sur les objectifs et méthodes de l'Ukraine visant à maintenir la stabilité fiscale.

Cette partie doit être complétée par des détails supplémentaires indiquant comment la Banque centrale opère pour mettre en œuvre la politique monétaire, ainsi que des résultats récents.

Réponse

Le principal objectif de la Banque nationale d'Ukraine a été la stabilité de la monnaie nationale. Les mesures prises pour réaliser cet objectif ont contribué à la minimisation des risques macro-économiques en vue d'améliorer le climat d'investissement et de soutenir des taux de croissance économique élevés. La Banque nationale d'Ukraine a utilisé des instruments de politique monétaire dans le but de contenir l'inflation à des taux à un chiffre ainsi qu'à soutenir le taux de change de la hryvnia par rapport au dollar EU. Les interventions sur le marché monétaire de l'Ukraine ont été le moyen principal grâce auquel la Banque nationale a satisfait la demande en financement de l'économie. En outre, la Banque nationale d'Ukraine a procédé à des transactions de refinancement des banques, en ayant recours à des mécanismes comme des appels d'offres à court terme (trois fois par mois) et à long terme (une fois par mois), ainsi que de soutien aux liquidités des banques au moyen de l'octroi de prêts au jour le jour et de transactions de rémérés directs. Lorsque cela s'avère nécessaire, la Banque nationale entreprend des opérations d'open market en plaçant sur le marché ses propres certificats de dépôt et en achetant et vendant des bons du Trésor.

Lorsque cela a été nécessaire, la Banque nationale d'Ukraine a travaillé à l'amélioration des politiques en matière de taux d'intérêt. Elle a notamment lancé l'établissement de divers niveaux de taux d'intérêt pour les prêts au jour le jour (avec ou sans garantie) et la création de différents taux pour les transactions actives et passives.

À l'heure actuelle, la Banque nationale d'Ukraine poursuit une politique monétaire plutôt modérée. Des leviers tant monétaires que fiscaux sont utilisés pour contenir la masse monétaire en circulation.

La politique monétaire introduite par la Banque nationale d'Ukraine en 2003 visait la stabilité interne de la hryvnia et une monétisation accrue de l'économie nationale.

La politique en matière de monnaie et de crédit en 2003 a garanti le soutien monétaire de la croissance économique ainsi qu'un changement structurel visant à créer progressivement l'environnement nécessaire pour la transition des taux de développement stables. Le taux de croissance du PIB est de 9,3 pour cent. L'évolution la plus dynamique a été constatée dans les domaines de la construction, de l'industrie de transformation, du commerce et des transports. Les changements en termes de développement et de structure qu'a connus l'économie du pays découlent sur l'augmentation de la demande intérieure, notamment de la demande d'investissement, et de la demande extérieure. La croissance économique s'est fondée sur un soutien des prêts relativement actif

de la part du système bancaire et sur une expansion monétaire adéquate de la Banque nationale d'Ukraine.

Au cours de l'année écoulée, la base monétaire a augmenté de 30,1 pour cent et la masse monétaire de 46,5 pour cent. Le niveau de monétisation est passé de 24,45 à 30,38 pour cent du PIB nominal. Le niveau de monétisation plus élevé est responsable de près de 58 pour cent de l'augmentation de la masse monétaire. De plus, environ 22 pour cent de l'augmentation de la masse monétaire est imputable à la croissance du PIB réel. Le reste de l'augmentation de la masse monétaire découle de la croissance des prix. Le taux d'inflation pendant l'année est de 8,2.

Pendant l'année écoulée, l'épargne des personnes physiques a augmenté de 70 pour cent, le montant des prêts bancaires accordés aux agents économiques a crû de 60 pour cent, et les prêts à long terme ont été multipliés par 160 pour cent. La part des prêts à long terme par rapport au total des prêts est passée de 28 à 45 pour cent.

Au cours de cette même année, les principales agences de notation (notamment "Moody's" et "Standard and Poor's") ont augmenté la cote de crédit de l'Ukraine.

Les principes fondamentaux du programme économique du gouvernement pour 2004 sont la stimulation du développement basé sur l'innovation et l'investissement, l'encouragement des initiatives privées au moyen d'une réduction des charges fiscales, une réforme du système budgétaire, un renforcement de l'intégration dans l'économie mondiale, une consolidation des finances des entreprises, la suppression des crises des paiements et l'augmentation du revenu des habitants.

En 2004, les tendances du développement de l'économie et des marchés monétaire et des prêts, qui ont pris forme pendant les années précédentes, se sont maintenues. Au cours du premier trimestre de 2004, il y a eu une expansion substantielle de la masse monétaire (de 6,4 pour cent) et une augmentation nettement moindre de la base monétaire (de 3,4 pour cent par rapport à 1,24 pour cent entre janvier et mars 2003).

Le coefficient d'expansion monétaire est passé de 2,37 au début de l'année 2004 à 2,44 à la fin du premier trimestre, ce qui reflète l'amélioration du niveau de réglementation du marché monétaire et du marché des prêts, ainsi qu'une amélioration soutenue de la situation du secteur bancaire de l'économie.

À l'heure actuelle, compte tenu de l'introduction d'un compte du trésor unique pour les budgets à tous les niveaux, il est plus que jamais nécessaire d'améliorer le mécanisme de gestion des flux monétaires.

C'est pourquoi le Conseil des ministres et la Banque nationale d'Ukraine ont élaboré un projet d'ordonnance du Conseil des ministres de l'Ukraine et de la Banque nationale d'Ukraine "sur la coordination des activités du Ministère des finances, du Trésor ukrainien et de la Banque nationale d'Ukraine" en vue d'améliorer le potentiel en matière d'investissement de l'économie ukrainienne au moyen de la mise en circulation de fonds accumulés sur ce compte et d'un renforcement de la coordination entre les politiques monétaire et fiscale.

L'objectif principal de cet acte normatif est de permettre à la Banque nationale d'Ukraine de prendre des mesures défensives afin de réglementer la masse monétaire sur le marché national. Ces mesures visent à garantir la liquidité nécessaire du système bancaire et, finalement, la stabilité de la monnaie nationale. Ces mesures seront fondées sur les mécanismes d'échange de renseignements entre le Ministère des finances, la Banque nationale d'Ukraine et le Trésor ukrainien.

Un groupe de consultation interministériel sera également créé, avec la participation de la Banque nationale d'Ukraine, du Ministère des finances, du Trésor ukrainien, des services douaniers de l'État et du Fonds des biens de l'État, dans le but de garantir une réponse adéquate aux facteurs externes influençant les marchés monétaire et des prêts.

Conformément à la Constitution ukrainienne et à la Loi ukrainienne n° 1251-XII du 25 juin 1991 sur le régime fiscal, telle qu'amendée par d'autres lois ukrainiennes, l'introduction et l'abolition des taxes et redevances (paiements obligatoires) payables aux budgets et fonds publics, ainsi que les privilèges fiscaux accordés aux contribuables seront décidés par la Rada suprême d'Ukraine, la Rada suprême de la République autonome de Crimée, les conseils des communes, villages et municipalités, en vertu de ladite loi et d'autres lois ukrainiennes relatives à la fiscalité.

Les taux d'imposition, les procédures de perception des taxes et redevances (paiements obligatoires) ne peuvent pas être déterminés par des lois ukrainiennes autres que celles relatives à la fiscalité.

Doivent acquitter les taxes et redevances (paiements obligatoires) les personnes morales et physiques qui sont assujetties aux taxes et redevances (paiements obligatoires) en vertu de la législation ukrainienne.

L'enregistrement des personnes assujetties aux taxes et redevances (paiements obligatoires) est exécuté par les organes du service fiscal national et par d'autres organes publics en conformité avec la législation.

L'imposition vise les revenus (bénéfices), la valeur ajoutée des produits (services, travaux); la valeur des produits (travaux, services), y compris la valeur en douane, ou les propriétés naturelles des produits (travaux, services); l'utilisation spéciale des ressources naturelles; la propriété des personnes physiques et morales; et d'autres éléments spécifiés dans la législation ukrainienne relative à la fiscalité.

Les taxes et redevances (paiements obligatoires) suivantes sont perçues sur le territoire de l'Ukraine:

- taxes et redevances (paiements obligatoires) nationales; et
- taxes et redevances (paiements obligatoires) locales.

Les taxes et redevances (paiements obligatoires) nationales comprennent:

- la taxe sur la valeur ajoutée;
- le droit d'accise;
- l'impôt sur les bénéfices des entreprises, y compris sur les dividendes versés au budget de l'État par des entreprises publiques non constituées en sociétés, gouvernementales ou communales;
- l'impôt sur le revenu des personnes;
- le droit de douane;
- la taxe d'État;
- l'impôt sur les biens immobiliers;
- la taxe foncière;
- les paiements des loyers;
- la taxe sur les moyens de transport et autres machines et appareils automobiles;
- l'impôt sur les corporations;
- la redevance pour l'exécution de travaux d'exploration géologique accomplis dans le cadre des fonds du budget public;

- la redevance pour l'utilisation spéciale des ressources naturelles;
- la redevance pour la lutte contre la pollution de l'environnement;
- la redevance destinée au Fonds pour les mesures visant à pallier les conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et pour la protection sociale de la population;
- la prime de l'assurance retraite obligatoire;
- la redevance destinée au Fonds public pour l'innovation;
- le paiement des brevets commerciaux nécessaires pour exercer certains types d'activités;
- l'impôt agricole fixe;
- la redevance pour le développement de la viticulture, du jardinage et de la culture du houblon;
- le droit de timbre (applicable jusqu'au 1er janvier 2000);
- la taxe unifiée perçue lors du franchissement de la frontière de l'État ukrainien;
- la redevance pour l'utilisation des ressources radioélectriques ukrainiennes;
- la redevance destinée au Fonds pour la garantie des dépôts des personnes physiques (initiale, ordinaire, spéciale);
- la taxe sous forme d'imposition s'ajoutant au droit pour l'approvisionnement en électricité et en énergie thermique; et
- la redevance pour l'exécution de tournées artistiques.

Les taxes locales comprennent:

- la taxe sur la publicité; et
- la taxe communale.

Les redevances locales (paiements obligatoires) comprennent:

- la redevance de stationnement;
- la redevance sur les marchés;
- la redevance pour la délivrance d'une autorisation d'occuper un appartement;
- la taxe de séjour;
- la redevance de participation aux courses hippiques;
- la redevance sur les gains aux courses hippiques;
- la redevance sur les paris aux courses hippiques;
- le droit d'utilisation d'emblèmes et symboles locaux;
- le droit de tournage pour le cinéma et la télévision;
- la redevance pour l'organisation d'enchères, de ventes à l'encan et de loteries locales;
- le droit d'établissement de locaux commerciaux ou de services; et
- la redevance pour les propriétaires de chiens.

Les principes majeurs du régime fiscal sont l'égalité et la non-discrimination: garantir un traitement égalitaire des acteurs de l'économie (personnes morales ou physiques, y compris les non-résidents) tout en déterminant leurs responsabilités en termes de taxes et de redevances (paiements obligatoires); ainsi que la stabilité: garantir l'invariabilité des taxes et redevances (paiements obligatoires) et de leurs taux, de même que les privilèges fiscaux pendant l'exercice fiscal.

La période 2002-2003 a vu la promulgation d'une série de lois étayant la réforme du régime fiscal, notamment en ce qui concerne l'allègement des charges fiscales en matière d'impôt sur le revenu des personnes et d'impôt sur les sociétés. Un impact positif devrait se faire sentir du fait de l'introduction d'un impôt sur le revenu des personnes de 13 pour cent et de modifications du régime fiscal pour les sociétés, qui ont instauré des bases solides pour une évolution positive de l'imposition, passant d'un instrument purement fiscal à un levier efficace de la politique économique gouvernementale.

Ces mécanismes ne sont toutefois pas aptes à prendre en compte toutes les préoccupations ni à pallier toutes les lacunes de la législation fiscale et de ses effets sur les défis en termes de structure et d'innovation qui doivent être relevés.

Le régime fiscal de l'Ukraine fait l'objet d'une réforme détaillée, en conformité avec les objectifs stratégiques définis par le message du Président de l'Ukraine à la Rada suprême intitulé "Choix européen. Fondements conceptuels pour la stratégie du développement économique et social de l'Ukraine pour la période 2002-2011", et sur la base des dispositions du Programme du Conseil des ministres de l'Ukraine "Cohérence. Efficacité. Responsabilité".

Les objectifs principaux de la réforme fiscale sont la création d'un nouveau régime de relations fiscales en Ukraine, la détermination de principes pour la structure du régime qui puissent garantir la stabilité de la législation fiscale, la réduction des charges fiscales, la prévention de tous signes de discrimination fiscale et la création de conditions d'imposition identiques pour tous les contribuables.

La politique de réforme fiscale doit devenir le point de départ des réformes économiques, en vue de la création d'une économie de marché à orientation sociale, et de l'amélioration des taux de croissance économique, qui sont un prérequis pour l'amélioration du niveau de vie et du bien-être des personnes.

La poursuite de réformes fiscales globales visant à réduire et à stabiliser de manière raisonnable les charges fiscales, la simplification du régime fiscal, l'amélioration des moyens de faire appliquer ce régime ainsi que le contrôle des niveaux des coûts de production, la réduction au minimum des dépenses associées à la mise en application et à l'administration de la législation fiscale doivent devenir des facteurs déterminants du développement économique. Le nombre total et les montants des taxes et paiements obligatoires doivent être limités, notamment en ce qui concerne les petites entreprises. La réduction du taux de l'impôt sur les sociétés, la modification de l'imposition des revenus des personnes et une réduction substantielle du taux appliqué devant intervenir en 2004 devraient avoir un impact positif sur le processus visant à lutter contre "l'économie de l'ombre".

Le gouvernement ukrainien et la Rada suprême estiment que leur tâche principale la plus urgente est l'identification immédiate de la teneur et l'approbation, dans les délais les plus courts possibles, d'une série d'instruments réglementaires qui garantiraient une réforme plus poussée du système budgétaire, ainsi que l'adoption du Code fiscal et sa transformation d'un instrument purement fiscal en un outil efficace de la stratégie socioéconomique gouvernementale.

La réforme du système financier de l'Ukraine visera à faire en sorte que l'économie nationale s'intègre dans l'environnement économique mondial et que la législation fiscale ukrainienne soit ajustée pour satisfaire aux prescriptions et principes de l'OMC et de la CE.

L'élaboration d'un régime fiscal transparent, clair et équitable doit devenir un moteur pour le renforcement de l'efficacité économique des entreprises.

Les mesures suivantes sont envisagées aux fins de l'amélioration de la législation fiscale ukrainienne:

- réduction de l'impôt sur les sociétés à un niveau de 20 pour cent au plus;
- introduction de l'impôt sur la propriété individuelle; possibilité d'introduire une redevance sociale unique;
- établissement de normes unifiées pour les rapports fiscaux, financiers, statistiques et comptables des entreprises, quelle que soit leur forme de propriété;
- amélioration des approches de l'amortissement fiscal;

- harmonisation progressive de la comptabilité et des inventaires fiscaux, une réduction par étape et une élimination poussée des avantages économiquement non justifiés;
 - amélioration du système d'administration fiscale, prévention de l'évasion fiscale;
 - amélioration approfondie des systèmes simplifiés d'imposition, de comptabilité et de rapport des petites entreprises; et
 - mise en œuvre d'un ensemble d'activités aux fins de l'approbation et de la mise en application du Code fiscal.
- **Change et paiements**

Question n° 2

Paragraphe 10: Nous aimerions que soit clarifiée la mention selon laquelle "[les] devises ne pouvaient être utilisées pour rembourser des dettes dues par des non-résidents". Cette restriction est-elle encore appliquée?

Réponse

La législation ukrainienne ne prévoit pas de prohibition de l'acquittement par un résident des obligations au titre de la dette de non-résidents. Cependant, si un résident a fourni une garantie sur la dette d'un non-résident et que la garantie est invoquée, le résident peut ne pas satisfaire à ses obligations en tant que garant en achetant des devises sur le marché interbancaire ukrainien. Le résident doit plutôt utiliser ses propres fonds en devises ou emprunter les devises nécessaires. Ces transactions sont uniquement liées au mouvement de capitaux et n'affectent pas le commerce des marchandises ou des services.

Question n° 3

Paragraphe 10: Qu'est-ce que la "documentation appropriée" requise pour obtenir des devises pour régler les importations?

Réponse

Conformément au point 2.3 du Règlement relatif à la conduite des transactions sur le marché interbancaire des changes de l'Ukraine¹, les documents suivants peuvent constituer la documentation de base pour un achat de devises sur le marché interbancaire des changes de l'Ukraine (ci-après le "marché IBC"), en cas de paiements à des non-résidents impliqués dans des transactions commerciales:

- un contrat avec un non-résident ou tout autre document qui est considéré comme un contrat en vertu de la législation ukrainienne;
- une déclaration douanière de marchandises, si un produit est importé en Ukraine;
- un acte (d'acceptation d'une livraison, etc.) ou tout autre document attestant la fourniture de services, l'exécution de travaux ou l'importation de droits de propriété intellectuelle;
- des documents tels que: le formulaire d'un document de paiement (une lettre de crédit, d'encaissement), le formulaire d'un billet à ordre (un billet à ordre par lequel un importateur résident prouve l'existence de sa dette envers un non-résident aux termes d'un contrat de commerce extérieur); et

¹ Tel qu'approuvé par la Résolution n° 127 du Conseil d'administration de la Banque nationale d'Ukraine, datée du 18 mars 1999, et enregistrée auprès du Ministère de la justice le 18 mars 1999 sous la cote n° 171/3464 (telle qu'amendée).

- un document de référence de l'administration fiscale nationale attestant que le résident est enregistré en tant que contribuable. Le document de référence indique le montant des devises qui sont achetées aux termes d'un contrat de commerce extérieur et de renseignements sur le compte bancaire courant en monnaie étrangère qui est désigné par le résident comme étant le compte à partir duquel les fonds en devises acquis sur le marché IBC seront transférés afin d'acquitter les obligations du résident envers les non-résidents dans cette même monnaie étrangère. Le client fournit cette déclaration à la banque agréée s'il y a achat de devises contre des hryvnias ukrainiennes aux termes d'un contrat de commerce extérieur, si la valeur de ce contrat excède 10 000 dollars EU ou un montant équivalant à ce montant dans toute autre monnaie étrangère, ainsi que s'il y a achat sur le marché IBC de tous montants en devises en vue de transférer ces fonds à l'avantage de non-résidents qui se trouvent dans des zones off-shore.

Question n° 4

Nous avons besoin d'une autre définition de la différence pratique entre les paiements du compte courant et ceux du compte de capital. Les déclarations du paragraphe 10 ne donnent pas la preuve d'une différence de fonctionnement.

Réponse

En vertu de l'article XXX des Statuts du Fonds monétaire international, les paiements au titre des opérations courantes sont les paiements qui n'ont pas pour objet le transfert de capitaux et qui incluent, sans s'y limiter:

- tous les paiements dus au titre du commerce extérieur et des autres opérations courantes, y compris les services, ainsi que les facilités normales à court terme de banque et de crédit;
- les paiements qui doivent être acquittés sous forme de pourcentage sur des prêts et sous forme de revenus nets d'autres investissements;
- les paiements directs d'un montant limité pour le remboursement d'emprunts ou l'amortissement d'investissements directs; et
- les montants limités de transferts particuliers pour les dépenses courantes de familles de l'étranger.

Question n° 5

Les renseignements donnés au paragraphe 11 sont confus en ce qu'il semble y avoir des prescriptions en matière de change mais aucune indication expliquant pourquoi elles sont appliquées.

Réponse

À l'heure actuelle, conformément à l'article 3 de la Loi ukrainienne n° 185/94-BP, du 23 septembre 1994, sur les procédures applicables aux paiements en devises, l'Ukraine a une disposition législative selon laquelle "les résidents qui achètent des devises auprès des banques agréées en vue de remplir leurs obligations à l'égard de non-résidents sont obligés de transférer ces fonds dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date à laquelle ces fonds ont été crédités sur leurs comptes bancaires en devises".

Cette règle ne va pas à l'encontre des prescriptions du GATT puisqu'elle ne limite en aucune manière les droits des résidents dans le cadre de leur implication dans des activités économiques avec

l'étranger, et n'a pas d'influence en soi sur les conditions de paiement pour des marchandises importées par des résidents. Lorsqu'ils effectuent des paiements au titre de contrats d'importation conclus avec des non-résidents, les résidents ont la possibilité de se conformer aux conditions de paiement spécifiées dans ces contrats à la fois en payant au moyen de leurs propres fonds en devises et avec des devises achetées précédemment.

La règle exigeant que les résidents doivent transférer les fonds de devises achetés au bénéfice d'un non-résident dans un délai de cinq jours est l'un des instruments visant à encourager la rigueur financière auprès des entités commerciales et à promouvoir la prévention de l'utilisation irrationnelle des devises et des transactions spéculatives éventuelles avec celles-ci. La Banque nationale d'Ukraine dispose ainsi d'un levier supplémentaire pour influencer la situation sur le marché national des changes afin de veiller à la stabilité de l'environnement qui, à son tour, constitue un facteur positif pour les résidents impliqués dans des activités de commerce extérieur.

Question n° 6

Nous aimerions obtenir des éclaircissements additionnels sur la portée, la nature, l'effet et la justification des restrictions applicables à l'achat et à la conservation de devises, notamment de toutes obligations de cession de devises, même celles appliquées à titre temporaire. Par exemple, le paragraphe 145 du projet de rapport du Groupe de travail indique que l'un des avantages accordés aux entreprises situées dans les zones franches consiste en des exemptions de la "vente obligatoire des recettes en devises".

Réponse

Il n'y a pas de restriction à l'achat et à la détention de devises, mais il existe certaines obligations concernant les licences délivrées aux banques exerçant des activités sur le marché monétaire. Toutes les questions procédurales d'achat et de conservation de devises sont définies par la Banque nationale d'Ukraine.

Conformément à l'article 3 de la Loi ukrainienne n° 185/94-VR, du 23 septembre 1994, sur les procédures applicables aux paiements en devises, il existe une réglementation disposant que "les résidents qui achètent des devises auprès des banques de représentation en vue de remplir leurs obligations à l'égard de non-résidents sont obligés de transférer les montants en question dans un délai de cinq jours ouvrables à compter de la date à laquelle ces montants apparaissent sur leur compte courant".

Conformément à l'article 6 de la Résolution n° 502 de la Banque nationale d'Ukraine sur les directives relatives à la procédure d'administration et d'exécution des opérations de change sur le territoire ukrainien", datant du 12 décembre 2002, les opérations d'achat de devises par des personnes pour des montants excédant 10 000 euros doivent être exécutées par l'intermédiaire de guichets de paiements bancaires.

S'agissant de l'introduction, par la Banque nationale d'Ukraine, de la vente obligatoire des recettes en devises des résidents (telle qu'approuvée par la Résolution n° 349 du Conseil d'administration de la Banque nationale d'Ukraine, datée du 4 septembre 1998, sur la vente obligatoire des recettes en devises au bénéfice des résidents), elle est imputable à la déstabilisation des marchés financiers mondiaux en septembre 1997, qui s'est encore aggravée suite à la crise financière mondiale débutée en août 1998, notamment en Russie. Ces événements ont donné naissance à une situation critique sur le marché national des changes en Ukraine. La vente obligatoire des recettes en devises figure parmi les instruments utilisés pour organiser le marché des changes et pour poursuivre les objectifs des politiques en matière de change. Cette prescription assure un approvisionnement minimal garanti en devises sur le marché des changes de l'Ukraine, et vise à soutenir la stabilité du

taux de change de la hryvnia ukrainienne et à réduire les pressions spéculatives sur le marché des changes. Cette règle n'est pas contraire aux prescriptions de l'article VIII des Statuts du FMI, puisqu'elle ne régit pas l'exécution des paiements dans le but de garantir que les résidents remplissent leurs obligations à l'égard de non-résidents, mais concerne plutôt la réception des paiements des résidents.

- **Régime des investissements**

Question n° 7

Il existe depuis longtemps un certain nombre de lois prévoyant des incitations à l'investissement, dont certaines ne sont pas compatibles avec les règles de l'OMC. Il est possible que celles-ci figurent parmi les lois énumérées au paragraphe 12 sans autre description. Nous aimerions une plus grande transparence dans cette section sur ce point.

Si les lois prévoyant des incitations ont été abolies ou ont cessé d'être utilisées, cela devrait être indiqué. Il devrait y avoir, toutefois, une liste complète et une description des dispositions des lois en question qui sont encore en vigueur, ainsi qu'une mention et une brève description de celles qui ont été abolies.

Réponse

Parmi les lois sur le soutien public aux branches prioritaires du secteur industriel, seule la Loi ukrainienne n° 535/97-VR sur la promotion de la construction automobile en Ukraine, datée du 19 septembre 1997 (telle qu'amendée) fait du montant de l'investissement une condition pour l'obtention du droit au régime fiscal spécial:

- pour la construction de voitures - au moins 150 millions de dollars EU;
- pour la construction de camions et de bus - au moins 30 millions de dollars EU; et
- pour la construction de pièces détachées et de rechange - au moins 10 millions de dollars EU.

Les prescriptions en matière de teneur en éléments d'origine locale ont été supprimées en 2001.

La Loi ukrainienne n° 1624-VI du 18 mars 2004 sur le développement de l'industrie automobile de l'Ukraine a suspendu la Loi sur la promotion de la construction automobile en Ukraine, sauf pour les entités économiques qui ont des programmes d'investissement approuvés par le Conseil des ministres au 1^{er} janvier 2004 et dont les investissements atteignent les montants mentionnés plus haut. Ces entités sont la société par actions à capital fixe "Lviv Automobile Plant" et la société par actions à capital fixe "Zaporizhzhia Automobile Plant", qui ont déjà reçu des investissements directs sous forme monétaire et ont enregistré leurs programmes d'investissement.

Question n° 8

Le paragraphe 14 fait référence à l'utilisation de billets à ordre par des sociétés avec investissement étranger. Nous croyons comprendre que, contrairement aux sociétés ukrainiennes, les sociétés étrangères ont l'interdiction d'utiliser des billets à ordre pour le paiement de la TVA. Il semble que cette pratique n'est pas autorisée, pour le moment, par la Loi sur la TVA telle que modifiée en octobre 2003. Pendant la réunion informelle du Groupe de travail du 25 mars, toutefois, la délégation ukrainienne a signalé que des modifications avaient été apportées à la législation depuis octobre 2003. Pourriez-vous confirmer cette information et

donner plus de détails? Nous souhaiterions également la présence d'une référence croisée dans la section du projet de rapport du Groupe de travail consacrée aux questions liées à la TVA.

Réponse

Conformément aux dispositions de l'article 71 de la Loi ukrainienne n° 1344-IV du 27 novembre 2003 sur le budget de l'État pour 2004, une prohibition est imposée aux paiements au budget sous forme autre que monétaire, y compris au moyen de compensations mutuelles, de l'utilisation de billets à ordre, de transactions de troc et par la conclusion d'accords de contre-réclamations financières avec des institutions financières, sauf pour les opérations liées à la dette publique de l'Ukraine et les prêts accordés contre des garanties publiques pour des achats d'équipement et de machines fabriqués à l'étranger, ainsi que les règlements du Ministère de la défense de l'Ukraine prévus à l'article 98 de ladite loi, et les opérations impliquant le paiement de la taxe sur la valeur ajoutée à l'importation sur le territoire douanier ukrainien de marchandises expédiées pour des besoins de production immédiats (non destinées à être revendues).

Question n° 9

De manière générale, nous espérons voir dans le projet de rapport du Groupe de travail un engagement net selon lequel l'utilisation des billets à ordre est possible tant pour les sociétés ukrainiennes que pour les sociétés étrangères.

Réponse

L'Ukraine en prend bonne note.

Question n° 10

Paragraphes 15 et 16: Nous comprenons que l'Ukraine n'a pas établi de liste spécifique des activités d'investissement prohibées. Des renseignements supplémentaires pourraient-ils néanmoins être donnés sur la nature des investissements prohibés?

Réponse

La Loi sur les activités d'investissement (article 4) interdit les investissements dans des éléments (installations) dont la création et l'utilisation ne sont pas conformes aux règles sanitaires, aux règles en matière d'hygiène, de radiation, d'environnement, d'architecture et autres établies par la législation ukrainienne, et qui violent les droits et intérêts juridiquement protégés des personnes physiques et morales et de l'État. Il n'existe pas en Ukraine de liste spécifique des activités d'investissement prohibées.

- **Biens de l'État et privatisation**

Question n° 11

Paragraphes 17 à 22: S'agissant du tableau 1 a), des renseignements supplémentaires devraient être fournis sur l'accomplissement du programme public de privatisation des entreprises en 2003. De plus, étant donné que les renseignements du tableau 1 b) concernent le début de l'année 2003 (avril), ils devraient être complétés.

Réponse

Les renseignements figurant aux paragraphes 18 et 19 du projet de rapport du Groupe de travail ont été fournis pour donner une idée générale des programmes de privatisation des biens de l'État ukrainien. Sur la base de ces programmes et des procédures de privatisation des biens de l'État, en conformité avec la procédure établie par la Loi ukrainienne n° 2163-XI sur la privatisation des biens de l'État, du 4 mars 1992, un certain nombre d'entreprises seront privatisées qui passeront de propriété de l'État à une forme de propriété différente.

Pour l'heure, le projet du nouveau programme révisé de privatisation des biens de l'État pour la période 2004-2006 est examiné par la Rada suprême d'Ukraine. Le projet en question vise à une amélioration plus poussée des procédures de réforme de relations de propriété et doit faire en sorte d'améliorer et d'intensifier les procédures de privatisation, ainsi que de renforcer l'ouverture et la transparence de la réforme des biens de l'État.

Question n° 12

La liste des entreprises appartenant à l'État non visées par la privatisation pourrait-elle être communiquée (telle qu'approuvée en vertu de la Loi ukrainienne n° 847-XIV du 7 juillet 1999 sur la liste des biens de l'État non soumis à la privatisation) ainsi que les critères et principes sur la base desquels ladite liste est établie?

Réponse

La liste des biens de l'État non soumis à la privatisation comprend plus de 100 pages. Elle est actuellement analysée et organisée de manière à faciliter l'évaluation de l'importance économique des entités qui y sont énumérées. Les résultats de cet exercice seront présentés aux membres du Groupe de travail dès qu'il sera achevé.

Voir également la réponse à la question n° 14.

Critères et principes

Conformément à l'article 5 de la Loi ukrainienne n° 3163-XII sur la privatisation, datée du 4 mai 1992, les entités d'importance nationale et les entreprises publiques² ne sont pas soumises à la privatisation. Les entités d'importance nationale comprennent les ensembles de biens des entreprises, leurs unités structurelles impliquées dans la production de produits de base (services) qui ont une importance nationale. Le critère de l'importance nationale se rattache aux éléments suivants:

- Éléments qui aident l'État à remplir ses fonctions, qui donnent à l'État la capacité de se défendre et assurent son indépendance économique; éléments du droit de propriété du peuple

² Les entreprises publiques sont créées dans les domaines de l'économie dans lesquels:

- la loi autorise uniquement des entreprises appartenant à l'État à exercer des activités économiques;
- l'État consomme plus de 50 pour cent de la production de ces entreprises; il n'y pas de libre concurrence possible pour les producteurs ou les consommateurs; et
- plus de 50 pour cent de la production est vitale sur un plan social et la nature de cette entreprise la rend peu rentable;
- ces entreprises publiques sont créées par le Conseil des ministres et régies par le ministère pertinent. Les entreprises publiques n'exercent des activités que dans les domaines relevant du ministère qui régit ces entreprises. Elles sont habituellement créées pour approvisionner les industries métallurgique, chimique, et de constructions navale et ferroviaire.

ukrainien; biens qui constituent la base matérielle de la souveraineté de l'Ukraine, notamment:

- les biens des organes du pouvoir exécutif; les biens des Forces armées ukrainiennes (sauf les biens pour lesquels la législation prévoit spécifiquement une privatisation), des Services de sécurité ukrainiens, du Service des frontières de l'État ukrainien, et des organismes chargés de faire respecter les lois et les autorités douanières;
 - le sous-sol, les ressources minérales d'importance nationale, les ressources aquatiques et autres éléments de la nature qui sont des éléments du droit de propriété du peuple ukrainien;
 - les ensembles de biens d'entreprises pour la régénération des forêts, les pépinières forestières, les gardes forestiers, les districts forestiers et leurs sections;
 - les unités de production de semences, les sections et organismes impliqués dans les essais sur les espèces végétales;
 - les fonds et réserves d'or et de monnaies, les réserves matérielles de l'État;
 - le système d'émission, les ensembles de biens d'entreprises et d'organismes impliqués dans la production et le stockage de billets et de titres;
 - les centres de transmission de radio et de télévision ainsi que les éléments fournissant des moyens de communication aux organes des pouvoirs législatif et exécutif;
 - la radio et les chaînes de télévision d'État;
 - les installations pour les communications du gouvernement et les communications spéciales; et
 - d'autres éléments relevant du droit de propriété de l'État facilitant l'exécution des fonctions étatiques.
- Éléments assurant le développement social, la préservation et l'augmentation du potentiel culturel et scientifique, les valeurs spirituelles, notamment:
- les éléments de l'Agence spatiale nationale ukrainienne au Conseil des ministres de l'Ukraine;
 - les archives;
 - les ensembles de biens des institutions de l'Académie des sciences de l'Ukraine pour les projets de recherche de base;
 - les éléments culturels, artistiques, d'architecture, monuments historiques, réserves, parcs, etc., d'importance nationale; et
 - les éléments des domaines de l'éducation, de la culture physique, des sports et des sciences financés par le budget de l'État.
- Les éléments qui, sous le contrôle des pouvoirs publics, assurent la protection de la population contre les conséquences néfastes d'une production, d'une utilisation ou d'une vente non autorisée de produits et services peu sûrs, notamment:
- les ensembles de biens d'entreprises pour la production et la réparation de tous types d'armes pour les Forces armées ukrainiennes et les Services de sécurité ukrainiens;
 - les ensembles de biens d'entreprises pour la production de drogues, de produits bactériologiques, de psychotropes biologiques, de produits chimiques très toxiques et de poisons (à l'exception des pharmacies);
 - les ensembles de biens d'entreprises opérant dans le domaine de la circulation des armes et des substances radioactives;
 - les constructions de protection de la défense civile; et
 - les terrains, constructions, immeubles et équipements utilisés pour l'enfouissement des déchets solides industriels et ménagers et des cadavres d'animaux.

- Les éléments qui fournissent à l'État des capacités vitales de manière générale, notamment:
 - les unités structurelles d'ensembles de biens qui permettent la répartition et l'entreposage permanents des réserves de l'État et la mobilisation des stocks;
 - les établissements pénitentiaires;
 - des ensembles de biens d'entreprises des services de géologie, de cartographie et d'hydrométéorologie, et des services de protection de l'environnement;
 - des éléments des systèmes publics de normalisation, de métrologie et de certification des produits;
 - les ensembles de biens d'entreprises du secteur de l'aéronautique;
 - les routes automobiles, sauf celles appartenant aux entreprises jusqu'à leur première jonction hors du territoire des entreprises;
 - les ensembles de biens d'entreprises impliquées dans la production des principales machines ferroviaires (locomotives électriques, locomotives diesel, autorails);
 - des ensembles de biens d'entreprises de transport ferroviaire et leur infrastructure;
 - le métro, les transports électriques urbains;
 - les biens assurant l'intégrité du système électrique unifié ukrainien et le contrôle (opérationnel et technologique) de sa distribution, ainsi que les réseaux électriques entre États;
 - les centrales nucléaires, les centrales hydroélectriques avec des barrages assurant l'approvisionnement en eau aux consommateurs, et les ouvrages hydrauliques, les centrales thermiques et électriques;
 - les principaux oléoducs et gazoducs, les principaux pipelines répondant aux demandes de l'État de manière générale, les installations souterraines pour le pétrole et le gaz;
 - les installations de transport à affectation spéciale pour l'exécution de travaux de lutte contre les incendies et d'intervention en cas de catastrophes;
 - les éléments d'infrastructure technique et des équipements urbains, y compris les réseaux, les constructions et les équipements pour l'approvisionnement en eau, en gaz et en chauffage des consommateurs et pour la collecte et le traitement des eaux usées;
 - les ensembles de biens d'unités structurelles des entreprises d'approvisionnement en blé qui assurent la répartition et l'entreposage des réserves de mobilisation, ainsi que les biens des actionnaires d'entreprises d'approvisionnement en blé de la société d'État par actions "Pain d'Ukraine";
 - les ensembles de biens d'entreprises du secteur du sel;
 - les eaux portuaires, les mouillages de toutes catégories et affectations, les constructions hydrographiques, les quais de mouillage, les structures de protection et les systèmes de signalisation, les systèmes portuaires d'infrastructure technique, les routes automobiles et les voies ferrées jusqu'à leur première jonction hors du territoire portuaire, la flotte d'entraînement et hydrographique, les ensembles de biens des organismes d'inspection navale;
 - les réservoirs d'eau et les canaux d'utilisation complexe, les systèmes de culture conjoints, les installations de protection hydrotechnique;
 - les ensembles de biens produisant de l'alcool, du vin et d'autres spiritueux; et
 - les crématoriums et les cimetières.

Question n° 13

Le texte doit répondre aux questions figurant au paragraphe 20. Nous nous intéressons particulièrement aux renseignements sur les entreprises publiques du secteur agricole. Des discussions sur ces questions ont été tenues dans les réunions antérieurs du Groupe de travail et nous sommes surpris que ces renseignements ne soient pas inclus dans le texte.

Réponse

L'Ukraine met actuellement au point les renseignements nécessaires. Les renseignements ci-après portent sur l'agriculture et constituent une réponse partielle à la question.

À compter du 1^{er} janvier 2004, la compétence du Ministère de la politique agricole de l'Ukraine couvre plus de 1 500 entreprises, institutions et organismes publics, dont: 149 sociétés agricoles, 204 sociétés industrielles, 17 sociétés de génie civil, 70 établissements de conception graphique, 52 instituts et organismes de recherche-développement, 138 établissements d'éducation, 177 laboratoires et organismes d'inspection, 28 centres de normalisation, 23 fermes d'apprentissage et d'expérimentation et plus de 500 organismes de médecine vétérinaires.

De toutes les entreprises d'État, 465 sont incluses sur la Liste des biens de l'État non soumis à la privatisation, à savoir:

Centres régionaux (oblast) et de district (rayon) de chimisation et de protection des végétaux	53
Services régionaux de surveillance vétérinaire (centres vétérinaires et de santé, bioentreprises, hôpitaux vétérinaires)	40
Entrepôts de graines de lin	8
Instituts de recherche-développement, organismes de normalisation	33
Entreprises agricoles (exploitations de vers à soie, fermes d'élevage, établissement vinicoles)	110
Entreprises de transformation d'aliments	131
Sociétés d'État par actions "Khlib Ukrayiny"	90

Question n° 14

La déclaration du paragraphe 21 n'est pas appropriée. Le fait que la liste des entreprises exclues de la privatisation fait près de 100 pages constitue en soi une donnée statistique parlante. L'Ukraine devrait indiquer les types d'entreprises exclues et décrire les activités des principales d'entre elles.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 12.

Question n° 15

Bien que nous apprécions énormément les renseignements fournis, nous aimerions une description supplémentaire pour nous aider à conclure les discussions dans ce domaine.

Réponse

L'Ukraine pense que ces renseignements seront apportés par l'exercice mentionné dans la réponse à la question n° 12.

- **Politiques des prix**

Question n° 16

Le paragraphe 23 indique que les prix sont fixés librement sauf dans les cas d'exception prévus par la loi. Nous avons connaissance des exemples récents ci-après d'une intervention croissante de l'État dans la détermination des prix. En novembre 2003, le gouvernement de l'Ukraine a signé un accord avec les usines chimiques en vertu duquel les producteurs étaient obligés de vendre des engrais aux agriculteurs à des prix inférieurs à ceux du marché. Le 1^{er} mars 2004, le gouvernement a signé avec des représentants des plus grosses usines métallurgiques un mémorandum sur les prix. En vertu de celui-ci, les producteurs de produits métallurgiques ont entrepris de vendre à un prix inférieur jusqu'à 18 pour cent de leurs produits (une partie des ventes sur le marché intérieur en 2003); les 82 pour cent restants pouvaient être vendus à l'exportation. Le 3 mars 2004, un document semblable a été signé par le Conseil des ministres et les usines d'exploitation de minerai de fer, de coke, de ferro-alliages, et de fournitures de matériaux résistant au feu. Ces entreprises sont convenues de réduire les prix seulement pour le volume des produits, qui sont nécessaires aux producteurs de produits métallurgiques pour satisfaire la demande intérieure. Le 31 mars 2004, le gouvernement a établi une commission sur les questions relatives aux prix dans le domaine de la métallurgie.

Pourriez-vous donner des éclaircissements sur la situation actuelle pour ces produits, qui ne figurent pas dans le tableau 2 en tant que marchandises faisant l'objet d'une réglementation par l'État des prix et droits.

Réponse

Les articles mentionnés ci-dessus ne sont pas inclus dans le tableau 2 car les mesures invoquées étaient temporaires et de courte durée (engrais minéraux: du 1^{er} janvier au 1^{er} juillet 2004; produits métallurgiques, production minière: du 1^{er} avril au 1^{er} septembre 2004, par déclaration de la modification du prix intérieur) dans le but de stabiliser le fonctionnement de certaines branches de production (secteur minier, métallurgie, engrais minéraux) et d'atténuer les chocs en matière de prix causés par l'augmentation des prix sur les marchés mondiaux.

Question n° 17

De manière générale, nous espérons voir dans le projet de rapport du Groupe de travail un engagement net selon lequel l'Ukraine respectera pleinement les dispositions de l'OMC dès son accession. À des fins de clarification, il serait utile d'insérer un calendrier indiquant quand les pratiques incompatibles relatives au système de contrôle des prix et des droits seront supprimées.

Réponse

[Le représentant de l'Ukraine a confirmé qu'à compter de la date d'accession, le gouvernement ukrainien appliquerait des mesures de contrôle des prix conformes aux règles de l'OMC et prendrait en compte les intérêts des Membres de l'OMC exportateurs, comme cela était prévu à l'article III:9 du GATT de 1994 et à l'article VIII de l'Accord général sur le commerce des services (AGCS). Il a également confirmé que l'Ukraine avait publié des avis sur les marchandises et services soumis à des contrôles de prix par l'État et qu'elle continuerait de le faire après son accession.]

Question n° 18

Paragraphe 27: Nous aimerions davantage de renseignements sur l'objectif et l'application des prix minimaux imposés aux produits importés.

Pourquoi et comment sont-ils appliqués, et à quel point de vente?

Réponse

L'Ukraine n'applique pas de prix minimaux aux produits importés.

Les prix minimaux sont appliqués uniquement à la vodka et aux articles à base de vodka, vendus sur le marché de consommation intérieur de l'Ukraine, et ne sont pas appliqués lorsque ces produits sont importés en Ukraine. Ces prix sont utilisés par les entreprises de commerce de gros, de commerce de détail et d'approvisionnement public qui ont une licence pour l'exercice de cette forme d'activité, par les entreprises de production quelle que soit leur forme de propriété et par les personnes physiques qui exercent des activités dans le commerce de gros et de détail de boissons alcoolisées. L'application de prix minimaux pour les produits alcoolisés a pour objectif de lutter contre la production et la distribution illégales des boissons alcoolisées sur le territoire ukrainien.

Question n° 19

La liste du tableau 2 semble couvrir un grand nombre de produits. Pourriez-vous donner une description plus précise des produits visés ainsi que leur teneur en alcool? La description pourrait-elle indiquer clairement quels produits alcoolisés ne sont pas soumis au contrôle des prix, afin de clarifier la question?

Réponse

Liste des produits alcoolisés assujettis à des prix minimaux

Code	Description
2208 20 - 2208 90 78 00	Eaux-de-vie de vin ou de marc de raisin (armagnac, grappa, cognac, brandy, autres), Whiskies: (whisky Bourbon, whisky écossais, whisky de malt, whisky mélangé, autres), Rhum et tafia (rhum d'une teneur en substances volatiles autres que les alcools éthylique et méthylélique égale ou supérieure à 225 grammes par hectolitre d'alcool pur, avec une marge de tolérance de 10%, Gin et genièvre, Vodka (dont le titre alcoométrique volumique est d'environ 45,4% vol), Liqueurs, autres (Arak; eaux-de-vie de prune, de poire ou de cerise, Eaux-de-vie (Calvados, Korn, Tequila, Mezcal).

Liste des produits alcoolisés non assujettis à des prix minimaux

Code	Description
2203	Bières de malt
2204	Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool
2205	Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques
2206	Boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple)
2207	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus; alcool éthylique et eaux-de-vie dénaturés de tous titres

Les prix minimaux fixés pour le commerce de gros des boissons alcoolisées d'origine nationale et importées sont déterminés pour un litre de titre volumétrique de 100 pour cent, sur la base du prix de gros le plus bas de la production nationale, le coût selon contrat des marchandises importées, les taxes et redevances, et en prenant également en compte le coût du conteneur (bouteille en verre, bouteille souvenir, dessins artistiques portés sur le verre ou la céramique émaillée, etc.).

Les prix minimaux fixés pour le commerce de gros et de détail pour la mise sur le marché (vente) de la vodka et des articles à base de vodka d'origine nationale et importés en conteneurs de différentes capacités sont définis comme les prix minimaux constatés correspondants, multipliés par les pourcentages et la capacité des conteneurs en litres, divisés par 100.

Exemple

Calcul du prix au détail minimal de la vodka d'origine nationale et importée, de titre volumétrique de 40 pour cent dans une bouteille d'une capacité de 0,5 litre:

$$\text{PDM} = \frac{27,34 \times 40 \times 0,5}{100} = 5,47 \text{ hryvnias}$$

où :

- PDM - prix au détail minimal d'une bouteille de boisson alcoolisée concrète;
- 27,34 - prix au détail minimal constaté pour un litre de vodka et de produits à base de vodka d'origine nationale et importés, recalculé pour un titre volumétrique de 100 pour cent, exprimé en hryvnia;
- 40 - teneur en alcool de la vodka (en pour cent); et
- 0,5 - capacité de la bouteille (en litre).

Question n° 20

Pourriez-vous clarifier si ces contrôles ont un impact sur l'évaluation de ces marchandises en douane et à des fins fiscales?

Réponse

La forme du contrôle des prix par l'État n'influence pas l'application des droits de douane, des taxes et redevances dont le paiement est prévu par la législation ukrainienne actuelle.

- **Politique de la concurrence**

Question n° 21

Paragraphe 30: Quand la Loi sur les télécommunications sera-t-elle amendée de manière à permettre une pleine concurrence dans le secteur des télécommunications?

Réponse

En vertu de la Loi ukrainienne n° 1280-IV du 18 novembre 2003 sur les télécommunications, toute entité commerciale - personne physique (homme ou femme d'affaires enregistré(e)) ou société - qui réside en Ukraine, quelle que soit sa forme de propriété, peut posséder, gérer et desservir des réseaux de télécommunication. La loi mentionnée a ainsi établi une situation de pleine concurrence dans le secteur des télécommunications.

Question n° 22

Paragraphe 31: Comme il est indiqué dans le texte, il nous faut davantage de renseignements sur la définition des "monopoles naturels" donnée par l'Ukraine et sur les activités du Comité antimonopole.

Réponse

Les fondements juridiques, économiques et organisationnels de la réglementation par l'État des entités jouissant d'un monopole naturel en Ukraine sont identifiés dans la Loi ukrainienne n° 1682-III du 20 avril 2000 sur les monopoles naturels. Cette loi vise à assurer le fonctionnement efficace des marchés dans une situation de monopole naturel, sur la base d'un équilibre entre les intérêts publics, les entités jouissant d'un monopole naturel et les consommateurs de leurs produits.

Conformément à l'article premier de la loi, on entend par monopole naturel la situation d'un marché des marchandises sur lequel la demande du marché est plus efficace lorsqu'il y a absence de concurrence, en raison de certaines spécificités technologiques de la production (liées aux économies d'échelle), tandis que les marchandises (services) produites par les entités jouissant d'un monopole naturel peuvent ne pas avoir de substituts proches.

En vertu de l'article 5 de la Loi sur les monopoles naturels, les domaines suivants d'activités commerciales sont des entités jouissant d'un monopole naturel:

- transport de pétrole et de produits pétroliers par oléoduc;
- transport de gaz naturel et de gaz d'huile par gazoduc et leur distribution;
- transport d'autres substances par pipeline;
- transmission et distribution d'électricité;
- utilisation de voies ferrées, de services de répartition, de terminaux ferroviaires et autres éléments d'infrastructure soutenant le trafic ferroviaire;
- administration du trafic aérien;
- approvisionnement centralisé en eau et collecte des eaux; et
- approvisionnement centralisé en énergie thermique.

Le Comité antimonopole de l'Ukraine est une autorité gouvernementale dont les travaux visent à garantir la protection par l'État de la concurrence dans les activités commerciales. Le Comité est chargé, en premier lieu, de participer à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de la concurrence, ce qui inclut, entre autres, les points suivants:

- surveillance, par les autorités publiques, du respect de la loi régissant la protection de la concurrence économique, sur la base des principes d'égalité des entités commerciales devant la loi et de priorité des droits des consommateurs, ainsi que prévention, détection et interruption des violations des lois régissant la concurrence économique;
- surveillance de la concentration et des actions coordonnées des entités commerciales, et de la réglementation des prix (droits) des marchandises produites (distribuées) par les entités jouissant d'un monopole naturel;
- promotion d'une concurrence équitable; et
- soutien méthodologique à l'application des lois étayant la protection de la concurrence économique.

CADRE POUR L'ÉLABORATION ET L'APPLICATION DES POLITIQUES

Question n° 23

Le paragraphe 35 contient une incohérence. Il est évident que si les gouvernements locaux ne sont pas financièrement indépendants et que l'administration locale est nommée par Kiev, ils ne pourraient pas exercer les "pouvoirs étendus" d'un gouvernement autonome local. Nous voulons des renseignements, dans le texte, sur ce que les localités peuvent faire qui pourrait affecter le commerce, par exemple en matière d'impôts, de subventions, de restriction des marchandises, etc.

Réponse

Enfin, les organes des gouvernements autonomes locaux ne peuvent exercer pleinement les "pouvoirs étendus". Les pouvoirs délégués aux gouvernements autonomes locaux sont déterminés par la Loi ukrainienne n° 280/97 du 21 mai 1997 sur les gouvernements autonomes locaux. En vertu de la Constitution de l'Ukraine, les gouvernements autonomes locaux prennent, dans les limites de leurs compétences telles que définies par la loi, des décisions qui sont contraignantes dans leurs juridictions respectives. De plus, les gouvernements autonomes locaux font rapport à leurs autorités exécutives supérieures respectives. Conformément à l'article 26 du chapitre II, "Cadre organisationnel et juridique des gouvernements autonomes locaux", de la Loi sur les gouvernements autonomes locaux, les organes de ces gouvernements peuvent établir indépendamment les montants des taxes et de redevances locales, et les niveaux de leurs taux dans les limites prescrites par la loi. La liste des taxes et redevances locales est établie par l'article 15 de la Loi ukrainienne n° 1251-XII du 25 juin 1991 sur le régime fiscal. Le mécanisme de perception des taxes et redevances locales est mis en œuvre exclusivement dans les limites des plafonds de taux tels que prévus par les lois ukrainiennes applicables. Les gouvernements autonomes locaux peuvent en outre prendre des décisions autonomes sur l'octroi, en conformité avec les lois applicables, d'avantages locaux en matière de taxes et de redevances (des conditions préférentielles pour l'utilisation d'espaces et de lieux pour les commerces, les studios, les laboratoires utilisés par les établissements d'enseignement, les installations culturelles, sportives et sociales, etc., sont prévues). S'agissant de l'octroi de subventions et de l'imposition de restrictions à certains types de produits, il vous faut savoir que ces questions ne sont pas évoquées dans la Loi sur les gouvernements autonomes locaux. De plus, les responsabilités suivantes relèvent de la compétence des organes exécutifs des conseils des villages, villes et grandes villes au titre de l'article 35 du chapitre II de ladite loi:

- pouvoirs inhérents (gouvernement autonome):
 - conclure et faire respecter, conformément à la procédure en vigueur, les accords conclus avec des partenaires étrangers pour l'achat et la distribution de produits, l'exécution d'œuvres et la fourniture de services;
 - promouvoir les liens économiques extérieurs des entreprises, instituts et organisations installés dans les juridictions respectives, quelle que soit leur forme de propriété, au moyen du développement du commerce frontalier, de l'infrastructure régionale, et du soutien en matière de réglementation, de méthodologie et de renseignements; et
 - poursuivre, sous réserve des prescriptions des lois applicables, la création de coentreprises avec des partenaires étrangers engagés dans la production et l'infrastructure sociale, et d'autres facilités, attirer l'investissement étranger et créer des emplois;
- pouvoirs délégués:
 - organiser et surveiller les échanges frontaliers et côtiers;

- créer des conditions pour le bon fonctionnement des agences douanières, faciliter leurs opérations; et
- assurer, dans la juridiction respective et dans les limites des responsabilités accordées, la mise en œuvre des engagements internationaux de l'Ukraine.

Question n° 24

Paragraphe 36: Comme nous l'avons noté en octobre, nous voulons des renseignements additionnels sur le droit de faire appel lorsqu'il porte sur des questions relevant de l'OMC. Devant quelle autorité judiciaire sont portés pour examen les appels de décisions administratives dans les domaines du commerce des marchandises, du commerce des services et des droits de propriété intellectuelle? Quels tribunaux sont reconnus?

Réponse

Au titre de l'article 55 de la Constitution de l'Ukraine, chaque citoyen ukrainien a le droit de faire appel auprès d'un tribunal et chaque citoyen a un droit inaliénable de faire recours auprès d'un tribunal de toute décision, de tout acte ou défaut d'action des autorités de l'État, des gouvernements autonomes locaux ou de leurs fonctionnaires. De plus, dans le cas d'un différend entre un importateur (exportateur) et un fonctionnaire, les recours à l'encontre de décisions administratives s'appliquant au commerce des marchandises et des services et à la protection des droits de propriété intellectuelle peuvent être déposés auprès d'un fonctionnaire supérieur. En cas de non-satisfaction ou de désaccord, le plaignant peut demander réparation auprès de l'autorité agréée régissant le domaine d'activité concerné. En cas de défaut d'action de la part de l'organe supérieur agréé, le plaignant a le droit de porter sa plainte devant le tribunal de commerce local, ce qui inclut les tribunaux de commerce de la République autonome de Crimée, les tribunaux de commerce des oblasts (provinces), des villes de Kyiv et Sébastopol (partie 2 de l'article 21 de la Loi sur les instances judiciaires) qui examineront les affaires découlant des relations juridiques commerciales, ainsi que les autres affaires relevant de leur juridiction en vertu du code de procédure (partie 3 de l'article 22 de la Loi sur les instances judiciaires). L'exemple suivant dans la hiérarchie des tribunaux de commerce est les cours d'appel de commerce constituées dans les districts par décret présidentiel (partie 3 de l'article 25 de la Loi sur les instances judiciaires). Le tribunal spécialisé supérieur du système des instances judiciaires de commerce est la Haute Cour de commerce (partie 1 de l'article 38 de la loi) dont les décisions sont finales et contraignantes.

Question n° 25

Les paragraphes 39 et 40 doivent être repris avec attention afin de traiter de manière systématique ce qu'un négociant doit entreprendre pour faire appel d'une décision administrative dans les domaines, par exemple, de l'évaluation et la classification en douane, des OTC, des mesures SPS, des droits de propriété intellectuelle, des licences, des redevances, des licences de service, etc. Le texte actuel manque de précision.

Réponse

En Ukraine, les recours à l'encontre de décisions administratives se font sous forme juridique en vertu de l'article 55 de la Constitution de l'Ukraine. Les appels dans des domaines comme les OTC, les mesures SPS, les droits de propriété intellectuelle, les licences, les paiements et autres sont portés devant le tribunal de commerce.

Question n° 26

Le libellé de cette section doit indiquer un engagement concernant le droit d'appel, les relations entre les autorités centrales et sous-centrales dans le domaine du commerce des marchandises et des services, et sur ce que le gouvernement central est disposé à faire pour garantir une mise en œuvre uniforme des dispositions de l'OMC en Ukraine.

Réponse

[Le représentant de l'Ukraine a déclaré qu'à compter de la date de son accession, l'Ukraine mettrait en œuvre l'article X du GATT de 1994 et les autres dispositions des Accords de l'OMC relatives au droit d'appel. Le Groupe de travail a pris note de ces engagements.]

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES MARCHANDISES

- Droits de commercer

Question n° 27

Le paragraphe 41 indique que la Loi du 15 mars 2003 sur l'enregistrement par l'État des personnes physiques et morales exerçant une activité d'entreprise entrerait en vigueur le 1^{er} juillet 2004. Veuillez confirmer qu'une traduction de cette loi a été communiquée au Groupe de travail. Dans le cas contraire, veuillez en communiquer une traduction.

Réponse

La Loi du 15 mars 2003 sur l'enregistrement par l'État des personnes physiques et morales exerçant une activité d'entreprise est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004.

Une traduction de cette loi a été communiquée au Secrétariat de l'OMC.

Question n° 28

Paragraphe 42: L'Ukraine envisage-t-elle une réduction progressive du nombre d'activités se rapportant aux biens et aux services soumises à licence?

Réponse

Pour l'heure, l'Ukraine n'envisage pas de réduire le nombre d'activités se rapportant aux biens et aux services soumises à licence. Les licences d'activité sont appliquées pour des raisons de réglementation et n'agissent pas comme des obstacles au commerce limitant l'accès aux marchés. D'après la Loi ukrainienne n° 1775-III de 2000, les licences d'activité ne peuvent pas être utilisées pour restreindre la concurrence dans l'exercice d'activités économiques. L'octroi de licences pour les activités se rapportant aux biens et aux services mentionné au paragraphe 42 est requis aux fins de la réalisation d'objectifs légitimes. Les licences d'activité sont nécessaires pour les activités qui peuvent mettre en danger la santé des personnes et des animaux, la préservation des végétaux et la sécurité des citoyens, et qui peuvent causer des dommages à l'environnement. De plus, les licences d'activité peuvent également être requises pour assurer le bon fonctionnement du système financier, protéger la morale publique et garantir les intérêts de sécurité essentiels.

Question n° 29

Paragraphe 42: S'agissant de la liste des activités se rapportant aux biens soumises à licence, il serait utile de réexaminer et de modifier la liste de ces activités.

Réponse

Des suggestions concernant l'élaboration, l'examen et l'introduction de modifications à la liste des types d'activités qui sont soumises à licence sont présentées au Conseil des ministres de l'Ukraine.

La Rada suprême d'Ukraine approuve les suggestions du Conseil des ministres en promulguant des lois correspondantes ou en y introduisant les modifications et addenda correspondants.

Question n° 30

La dernière phrase du paragraphe 42 dit que les "demandes incomplètes ou incorrectes seraient refusées". Veuillez indiquer si la possibilité de compléter une demande et de la soumettre à nouveau est envisagée.

Réponse

Il est possible de soumettre à nouveau des demandes incomplètes ou incorrectes une fois qu'elles ont été complétées ou corrigées.

Question n° 31

Dans le cas d'erreurs mineures sans intention frauduleuse ni négligence grave, la demande incomplète ou incorrecte est-elle également refusée? Veuillez spécifier les articles pertinents de la loi et que, dans le cas d'erreurs mineures, il n'est pas infligé de pénalité plus lourde que nécessaire pour constituer un simple avertissement, conformément à l'article 1:7 de l'Accord sur les procédures de licences d'importation.

Réponse

En conformité avec l'article 16 de la Loi ukrainienne n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures, les erreurs mineures ne constituent pas motif à rejeter une demande de licence. Aucune pénalité n'est infligée en cas d'erreurs mineures.

Question n° 32

Paragraphe 43: Veuillez expliquer ce que vous entendez par "entreprises spécialisées" dans le cas des licences octroyées pour l'importation et l'exportation d'alcool éthylique, de cognac et d'alcools de fruits.

Réponse

L'importation et l'exportation d'alcool éthylique et d'alcools de fruits, d'alcools de raisin rectifiés, et d'alcools de fruits rectifiés ne peuvent être effectuées que sur présentation de licences par des entreprises ou des organisations d'État spécialement autorisées à cet effet par le Conseil des ministres de l'Ukraine, sauf pour le commerce de gros des alcools destinés à des usages médicaux et vétérinaires, qui peut être exercé sur présentation de licence par des instituts de protection sanitaire et

des entreprises d'approvisionnement en produits à usage vétérinaire, quelle que soit leur forme de propriété.

L'importation ou l'exportation de cognac est effectuée sur présentation de licences par des entreprises spécialisées dans la production de cognac, qui possèdent les contenants en chêne nécessaires pour la maturation du cognac, des experts qualifiés et leurs propres installations de production de cognac.

Question n° 33

S'agit-il uniquement d'entreprises nationales ou également d'entreprises étrangères?

Réponse

Les entreprises étrangères ne sont pas autorisées à importer ou exporter du cognac.

Question n° 34

Veillez préciser quels sont les critères appliqués dans les deux cas pour l'octroi d'une autorisation.

Réponse

Le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne est l'autorité exécutive chargée par le Conseil des ministres de délivrer un droit d'importer et d'exporter le cognac. Les licences sont délivrées avec l'approbation de l'Administration fiscale de l'Ukraine. Les licences d'importation et d'exportation pour le cognac sont délivrées pour une période de cinq ans. Les redevances pour ces licences sont perçues chaque année et transférées au Budget de l'État ukrainien: pour l'importation de cognac: 170 000 hryvnias; pour l'exportation de cognac: 85 000 hryvnias.

En vertu de l'article 15 de la Loi ukrainienne n° 481/95, la licence est délivrée sur une demande du sujet de l'activité d'entreprise, à laquelle est jointe une copie du certificat de l'enregistrement auprès des autorités du sujet de l'activité d'entreprise, notariée ou certifiée par l'autorité qui a délivré l'original du document et sa copie, qui prouve que le Conseil des ministres de l'Ukraine a donné l'autorisation spéciale à une entreprise ou une organisation d'État pour procéder à l'importation ou à l'exportation de cognac, signée par le directeur de l'entreprise et portant son sceau. Il est prohibé d'exiger des documents différents de ceux spécifiés ci-dessus. Les documents mentionnés par ladite loi sont présentés en un exemplaire sous forme de copies notariées ou certifiées par l'autorité qui a délivré l'original des documents. La demande pour l'obtention de la licence et les documents mentionnés par ladite loi sont présentés par la personne autorisée par le requérant ou envoyés sous forme de lettre de créance. Lorsqu'il y a présentation en personne de la demande d'obtention de la licence et des documents annexés, ceux-ci sont acceptés selon la liste, dont une copie est remise au requérant, qui porte la date de l'acceptation de la demande et des documents connexes ainsi que la signature de la personne qui a accepté ces documents. La licence ou la décision de refus d'octroi de la licence est communiquée au requérant dans un délai de dix jours à compter de la date de réception des documents susmentionnés. La décision de refus d'octroi de la licence doit contenir la raison de ce refus.

Question n° 35

Quels motifs justifient l'exemption de la redevance de la licence d'exportation accordée aux entreprises qui vendent leur propre production d'alcools à l'étranger?

Réponse

À l'heure actuelle, ce type de privilèges n'est pas appliqué dans la pratique.

Question n° 36

Paragraphe 44: Veuillez expliquer pour quelle raison la redevance d'enregistrement public des médicaments est deux fois plus élevée que la redevance d'enregistrement et de réenregistrement des médicaments radioactifs, des moyens de diagnostic, etc.

Veuillez expliquer pourquoi la redevance d'enregistrement des médicaments est 40 fois plus élevée (1 000 euros) que celle d'enregistrement des médicaments en vrac (25 euros).

Réponse

Le montant des paiements pour l'enregistrement (le réenregistrement) public des produits pharmaceutiques est établi par la Réglementation n° 1422 du Conseil des ministres de l'Ukraine, datée du 13 septembre 2000, sur l'approbation de la procédure d'enregistrement (de réenregistrement) public des produits pharmaceutiques et du montant du droit pour leur enregistrement (leur réenregistrement). Ces paiements sont identiques pour toutes les entités exerçant des activités d'entreprise (résidents et non-résidents) et versés en plein au budget de l'État. Les redevances sont appliquées de la même manière aux produits pharmaceutiques importés et d'origine nationale. Le même montant est imposé aux produits pharmaceutiques en vrac, indépendamment de leur origine.

Pour les produits pharmaceutiques prêts à l'emploi, le droit est défini à un montant équivalant à 1 000 euros. Le droit pour les produits pharmaceutiques radioactifs et les moyens de diagnostic est défini à un montant équivalant à 500 euros. S'agissant des matières premières (substances, substances auxiliaires, produits pharmaceutiques en vrac), le droit d'enregistrement est défini à un montant équivalant à 25 euros.

L'enregistrement (le réenregistrement) public des produits pharmaceutiques est effectué auprès du Ministère de la santé de l'Ukraine sur la base d'un examen des produits pharmaceutiques par le Centre d'État de pharmacologie du Ministère de la santé et du Service d'État des produits pharmaceutiques et des produits à usage médical. Le droit d'enregistrement susmentionné ne comprend pas le coût de l'examen des produits pharmaceutiques par le Centre d'État de pharmacologie du Ministère de la santé, ni le coût d'examens additionnels par des établissements spécialisés, tels que définis par le Ministère de la santé, dont le paiement est effectué sur la base des conditions convenues entre le requérant et l'établissement spécialisé pratiquant l'examen.

Question n° 37

Paragraphe 46: Veuillez indiquer le niveau de la redevance pour les licences délivrées pour la production et le commerce de gros et de détail des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture, ainsi que de la redevance d'enregistrement préalable de ces produits.

Réponse

La redevance pour l'octroi d'une licence autorisant la production de pesticides ou le commerce de détail et de gros de pesticides et de produits chimiques pour l'agriculture s'élève à 255 hryvnias, tel que le prévoit la Résolution n° 1755 du Conseil des ministres de l'Ukraine, datée du 29 novembre 2000, sur l'approbation des conditions de licence pour la conduite de types spécifiques d'activités économiques, du montant et de la procédure pour le paiement de l'enregistrement des licences.

Le montant des paiements pour l'examen, l'enregistrement et le réenregistrement publics des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture est établi par l'Ordonnance n° 116 du Ministère de la protection de l'environnement, datée du 22 mars 2001, sur le montant du paiement pour l'examen, l'enregistrement et le réenregistrement publics des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture (voir le tableau 1).

Tableau 1 - Montant du paiement pour l'examen, l'enregistrement et le réenregistrement publics des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture

N°	Types d'activités	Montant du paiement en hryvnia pour les produits chimiques d'origines étrangère et nationale	
		enregistrement	examen
1	Enregistrement public des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture (à l'exception des produits biochimiques et des régulateurs de croissance)		
	- pour une période de cinq ans	16 500	5 500
	- pour une période de deux ans	6 600	5 500
	- pour une période d'un an	3 300	5 500
2	Enregistrement public des produits chimiques pour la lutte contre les insectes et les rongeurs domestiques		
	- pour une période de cinq ans	8 250	2 750
	- pour une période de deux ans	3 300	2 750
	- pour une période d'un an	1 650	2 750
3	Enregistrement public des produits biochimiques et des régulateurs de croissance		
	- pour une période de cinq ans	5 500	2 750
	- pour une période de deux ans	2 750	2 750
	- pour une période d'un an	1 375	2 750
4	Modification de la période d'enregistrement public des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture (à l'exception des produits biochimiques et des régulateurs de croissance)		
	- jusqu'à cinq ans	13 200	1 650
	- pour une période d'un an	3 300	1 650
5	Modification de la période d'enregistrement public des produits chimiques pour la lutte contre les insectes et les rongeurs domestiques		
	- jusqu'à cinq ans	6 050	1 650
	- pour une période d'un an	1 650	1 650
6	Modification de la période d'enregistrement public des produits biochimiques et des régulateurs de croissance		
	- jusqu'à cinq ans	4 125	1 650
	- pour une période d'un an	1 375	1 650
7	Enregistrement public de produits chimiques enregistrés précédemment		
	1. Élargissement de la portée de l'application jusqu'à cinq articles ou éléments dangereux:		
	- pour une période de cinq ans	2 750	1 650
	- pour une période de deux ans	1 650	1 650
	- pour une période d'un an	1 100	1 650

N°	Types d'activités	Montant du paiement en hryvnia pour les produits chimiques d'origines étrangère et nationale	
		enregistrement	examen
	2. Élargissement de la portée de l'application d'un produit chimique de plus de cinq articles ou éléments dangereux:		
	- pour une période de cinq ans	5 500	1 650
	- pour une période de deux ans	2 750	1 650
	- pour une période d'un an	1 650	1 650
	3. Modification des indications d'utilisation du produit chimique:		
	- pour une période de cinq ans	3 300	1 650
	- pour une période de deux ans	1 650	1 650
	- pour une période d'un an	1 100	1 650
	4. Modification de la norme de dosage du produit chimique:		
	- pour une période de cinq ans	-	1 650
	- pour une période de deux ans	-	1 650
	- pour une période d'un an	-	1 650
	5. Modification mineure de la forme de préparation du produit chimique:		
	- pour une période de cinq ans	-	1 650
	- pour une période de deux ans	-	1 650
	- pour une période d'un an	-	1 650
8	Réenregistrement public des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture (à l'exception des produits biochimiques et des régulateurs de croissance)		
	- pour une période de cinq ans	8 250	1 650
	- pour une période de deux ans	3 300	1 650
	- pour une période d'un an	1 650	1 650
9	Réenregistrement public des produits chimiques pour la lutte contre les insectes et les rongeurs domestiques		
	- pour une période de cinq ans	4 125	1 650
	- pour une période de deux ans	1 650	1 650
	- pour une période d'un an	825	1 650
10	Réenregistrement public des produits biochimiques et des régulateurs de croissance		
	- pour une période de cinq ans	2 750	1 650
	- pour une période de deux ans	1 650	1 650
	- pour une période d'un an	550	1 650

Dans le même temps, conformément à la Loi ukrainienne n° 1628-IV du 18 mars 2004 portant modification de certaines lois relatives aux pesticides et aux produits chimiques pour l'agriculture, la période d'enregistrement et de réenregistrement publics des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture a été prorogée de cinq à dix ans.

A. RÉGLEMENTATION DES IMPORTATIONS

- **Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'importation**

Question n° 38

Le texte de cette section constitue une bonne base pour les travaux futurs, mais nous pensons qu'il faudra élaborer plus avant la description des licences d'activité de l'Ukraine, notamment en ce qui concerne la justification au regard des règles de l'OMC des mesures. Nous sommes intéressés, en premier lieu, par une description des prescriptions pour l'obtention de l'autorisation d'importer et d'exporter dans les domaines des alcools, des produits pharmaceutiques, des produits chimiques pour l'agriculture, des stupéfiants et des supports optiques, et par la distinction entre ces prescriptions et celles appliquées à la distribution des produits en Ukraine.

Réponse

Des renseignements complets et détaillés des prescriptions pour l'obtention du droit d'importer et d'exporter dans les domaines des alcools, des produits pharmaceutiques, des stupéfiants, des produits chimiques pour l'agriculture et des supports optiques figurent à l'annexe 6 du document WT/ACC/UKR/110/Add.2.

Question n° 39

Paragraphe 41: La déclaration selon laquelle "l'activité économique avec l'étranger n'était soumise à aucune prescription d'enregistrement particulière" signifie-t-elle que l'importation et l'exportation ne relèvent pas explicitement des domaines d'activité pour l'enregistrement? Veuillez donner des éclaircissements.

Réponse

Afin d'importer ou d'exporter, une entreprise doit, au moment de son enregistrement, déclarer de manière explicite si ses activités comprennent l'importation/l'exportation ou le commerce.

Question n° 40

L'Ukraine peut-elle confirmer qu'il n'y a pas de restrictions au droit des personnes ou des entreprises d'importer et d'exporter autres que celles mentionnées pour les marchandises soumises à licence d'activité pour le commerce?

Réponse

L'Ukraine confirme qu'il n'y a pas de restrictions au droit des personnes ou des entreprises d'importer ou d'exporter autres que celles mentionnées pour les marchandises soumises à licence d'activité.

Question n° 41

Paragraphe 43: Il semble que l'Ukraine utilise ses licences d'activité pour l'importation d'alcools afin de restreindre les importations et de favoriser les producteurs et distributeurs nationaux dans ce domaine d'activité. Cela semblerait être contraire à l'article XI.

Réponse

L'Ukraine considère que ses licences d'activité pour l'importation de boissons alcoolisées ne restreignent pas les importations de produits alcoolisés.

L'Ukraine n'applique pas de restriction à l'encontre des boissons alcoolisées.

Le droit d'importer et d'exporter des boissons alcoolisées peut être exercé par des entités exerçant des activités d'entreprises, sous toute forme de propriété, si elles sont en possession d'une licence.

Le droit d'importer et d'exporter l'alcool éthylique, les alcools de fruits, les alcools de raisin rectifiés et les alcools de fruits rectifiés ne peut être exercé que sur présentation d'une licence par des entreprises ou organisations d'État spécialement autorisées à cet effet par le Conseil des ministres de l'Ukraine.

Le droit d'importer ou d'exporter le cognac ne peut être exercé que sur présentation d'une licence par des entreprises spécialisées dans la production de cognac.

Question n° 42

L'Ukraine pourrait-elle spécifier les produits alcoolisés et les produits du tabac spécifiques visés par ses prescriptions, et décrire comment une licence d'importation ou d'exportation est obtenue pour les boissons alcoolisées et les produits du tabac autres que les spiritueux?

Réponse

La Loi ukrainienne n° 481/95 du 19 décembre 1995 sur la réglementation par l'État de la production et de la vente d'alcool éthylique, de cognac, d'alcools de fruits, de boissons alcoolisées et de produits du tabac" définit les boissons alcoolisées et les produits du tabac comme suit:

- Boissons alcoolisées: produits obtenus par la fermentation alcoolique de matières premières contenant du sucre, ou produits à partir d'alcool alimentaire avec une teneur en alcool éthylique supérieure à 1,2 pour cent d'unités volumétriques, relevant des groupes de produits des lignes 2204, 2205, 2206 et 2208 du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises; et
- Produits du tabac: cigarettes, cigarettes à bout de carton, cigares, cigarillos et tabac pour pipes, tabac à priser, tabac à mâcher et autres produits du tabac ou en succédanés de tabac, qui entraînent des modifications physiologiques chez la personne qui en consomme.

Le Ministère de l'économie et de l'intégration économique est l'autorité exécutive chargée par le Conseil des ministres de délivrer le droit d'importer et d'exporter les boissons alcoolisées et les produits du tabac. Les licences sont délivrées avec l'approbation de l'Administration fiscale de l'Ukraine. Les licences donnant le droit d'importer et d'exporter les boissons alcoolisées et les produits du tabac sont délivrées pour une période de cinq ans.

En vertu de l'article 15 de la Loi ukrainienne n° 481/95, la licence est délivrée sur dépôt d'une demande de l'entité exerçant des activités d'entreprise, à laquelle est jointe une copie du certificat attestant l'enregistrement public de l'entité, notariée ou certifiée par l'autorité qui a délivré l'original du document. Il est prohibé d'exiger des documents différents de ceux mentionnés ci-dessus. Les

documents mentionnés par ladite loi sont présentés en un exemplaire sous forme de copies notariées ou certifiées par l'autorité qui a délivré l'original des documents. La demande pour l'obtention de la licence et les documents mentionnés par ladite loi sont présentés par la personne autorisée par le requérant ou envoyés sous forme de lettre de créance. Lorsqu'il y a présentation en personne de la demande d'obtention de la licence et des documents annexés, ceux-ci sont acceptés selon la liste, dont une copie est remise au requérant, qui porte la date de l'acceptation de la demande et des documents connexes ainsi que la signature de la personne qui a accepté ces documents. La licence ou la décision de refus d'octroi de la licence est communiquée au requérant dans un délai de dix jours à compter de la date de réception des documents susmentionnés. La décision de refus d'octroi de la licence doit contenir la raison de ce refus.

La décision de refuser l'octroi de la licence peut être prise si:

- les documents présentés ne satisfont pas aux prescriptions de la législation ukrainienne en application;
- le requérant viole la législation ukrainienne en matière d'activités économiques extérieures; et que l'Administration fiscale de l'Ukraine ne donne pas son accord à la délivrance de la licence.

Question n° 43

Le droit d'être un importateur enregistré de ces produits est-il subordonné à des prescriptions en matière d'investissement national?

Réponse

L'article 15 de la Loi ukrainienne n° 481/95 dispose que le droit d'importer et d'exporter des boissons alcoolisées et des produits du tabac peut être exercé par des entités exerçant des activités d'entreprise sous toute forme de propriété si elles sont en possession d'une licence. Il n'y a donc pas de prescription concernant un type quelconque d'investissement national.

Question n° 44

Quelles redevances sont perçues pour les licences?

Réponse

Les redevances pour ces licences sont perçues chaque année et transférées au budget de l'État:

- importation de boissons alcoolisées et de produits du tabac: 250 000 hryvnias; et
- exportation de boissons alcoolisées et de produits du tabac: 3 000 hryvnias.

Question n° 45

Veuillez expliquer la distinction entre les boissons alcoolisées et les alcools en vrac.

Réponse

Les boissons alcoolisées sont un type de produits préemballés (par exemple en bouteilles) tandis que les alcools en vrac se présentent sous forme de produits non préemballés pour le transport (livraison) (stock brut; par exemple en citerne ou par conduit).

Veuillez également vous référer à la réponse à la question n° 32.

Question n° 46

Paragraphe 44: Veuillez donner des éclaircissements sur la structure des redevances pour l'enregistrement des produits pharmaceutiques. Il n'apparaît pas clairement quels montant sont perçus. Ces redevances sont-elles appliquées de manière uniforme aux produits pharmaceutiques importés et d'origine nationale? Par exemple, il semble y avoir une ristourne pour les produits pharmaceutiques en vrac d'origine nationale.

Réponse

Veuillez vous référer à la réponse à la question n° 36.

Question n° 47

Paragraphe 46: Licences: Une nouvelle Loi ukrainienne n° 2070, promulguée le 18 mars 2004 par la Rada, autorise les importations en Ukraine de pesticides et de produits chimiques pour l'agriculture non enregistrés pour une utilisation scientifique et également pour la production de produits qui sont destinés à être exportés. La loi envisage en outre la séparation des compétences des organismes de la branche exécutive du gouvernement dans le domaine de la gestion des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture, et semble traiter de la question du chevauchement de la certification et des licences des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture. De plus, la loi est censée harmoniser la législation dans le domaine des pesticides et des produits chimiques pour l'agriculture avec la législation de l'Union européenne.

L'Ukraine pourrait-elle donner davantage de renseignements sur cette loi?

Réponse

La traduction anglaise de la Loi ukrainienne n° 1628-IV, adoptée le 18 mars 2004, portant modification de certaines lois relatives aux pesticides et aux produits chimiques pour l'agriculture a été communiquée au Secrétariat de l'OMC.

- **Droits de douane ordinaires**

Question n° 48

Paragraphe 49: Nous croyons savoir que l'Ukraine a l'intention de passer au SH2002 après finalisation de tous les arrangements bilatéraux dans le cadre de son accession à l'OMC. L'Ukraine a-t-elle envisagée une date spécifique?

Réponse

L'offre de l'Ukraine concernant le tarif consolidé a été communiquée au Secrétariat de l'OMC et est fondée sur le SH96. Toutes les négociations bilatérales sont menées aussi sur la base du SH96, en conséquence de quoi plus de 20 protocoles bilatéraux ont été signés. Compte tenu de ces éléments, l'Ukraine entend passer au SH2002 au moment de son accession à l'OMC.

Question n° 49

Paragraphe 49: Ce paragraphe devrait être complété par des renseignements concernant l'introduction du SH2002, l'utilisation ainsi que le niveau des droits préférentiels (SGP), et par une référence à la liste des engagements.

Réponse

L'Ukraine n'applique pas de SGP. Veuillez également vous référer aux réponses aux questions n° 48, 50 et 53.

Question n° 50

Libellé proposé en ce qui concerne la liste des engagements: L'Ukraine a engagé avec des membres du Groupe de travail des négociations bilatérales sur l'accès aux marchés pour les marchandises. Les résultats de ces négociations figurent dans la Liste de concessions et d'engagements concernant les marchandises.

Réponse

L'Ukraine accepte cette proposition.

Question n° 51

Correction: Le représentant de l'Ukraine a dit que les droits de douane étaient perçus en vertu de la Loi ukrainienne n° 2371-III du 5 avril 2001, sur le tarif (et non code) douanier de l'Ukraine, telle que modifiée.

Réponse

L'Ukraine confirme cette correction.

Question n° 52

Renseignement ajouté: À compter de juillet 2001, les taux de droits sont visés par la loi susmentionnée qui consolide toutes les réglementations tarifaires antérieures et confie à la Rada le droit exclusif de modifier les droits de douane.

Réponse

L'Ukraine confirme cette information.

Question n° 53

L'Ukraine devrait donner des renseignements additionnels pour cette section sur l'application préférentielle éventuelle de droits de douane, par exemple d'un système généralisé de préférences, accompagné de la législation correspondante. Nous souhaitons également avoir des renseignements sur tout traitement moindre que le traitement NPF, par exemple si des droits de douane plus élevés sont appliqués, ainsi que la liste des Membres de l'OMC faisant l'objet de ce traitement.

Réponse

L'Ukraine ne maintient pas de système généralisé de préférences.

Des taux de droits d'importation communs (non préférentiels) du Tarif douanier unique de l'Ukraine qui sont entre deux et dix fois plus élevés que les taux NPF (préférentiels) sont appliqués aux marchandises originaires des pays dont le nom figure ci-dessous:

Albanie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Bahreïn, Barbade, Belize, Bénin, Bolivie, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Colombie, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Djibouti, Dominique, El Salvador, Équateur, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Îles Salomon, Islande, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Royaume du Bangladesh, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Kitt-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Suriname, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Uruguay, Venezuela, Zambie, Zimbabwe.

Les pays avec lesquels l'Ukraine a conclu des accords de libre-échange prévoyant l'exemption du droit d'importation pour les marchandises conformément aux conditions spécifiées dans lesdits accords sont: l'Arménie, l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Géorgie, le Kazakhstan, le Moldova, l'Ouzbékistan, la Russie, le Tadjikistan, le Turkménistan et la Macédoine.

Veuillez en outre vous référer au paragraphe 49 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5.

- **Contingents et exemptions tarifaires**

Question n° 54

Paragraphe 52: Les renseignements habituellement fournis comprennent une liste des exemptions générales, par exemple pour les importations par des organisations religieuses, ainsi que des renseignements sur les exemptions tarifaires pour des branches de production ou des entreprises spécifiques.

Réponse

Veuillez vous référer à l'annexe 1.

Question n° 55

Paragraphe 53 et 54: Il nous faut des réponses à ces questions.

Réponse

La Réglementation concernant la répartition du contingent tarifaire sur l'importation de sucre de canne brut en Ukraine a été communiquée au Secrétariat de l'OMC (document WT/ACC/UKR/110/Add.1 du 24 octobre 2002, cote interne OMC 02-5866, annexe 10).

Le principe central de la répartition veut que 80 pour cent du montant total du contingent sont donnés aux fournisseurs traditionnels et 20 pour cent aux nouveaux fournisseurs. La méthode de répartition est transparente et approuvée par la plupart des pays fournissant ces produits sur les marchés mondiaux.

Le 22 mai 2003, la Rada suprême d'Ukraine a promulgué deux lois sur l'importation de sucre de canne brut en Ukraine. Une loi prévoit l'importation de 200 000 tonnes de sucre de canne brut à un taux de droit de 60 euros par tonne. L'autre loi prévoit une quantité supplémentaire de 360 000 tonnes à un taux de droit de 6 euros par tonne. Ainsi, le volume général du contingent tarifaire sur le sucre de canne brut en 2003 était de 560 000 tonnes.

La Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2004 fixe les importations en Ukraine de sucre de canne brut à un volume de 125 000 tonnes (entrant dans le contingent tarifaire) à un taux de droit de 30 euros par tonne jusqu'au 15 septembre 2004. La répartition du contingent se fait au moyen d'adjudications.

Les entités suivantes participent à l'application du régime des contingents tarifaires en Ukraine pour l'importation de sucre brut fabriqué à partir de canne à sucre:

- le Comité interdépartemental pour l'organisation d'adjudications pour la répartition des contingents à l'importation de sucre brut fabriqué à partir de canne à sucre en 2003 (le "Comité"), constitué de représentants des ministères et organismes publics pertinents;
- les bourses de marchandises autorisées - où sont organisées les adjudications;
- le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne délivre les licences d'importation sur la base d'une demande, d'un certificat attestant que le requérant a emporté l'enchère et du document du Trésor national indiquant que le requérant a payé les lots acquis en totalité; et
- le Service d'État des douanes fait un rapport mensuel au Ministère de l'économie et de l'intégration européenne et au Ministère de la politique agricole sur le volume de sucre brut fabriqué à partir de canne à sucre importé par les entités jouissant d'une licence.

Le Comité et les bourses de marchandises autorisées publient sept jours avant l'adjudication, dans deux journaux nationaux, les renseignements concernant la quantité des lots offerts à la vente, les conditions d'admission des requérants, la date et le lieu de l'adjudication. Les requérants qui veulent être admis devraient présenter au Comité, au plus tard trois jours avant la date de l'adjudication, les documents suivants:

- une demande de participation à l'adjudication; et
- une copie notariée du certificat d'enregistrement des personnes physiques et morales exerçant une activité d'entreprise.

Les requérants devraient transférer sur un compte spécial du Trésor national un paiement anticipé d'au moins le prix minimal d'un lot (50 000 euros). Les requérants en procédure de faillite ou qui n'ont pas satisfait aux prescriptions susmentionnées ne seront pas admis à participer à l'adjudication. Le Comité annonce la liste des participants un jour avant l'adjudication, et deux heures avant celle-ci, le montant du paiement anticipé de chaque participant. Les participants doivent payer une redevance pour être accrédités auprès de la bourse de marchandises autorisée. Les collusions entre participants sont prohibées. La bourse de marchandises autorisée a l'interdiction de divulguer les secrets commerciaux ou les renseignements confidentiels; d'accorder des conditions favorables à certains participants; ou de restreindre la concurrence. Elle a en outre l'obligation de fournir des renseignements fiables aux participants à l'adjudication.

Au moins deux participants doivent participer afin que l'adjudication soit valide. L'adjudicateur dirige l'adjudication en suivant la liste des lots offerts à la vente. L'adjudication s'ouvre par une déclaration de l'adjudicateur sur le prix de départ du lot, qui équivaut au prix minimal d'un lot. Les participants font leurs offres en levant leurs cartes d'identification. L'adjudication de chaque lot se termine lorsque aucun participant ne lève sa carte pour le prix suivant.

Aucun requérant n'est autorisé à acheter plus de 50 pour cent du volume établi pour l'importation. Dans un délai de trois jours après la clôture de la session de vente, les participants qui ont emporté les adjudications doivent transférer la différence de prix des lots achetés excédant le paiement anticipé sur le compte spécial du Trésor national. Au terme de la session de vente, le

Comité délivre un certificat au participant qui a emporté l'adjudication afin qu'il puisse demander une licence d'importation au Ministère de l'économie et de l'intégration européenne. Les participants qui remportent les adjudications doivent également payer à la bourse de marchandises autorisées un droit d'adjudication d'un montant et dans un délai définis par celle-ci avec l'approbation du Comité.

La revente des lots achetés n'est pas autorisée. Les licences sont valables jusqu'au 15 septembre de l'année en cours.

Question n° 56

Paragraphe 54: Renseignements ajoutés: Dans le budget 2004, le gouvernement a établi un contingent pour les importations de sucre de canne brut (avec un droit d'importation spécifique de 30 euros par tonne) applicable jusqu'au 15 septembre 2004. L'Ukraine pourrait-elle confirmer qu'il s'agit là d'un contingent tarifaire sans restriction quantitative?

Réponse

Oui, il s'agit d'un contingent tarifaire sans restriction quantitative.

Veuillez également vous référer à la question n° 55.

Question n° 57

Nous relevons que cette section est incomplète et attendons avec intérêt la version révisée.

Veuillez faire en sorte que la section révisée inclue une description complète du contingent tarifaire pour le sucre de canne brut et la confirmation selon laquelle le sucre est le seul produit assujéti à un contingent tarifaire.

Réponse

À ce jour, les produits assujettis à un contingent tarifaire en Ukraine sont:

- le sucre de canne brut (position 1701.11). La Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2004 détermine pour les importations en Ukraine de sucre de canne brut un volume de 125 000 tonnes à un droit de douane de 30 euros par tonne jusqu'au 15 septembre 2004. Le droit de douane hors contingent s'élève à 50 pour cent de la valeur en douane, mais au minimum à 300 euros par tonne; et
- les bouteilles en verre transparent (position 7010.91 21 00). Pour la première fois, la Loi ukrainienne n° 1691 du 20 avril 2004 détermine de manière temporaire, pour la période 2004-2005, un taux de zéro pour les importations de bouteilles en verre transparent destinées aux boissons de contenance comprise entre 0,33 et 1 litre. Le droit de douane hors contingent s'élève à 10 pour cent de la valeur en douane.

Ces deux lois sont temporaires.

La Réglementation concernant la répartition du contingent tarifaire sur l'importation de sucre de canne brut en Ukraine a été communiquée au Secrétariat de l'OMC (document WT/ACC/UKR/110/Add.1 du 24 octobre 2002, cote interne OMC 02-5866, annexe 10).

Question n° 58

Paragraphe 55: Nous souhaitons également des renseignements sur les heures normales d'ouverture et sur la portée des bureaux des douanes, afin que nous puissions voir si la nouvelle redevance unifiée est réellement applicable pour les négociants.

Réponse

L'examen par les douanes des marchandises et des véhicules de transport des transporteurs aux points de passage de la frontière ukrainienne est effectué 24 heures sur 24, comme le prévoit la procédure standard pour l'admission sur le territoire national ukrainien des véhicules automobiles et des moyens de transport par voies maritime, ferroviaire et aérienne des transporteurs, sous réserve de l'approbation du Conseil des ministres de l'Ukraine.

Question n° 59

Nous apprécierions des renseignements sur la législation actuellement envisagée pour l'établissement de contingents tarifaires pour les importations de volailles.

Réponse

L'Ukraine n'utilise pas de contingents tarifaires pour les produits avicoles. Aucun instrument législatif ou normatif concernant l'application de contingents tarifaires pour les produits avicoles n'est envisagé pour le moment.

- **Redevances et impositions pour services rendus**

Question n° 60

Paragraphe 56: Quand la législation devant harmoniser les redevances portuaires va-t-elle entrer en vigueur?

Réponse

La Résolution n° 1069 du Conseil des ministres, du 17 juillet 2003, portant modification de la Réglementation sur les redevances portuaires a établi un taux unique de redevance portuaire pour les navires, quel que soit leur pavillon.

Question n° 61

Nous félicitons l'Ukraine pour les progrès accomplis dans ce domaine. L'Ukraine pourrait-elle donner des renseignements sur la manière dont la redevance unifiée fonctionne?

Réponse

Afin de faciliter le dédouanement des véhicules pénétrant sur le territoire douanier de l'Ukraine, la Rada suprême d'Ukraine a adopté, le 12 juillet 2001, la Loi ukrainienne n° 2659-III portant modification de la Loi ukrainienne sur l'introduction d'une redevance unifiée perçue aux points d'entrée sur le territoire national ukrainien.

Conformément à l'article 2 de cette loi, la redevance unifiée est appliquée sur les véhicules automobiles qui traversent la frontière de l'État pour effectuer aux postes des douanes (en cas de transit) des contrôles de type sanitaire, vétérinaire, phytosanitaire, radiologique et environnemental

sur le fret et les véhicules automobiles, ainsi que pour le passage des véhicules automobiles sur les autoroutes ukrainiennes.

La redevance perçue pour le régime de licences ou la certification obligatoire n'est donc pas incluse dans la redevance unifiée et n'est pas exigée aux postes des douanes de la frontière de l'État. La redevance unifiée est perçue une fois, selon le régime de passage (importation, transit), et s'accompagne d'un document de paiement unique.

Les taux de redevance unifiée sont approuvés par l'article 5 de ladite loi ukrainienne en euros.

Les redevances unifiées sont perçues aux points d'entrée de la frontière en hryvnias ukrainiennes selon le taux de change officiel de la Banque nationale d'Ukraine en vigueur à la date de paiement de ces redevances.

Le montant de la redevance unifiée n'est pas déterminé sur la base du nombre de types de contrôles prescrits sur un type de produit particulier. Ceci est dû au fait que les taux de la redevance unifiée ne dépassent pas les coûts moyens d'exécution de tous les types de contrôle à la frontière.

Les montants de la redevance unifiée dépendent uniquement du type de véhicule automobile contrôlé et non du type de fret que le véhicule en question transporte. Le même montant de redevance unifiée est donc appliqué à deux véhicules identiques transportant des chargements différents.

L'article 2 de la Loi ukrainienne n° 2659-III du 12 juillet 2001 établit les taux de redevance unifiée suivants (voir le tableau 2):

Tableau 2 – Taux de redevance unifiée en Ukraine

Type de véhicule automobile	Places assises ou poids total du véhicule automobile avec charge	Droit à taux unifié par véhicule automobile - en euros	
		Pour l'exécution du contrôle	Pour le droit de passage des véhicules par kilomètre d'autoroute
1. Autobus	De 10 à 30 places inclus	2	0,02
	Plus de 30 places	5	0,02
2. Camions avec ou sans remorques et tracteurs avec ou sans semi-remorques	Jusqu'à et y compris 20 tonnes	5	0,02
	Entre 20 et 40 tonnes inclus	10	0,02
3. Poids lourds	Entre 40 et 44 tonnes inclus	10	0,1
	Entre 44 et 52 tonnes inclus	10	0,2
	Entre 52 et 60 tonnes	10	0,27
	Au-delà de 60 tonnes (pour chaque "tranche" de 10 tonnes supplémentaire)	10	0,78
4. Véhicules automobiles lourds avec charges par essieu hors normes	Jusqu'à 5 pour cent inclus	-	0,05
	Entre 5 et 10 pour cent inclus	-	0,1
	Entre 10 et 20 pour cent inclus	-	0,27
	Au-delà de 20 pour cent pour chaque 5 pour cent supplémentaire	-	0,15

Type de véhicule automobile	Places assises ou poids total du véhicule automobile avec charge	Droit à taux unifié par véhicule automobile - en euros	
		Pour l'exécution du contrôle	Pour le droit de passage des véhicules par kilomètre d'autoroute
5. Véhicules automobiles lourds dont les dimensions dépassent la largeur, la hauteur et la longueur prescrites	Pour chaque paramètre	-	0,03
6. Wagon de marchandises, conteneur		2	-

Des exemples de calcul de la redevance unifiée perçue par les douanes ukrainiennes au moment de l'expédition des marchandises par les points d'entrée sur le territoire national ukrainien (importation, transit) sont donnés à la réponse à la question n° 242.

Question n° 62

Paragraphe 55: Cette section devrait être complétée par une annexe indiquant les redevances pour le dédouanement des marchandises hors des locaux des autorités douanières ou en dehors des heures normales d'ouverture (taux et catégories).

Réponse

Veillez vous référer à l'annexe 2.

Question n° 63

Paragraphe 56: Un graphique énumérant les redevances portuaires devrait être fourni. Il nous est nécessaire de voir la structure des redevances afin d'évaluer les renseignements donnés.

Il est fait référence, dans le document WT/ACC/UKR/99/Rev.1, à la "redevance d'État" pour les licences d'importation.

Réponse

Cela fait référence à la redevance pour les licences d'importation.

Question n° 64

Existe-t-il d'autres redevances d'État? Dans l'affirmative, veuillez en donner la liste.

Réponse

La Résolution n° 1544 du Conseil des ministres du 12 octobre 2004 sur les redevances portuaires figure à l'annexe 3.

Question n° 65

L'Ukraine maintient-elle des redevances *ad valorem* sur les importations? Par exemple:

- Des redevances *ad valorem* sont-elles perçues pour le dédouanement dans les conditions suivantes: produits destinés à la réexportation; produits apportés dans un entrepôt de douane autorisé; marchandises sous contrôle douanier et marchandises aux points de contrôle douanier sur les terrains et dans les locaux des entreprises qui stockent ces marchandises et autres articles, ou après les heures de travail prescrites pour les services douaniers?
- Y a-t-il des droits de port, de mouillage, de canal, de phare, de fret et autres redevances portuaires imposés *ad valorem* en nature?

Réponse

Les taux des redevances douanières sont établis par la Résolution n° 65 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 27 janvier 1997.

Les taux des redevances douanières sont les suivants (voir tableau 3):

Tableau 3 - Taux des redevances douanières en Ukraine

Type de redevance douanière	Taux (en dollar EU)
1. Dédouanement de marchandises et autres articles dont la valeur en douane:	
- est inférieure à 100 dollars EU	Pas de redevance
- est comprise entre 100 et 1 000 dollars EU	5
- est supérieure à 1 000 dollars EU	0,2% de la valeur en douane des marchandises et autres articles, mais pas plus de 1 000 dollars EU
2. Dédouanement de biens temporairement importés en Ukraine (exportés d'Ukraine), soumis à une obligation de réexportation (réimportation):	30
- pour chaque déclaration en douane de marchandises	30
- pour chaque exemplaire supplémentaire de celle-ci	15
3. Dédouanement de marchandises en transit:	
- pour chaque déclaration en douane de marchandises	7
- pour chaque exemplaire supplémentaire de celle-ci	3
4. Dédouanement de marchandises transportées dans un entrepôt de douane autorisé:	
- pour chaque déclaration en douane de marchandises	30
- pour chaque exemplaire supplémentaire de celle-ci	15
5. Maintien de marchandises ou autres articles sous le contrôle des douanes, pour chaque journée de garde:	
- pour les 15 premiers jours civils	Pas de redevance
- pour chaque jour civil suivant	0,05% de la valeur en douane totale des marchandises et autres articles
6. Dédouanement de marchandises aux points de contrôle douanier sur les terrains et dans les locaux des entreprises qui stockent ces marchandises et autres articles, ou après les heures de travail prescrites pour les services douaniers (pour une heure de travail d'un agent des douanes):	

Type de redevance douanière	Taux (en dollar EU)
- pendant les heures de travail	20
- en dehors des heures de travail, le samedi, le dimanche	40
- les jours fériés	50
7. Refus des services ordonnés prévus à la section 6 ci-dessus, sans avoir donné d'avis écrit préalable:	20
8. Dédouanement d'un moyen de transport individuel, sous réserve qu'il soit utilisé pour le transport de marchandises et autres articles pour des volumes assujettis aux droits de douane:	10
9. Délivrance de certificats et de permis d'immatriculation (de réimmatriculation) des moyens de transport importés en Ukraine, y compris ceux amenés en Ukraine pour une utilisation temporaire, ainsi que d'unités numérotées assujetties à immatriculation auprès des services d'inspection automobile de l'État:	15
10. Entreposage de marchandises et autres articles en entrepôts de douane, à l'exception des marchandises et autres articles visés à l'article 86 du Code des douanes, par jour (pour 1 kg):	
- pour les dix premiers jours civils	0,1
- pour chaque jour civil suivant	0,5
11. Entreposage de marchandises et autres articles assujettis à un transfert obligatoire à un bureau de douane et visés à l'article 86 du Code des douanes, par jour (pour 1 kg):	
- pour les dix premiers jours civils	0,1% de la valeur en douane totale des marchandises et autres articles
- pour chaque jour civil suivant	0,5% de la valeur en douane totale des marchandises et autres articles
12. Délivrance d'un certificat reconnaissant une entreprise comme déclarant (pour une période maximale d'une année):	1 500
13. Prorogation de la durée de validité (réenregistrement) du certificat reconnaissant une entreprise comme déclarant (annuellement)	1 000
14. Délivrance du certificat de confirmation de livraison de marchandises acceptées dans le cadre du régime de contrôle des exportations de l'Ukraine	100

En vertu du Décret n° 93 du Conseil des ministres du 18 janvier 2003, ces taux ne seront appliqués que jusqu'au 1^{er} janvier 2005.

- **Application de taxes intérieures aux importations**

- **Droits d'accise**

Question n° 66

Paragraphe 60: L'Ukraine pourrait-elle indiquer comment elle supprimera la discrimination fondée sur les "timbres d'accise", en vertu de laquelle les producteurs nationaux sont tenus de les apposer au moment de la commercialisation alors que les importateurs doivent les apposer au moment de l'importation?

Réponse

La discrimination relative à l'étiquetage des boissons alcoolisées et des produits du tabac importés n'existe pas puisque les producteurs étrangers marquent les boissons alcoolisées et les produits du tabac destinés à l'importation en Ukraine au cours de leur production, comme le font les producteurs nationaux.

Question n° 67

Paragraphe 60 à 62: Nous savons que les produits suivants subissent une discrimination du fait du régime actuel des droits d'accise qui pénalise les produits importés:

- **Boissons alcoolisées (vins, etc.): à la réunion du Groupe de travail du 25 mars, le représentant de l'Ukraine a indiqué que le régime actuel avait été prorogé jusqu'en 2005.**

Réponse

Les concessions relatives aux droits d'accise pour le cognac et le brandy fabriqués en Ukraine et vieillis au moins trois ans ont été mises en place jusqu'au 1^{er} janvier 2004. La Loi ukrainienne n° 849-IV du 22 mai 2003 portant modification de la Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2003 et de certains autres actes législatifs a annulé ces concessions et établi des taux de droits d'accise temporaires plus élevés pour les produits alcoolisés, importés en Ukraine; ces droits sont valables jusqu'au moment de l'accession de l'Ukraine à l'OMC.

Question n° 68

Alcool éthylique dénaturé: la discrimination relative aux droits d'accise sera supprimée progressivement d'ici 2006.

Réponse

Les taux de droits d'accise préférentiels pour l'alcool éthylique dénaturé restent valables jusqu'au 1^{er} janvier 2005 mais la Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2004 a suspendu ces taux pour l'année 2004.

Question n° 69

Véhicules automobiles produits en Ukraine: la discrimination relative aux droits d'accise sera supprimée progressivement d'ici 2007.

Réponse

Nous confirmons que la discrimination relative aux droits d'accise pour les véhicules automobiles produits en Ukraine sera supprimée progressivement d'ici 2007.

Question n° 70

Produits du tabac: nous croyons comprendre qu'un projet de législation a été adopté par le Parlement mais que le Président a opposé son veto à la proposition qui aurait introduit des taux différenciés pour les marques étrangères.

Réponse

Cela est correct. La proposition d'introduire des taux différenciés a fait l'objet d'un veto. Il n'y a pas de discrimination dans l'application des droits d'accise aux produits du tabac.

Question n° 71

Au paragraphe 67, toutefois, l'Ukraine s'engage à appliquer ses taxes intérieures, y compris les droits d'accise, en pleine conformité avec les dispositions de l'OMC à compter de la date de son accession. Veuillez clarifier cette situation.

Réponse

[Le représentant de l'Ukraine a confirmé qu'à compter de la date d'accession, son pays appliquerait ses taxes intérieures, y compris les droits d'accise et la taxe sur la valeur ajoutée, en totale conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC, notamment les articles I^{er} et III du GATT de 1994, d'une manière non discriminatoire aux importations provenant de tous les Membres de l'OMC et aux marchandises produites sur le territoire national, à l'exception des automobiles jusqu'au 1^{er} janvier 2008.]

Question n° 72

Paragraphe 62: Nous aimerions un rapport sur l'avancement des efforts déployés par l'Ukraine pour rendre ses droits d'accise conformes aux dispositions de l'OMC. Nous croyons savoir que la promulgation de la législation visant à concrétiser ces efforts a été retardée.

Concernant les boissons alcoolisées:

- **Le tableau 8 reflète-t-il l'extinction des "concessions accordées pour les vins et les cognacs fabriqués en Ukraine"?**
- **Pourquoi l'Ukraine cherche-t-elle à repousser jusqu'en 2006 la suppression des droits d'accise discriminatoires appliqués aux spiritueux importés?**

Réponse

Les concessions relatives aux droits d'accise pour le cognac et le brandy fabriqués en Ukraine et dont la période de maturation est d'au moins trois ans ont été établies jusqu'au 1^{er} janvier 2004. En vertu de la Loi ukrainienne n° 849-IV du 22 mai 2003 portant modification de la Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2003 et de certains autres actes législatifs, ces concessions ont été annulées.

L'article 7 de la Loi ukrainienne n° 178/96 du 7 mai 1996 sur les taux de droits d'accise et des droits d'importation applicables à l'alcool éthylique et aux boissons alcoolisées établit des taux de droits d'accise temporairement plus élevés pour les produits alcoolisés importés en Ukraine pendant la période précédant l'accession à l'OMC.

Question n° 73

S'agissant du droit d'accise sur les automobiles:

- **Comment l'Ukraine entend-elle restructurer le droit d'accise afin de satisfaire aux obligations de l'OMC, par exemple par l'unification de taux actuels ou par la suppression du droit?**

- Nous notons qu'en plus du traitement préférentiel de la production automobile ukrainienne, le droit d'accise applicable aux voitures est fondé sur la cylindrée en m³. Cette méthode d'imposition crée une discrimination injuste à l'encontre des voitures ayant de plus grosses cylindrées. Si l'Ukraine a l'intention de maintenir des droits d'accise sur les voitures, elle devrait avoir recours à une taxe qui ne crée pas une telle discrimination.
- Pourquoi l'Ukraine cherche-t-elle à repousser jusqu'en 2006 la suppression des taxes discriminatoires imposées aux voitures importées?

Réponse

Les taux de droits d'accise réduits pour les véhicules produits en Ukraine sont supposés être éliminés progressivement d'ici au 1^{er} janvier 2007. L'Ukraine vise à soutenir son industrie automobile grâce à ces exemptions tarifaires.

Afin de satisfaire aux obligations de l'OMC, la restructuration du droit d'accise devrait vraisemblablement être réalisée par l'unification des taux.

Voir également l'annexe 4.

Question n° 74

Paragraphe 62 et tableau 8: Comme le tableau 8 donne la mention "exclus" pour le taux de droit d'accise dans le cas de la joaillerie, une indication précisant que la joaillerie n'est pas assujettie aux droits d'accise devrait être ajoutée dans cette section, si notre interprétation de la mention "exclus" est correcte.

Réponse

Conformément à la Loi ukrainienne n° 313/96-BP du 11 juillet 1996 sur les taux de droits d'accise et de droits d'importation applicables à certains produits de base (dans la version de la Loi ukrainienne n° 195-IV du 24 octobre 2002 portant modification de certaines lois sur l'imposition, la fabrication et la distribution des marchandises assujetties aux droits d'accise), le droit d'accise n'a pas été perçu sur la joaillerie depuis le 1^{er} janvier 2003.

Question n° 75

Il semble y avoir en outre une contradiction entre le paragraphe 62, qui dit que les concessions relatives aux droits d'accise accordées aux vins et aux cognacs fabriqués en Ukraine avaient expiré le 1^{er} janvier 2004, et le tableau 8 (situation en mars 2004) qui indique clairement des droits d'accise différents pour les produits importés et les produits fabriqués en Ukraine.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 67.

Question n° 76

Veuillez clarifier ce que signifie, dans la réponse à la question n° 33 du document WT/ACC/UKR/114: "Le projet de loi prévoit l'établissement d'un système mixte de droits d'accise pour tous les produits assujettis." Qu'entendez-vous par "système mixte"?

Réponse

Le Décret n° 18-92 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 26 décembre 1992 sur le droit d'accise (tel qu'amendé par la Loi ukrainienne n° 849-IV du 22 mai 2003) a établi, depuis le 1^{er} janvier 2004, trois types de taux de droits d'accise, à savoir:

- le taux *ad valorem*;
- le taux spécifique; et
- le taux à la fois *ad valorem* et spécifique (taux combiné ou mixte) (voir également l'annexe 4).

- TVA

Question n° 77**Paragraphe 65:**

Correction: le projet de Code fiscal n'est pas entré en vigueur au début du mois de janvier 2004. Le code dit "mini code fiscal" prévoyant la réforme partielle de la fiscalité, approuvé par le Parlement, a fait l'objet d'un veto de la part du Président.

Réponse

Le projet de Code fiscal n'est pas entré en vigueur au début du mois de janvier 2004. En juin 2004, la Rada suprême d'Ukraine a approuvé en première lecture le projet de Loi ukrainienne n° 5258 portant modification de la Loi sur la TVA, à savoir le code dit "mini code fiscal" prévoyant la réforme partielle de la fiscalité.

Question n° 78

Paragraphe 65: Veuillez donner des renseignements à jour sur les futurs changements envisagés pour le chapitre IV du projet de code fiscal visant à se conformer aux prescriptions de l'OMC en ce qui concerne la TVA perçue sur les véhicules automobiles.

Réponse

La Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2004 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et prévoit la suspension des privilèges accordés aux constructeurs automobiles par la Loi sur la TVA.

La situation actuelle des politiques dans le domaine des subventions industrielles est reflétée dans la communication sur les subventions industrielles notifiée au Secrétariat de l'OMC en avril 2004.

Question n° 79

Paragraphe 63 à 67: Les discriminations relatives à la TVA suivantes ne sont pas conformes aux règles de l'OMC:

Voitures produites en Ukraine: la législation actuelle prévoit le maintien de la discrimination relative à la TVA jusqu'en 2008. La nouvelle loi sur la production automobile, adoptée par le Parlement en mars 2004, ne prend pas en considération la discrimination relative à la TVA.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 168.

Question n° 80

Production agricole nationale: application de taux nuls

Réponse

Voir la réponse à la question n° 157.

Question n° 81

Importation de fuels (brut, gaz, etc.) en provenance de la Fédération de Russie: application de taux nuls

Réponse

Voir la réponse à la question n° 85.

Question n° 82

Au paragraphe 67, toutefois, l'Ukraine s'engage à appliquer ses taxes intérieures, y compris la TVA, en pleine conformité avec les dispositions de l'OMC à compter de la date de son accession. Veuillez clarifier la situation.

Réponse

[Le représentant de l'Ukraine a confirmé qu'à compter de la date d'accession, son pays appliquerait ses taxes intérieures, y compris les droits d'accise et la taxe sur la valeur ajoutée, en totale conformité avec les dispositions pertinentes de l'OMC, notamment les articles I^{er} et III du GATT de 1994, d'une manière non discriminatoire aux importations provenant de tous les Membres de l'OMC et aux marchandises produites sur le territoire national, à l'exception des automobiles jusqu'au 1^{er} janvier 2008.]

Question n° 83

Veuillez également indiquer quelle est la situation actuelle des propositions visant à annuler les avantages dont jouissent les chantiers navals et l'industrie de l'aéronautique. Cette législation a-t-elle été adoptée par le Parlement dans l'intervalle?

Réponse

La Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2004 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et prévoit la suspension des privilèges accordés aux entreprises de construction de navires et d'aéronefs par la Loi sur la TVA.

La situation actuelle des politiques dans le domaine des subventions industrielles est reflétée dans la communication sur les subventions industrielles notifiée au Secrétariat de l'OMC en avril 2004.

Question n° 84

Paragraphe 63: Veuillez donner des détails sur l'exonération de la TVA accordée à la production agricole nationale. Comment cette exonération est-elle appliquée de la même manière pour la vente des produits importés similaires?

Réponse

Deux mécanismes d'application de la TVA aux entreprises agricoles sont utilisés en Ukraine.

Le premier est un mécanisme au sein duquel les entreprises de transformation calculent et versent des subventions aux producteurs agricoles, quelle que soit leur forme de propriété et d'activité, y compris les fermes privées, pour la vente aux entreprises de transformation de lait et de viande en poids vif, en utilisant la TVA estimée qui devrait être versée au budget par les entreprises de transformation et qui constitue ainsi une source de financement de ces subventions. Cette mesure de soutien est conforme aux règles de l'OMC. Dans ce cas, l'État n'effectue pas le transfert au budget de cette portion de la TVA, au profit des producteurs agricoles de lait et de viande. Ce mécanisme de subvention des producteurs de lait et de viande, dans lequel la TVA est utilisée comme source de financement, est appliqué lors de périodes de dépenses budgétaires directes insuffisantes. Il est régi par l'article 6 et l'Annexe III:2 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture, en vertu desquels les subventions doivent inclure à la fois des dépenses et des recettes budgétaires par le gouvernement ou ses agents, au profit des producteurs agricoles. Un type similaire de soutien agricole, qui existait en 1994-1996, est présenté dans le document WT/ACC/SPEC/UKR/Rev.7 et dans le tableau sur les niveaux de MGS pour la période 2000-2002.

Le mécanisme de subvention susmentionné fonctionne comme suit: les producteurs agricoles vendent du lait et de la viande en poids vif à des entreprises de transformation, quelle que soit leur forme de propriété, conformément à des accords conclus, en évaluant la TVA à taux nul. Dans un même temps, le crédit d'impôt, qui comprend la TVA versée par les producteurs agricoles sur les achats de marchandises (travaux, services) dont les coûts sont traités comme leurs propres coûts bruts de production (commerce) et leurs immobilisations ou éléments incorporels sujets à dépréciation, est inclus dans les déclarations du contribuable pour la période de référence, pour laquelle des paiements sont versés au budget, avec le remboursement du crédit d'impôt par le budget au titre de ces déclarations. Pour déterminer les montants des subventions accordées aux producteurs agricoles de lait et de viande en poids vif devant être vendus par ces producteurs, les entreprises de transformation établissent, sur une base annuelle, une estimation préliminaire de réception et d'utilisation des montants de TVA évalués selon les volumes des ventes de lait, de produits laitiers, de viande et de produits carnés. Selon cette estimation, chaque entreprise de transformation détermine un montant de TVA (le taux de TVA est de 20 pour cent) qui sera reçu par cette entreprise dans le cadre des ventes de lait, produits laitiers, viande et produits carnés, ainsi que le montant de TVA (le taux de TVA est de 20 pour cent) qui sera évalué pour les (transféré aux) fournisseurs de marchandises (travaux, services), le coût de ces marchandises (travaux, services) étant considéré comme des coûts de production bruts, et le montant des subventions à verser aux producteurs agricoles pour la vente de leur lait et viande en poids vif pour chaque hryvnia du coût de ces produits.

La seconde mesure de soutien par un mécanisme spécial d'application de la TVA consiste à accumuler la TVA pour l'achat d'intrants pour la fabrication de produits agricoles. Conformément à l'article 11.29 de la Loi ukrainienne n° 168 du 3 avril 1997 sur la taxe sur la valeur ajoutée, les entreprises agricoles sont exonérées de la TVA jusqu'au 1^{er} janvier 2004 pour les transactions impliquant la vente de marchandises (travaux, services) de leur propre production, y compris de produits (sauf marchandises assujetties au droit d'accise) fabriqués dans le cadre de contrats de sous-traitance à partir de leurs propres matières premières agricoles, à l'exception des opérations impliquant la vente de lait et de viande en poids vif, à des entreprises de transformation, par des

producteurs agricoles couverts par le premier mécanisme décrit ci-dessus, indépendamment de leur forme de propriété et de leur forme juridique et organisationnelle. Ces exonérations sont appliquées aux entreprises agricoles afin d'accumuler des montants de TVA pour subventionner les producteurs agricoles en cas de dépenses budgétaires insuffisantes pour verser des subventions directes.

Conformément aux procédures approuvées par la Résolution n° 271 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 26 février 1999 (et reprise par la Résolution n° 374 Conseil des ministres de l'Ukraine du 23 avril 2001), les obligations fiscales restantes au titre des déclarations sur la TVA évaluée selon les produits et marchandises (travaux, services) vendus, issus de la propre production des producteurs agricoles, y compris les produits (à l'exception des marchandises assujetties au droit d'accise) fabriqués dans le cadre de contrats de sous-traitance à partir de leurs propres matières premières agricoles, c'est-à-dire la différence entre le montant de TVA (le taux de TVA est de 20 pour cent) reçu par les producteurs agricoles de leurs acheteurs et le montant de TVA (le taux de TVA est de 20 pour cent) versé par ces producteurs à leurs fournisseurs, doivent être transférées par les producteurs agricoles de leurs comptes bancaires courants sur des comptes bancaires séparés dans des délais définis, au cours desquels les montants de TVA doivent être versés au budget. Un producteur agricole doit ouvrir ce compte bancaire séparé pendant une période de déclaration. Le solde de crédit d'impôt au titre des déclarations fiscales susmentionnées, c'est-à-dire la différence négative entre le montant de TVA reçu par les producteurs agricoles de leurs acheteurs et le montant de TVA versé par ces producteurs à leurs fournisseurs, doit être crédité aux producteurs agricoles pour les obligations fiscales des périodes de déclaration suivantes.

Les fonds transférés par les producteurs agricoles sur des comptes bancaires séparés sont utilisés par ces producteurs pour l'achat d'intrants destinés à la production. Si les fonds sont utilisés à d'autres fins, ils sont collectés et versés au budget de l'État sans recours possible.

Ce type de soutien par un mécanisme d'accumulation de fonds pour subventionner les achats d'intrants en faveur de la production agricole, dans lequel la TVA est utilisée comme source de financement en cas de dépenses budgétaires directes insuffisantes, est régi par l'article 6 et l'Annexe III:2 de l'Accord de l'OMC sur l'agriculture. Conformément aux dispositions de l'Accord sur l'agriculture, les subventions doivent inclure à la fois des dépenses et des recettes budgétaires par le gouvernement ou ses agents, au profit des producteurs agricoles. Cette mesure de soutien des producteurs agricoles est présentée dans le tableau WT/ACC/4 pour la période 2000-2002.

Question n° 85

L'exonération de la TVA sur les importations de pétrole brut, de gaz naturel et d'autres produits semblables en provenance de Russie est-elle appliquée, même en théorie, aux importations de produits similaires en provenance d'autres sources? L'Ukraine importe-t-elle ces produits d'autres sources?

Réponse

Conformément à des accords de libre-échange, les marchandises importées en Ukraine ne sont pas assujetties à un droit de douane mais une taxe sur la valeur ajoutée est perçue à des conditions générales relatives à toutes les marchandises. Les exceptions à cette liste incluent le pétrole brut, le condensat de gaz naturel, le gaz naturel, ainsi que des éléments (tiges) combustibles non irradiés et des tiges avec condensateurs et tiges de sécurité et de direction (absorbeurs consommables) fournis au titre de l'accord de libre-échange conclu avec la Fédération de Russie.

Les exonérations ci-dessus sont liées au fait que la Russie applique la TVA à l'exportation de ces produits vers l'Ukraine puisque que celle-ci n'importe pas ces produits d'autres sources.

Question n° 86

Paragraphe 64: Veuillez donner une description plus large des avantages de l'exonération de la TVA "dont jouissent les chantiers navals et l'industrie de l'aéronautique" et par les constructeurs automobiles en Ukraine. Veuillez faire un rapport de la situation actuelle de la législation visant à supprimer le traitement discriminatoire. L'Ukraine cherche-t-elle à maintenir cette discrimination après son accession à l'OMC?

Réponse

La Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2004 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et prévoit la suspension, pendant 2004, des privilèges accordés aux entreprises de constructions de navires et d'aéronefs par la Loi sur la TVA.

La situation actuelle des politiques dans le domaine des subventions industrielles est reflétée dans la communication sur les subventions industrielles notifiée au Secrétariat de l'OMC en avril 2004.

Voir la réponse à la question n° 157.

Question n° 87

Paragraphe 66: Les réponses faites par l'Ukraine concernant cette section ont été données à la réunion du Groupe de travail, c'est-à-dire que la question de savoir si l'Ukraine considérerait ou non les exonérations de TVA pour la production agricole nationale comme une forme de subvention à l'agriculture devant figurer dans ses tableaux sur le soutien à l'agriculture ne relève pas de la contradiction avec l'article III que représente cette mesure. Cette réponse devrait être incluse dans le texte, avec la confirmation selon laquelle, dans la mesure où l'exonération crée une discrimination à l'encontre des produits agricoles similaires importés, elle doit être supprimée.

Réponse

Dans le cadre des deux mécanismes spéciaux du paiement de la TVA par 1) les entreprises de transformation de la viande et du lait et 2) les entreprises agricoles, la TVA à 20 pour cent n'est pas versée directement au budget mais sur des comptes bancaires distincts. Les fonds de TVA ainsi accumulés sont ensuite utilisés pour subventionner les producteurs de produits agricoles de base. Le Service fiscal national procède au contrôle de l'utilisation des fonds en conformité avec la législation. Cela est conforme avec l'article III du GATT.

Question n° 88

Les exemptions fiscales discriminatoires, quelle que soit la raison de leur application, violent l'article III et doivent être supprimées.

S'agissant de la diversion des recettes de la TVA découlant de la vente d'intrants agricoles pour subventionner la production agricole nationale, nous souhaiterions obtenir davantage de renseignements sur le programme:

Ce programme s'applique-t-il à tous les achats intérieurs d'intrants agricoles ou seulement à ceux effectués par des acheteurs enregistrés? Cela inclut-il la TVA évaluée selon les intrants importés?

Réponse

La question n'est pas claire. Afin que nous puissions y répondre, nous avons besoin d'une clarification du terme "acheteurs enregistrés".

Question n° 89

À qui sont les comptes bancaires sur lesquels sont versées les recettes? Comment les subventions pour les équipements agricoles sont-elles réparties? Quel est le montant des subventions?

Réponse

Les paiements de la TVA ne sont pas versés sur le budget mais déposés sur un compte bancaire spécial (distinct) que les producteurs agricoles ouvrent dans toute banque commerciale, afin d'utiliser cette subvention pour acheter des intrants (carburants, semences, engrais, pesticides et équipements ou machines agricoles). Le mécanisme de subventionnement est décrit plus en détail au paragraphe 63 du projet de rapport du Groupe de travail. Le montant des subventions par accumulation de la TVA figure dans le tableau explicatif DS:9 sur le soutien interne, dans le document WT/ACC/4.

Question n° 90

Les équipements agricoles importés peuvent-ils être achetés au moyen de la subvention? Comment vérifie-t-on que les équipements subventionnés ne sont pas revendus ou exportés par la suite?

Réponse

L'argent déposé de cette manière par les entreprises agricoles peut être utilisé pour l'achat de tous intrants de production (carburant, semences, engrais, pesticides et équipements ou machines agricoles), qu'ils soient produits en Ukraine ou importés. Le choix revient aux entreprises agricoles. La règle en matière de subventionnement n'interdit pas la vente ni l'exportation des équipements qui ont été acquis par ces moyens.

Question n° 91

Le paragraphe 66 indique que les entreprises agricoles ont été exonérées de la TVA jusqu'au 1^{er} janvier 2004 et que ces exonérations ont été prorogées. Veuillez indiquer la durée de ces exonérations.

Réponse

Conformément à la Loi ukrainienne n° 849-IV du 22 mai 2003 portant modification de la Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2003 et de certains autres actes législatifs, la durée de ces exonérations a été prorogée jusqu'au 1^{er} janvier 2005.

- **Restrictions quantitatives à l'importation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences d'importation**

Question n° 92

Paragraphe 71: L'Ukraine déclare que "pour certains des produits figurant dans le tableau 9 (Régime de licences automatiques applicables aux marchandises), l'importateur doit recevoir au préalable l'approbation de l'organisme administratif compétent avant d'obtenir la licence d'importation (automatique)". Nous aimerions demander à l'Ukraine de clarifier la question de savoir si les licences accompagnées d'une approbation préalable sont réputées être automatiques et si l'approbation préalable elle-même est automatique.

Réponse

L'approbation préalable n'est pas automatique. Dans ce contexte, les marchandises nécessitant une approbation préalable tel qu'indiqué dans le tableau 9 au paragraphe 1 sont assujetties à un régime de licences non automatiques.

Question n° 93

Paragraphe 68: Nous croyons comprendre que la Loi sur les activités économiques extérieures est en cours de modification.

Nous souhaiterions que l'Ukraine nous donne des renseignements sur la nature de la révision et sur les améliorations que nous pourrions espérer du point de vue des règles de l'OMC. Nous sommes notamment intéressés par des modifications qui portent sur l'application par l'Ukraine des restrictions à l'importation et sur ses procédures de licences d'importation.

Nous croyons savoir que des licences et des contingents sont utilisés comme mesures correctives antidumping au titre de la législation actuelle. L'Ukraine va-t-elle modifier cette législation afin de supprimer le pouvoir d'utiliser des licences ou des mesures quantitatives à titre de mesures correctives contre le dumping?

Nous comprenons qu'une licence d'importation doit être obtenue auprès du Ministère de l'agriculture pour importer certains produits, dont les poissons et d'autres produits de la mer. Cette section du rapport ne contient toutefois aucune référence à un quelconque régime de licences appliqué par le Ministère de l'agriculture. Veuillez réviser cette section afin d'y faire figurer pleinement ce régime.

S'il faut renoncer à une section distincte sur les procédures de licences d'importation, nous devons avoir une discussion générale sur le système en place, avec des indications sur la manière dont il se conforme aux dispositions de l'Accord sur les procédures de licences d'importation. Le texte peut être repris du document WT/ACC/UKR/99/Rev.1.

Par exemple, le document WT/ACC/UKR/99/Rev.1 indique que les importateurs doivent posséder un "certificat d'examen des marchandises" délivré par la Chambre de commerce et d'industrie d'Ukraine ou son service régional, précisant le code des importations selon la nomenclature des produits.

Pourquoi ce certificat ne peut-il être délivré par les fonctionnaires des douanes?

Il est dit qu'"il n'y a pas de raison de refuser la délivrance du certificat". Les importateurs peuvent-ils faire appel? Auprès de quelle instance?

Un "certificat d'origine des produits" est requis pour importer un produit assujéti à licence. Cela s'applique-t-il également aux produits non assujéti à licence? Qui peut délivrer ce certificat?

Réponse

La Loi n° 330-XIV du 22 décembre 1998 sur la protection des producteurs nationaux contre les importations faisant l'objet d'un dumping est la seule loi qui régit l'application de mesures antidumping en Ukraine. La seule mesure corrective antidumping prévue par ladite loi consiste en des droits antidumping. La Loi n° 330-XIV du 22 décembre 1998 sur la protection des producteurs nationaux contre les importations faisant l'objet d'un dumping ne prévoit ni contingents ni licences d'importation. Aucune décision ni résolution gouvernementale ne modifie actuellement cette loi.

La Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures sera rendue pleinement conforme aux règles de l'OMC en matière de mesures correctives commerciales.

Veuillez noter que le Ministère de la politique agricole de l'Ukraine ne délivre pas de licences d'importation pour des produits, y compris pour les poissons et autres produits de la mer. Les importations de poissons et d'autres produits de la mer ne sont pas assujétiées à des licences en Ukraine.

Les possibilités de faire appel des décisions prises par les douanes sont réglementées par les dispositions de l'article 393, "Appel de résolutions dans les affaires d'infractions aux réglementations douanières" du Code des douanes de l'Ukraine n° 92-IV, du 11 juillet 2002.

Ainsi, conformément aux dispositions susmentionnées, la décision prise dans une affaire de violation des réglementations douanières peut faire l'objet d'un appel par la personne à l'égard de laquelle cette décision a été rendue, ou par un représentant de cette personne.

L'appel à l'encontre de la décision d'une administration régionale des douanes peut être enregistré auprès des douanes régionales concernées ou auprès d'un tribunal local du lieu où se situe le bureau des douanes qui a rendu la décision.

Il peut être fait appel de la décision de l'administration régionale des douanes relative à l'appel de la décision des bureaux des douanes qui lui sont subordonnés auprès de l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de réglementations douanières, des Services douaniers de l'État ou d'un tribunal local du lieu où se situent les douanes régionales concernées.

Il peut être fait appel de la décision des douanes régionales et des bureaux de douane subordonnés aux douanes centrales auprès de l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de réglementations douanières, des Services douaniers de l'État ou d'un tribunal local du lieu où se situent les douanes régionales ou autres concernées.

Si, dans les cas mentionnés dans les parties deux, trois ou quatre ci-dessus, il est fait simultanément appel de la décision auprès d'une autorité douanière supérieure et d'un tribunal, et que le tribunal admet l'appel, il est mis un terme à l'examen d'un appel similaire par l'autorité douanière supérieure.

Il peut être fait appel de la décision de l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de douanes relative à la violation de réglementations douanières, ainsi que de sa décision relative à l'appel de la résolution d'une autre autorité douanière dans cette affaire, auprès d'un tribunal local du lieu où se situe l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de réglementations douanières.

L'appel d'une décision d'une autorité douanière doit être enregistré dans un délai de dix jours à compter de la date de présentation d'une copie de la décision à une partie intéressée ou de la notification relative à la décision rendue. Si ce délai devait être dépassé pour une raison valable, il pourrait être renouvelé sur demande de la partie intéressée aux autorités douanières régionales, à l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de réglementations douanières ou au tribunal.

La procédure d'appel d'un jugement du tribunal dans une affaire de violation de réglementations douanières ainsi que la présentation de la décision par le procureur sont déterminées par le Code des infractions administratives de l'Ukraine et d'autres lois.

Les prescriptions obligatoires relatives à un certificat d'origine pour les importations sont prévues à l'article 282 du Code des douanes n° 92-IV du 11 juillet 2002. Un certificat d'origine est requis:

- pour les marchandises originaires de pays auxquels l'Ukraine accorde un traitement préférentiel en conformité avec le Code des douanes;
- pour les marchandises dont l'importation de certains pays est assujettie à des limitations quantitatives (contingents) ou à d'autres mesures de réglementation des activités économiques extérieures;
- s'il est ainsi prévu par des accords internationaux que l'Ukraine a conclus en conformité avec la procédure prévue par la loi, ainsi que par la législation ukrainienne dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé et des droits des consommateurs, de la sécurité de l'État et d'autres intérêts vitaux de l'Ukraine; et
- dans les cas où des documents qui sont fournis à des fins de dédouanement ne contiennent pas les renseignements concernant l'origine des produits, ou si une autorité douanière a suffisamment de raisons de croire que les renseignements déclarés concernant l'origine des produits sont incorrects.

De plus, l'article 284 dispose que le dédouanement et la mise en circulation des marchandises peuvent intervenir sans certificat d'origine à la condition que des droits de douane soient versés en plein. Les importateurs peuvent toutefois demander le remboursement des droits sur les marchandises jouissant d'un traitement préférentiel en présentant le certificat d'origine au plus tard un an à compter de la date du dédouanement.

Le certificat d'origine des produits importés peut être délivré par les chambres de commerce dans le pays d'origine.

Question n° 94

Paragraphe 70: Nous aimerions davantage de renseignements sur le "régime de licences visant à protéger les consommateurs contre la mauvaise qualité des produits". À moins que les prescriptions ou restrictions appliquées aux importations ne soient conformes aux dispositions des Accords SPS et OTC, et notamment aux conditions pour l'application de prescriptions techniques obligatoires, ce régime peut être en violation des dispositions de l'OMC.

Réponse

La référence initiale au régime de licences visant à protéger les consommateurs contre la mauvaise qualité des produits figure dans le document WT/ACC/UKR/99 du 13 février 2002. En

juillet 2003, le régime de licences de l'Ukraine a été réformé par la modification de l'article 16 de la Loi n° 959-XII du 16 avril 1991 sur les activités économiques extérieures. Le nouveau régime de licences ne prévoit pas de prescriptions en matière de licences pour protéger les consommateurs contre la mauvaise qualité des produits. Conformément à l'article 16, les importations de marchandises en Ukraine doivent être assujetties à licence dans les circonstances suivantes:

- grave détérioration de l'état de la balance des paiements et des paiements externes (lorsque d'autres mesures se sont avérées insuffisantes);
- diminution radicale ou taille minimale des réserves d'or et de devises;
- nécessité d'assurer la protection de la vie des êtres humains ou des animaux, la préservation des végétaux, ou la protection de l'environnement, de la moralité publique, des trésors nationaux ayant une importance artistique, historique ou archéologique, des droits de propriété intellectuelle, ou encore d'assurer la sécurité nationale;
- importations de métaux précieux, sauf ceux qui sont utilisés dans le système bancaire;
- nécessité d'appliquer des mesures pour la protection des producteurs nationaux (sauvegardes);
- nécessité d'assurer la protection des brevets, des marques de fabrique et des droits d'auteur et de reproduction; et
- nécessité de respecter les dispositions des traités internationaux conclus par l'Ukraine.

L'Ukraine demande que le paragraphe 70 soit modifié en conséquence.

Question n° 95

Paragraphe 72: La redevance pour la licence d'importation est-elle perçue à chaque demande?

Réponse

La redevance pour la licence d'importation est perçue à chaque demande.

Question n° 96

Le paragraphe 71 et le tableau 9 sont peu clairs. Il devrait être dit clairement que le permis devant être délivré par le Ministère est la licence d'importation principale, et non la licence obtenue automatiquement du Ministère de l'économie, et que sa délivrance est discrétionnaire, et non automatique. Les deux sections devraient faire apparaître cela avec clarté.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 92.

Question n° 97

Paragraphe 73 et 74: Le libellé est quelque peu étrange puisqu'il n'est pas dit si l'Ukraine applique ou non des contingents d'importation. Nous voulons que le texte contienne

des renseignements sur ces contingents et sur tous autres contingents que l'Ukraine a appliqués ou continue d'avoir le droit d'appliquer. Ce droit devrait être décrit en totalité dans le texte du rapport du Groupe de travail.

Réponse

À l'heure actuelle, l'Ukraine applique des contingents d'importation uniquement au titre de mesures de sauvegarde en conformité avec la Loi n° 332-XIV du 22 décembre 1998 sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine.

Les contingents mentionnés au paragraphe 73, imposés aux importations de bétail, sont prévus par l'article 3 de la Loi n° 468/97 du 17 juillet 1997 sur la réglementation par l'État des importations de produits agricoles. L'article 3 est caduc depuis 2003. Actuellement, l'Ukraine n'applique plus ces contingents.

Les mesures de sauvegarde suivantes ont expiré et ont été supprimées:

Description du produit	Code
Papier journal	4707 90 90 00
Minerais de fer: non agglomérés et agglomérés originaires de la Fédération de Russie	2601 11 00 00 2601 12 00 00
Fourrure synthétique et tissu de laine peignée originaires de la République du Bélarus, de la République populaire de Chine (y compris Hong Kong, Siangan, Macao, Aomin), du Taipei chinois, de la Fédération de Russie et de la République de Hongrie	4304, 6001
Plaques, feuilles, bande magnétique et disques en polyuréthane originaires de la Fédération de Russie, de la République du Bélarus, de Lituanie, de Pologne, de la République tchèque et de la République de Hongrie	3921 13
Lampes électriques originaires de la République du Bélarus, de la Fédération de Russie, de la Pologne et de la République de Hongrie	8539 10 8539 22 90 10 8539 22 90 90 8539 29 98 00

Les mesures de sauvegarde suivantes sont actuellement en vigueur et ont été prises sur décision de la Commission interdépartementale du commerce international en conformité avec la Loi n° 332-XIV du 22 décembre 1998 sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine. Ces mesures resteront en vigueur pendant la période de validité indiquée.

Description du produit	Code	Période de validité	Mesures intermédiaires
Bicarbonate de sodium originaire de la Fédération de Russie	2836 30 00 00	du 10 juillet 2002 au 10 juillet 2006	Aucune
Seringues avec ou sans aiguille en matière plastique, d'une contenance de 2, 5, 10, 20 ml, originaires de la Fédération de Russie, de Slovaquie, de Belgique, d'Irlande, de Pologne, d'Allemagne et d'Espagne.	9018 31 10 00	du 21 juin 2001 au 21 juin 2005	Le 3 juillet 2002, le contingent de sauvegarde a été libéralisé de 5 pour cent, et le 28 août 2003 d'une autre tranche de 5 pour cent par rapport au niveau de contingentement initial.

Description du produit	Code	Période de validité	Mesures intermédiaires
Ciment Portland originaire de la Fédération de Russie	2523 29 00 00	du 10 octobre 2002 au 10 octobre 2006	Le 1 ^{er} octobre 2003, le contingent de sauvegarde a été libéralisé de 5 pour cent.
Voitures neuves originaires de la Fédération de Russie	8703 22 19 00	du 12 décembre 2002 au 8 décembre 2006	Le 17 octobre 2003, le contingent de sauvegarde a été majoré de 10 pour cent.

Le paragraphe 74 fait référence aux procédures pour l'administration des contingents au titre des licences spéciales dans le cas de l'application de mesures de sauvegarde en conformité avec la Loi ukrainienne n° 332-XIV de 1998 sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine.

S'agissant du régime de licences d'importation dans le cadre des mesures de sauvegarde appliquées en Ukraine, les licences sont délivrées selon le principe du "premier arrivé, premier servi" issu de la pratique internationale.

- **Évaluation en douane**

Question n° 98

Paragraphe 78 et 79: Le Groupe de travail pourrait-il avoir une copie du projet de loi portant modification du Code des douanes visant à garantir que les Notes interprétatives soient incorporées dans la législation ukrainienne?

Réponse

L'Ukraine travaille à une modification du Code des douanes ukrainien. L'incorporation des notes interprétatives de l'Accord sur l'évaluation en douane dans le Code sera incluse dans les modifications en question. Une fois ces travaux achevés, l'Ukraine fournira au Groupe de travail une copie du projet mentionné.

Question n° 99

Paragraphe 78: Veuillez indiquer quel est le fondement juridique de l'appel à une autorité supérieure au sein de l'administration douanière. Quelles mesures l'Ukraine a-t-elle prises pour rendre sa pratique concernant la publication des décisions judiciaires conforme aux prescriptions de l'article 12 de l'Accord sur l'évaluation en douane?

Réponse

Les possibilités de faire appel des décisions prises par les douanes sont réglementées par les dispositions de l'article 393, "Appel de résolutions dans les affaires d'infractions aux réglementations douanières" du Code des douanes de l'Ukraine n° 92-IV, du 11 juillet 2002.

Ainsi, conformément aux dispositions susmentionnées, la décision prise dans une affaire de violation des réglementations douanières peut faire l'objet d'un appel par la personne à l'égard de laquelle cette décision a été rendue, ou par un représentant de cette personne.

L'appel à l'encontre de la décision d'une administration régionale des douanes peut être enregistré auprès des douanes régionales concernées ou auprès d'un tribunal local du lieu où se situe le bureau des douanes qui a rendu la décision.

Il peut être fait appel de la décision de l'administration régionale des douanes relative à l'appel de la décision des bureaux des douanes qui lui sont subordonnés auprès de l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de réglementations douanières, des Services douaniers de l'État ou d'un tribunal local du lieu où se situent les douanes régionales concernées.

Il peut être fait appel de la décision des douanes régionales et des bureaux de douane subordonnés aux douanes centrales auprès de l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de réglementations douanières, des Services douaniers de l'État ou d'un tribunal local du lieu où se situent les douanes régionales ou autres concernées.

Si, dans les cas mentionnés dans les parties deux, trois ou quatre ci-dessus, il est fait simultanément appel de la décision auprès d'une autorité douanière supérieure et d'un tribunal, et que le tribunal admet l'appel, il est mis un terme à l'examen d'un appel similaire par l'autorité douanière supérieure.

Il peut être fait appel de la décision de l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de douanes relative à la violation de réglementations douanières, ainsi que de sa décision relative à l'appel de la résolution d'une autre autorité douanière dans cette affaire, auprès d'un tribunal local du lieu où se situe l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de réglementations douanières.

L'appel d'une décision d'une autorité douanière doit être enregistré dans un délai de dix jours à compter de la date de présentation d'une copie de la décision à une partie intéressée ou de la notification relative à la décision rendue. Si ce délai devait être dépassé pour une raison valable, il pourrait être renouvelé sur demande de la partie intéressée aux autorités douanières régionales, à l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière de réglementations douanières ou au tribunal.

La procédure d'appel d'un jugement du tribunal dans une affaire de violation de réglementations douanières ainsi que la présentation de la décision par le procureur sont déterminées par le Code des infractions administratives de l'Ukraine et d'autres lois.

Les décisions judiciaires ou administratives en matière d'évaluation sont actuellement publiées dans le "Bulletin de jurisprudence commerciale".

Voir la réponse à la question n° 102.

Question n° 100

Paragraphe 79: Veuillez communiquer le projet de législation incorporant les notes interprétatives de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 98.

Question n° 101

Il faut ajouter à cette section un paragraphe énonçant un engagement.

Réponse

[Le représentant de l'Ukraine a indiqué que son pays appliquerait les dispositions de l'OMC relatives à l'évaluation en douane à compter de la date de son accession, notamment l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994.]

Question n° 102

Document WT/ACC/UKR/114, question n° 47: À compter de quelle date les décisions judiciaires, notamment dans le domaine de l'évaluation en douane, seront-elles consultables sur Internet?

Réponse

Les modifications au Code des douanes qui sont en cours d'élaboration prévoient l'obligation de publier les décisions judiciaires ou administratives en matière d'évaluation (ces décisions judiciaires ou administratives d'application générale ne sont pas encore disponibles sur Internet mais seront publiées sur le site Web officiel du Service des douanes). À l'heure actuelle, les décisions judiciaires ou administratives en matière d'évaluation sont publiées dans le "Bulletin de jurisprudence commerciale".

Question n° 103

Nous avons examiné les chapitres 46 et 47 de la section XI du Code des douanes de l'Ukraine et la Résolution n° 1375 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 28 août 2003, portant approbation de la procédure de déclaration de la valeur en douane des marchandises franchissant la frontière douanière de l'Ukraine. Nous souhaitons formuler des commentaires d'ordre général sur la législation et nous communiquerons des observations détaillées dans un document distinct. Nous tenons également à relever des points spécifiques concernant le texte.

Nous croyons savoir que ces textes ont remplacé la législation pertinente antérieure. Si cela n'est pas le cas, nous aimerions des renseignements sur la législation pertinente additionnelle faisant autorité.

Réponse

En effet, le nouveau Code des douanes n° 92-IV, datant du 11 juillet 2002, et la Résolution n° 1375 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 28 août 2003, qui sont tous deux entrés en vigueur le 1^{er} janvier 2004, remplacent toute législation antérieure régissant l'évaluation en douane, notamment les textes suivants, qui ne sont plus valables désormais:

- le Code des douanes de l'Ukraine du 12 décembre 1991;
- la Résolution n° 1598 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 5 octobre 1998, portant approbation de la procédure d'évaluation de la valeur en douane des marchandises et autres articles qui franchissent la frontière douanière de l'Ukraine"; et
- la Résolution n° 1537 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 12 octobre 2000, sur l'introduction de modifications et d'ajouts à la procédure d'évaluation de la valeur en douane des marchandises et autres articles qui franchissent la frontière douanière de l'Ukraine".

L'Ukraine demande donc que le paragraphe 76 et l'annexe 1 (réglementations douanières) du projet de rapport (WT/ACC/SPEC/UKR/5) soient modifiés en conséquence.

Question n° 104

S'agissant de la législation: Notes interprétatives. La lacune la plus grave semble être que ni le Code, ni la Résolution n'incorporent les dispositions des Notes interprétatives de l'Accord sur l'évaluation en douane. L'article 14 de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC dispose que les Notes interprétatives à l'Accord (figurant à l'Annexe 1) font partie intégrante de l'Accord et que les articles doivent être lus conjointement avec les Notes interprétatives.

Aussi l'Ukraine devrait-elle modifier sa législation afin d'y inclure les dispositions des Notes interprétatives qui font partie intégrante de l'Accord sur l'évaluation en douane.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 98.

Question n° 105

Transparence. Nous n'avons pas été en mesure d'identifier les prescriptions juridiques exigeant d'assurer la transparence requise par l'Accord de l'OMC, par exemple, l'obligation de publier les décisions judiciaires et administratives en matière d'évaluation.

Veuillez indiquer les références juridiques de ces prescriptions ou préciser de quelle manière la législation actuelle sera modifiée pour les établir.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 102.

Question n° 106

Dispositions relatives aux garanties/cautionnements. L'article 264 du Code ukrainien établit un système permettant à l'importateur de reprendre ses marchandises aux douanes en attendant que leur valeur en douane soit définitivement établie lorsque, pour le paiement ultérieur des droits de douane, l'importateur fournit une garantie suffisante sous la forme d'un cautionnement ou d'un autre dépôt. La durée de ces accords de cautionnement est toutefois limitée à 30 jours.

Il s'agit là d'une disposition essentielle de l'Accord. Le délai prévu par le Code est trop limité. Il faudrait ajouter une disposition prévoyant la prorogation du délai.

De plus, l'article 264 dispose que "toutes les dépenses additionnelles encourues par le déclarant dans le contexte de la vérification de la valeur en douane déclarée ... sont portées au compte du déclarant".

Une disposition permettant à une autorité douanière à faire payer à l'importateur le coût de la vérification de la valeur déclarée des marchandises va à l'encontre de l'article 13 de l'Accord sur l'évaluation en douane. L'article devrait être modifié afin de supprimer toute disposition permettant à une autorité douanière à faire payer à l'importateur le coût de la vérification de la valeur déclarée de marchandises importées.

Réponse

L'Ukraine tient à clarifier que le texte de l'article 264 déclare simplement que les frais encourus par l'importateur (et non par le Service des douanes de l'Ukraine) pour la détermination de la valeur en douane et pour l'enregistrement de renseignements additionnels auprès du Service des douanes ne peut pas être remboursé par celui-ci. Ces frais sont à la charge de l'importateur. L'article 264 n'autorise pas le Service des douanes de l'Ukraine à faire payer à l'importateur le coût de la vérification par ledit service de la valeur déclarée des marchandises importées.

Question n° 107

Méthodes d'évaluation prohibées: L'article 273 du Code n'inclut pas la disposition de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane qui dispose que des valeurs arbitraires ou fictives ne peuvent pas être utilisées pour déterminer la valeur en douane. Cet article devrait être modifié. L'article indique en outre que la détermination de la valeur en douane doit être conforme aux principes et dispositions de l'article VII du GATT et de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. La référence à l'article VII du GATT prête à confusion et devrait être supprimée.

Réponse

L'article 273 du Code des douanes dispose que des informations arbitraires ou non crédibles ne peuvent pas être utilisées pour déterminer les valeurs en douane. L'Ukraine demande des éclaircissements sur la question de savoir pourquoi la référence à l'article VII du GATT prête à confusion.

Question n° 108

Conversion monétaire: Le taux de change utilisé pour l'évaluation au titre du Code est-il publié et, dans l'affirmative, dans quelle publication et à quelle fréquence?

L'article 9 de l'Accord sur l'évaluation en douane de l'OMC dispose que le taux de conversion à utiliser sera celui en vigueur au moment de l'exportation ou de l'importation.

Le point 19 de la Résolution n° 1375 précise qu'une correction de la valeur en douane sera faite sur la base du taux de change en vigueur à la "date d'acceptation" par les douanes. La date d'acceptation correspond-elle à la date d'importation aux termes de la législation ukrainienne?

Réponse

Le taux de change de la Banque nationale d'Ukraine est le taux utilisé aux fins de l'évaluation. Il est disponible sur le site Web de la Banque nationale d'Ukraine et mis à jour chaque jour ouvrable pour les devises fortes.

La date d'acceptation n'est pas la date d'importation aux termes de la législation ukrainienne. La date d'importation est la date à laquelle les marchandises sont dédouanées. La date d'acceptation est le moment où le dédouanement commence, à savoir la date à laquelle les douanes ont reçu la déclaration en douane et tous les documents et données nécessaires pour le contrôle douanier et le dédouanement des marchandises.

Question n° 109

Renseignements confidentiels: Bien que l'article 263 du Code ukrainien garantisse de manière générale le traitement des renseignements commerciaux de nature exclusive, il autorise leur divulgation dans les cas prévus par la loi.

Dans quelles circonstances des renseignements commerciaux de nature exclusive pourraient-ils être divulgués au public au titre de cette exception?

Réponse

Outre la divulgation requise par les ordonnances de tribunaux ou pour des enquêtes pénales par des autorités chargées de faire respecter les lois et l'administration fiscale, les renseignements confidentiels pourraient être divulgués au public si la non-divulgation de ces renseignements risquait de mettre en danger la santé ou la vie du public (article 30 de la Loi sur l'information).

Question n° 110

Principes de comptabilité généralement admis: Enfin, le Code ukrainien ne fait pas mention de l'utilisation des principes de comptabilité généralement admis. L'utilisation de ces principes devrait être incluse dans la législation ukrainienne, en conformité avec la note générale des Notes interprétatives.

Réponse

La prescription concernant l'utilisation des principes de comptabilité généralement admis, telle que prévue à la note générale de l'Annexe I de l'Accord sur l'évaluation en douane, figurera dans le texte législatif adoptant les Notes interprétatives.

Question n° 111

Les autres questions comprennent: des différences apparentes par rapport à l'Accord quant à la définition de la valeur transactionnelle, l'absence de dispositions pour la déduction de la valeur transactionnelle, les lacunes dans les critères qui peuvent être utilisés pour déterminer quand utiliser la valeur transactionnelle entre les parties liées, l'absence de protections procédurales pour les déclarants lorsque la valeur déclarée est rejetée, et des écarts et des différences dans le libellé concernant l'évaluation des redevances et des droits de licences, ainsi que sur comment et quand la "méthode de dernier recours" sera utilisée. Nous fournirons une liste détaillée des questions de manière bilatérale et au Secrétariat.

Réponse

L'Ukraine prend note de ces observations.

Question n° 112

Observations sur le texte du Groupe de travail: Paragraphe 76: Nous avons cru comprendre que l'Ordonnance n° 1598 du Conseil des ministres avait été remplacée par la Résolution n° 1375 du Conseil des ministres, du 28 août 2003, portant approbation de la procédure de déclaration de la valeur en douane des marchandises franchissant la frontière douanière de l'Ukraine.

Réponse

Cette information est correcte.

Question n° 113

Paragraphe 77 et 78: Nous ne sommes pas prêts à convenir que le régime d'évaluation en douane de l'Ukraine est conforme aux règles de l'OMC. Le paragraphe 78 indique que nous avons soulevé cette question auparavant. Nous souhaiterions que nos préoccupations figurent dans le texte de manière plus détaillée et nous attendons la réponse de l'Ukraine.

Réponse

L'Ukraine travaille actuellement à une modification du Code des douanes ukrainien. L'incorporation des notes interprétatives de l'Accord sur l'évaluation en douane dans le Code sera incluse dans les modifications en question. Les autres observations formulées par les Membres seront pleinement prises en compte. Une fois achevé, l'Ukraine fournira une copie du projet au Groupe de travail.

Question n° 114

Paragraphe 79: Nous apprécions les assurances données au paragraphe 79 et attendons avec impatience de pouvoir examiner la nouvelle législation lorsqu'elle sera communiquée.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 113.

- **Règles d'origine**

Question n° 115

Paragraphe 80: La période de 150 jours pour l'obtention de la détermination de l'origine est trop longue.

Réponse

La prescription relative aux 150 jours est conforme à l'article 2 h) de l'Accord sur les règles d'origine de l'OMC.

Question n° 116

Paragraphe 80 et 81: Nous aimerions des renseignements supplémentaires sur le caractère systématique de l'application de la prescription relative au certificat d'origine aux importations. Le taux "commun" de droit d'importation est-il toujours prélevé sur les importations sans certificat d'origine (au lieu du taux "privilégié")? Est-il possible de présenter le certificat d'origine rétrospectivement? S'agissant du remboursement des droits de douane, quels types de procédures et de délais sont en vigueur en Ukraine?

Réponse

Les prescriptions obligatoires relatives à un certificat d'origine pour les importations sont prévues à l'article 282 du Code des douanes n° 92-IV du 11 juillet 2002. Un certificat d'origine est requis:

- pour les marchandises originaires de pays auxquels l'Ukraine accorde un traitement préférentiel en conformité avec le Code des douanes;
- pour les marchandises dont l'importation de certains pays est assujettie à des limitations quantitatives (contingents) ou à d'autres mesures de réglementation des activités économiques extérieures;
- s'il est ainsi prévu par des accords internationaux que l'Ukraine a conclus en conformité avec la procédure prévue par la loi, ainsi que par la législation ukrainienne dans les domaines de la protection de l'environnement, de la santé et des droits des consommateurs, de la sécurité de l'État et d'autres intérêts vitaux de l'Ukraine; et
- dans les cas où des documents qui sont fournis à des fins de dédouanement ne contiennent pas les renseignements concernant l'origine des produits, ou si une autorité douanière a suffisamment de raisons de croire que les renseignements déclarés concernant l'origine des produits sont incorrects.

Le taux "commun" de droit d'importation est toujours prélevé sur les importations sans certificat d'origine (au lieu du taux "privilegié").

Il est possible de présenter le certificat d'origine rétrospectivement, au plus tard un an à compter de la date du dédouanement.

Question n° 117

Paragraphe 80: Nous souhaiterions qu'il soit fait référence de manière plus spécifique à l'autorité juridique en matière de règles d'origine en Ukraine. Nous aimerions une mise à jour sur la législation supplémentaire mentionnée dans le paragraphe.

Réponse

L'autorité juridique en matière de règles d'origine non préférentielles est prévue à la section XII du Code des douanes de 2002 (articles 276 à 285).

L'ordre de détermination du pays d'origine d'un produit (actions des fonctionnaires dans ce domaine) est défini par la Résolution n° 1864 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 12 décembre 2002, portant approbation de l'ordre de détermination du pays d'origine d'un produit franchissant la frontière douanière de l'Ukraine, sur la base des dispositions du Code des douanes de l'Ukraine.

Question n° 118

Paragraphe 81: Nous voulons une description plus détaillée des règles d'origine utilisées dans les accords commerciaux préférentiels de l'Ukraine.

Réponse

L'Ukraine maintient actuellement des accords de libre-échange bilatéraux avec les pays de la CEI. Les accords de libre-échange avec les trois États baltes ne sont plus en vigueur. Veuillez apporter les modifications adéquates au paragraphe 220 du document WT/ACC/UKR/5.

Règles d'origine préférentielles avec les pays de la CEI

Les Règles d'origine des pays de la CEI, adoptées par le Conseil des gouvernements de la Communauté d'États indépendants le 30 novembre 2000, régissent les échanges préférentiels entre les pays de la CEI. Globalement, le pays dans lequel le produit a été complètement produit ou suffisamment traité/transformé est considéré comme le pays d'origine du produit. Les produits complètement produits dans un pays couvrent:

- a) les ressources minières extraites du sol du pays, de ses eaux territoriales ou des fonds de ces eaux;
- b) les produits d'origine végétale produits et récoltés dans le pays;
- c) les animaux sur pied nés et élevés dans le pays;
- d) les produits produits à partir d'animaux élevés dans le pays;
- e) les produits provenant de la chasse et de la pêche dans le pays;
- f) les produits de la pêche en mer et d'autres articles de la mer produits sur un navire appartenant au pays ou loué par celui-ci;
- g) les produits produits à bord d'un navire appartenant au pays exclusivement à partir de produits mentionnés au point f);
- h) les produits extraits des fonds marins ou des profondeurs marines hors des eaux territoriales du pays à la condition que ce pays possède les droits exclusifs pour l'exploitation de ces fonds ou profondeurs marines;
- i) les déchets et débris (matières premières secondaires) résultant de la production ou d'autres opérations, ainsi que les articles de seconde main collectés dans le pays et utilisables uniquement pour la transformation comme matières premières;
- j) les produits des technologies de pointe produits dans l'espace sur des navettes spatiales appartenant au pays ou louées par celui-ci; et
- k) les marchandises produites dans le pays exclusivement à partir des produits mentionnés aux points a) à j).

Le pays dans lequel les matières premières ont été transformées en dernier est considéré comme le pays d'origine de ces matières premières, sous réserve que ces matières premières soient confirmées par le certificat CT-1. Dans le cas contraire, le critère de la transformation/du traitement suffisant est appliqué, ce qui peut se traduire par un changement de la classification tarifaire; la règle du pourcentage *ad valorem*; ou le respect de conditions obligatoires, et de la règle de la production et de la transaction technologique. Le critère de la transformation/du traitement suffisant est également appliqué lorsqu'un pays tiers participe à la production du produit.

Un changement de la classification tarifaire pour au moins l'un des quatre premiers chiffres du SH, appliqué à la suite de la transformation d'une marchandise, est considéré comme le critère principal pour la transformation/le traitement suffisant. Ce critère s'applique à toutes les marchandises à l'exception de celles figurant dans la Liste des conditions, des types de production et des transactions technologiques (0201, 0202, 0206, 0207, 0210, 0402, 0408), lorsque le produit est réputé originaire du pays dans lequel ces conditions, ces types de production et ces transactions technologiques sont intervenus. La règle du pourcentage *ad valorem* peut être incluse dans la Liste soit de manière indépendante soit en la combinant avec d'autres critères de la transformation/du traitement suffisant du produit.

Les opérations suivantes ne sont pas considérées comme satisfaisant au critère de la transformation/du traitement suffisant du produit:

- a) les opérations visant à préserver le produit pendant le stockage ou le transport;
- b) les opérations de préparation du produit pour la vente et le transport (fractionnement du lot, préparation de l'expédition, triage, réemballage);
- c) les opérations simples d'assemblage;
- d) les mélanges de produits (composants), le produit obtenu n'ayant pas de différences essentielles par rapport aux composants initiaux;
- e) l'abattage du bétail; et
- f) les combinaisons d'au moins deux des opérations susmentionnées.

Question n° 119

Paragraphe 82: Nous communiquerons une proposition de libellé pour un paragraphe énonçant un engagement plus détaillé dès que nous aurons des réponses à nos questions.

Réponse

L'Ukraine en prend bonne note.

- **Autres formalités douanières**

Question n° 120

Paragraphe 83: Si les Membres ont formulé des requêtes spécifiques, celles-ci devraient être décrites.

Réponse

L'Ukraine n'a pas connaissance de requêtes spécifiques de la part des Membres.

- **Inspection avant expédition**

Question n° 121

Paragraphe 86: Le libellé de cet engagement n'est pas approprié. Nous proposons un libellé comme suit:

Le représentant de l'Ukraine a confirmé que si son pays venait à recourir à des services d'inspection avant expédition à l'avenir, le gouvernement ukrainien ferait en sorte que les prescriptions de l'Accord de l'OMC sur l'inspection avant expédition seraient pleinement mises en œuvre et que les opérations de toute société d'inspection avant expédition agréée par l'Ukraine satisferait aux prescriptions des Accords de l'OMC, y compris des Accords sur la mise en œuvre de l'article VII et des articles VIII et X du GATT de 1994. Le Groupe de travail a pris note de cet engagement.

Réponse

L'Ukraine ne voit pas d'objection au libellé proposé.

- Régimes des droits antidumping, des droits compensateurs et des sauvegardes

Question n° 122

Paragraphe 88 et 89: La législation mentionnée est-elle la plus récente? Des modifications sont-elles prévues? Existe-t-il des résolutions ou des décrets du gouvernement donnant plus de détails sur cette législation? Dans l'affirmative, ils devraient être mentionnés et communiqués au Groupe de travail pour examen.

Réponse

La loi pertinente, à savoir la Loi ukrainienne sur la protection des producteurs nationaux contre les importations faisant l'objet d'un dumping est en vigueur, telle que modifiée par la Loi ukrainienne n° 1595-III du 23 mars 2000 et la Loi ukrainienne n° 860-IV du 22 mai 2003 (les modifications apportées par lesdites lois sont de nature éditoriale et portent sur les changements de nom du Ministère de l'économie ukrainien).

Question n° 123

La loi prévoit-elle l'utilisation de licences ou de contingents à titre de mesures correctives?

Réponse

La Loi n° 330-XIV du 22 décembre 1998 sur la protection des producteurs nationaux contre les importations faisant l'objet d'un dumping ne prévoit ni licences ni contingents pour les importations. Les seules mesures correctives antidumping au titre de cette loi sont les droits antidumping.

Question n° 124

Paragraphe 90: Le tableau 11 dresse la liste des mesures de sauvegarde actuelles et des affaires en cours. Veuillez décrire le système de surveillance et les mesures de supervision mentionnées dans le tableau. De quelle manière sont effectuées la surveillance et la supervision? S'agit-il là de "mesures correctives" en soi ou de mesures intermédiaires?

Réponse

La surveillance des importations en Ukraine est appliquée en vertu de la Loi sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine, sous réserve que l'enquête spéciale ne soit pas parvenue à détecter l'existence d'un dommage aux producteurs nationaux, mais qu'il y ait une

menace d'un tel dommage dans le futur. La surveillance n'est pas une mesure restrictive à l'encontre des importations en Ukraine. Elle est appliquée afin d'analyser les volumes et la valeur des importations de produits qui sont visées par elle. La surveillance des volumes et de la valeur des importations est effectuée au moyen de l'imposition de licences pour les importations en Ukraine, le nombre des licences délivrées n'étant pas limité.

Question n° 125

Paragraphe 91 et tableau 11: Dans le tableau 11, il serait utile d'indiquer la durée de la mesure de sauvegarde jusqu'à la clôture de l'enquête en matière de sauvegardes, ainsi que le type de mesure pour l'enquête en cours en matière de sauvegardes, c'est-à-dire les mesures de supervision prises.

Réponse

L'observation a été prise en compte dans la version révisée du tableau 4 ci-joint.

Le type de mesures pour les enquêtes en cours en matière de sauvegardes n'a pas encore été défini puisque les enquêtes ne sont pas terminées. S'agissant des mesures de supervision, veuillez vous référer à la réponse à la question n° 124.

Tableau 4 - Mesures de sauvegarde prises par l'Ukraine

Pays	Produit faisant l'objet d'une enquête	Date et numéro de la décision	Ouverture de l'enquête	Clôture de l'enquête	Mesures prises		Durée des mesures
			Date de publication de la décision	Date et numéro de la décision	Date de publication de la décision	Taille du contingent annuel imposé à titre de sauvegarde	
CLÔTURE D'ENQUÊTES EN MATIÈRE DE SAUVEGARDES							
Fédération de Russie, République slovaque, Royaume de Belgique, Irlande, Pologne, Allemagne et Royaume d'Espagne	Seringues avec ou sans aiguilles en plastique	Décision n° SP-13/2001/52-61 datée du 1 ^{er} décembre 2001	18 janvier 2001	Décision n° SP-17/2001/52-44 datée du 8 juin 2001	21 juin 2001	893 464,3 kg	Du 21 juin 2001 au 21 juin 2005
Fédération de Russie	Bicarbonate de soude	Décision n° SP-24/2001/52-46 datée du 7 novembre 2001	14 novembre 2001	Décision n° SP-44/2002/52-46 datée du 5 juillet 2002	10 juillet 2002	2 500 tonnes	Du 10 juillet 2002 au 10 juillet 2006
Fédération de Russie	Ciment Portland	Décision n° SP-25/2001/52-48 datée du 13 décembre 2001	19 décembre 2001	Décision n° SP-49/2002/52-48 datée du 7 octobre 2002	10 octobre 2002	157 500 tonnes	Du 10 octobre 2002 au 10 octobre 2006
Fédération de Russie	Voitures neuves	Décision n° SP-28/2002/52-49 datée du 8 janvier 2002	11 janvier 2002	Décision n° SP-54/2002/52-49 datée du 6 décembre 2002	12 décembre 2002	20 826 voitures	Du 12 décembre 2002 au 12 décembre 2006
Quel que soit le pays d'origine	Produits de la biscuiterie	Décision n° SP-59/2002/52-54 datée du 6 décembre 2002	11 décembre 2002	Décision n° SP-85/2003/52-99	30 décembre 2003	Des mesures de sauvegarde ont été mises en place sous la forme d'un droit d'un montant équivalant à 18,3% de la valeur en douane du produit, mais pas moins de 0,3 euro par kg (pour les produits dont la valeur ne dépasse pas 1,5 dollar EU par kg)	Du 30 décembre 2003 au 30 décembre 2007

Pays	Produit faisant l'objet d'une enquête	Date et numéro de la décision	Ouverture de l'enquête	Clôture de l'enquête	Mesures prises		Durée des mesures
			Date de publication de la décision	Date et numéro de la décision	Date de publication de la décision	Taille du contingent annuel imposé à titre de sauvegarde	
ENQUÊTES EN COURS EN MATIÈRE DE SAUVEGARDES							
Quel que soit le pays d'origine	Instrument abrasif	Décision n° SP-95/2004/52 du 25 mars 2004	8 avril 2004				
Quel que soit le pays d'origine	Minerais de manganèse conditionnés pour la vente et le transport	Décision n° SP-96/2004/52 du 25 mars 2004	8 avril 2004				
Quel que soit le pays d'origine	Lingots de fonte grise et très solide pour la production de transmissions hydrauliques GST-90	Décision n° SP-97/2004/52 du 25 mars 2004	8 avril 2004				

Question n° 126

Paragraphe 92: Quelle est la situation actuelle de la législation modifiée? Nous attendons avec intérêt les résultats de l'examen des mesures de sauvegarde de l'Ukraine au regard de l'Accord sur les sauvegardes ainsi que la version révisée de la Loi sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine. Les résultats de l'examen et la loi révisée seront essentiels en vue de la modification de cette section du rapport.

Réponse

Le projet de loi portant modification de la Loi sur l'application de mesures de sauvegarde contre les importations en Ukraine a été approuvé par le Comité spécialisé des politiques économiques, la gestion de l'économie nationale, la propriété et l'investissement de la Rada suprême, et doit maintenant être incluse à l'ordre du jour de la Rada suprême.

Le texte de ce projet sera communiqué dans le document portant la cote WT/ACC/UKR/98/Add.16.

Question n° 127

Le paragraphe 92 énumère les dispositions de la Loi ukrainienne qui ne sont pas conformes à l'Accord de l'OMC sur les sauvegardes. La fin du paragraphe 92 indique qu'une loi est en cours d'élaboration. Veuillez communiquer une traduction en anglais du texte de ce projet et préciser quand l'adoption du projet est envisagée.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 126.

Question n° 128

Le paragraphe 93 fait mention de difficultés avec la mise en œuvre, par l'Ukraine, des mesures de sauvegarde, à savoir un retard dans la réception des renseignements, des preuves insuffisantes pour prouver l'existence d'une poussée des importations, du dommage et du lien de causalité, ainsi que la manière dont le contingent pour les importations de plaques, feuilles, bandes et autres articles en polyuréthane a été fixé (à un niveau 2,5 fois inférieur à la moyenne des importations au cours des trois dernières années représentatives). Nous nous joignons aux Membres qui ont demandé l'élimination de cette pratique non conforme aux règles de l'OMC pour les cas futurs également.

Réponse

Les mesures de sauvegarde imposées aux importations de plaques, feuilles, bandes et autres articles en polyuréthane en Ukraine ont été annulées par la décision n° SP-83/2003/52-49, du 8 octobre 2003, de la Commission interdépartementale du commerce extérieur. Le Ministère de l'économie de l'Ukraine n'a pas reçu, à ce jour, de déclaration indiquant que les mesures de sauvegarde existantes affectant les importations en Ukraine violaient les règles de l'OMC.

Question n° 129

Paragraphe 95: Il manque dans ce paragraphe un engagement en ce qui concerne l'Accord sur les sauvegardes.

Réponse

Le dernier libellé du paragraphe 95 s'articule comme suit: [Le représentant de l'Ukraine a confirmé qu'à compter de la date de son accession, l'Ukraine se conformerait aux dispositions de l'Accord antidumping, de l'Accord sur les sauvegardes et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires de l'OMC.]

Question n° 130

Nous avons demandé l'Ukraine de confirmer qu'aucun droit antidumping ne serait imposé si les importations d'un produit donné représentaient moins de 3 pour cent du volume total des importations de ce produit.

Réponse

En vertu de la Loi ukrainienne sur la protection des producteurs nationaux contre les importations faisant l'objet d'un dumping, aucun droit antidumping ne serait appliqué à l'encontre de marchandises dont l'importation représenterait moins de 3 pour cent du volume total des importations.

B. RÉGLEMENTATIONS DES EXPORTATIONS

- **Droits de douane, droits et impositions pour services rendus, application de taxes intérieures aux exportations**

Question n° 131

Paragraphe 96 ss: Le droit d'exportation imposé aux déchets métalliques ferreux devrait être ajouté à la liste des droits d'exportation perçus par l'Ukraine. La Loi n° 216-IV du 24 octobre 2002 a introduit un droit d'exportation de 30 euros par tonne applicable aux déchets métalliques ferreux.

Réponse

L'Ukraine a inclus le droit d'exportation imposé aux déchets métalliques ferreux dans la liste des droits d'exportation perçus par l'Ukraine, qui figure dans le paragraphe 96 révisé du projet de rapport du Groupe de travail.

Question n° 132

Droits d'exportation: D'après les renseignements fournis, il semble que l'Ukraine n'a pas l'intention de retirer progressivement ses droits d'exportation. Cependant, à la réunion informelle du Groupe de travail du 25 mars, le représentant de l'Ukraine a mentionné l'intention de son pays de retirer progressivement les droits d'exportation. Un paragraphe énonçant un engagement pourrait-il être ajouté ou le paragraphe 108 de la section suivante pourrait-il être modifié?

Réponse

L'Ukraine va mener une politique visant à réduire progressivement le niveau des droits d'exportation. Par exemple, le Conseil des douanes et du tarif douanier de l'Ukraine a approuvé le projet de loi portant modification de certains actes législatifs ukrainien (concernant les exportations de peaux brutes), qui prévoit la réduction du taux de droit d'exportation pour le groupe de produits 4101,

qui passera de 30 pour cent mais au moins 400 euros par tonne à 10 pour cent mais au moins 100 euros par tonne. Le projet de loi est actuellement examiné par la Rada suprême d'Ukraine.

S'agissant de la réduction progressive du droit d'exportation appliqué aux semences de graines oléagineuses, le Ministère de la politique agricole a élaboré le projet de loi portant modification de certaines lois ukrainiennes, qui prévoit la réduction du taux d'exportation de 17 à 15 pour cent.

[Le représentant de l'Ukraine a dit qu'au moment de son accession, l'Ukraine fera en sorte que tous les contrôles quantitatifs des exportations ou prescriptions relatives aux licences d'exportation soient conformes aux dispositions pertinentes de l'OMC, y compris à celles des articles XI, XVII, XX et XXI du GATT de 1994.]

- **Prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation**

Question n° 133

N'existe-t-il pas de prescriptions en matière de licences pour activités d'exportation, par exemple pour les produits assujettis à licence d'activité?

Réponse

Les prescriptions en matière d'enregistrement pour effectuer des opérations d'exportation sont les mêmes que celles appliquées pour l'importation (voir le paragraphe 41 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5).

Le tableau dans la réponse à la question n° 23 du document WT/ACC/UKR/114 énumère les marchandises dont l'importation et l'exportation requièrent une licence d'activité.

Question n° 134

Paragraphe 96: Ces lois sont-elles les seules lois qui prévoient des droits d'exportation? Nous croyons savoir que l'Ukraine applique une taxe d'exportation de 30 euros par tonne aux déchets métalliques ferreux. Il est également fait référence à des droits sur les déchets non ferreux.

Réponse

S'agissant des déchets ferreux, veuillez vous référer au tableau 5. Aucun droit d'exportation n'est imposé aux déchets non ferreux.

Question n° 135

Paragraphe 96 et tableau 12: Veuillez fournir une liste mise à jour et exhaustive des droits d'exportation car ces renseignements ne figurent pas le tableau 12 actuel.

Réponse

L'Ukraine donne des renseignements actualisés sur les droits d'exportation en vigueur dans le pays (en juillet 2004) qui incluent les droits sur les déchets métalliques ferreux.

Les droits d'exportation ont été introduits en vertu des lois suivantes:

- Loi n° 180/96-BP du 7 mai 1996 sur les droits d'exportation appliqués aux bovins sur pied et aux peaux;
- Loi n° 1033-XIV du 10 septembre 1999 sur les taux des droits d'exportation appliqués aux semences de certaines graines oléagineuses, telle que modifiée par la Loi n° 2555-III du 21 juin 2001; et
- Loi n° 216-IV du 24 octobre 2002 sur les droits d'exportation appliqués aux déchets et débris métalliques ferreux.

Voir le tableau 5.

Tableau 5 - Droits d'exportation perçus par l'Ukraine

Code des marchandises du SH96	Désignation des marchandises du SH96	Taux de droit	
		En pourcentage de la valeur en douane	Minimum (en euros par tonne)
Animaux sur pied:			
01.02.90100	Bovins sur pied: jeunes bovins d'un poids inférieur ou égal à 350 kg; bovins d'un poids supérieur à 350 kg	75	1 500
01.02.90310	Génisses (bovins femelles n'ayant jamais vêlé), vaches, taureaux, bœufs, etc.	55	540
01.04.10	Ovins sur pied	50	390
Graines oléagineuses:			
12.04.00900	Graines de lin, éclatées ou non éclatées	17	-
12.06.00900	Graines de tournesol, éclatées ou non éclatées	17	-
12.07.99990	Graines de cameline uniquement	17	-
Peaux:			
41.01	Cuirs de bovins	30	400
41.02	Peau d'ovin (mouton ou agneau)	30	1 euro/animal
41.03.90000	Peau de porc uniquement	27	170
Déchets et débris ferreux:			
7204.1000	- Déchets et débris de fonte	-	30
	- Déchets et débris d'aciers alliés:	-	30
7204.21	-- D'aciers inoxydables	-	30
7204.2110	- - - Contenant en poids au moins 8 pour cent de nickel (ECSC)	-	30
7204.2190	- - - Autres (ECSC)	-	30
7204.2900	- - Autres	-	30
7204.3000	- Déchets et débris de fer ou d'acier étamés (ECSC)	-	30
	- Autres déchets et débris:	-	30
7204.41	- - Tournures, frisons, copeaux, meulures, sciures, limailles et chutes d'estampage ou de découpage, même en paquets:	-	30
7204.4110	- - - Tournures, frisons, copeaux, meulures, sciures, limailles (ECSC)	-	30
	- - - Limailles et chutes d'estampage:	-	30
7204.4191	- - - - En paquets (ECSC)	-	30
7204.4199	- - - - Autres	-	30
7204.49	- - Autres:	-	30

Code des marchandises du SH96	Désignation des marchandises du SH96	Taux de droit	
		En pourcentage de la valeur en douane	Minimum (en euros par tonne)
7204.4910	- - - Fragmentés (déchiquetés) (ECSC)	-	30
	- - - Autres:	-	30
7204.4930	- - - - En paquets (ECSC)	-	30
	- - - - Autres:	-	30
7204.4991	- - - - - En paquets (ECSC)	-	30
7204.4999	- - - - - Autres	-	30
7204.50	- Déchets lingotés:	-	30
7204.5010	- - d'aciers alliés (ECSC)	-	30
7204.5090	- - Autres	-	30

Question n° 136

Paragraphe 100 et tableau 13: Le tableau 13 (prix indicatifs minimaux) devrait être ajouté aux annexes du projet de rapport. Les renseignements figurant à l'annexe 4 du document WT/ACC/UKR/110/Add.2 sont-ils encore corrects ou des changements sont-ils intervenus dans la liste des produits assujettis aux prix indicatifs minimaux?

Réponse

Les prix indicatifs minimaux changent chaque mois. Les renseignements les plus récents figurent dans le tableau 6 et sont disponibles à l'adresse suivante: www.ukrdzi.com.ua.

Tableau 6 - Prix indicatifs minimaux appliqués aux exportations (juillet 2004)

(dollars EU/t, f.a.b. ports d'Ukraine)³

Produits	Prix
1. Armature, norme ASTM ⁴ :	
si expédié au Moyen-Orient:	
- code 7214:	
- diamètre jusqu'à 10 mm	275
- diamètre supérieur à 10 mm	265
- code 7213	265
- code 7228:	
- diamètre jusqu'à 10 mm	275
- diamètre supérieur à 10 mm	265
- si expédié aux États-Unis:	
- codes 7213, 7214, 7228:	275
2. Armature, autres normes ⁵ :	
- si expédié au Moyen-Orient:	
- code 7214:	
- diamètre jusqu'à 10 mm	255
- diamètre supérieur à 10 mm	250
- code 7213	250
- code 7228:	
- diamètre jusqu'à 10 mm	255
- diamètre supérieur à 10 mm	250
3. Câble laminé ⁵ si expédié aux États-Unis:	
- diamètre 5,5 mm	300
- diamètre supérieur à 5,5 mm	300
4. Billette ⁵	235
- si expédié en Égypte	245
5. Bobine laminée à chaud ^{4,5}	315
- si expédié au Mexique, au Canada, en Argentine, en Inde et en Égypte	320
- si expédié aux États-Unis	400
6. Feuille laminée à chaud, épaisseur 8-50 mm ^{4,5}	350
- si expédié en Amérique latine et en Inde	350
- si expédié aux États-Unis:	
- A36	318 61
- A572	343 44
- A516	346 09
- API-2H	470 35
- A283	316 16
- ABC A/B	320 60
- A515	343 47

³ Sauf indication contraire.

⁴ En cas de fourniture de produits métalliques de composition chimique de meilleure qualité, le prix peut être plus élevé.

⁵ Ports de la mer d'Azov, Zaporizhya, Dnipropetrovsk - réduction de 5 dollars EU/MT.

Produits	Prix
7. Carbamide	165
8. Ammoniaque	233
9. Bovins sur pied ⁶	
- Poids jusqu'à 350 kg/tête	1 250–1 350
- Poids supérieur à 350 kg/tête	1 050–1 150
10. Béliers et moutons sur pied ⁶	
- Poids jusqu'à 30 kg/tête	1 050–1 200
- Poids supérieur à 30 kg/tête	1 000–1 100
11. Peaux de bovins salés vertes ou autrement conservées, non circonscrites, écorchage automatique ^{6,7}	
- 1 ^{ère} classe	1 550–1 650
- 2 ^{ème} classe	1 450–1 550
- 3 ^{ème} classe	1 315–1 400
- 4 ^{ème} classe	1 200–1 300
- Poids jusqu'à 10 kg, 1 ^{ère} classe	2 450–2 850
12. Peaux de mouton, traitées à l'eau salée (dollars EU/pièce) ⁶	
- 1 ^{ère} classe	5,0 - 6,0
- 2 ^{ème} classe	4,0 - 5,0
- 3 ^{ème} classe	3,0 - 4,0
- 4 ^{ème} classe	1,7 - 3,0
13. Peaux de porcs salés vertes ou autrement conservées, non circonscrites, écorchage automatique ⁷	
- 1 ^{ère} classe	775 – 850
- 2 ^{ème} classe	725 – 770
- 3 ^{ème} classe	650 – 690
- 4 ^{ème} classe	600 – 630
14. Graine de lin, moulue et non moulue ⁶	360
15. Graine de tournesol, moulue et non moulue ⁶	290
16. Graine de lin rouge ⁶	150
17. Électricité (dollars EU/kWt/h) si expédiée en Bulgarie, en Moldova, en Pologne, en Roumanie, en Slovaquie, en République tchèque et en Hongrie ⁸	0,0205

⁶ En termes f.a.b. – Ports de la mer Noire ou d.a.f. – Frontière ukrainienne.

⁷ Pour les peaux salées vertes, non circonscrites, écorchage manuel, les prix selon la classe sont réduits respectivement de 10 pour cent.

⁸ En termes d.a.f. – Frontière ukrainienne.

- **Restrictions à l'exportation**

Question n° 137

Les paragraphes 102 et 103 sur les licences d'exportation seraient plus appropriés dans cette section que dans la section précédente.

Réponse

L'Ukraine considère que les paragraphes 102 et 103 ont plus leur place dans la section précédente que dans cette section puisqu'ils portent sur les licences d'exportation qui s'intègrent davantage dans le chapitre des réglementations des exportations que dans celui des restrictions à l'exportation.

L'Ukraine croit comprendre que cette observation est destinée au Secrétariat.

Question n° 138

Paragraphe 107: Il est écrit "déchets métalliques ferreux" mais il s'agit évidemment de "déchets métalliques non ferreux".

Réponse

Ce paragraphe contient une erreur technique. Les mots "déchets métalliques ferreux" seront remplacés par "déchets métalliques non ferreux".

Question n° 139

Le paragraphe 108 devrait être modifié afin d'inclure des engagements visant à supprimer les droits d'exportation (voir plus haut) et autres restrictions à l'exportation.

Réponse

[Le représentant de l'Ukraine a dit que dès son accession, son pays ferait en sorte que tous les contrôles des exportations ou les prescriptions en matière de licences d'exportation maintenues ou introduites soient conformes aux dispositions pertinentes de l'OMC, y compris à celles des articles XI, XVII, XX et XXI du GATT de 1994.]

Question n° 140

Le paragraphe 102 indique que l'Ukraine semblait appliquer des redevances de licence d'exportation ne se limitant pas au coût approximatif des services rendus, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article VIII du GATT. Veuillez décrire les mesures prises pour garantir la conformité avec l'article VIII du GATT avant l'accession.

Réponse

L'Ukraine révisera cette redevance afin de refléter le coût effectif des services rendus. Il sera fait rapport des progrès réalisés à cet égard aux membres du Groupe de travail.

Question n° 141

Paragraphe 103: Veuillez clarifier ce qui est entendu par la phrase "le droit additionnel devrait être éliminé le 1^{er} janvier 2005". De quel droit s'agit-il et quand sera-t-il supprimé?

Réponse

Le paragraphe 103 fait référence au droit de dédouanement qui a été fixé à un taux cinq fois supérieur pour les exportations de déchets métalliques ferreux et non ferreux. Veuillez prendre note que ce droit additionnel sera supprimé puisque la Décision n° 285 du 7 mars 1998 arrivera à extinction le 1^{er} janvier 2005.

Question n° 142

Ces lois sont-elles les seules qui prévoient des droits d'exportation? Nous croyons savoir que l'Ukraine applique une taxe d'exportation de 30 euros par tonne aux déchets ferreux. Il est également fait référence à des droits sur les déchets non ferreux.

L'Ukraine pourrait-elle mettre à jour la liste de ses droits d'exportation figurant dans le tableau 12 et donner des renseignements sur les autres lois pertinentes?

Réponse

Voir les réponses aux questions n° 134 et 135.

Question n° 143

Paragraphe 102: Le texte du rapport du Groupe de travail indique que la redevance calculée en pourcentage *ad valorem* par l'Ukraine pour l'obtention d'une licence d'exportation n'est pas conforme aux dispositions de l'article VIII du GATT.

Pourquoi ce droit additionnel est-il imposé et quand sa suppression est-elle prévue? S'il est prévu qu'il soit éliminé, cela peut-il être fait au moment de l'accession?

Réponse

Voir la réponse à la question n° 140.

Question n° 144

Paragraphe 103: Cette section paraît décrire soit une redevance d'exportation non conforme avec les dispositions de l'article VIII, soit une taxe d'exportation globale de 0,1 pour cent. Comment le niveau de cette redevance est-il déterminé? Nous souhaiterions que l'Ukraine explique comment elle entend régler cette question.

Réponse

Voir les réponses aux questions n° 140 et 141.

Question n° 145

S'agissant du "droit" d'exportation "cinq fois supérieur" appliqué aux déchets ferreux et non ferreux, ce droit vient-il s'ajouter au droit d'exportation de 30 euros par tonne?

Réponse

Le "droit" d'exportation "cinq fois supérieur" appliqué aux déchets ferreux et non ferreux vient s'ajouter au droit d'exportation de 30 euros par tonne. Ce droit additionnel sera supprimé étant donné que la Décision n° 285 du 7 mars 1998 arrive à extinction le 1^{er} janvier 2005.

Question n° 146

(Déclaration) Des droits d'exportation élevés agissent comme des obstacles au commerce et doivent être réduits, compte tenu de la déclaration du paragraphe 105 qui dit que "l'Ukraine restreignait principalement les exportations moyennant l'application de droits d'exportation ...".

Réponse

S'agissant de la déclaration mentionnée dans le paragraphe 105, il y a une erreur de traduction et la phrase devrait être "l'Ukraine restreint en premier lieu les exportations moyennant l'application de droits d'exportation".

L'Ukraine reconnaît que des droits d'exportation élevés peuvent agir comme des obstacles à l'exportation et doivent être réduits.

À cet égard, l'Ukraine met en œuvre une politique de réduction progressive des taux de droits d'exportation.

- **Restrictions quantitatives à l'exportation, y compris prohibitions, contingents et régimes de licences**

Question n° 147

Paragraphe 104: Quels "métaux précieux" sont assujettis aux restrictions à l'exportation? Y a-t-il des restrictions en vigueur actuellement?

Réponse

Les métaux précieux suivants font l'objet de contingents à l'exportation en Ukraine:

- minerais et concentrés de métaux précieux (code 2616);
- métaux précieux colloïdaux; composés inorganiques et organiques de métaux précieux, définis chimiquement ou non; amalgames de métaux précieux (code 2843);
- argent (y compris argent plaqué or ou platine), sous forme brute, semi-manufacturée ou sous forme de poudre (sauf métaux à usage bancaire) (code 7106);
- or (y compris or plaqué platine), sous forme brute, semi-manufacturée ou sous forme de poudre (sauf métaux à usage bancaire) (code 7108);
- platine, sous forme brute, semi-manufacturée ou sous forme de poudre (sauf métaux à usage bancaire) (code 7110); et
- déchets et rebuts de métal précieux ou de métal revêtu de métal précieux (code 7112).

Question n° 148

Paragraphe 105 et 106: La prohibition à l'exportation que l'Ukraine impose aux déchets non ferreux est très clairement non conforme aux règles de l'OMC. Nous notons que l'Ukraine prétend que la mesure est justifiée du fait qu'elle est temporaire et destinée à atténuer un sérieux manque de produits essentiels aux pays.

L'Ukraine maintient des restrictions à l'importation à l'encontre de plusieurs produits différents. Veuillez expliquer toutes les restrictions et les prescriptions affectant l'exportation de déchets ferreux et non ferreux.

Réponse

En Ukraine, les déchets ferreux sont assujettis à un droit d'exportation (30 euros par tonne) et l'exportation de déchets non ferreux est prohibée.

Question n° 149

Veuillez préciser quels produits (y compris les déchets métalliques ferreux et non ferreux) font l'objet d'une interdiction ou d'une prohibition à l'exportation, et quels produits (y compris les déchets ferreux) sont assujettis à des droits d'exportation.

Réponse

En Ukraine, l'exportation de déchets non ferreux est prohibée. La liste de droits d'exportation figure dans le tableau 5.

Question n° 150

Veuillez en outre donner la liste des produits qui sont assujettis à des licences d'exportation.

Réponse

En Ukraine, les marchandises assujetties à des licences d'exportation incluent les marchandises suivantes:

- minerais et concentrés de métaux précieux;
- métaux précieux colloïdaux; composés inorganiques et organiques de métaux précieux, définis chimiquement ou non; amalgames de métaux précieux;
- argent (y compris argent plaqué or ou platine), sous forme brute, semi-manufacturée ou sous forme de poudre (sauf métaux à usage bancaire);
- or (y compris or plaqué platine), sous forme brute, semi-manufacturée ou sous forme de poudre (sauf métaux à usage bancaire);
- platine, sous forme brute, semi-manufacturée ou sous forme de poudre (sauf métaux à usage bancaire);
- déchets et rebuts de métal précieux ou de métal revêtu de métal précieux;

- produits pouvant contenir des substances destructrices d'ozone et importés en conditionnement aérosol;
- produits pouvant contenir des substances destructrices d'ozone;
- substances destructrices d'ozone;
- polycarbonate pour la production de dispositifs optiques de stockage de l'information;
- catégories 2, 2 a), 4, 5, 6, 7, 8, 12, 13, 15, 26/27, 29, 83, 117 des produits textiles à destination de l'UE;
- catégories 435, 442, 444, 448 des produits textiles à destination des États-Unis;
- métaux laminés à plat, alliages d'acier et acier pur à destination de l'UE; et
- certains types de métaux laminés à plat en acier au carbone, laminés à chaud, sans revêtement électrolytique ou autre revêtement métallique, autrement qu'en rouleaux, d'une largeur supérieure à 150 mm, à destination des États-Unis.

Question n° 151

S'il existe des produits assujettis à la fois aux licences d'exportation et aux droits d'exportation, veuillez préciser quels sont ces produits.

Réponse

En Ukraine, aucun produit n'est assujetti à la fois aux licences d'exportation et aux droits d'exportation.

Question n° 152

Veuillez expliquer si les licences à l'exportation sont délivrées automatiquement ou dans le cadre d'un programme de contrôle des exportations.

Réponse:

L'octroi des licences d'exportation n'est pas de nature restrictive mais utilisée aux fins d'un contrôle des exportations.

Question n° 153

Paragraphe 107: Il semble y avoir une confusion avec les restrictions affectant les déchets ferreux et non ferreux. Nous avons cru comprendre que seuls des droits d'exportation étaient imposés aux déchets ferreux, et non des restrictions quantitatives. Nous comprenons maintenant que les licences pour l'exportation des déchets ferreux ont été suspendues par le gouvernement ukrainien en février 2004 (Bulletin de la métallurgie, 11 février 2004), ce qui a marqué l'arrêt effectif des exportations de déchets.

Veuillez commenter ce rapport et expliquer quelles procédures de licence s'appliquent aux exportations de déchets ferreux. Veuillez mettre à jour le rapport.

Réponse

Les activités d'exportation de déchets ferreux ne nécessitent pas l'octroi de licences en Ukraine.

En vertu de la Loi ukrainienne sur les déchets métalliques, les contrats d'exportation de déchets métalliques doivent être enregistrés conformément à la procédure définie par le Conseil des ministres de l'Ukraine.

En février 2004, les contrats d'exportation de déchets ferreux enregistrés et en cours ont été réenregistrés. Pendant cette période, le dédouanement des expéditions de déchets a été effectué sur la base des contrats réenregistrés.

D'après les données statistiques, les exportations de déchets ferreux n'ont pas été suspendues. En janvier 2004, les exportations de déchets métalliques se sont élevées à 151 300 tonnes, en février 164 700 tonnes, en mars 132 500 tonnes et en avril 216 500 tonnes.

Question n° 154

L'interdiction affectant les déchets non ferreux est en vigueur depuis cinq ans. Combien de temps l'Ukraine pense-t-elle que cette mesure "temporaire" sera maintenue?

Réponse

L'Ukraine a une bonne connaissance de cette question et s'efforce de la régler, en examinant avec attention les approches et les mesures pratiques possibles.

- Subventions à l'exportation

Question n° 155

Cette section a besoin d'être détaillée, ne serait-ce que pour confirmer qu'aucune mesure de ce type n'est appliquée.

Réponse

L'Ukraine confirme qu'aucune mesure de ce type n'est appliquée.

C. POLITIQUES INTÉRIEURES AFFECTANT LE COMMERCE EXTÉRIEUR DES MARCHANDISES

- Politique industrielle, y compris les subventions

Question n° 156

Paragraphe 112: Nous croyons comprendre que les exonérations de la TVA et des droits d'importation applicables aux matériels et équipements n'ont pas encore été supprimées (voir nos observations sur le paragraphe 67).

Réponse

La question de la suppression des exonérations de la TVA et des droits d'importation pour les matériels et équipements est actuellement examinée.

Il existe des exonérations de la TVA et des droits d'importation pour l'importation de matériels, équipements et composants destinés à être utilisés dans la construction navale, mais les préférences relatives à la TVA mentionnées plus haut sont maintenant suspendues aux termes de la Loi ukrainienne sur le budget de l'État.

De plus, elles font l'objet d'une révision en termes de conformité avec la Loi sur le budget de l'État pour l'année à venir et pourraient être suspendues.

Question n° 157

Paragraphe 115: Pour les voitures, des subventions sous forme de paiements différés des taxes jusqu'en 2008 sont envisagées. Nous sommes d'avis que cette législation prévoit des exemptions tarifaires (plutôt que des reports) qui sont discriminatoires de fait puisqu'elles ne s'appliquent qu'à deux producteurs. Pourriez-vous confirmer que la nouvelle législation approuvée en mars 2004 élargira les exemptions de droits d'importation aux nouveaux producteurs s'établissant en Ukraine, mais que les exonérations de la TVA resteront discriminatoires? Pourriez-vous confirmer, en outre, qu'afin d'être admis à bénéficier de l'exemption des droits d'importation, les produits doivent être produits conformément à des règles exigeant que 50 pour cent de la valeur soit ajoutée en Ukraine?

Réponse

Le régime ukrainien de soutien à la production automobile varie en fonction de la date à laquelle les projets d'investissement dans le secteur ont été approuvés.

Projets d'investissement approuvés avant le 1^{er} janvier 2004.

Les projets d'investissement approuvés avant le 1^{er} janvier 2004 sont régis par la Loi ukrainienne n° 535 du 19 septembre 1997. À l'origine, cette loi spécifiait que les privilèges spéciaux relatifs aux taxes directes et indirectes et aux droits de douane étaient limités aux entreprises ayant conclu un programme d'investissement avec le Conseil des ministres. Ce programme d'investissement devait prévoir une augmentation progressive de la localisation de la production des composants automobiles jusqu'à un taux d'au moins 70 pour cent de sa valeur estimée avant la fin de la dixième année à compter de la mise en œuvre du programme d'investissement.

Cette prescription relative à la teneur en éléments d'origine locale a été supprimée par la Loi ukrainienne n° 2279-II, du 15 novembre 2001, portant modification de la Loi sur la stimulation de la production automobile en Ukraine, qui a modifié les lois fiscales pertinentes afin de supprimer la prescription relative à la teneur en éléments d'origine locale. (Note: des bases de données actuelles peuvent contenir des versions de la Loi n° 535, "telle que modifiée", qui contiennent, par erreur, le libellé concernant la teneur en éléments d'origine locale en ce qui concerne l'application d'un taux de zéro pour la TVA. Cependant, la suppression de cette prescription peut être confirmée en consultant l'article 11.19 de la Loi sur la valeur ajoutée.)

La Loi ukrainienne n° 1344-IV du 27 novembre 2003 sur le budget de l'État pour 2004 a suspendu pour l'année 2004 les privilèges relatifs à la TVA pour les véhicules automobiles produits en Ukraine.

Il est également intéressant de noter que la Loi ukrainienne n° 216/96 du 24 mai 1996 sur les taux de droit d'accise applicables aux véhicules automobiles exempte les véhicules produits en Ukraine du droit d'accise, sous réserve que les véhicules soient fabriqués par des entreprises produisant annuellement plus de 1 000 véhicules.

Aussi le soutien que l'Ukraine accorde aujourd'hui aux projets d'investissement dans le secteur automobile approuvés avant le 1^{er} janvier 2004 ne contrevient pas à l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Il y a toutefois une MIC.

Projets d'investissement approuvés pendant la période 2004-2008.

Les projets approuvés entre 2004 et 2008 sont régis par la Loi ukrainienne n° 1624-IV du 18 mars 2004 sur le développement de l'industrie automobile en Ukraine, qui est entrée en vigueur en mai 2004.

Cette loi prévoit un support des pouvoirs publics aux entreprises produisant des automobiles, des motocyclettes et des pièces détachées. Ces entreprises sont définies comme des personnes morales en Ukraine qui, outre d'autres automobiles, motocyclettes et pièces détachées, produisent des automobiles, motocyclettes et pièces détachées originaires d'Ukraine. Une automobile, motocyclette ou pièce détachée est réputée originaire d'Ukraine si la valeur des intrants originaires d'autres pays ou d'origine inconnue est inférieure à 50 pour cent du prix hors usine fixé par le producteur.

Les avantages octroyés à un producteur admissible sont les suivants: exemption du paiement des droits d'importation pour les marchandises et composants utilisés pour la construction, la modernisation et le rééquipement des installations de production; exonérations de l'impôt sur les sociétés pour la portion des bénéfices réinvestis; et exemptions du paiement des droits d'importation sur les intrants utilisés pour produire des automobiles, motocyclettes et pièces détachées originaires d'Ukraine.

La loi ne prévoit pas d'exonération de la TVA.

La loi dispose que ces avantages viendront à expiration le 31 décembre 2008.

La Loi ukrainienne n° 216/96 du 24 mai 1996 sur les taux de droit d'accise applicables aux véhicules automobiles exempte les automobiles et les motocyclettes produites en Ukraine du droit d'accise, sous réserve que les véhicules soient fabriqués par des entreprises qui produisent annuellement plus de 1 000 automobiles ou 1 000 motocyclettes.

S'agissant des projets approuvés entre 2002 et 2008, il y a non conformité avec l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires; il y a également une MIC.

L'Ukraine se réfère à l'article 5 de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce, ainsi qu'aux articles 28 et 29 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, et informe les Membres du Groupe de travail qu'elle aimerait obtenir une période de transition jusqu'à fin 2008 pour ce qui concerne les mesures non conformes évoquées ci-dessus.

Question n° 158

Comme il est mentionné dans le paragraphe 111, des travaux importants seront nécessaires pour régler la question des subventions industrielles de l'Ukraine. Nous apprécions les renseignements supplémentaires donnés dans le document WT/ACC/UKR/116 et nous espérons que certains d'entre eux seront reflétés dans le rapport.

Réponse

L'Ukraine en prend note et comprend que la seconde observation s'adresse au Secrétariat.

Question n° 159

Paragraphe 118: D'après notre interprétation, la Loi ukrainienne n° 1694-III sur le plan de construction de logements sur la base de la société de portefeuilles Kyivmiskbud a été repoussée en ce qui concerne la partie relative à l'imposition de la TVA par la Loi sur le budget 2004. Veuillez donner des éclaircissements sur la situation.

Réponse

Le paragraphe 49 de l'article 80 de la Loi n° 1344-IV du 27 novembre 2003 sur le budget de l'État pour 2004 a suspendu pendant 2004 l'article 3. 2. 11 de la Loi n° 168/97 du 3 avril 1997 relative à la taxe sur la valeur ajoutée qui disposait que "la fourniture, par des banques autorisées, de services pour la gestion fiduciaire de fonds de gestion bancaire au titre de la Loi n° 3044-III du 7 février 2002 sur le plan de construction de logements sur la base de la société de portefeuilles Kyivmiskbud" n'était pas assujettie à la TVA.

Question n° 160

Paragraphe 120: Ce paragraphe doit être modifié pour inclure des engagements.

Réponse

[L'Ukraine voudrait tirer parti de la période de transition de trois ans accordée en vertu de l'article 28.1 b) de l'Accord SMC pour rendre ses réglementations relatives à l'industrie automobile conformes aux dispositions de l'OMC.]

Question n° 161

Document WT/ACC/UKR/114: La réponse à la question n° 67 fait mention d'un projet de loi "sur le budget de l'État pour 2004" portant modification de certaines dispositions de la "Loi relative à la TVA" concernant des subventions, qui devrait être adopté au début de 2004. Cette loi a-t-elle déjà été adoptée et ces modifications sont-elles disponibles en anglais?

Réponse

La Loi ukrainienne sur le budget de l'État pour 2004 est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2004 et prévoit la suspension des privilèges accordés aux entreprises du secteur de la construction navale, de l'industrie automobile et du secteur de l'aéronautique par la Loi relative à la TVA.

La situation actuelle des politiques dans le domaine des subventions industrielles est reflétée dans la notification sur les subventions industrielles communiquée au Secrétariat de l'OMC en avril 2004.

Question n° 162

Document WT/ACC/UKR/116: Les avantages fiscaux décrits pour les constructeurs automobiles locaux (au moins 50 pour cent d'intrants locaux et certaines étapes de production effectuées localement) semblent constituer une prescription relative à la teneur en éléments d'origine locale qui n'est pas compatible avec l'article 3 de l'Accord SMC et l'article III:5 du GATT. Cela devrait être rendu pleinement conforme aux règles de l'OMC au moment de l'accession.

De manière générale, nous suggérons que le projet de notification de l'Ukraine sur les subventions soit annexé au projet de rapport du Groupe de travail.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 157.

Question n° 163

Nous croyons comprendre que, dans le contexte des domaines de priorités, les incitations sont fondées sur un "régime spécial d'activités d'investissement" ou des investissements dans des "activités économiques prioritaires". L'Ukraine pourrait-elle expliquer quels types d'investissements ou de branches de production sont admis à bénéficier des incitations?

Réponse

Les entreprises de tout secteur peuvent investir dans un territoire prioritaire. Des régimes spéciaux d'activités d'investissement (incitations) sont accordés aux entités commerciales (investisseurs) lorsqu'elles mettent en place des projets d'investissement dans des types prioritaires d'activités économiques, dont la liste (ainsi que le coût minimal du projet d'investissement) est déterminée par une Résolution du Conseil des ministres distincte pour chacun des territoires prioritaires. Les références concernant ces résolutions du Conseil des ministres figurent dans le document UKR/116, dans le tableau en page 4. Voir également le tableau ci-dessous:

	Coût du projet d'investissement/activités économiques
Territoires prioritaires dans l'oblast de Chernihiv	<p>Au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 000 dollars EU – dans les industries agricoles et de transformation des aliments et des produits agricoles, l'industrie légère, l'industrie des pâtes et papiers, la transformation du bois, la production de meubles, la protection de la santé et l'éducation; - 300 000 dollars EU – dans les industries de la construction, du tourisme et des loisirs; - 500 000 dollars EU – dans l'industrie extractive, la fabrication de machines et d'équipements, les produits minéraux non métallifères, la production chimique et le transport.
L'oblast du Volyn	Au moins 200 000 dollars EU – dans toutes les activités commerciales prioritaires
La ville de Kharkiv	<p>Au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 3 millions de dollars EU – dans la métallurgie et la métallerie, la fabrication de machines et d'équipements, la fabrication d'équipements électriques, électroniques et de transport; - 1 million de dollars EU – dans la production d'électricité, de gaz, d'eau, de coke, d'autres produits minéraux non métallifères, dans le transport, les communications, et le traitement des déchets et de la ferraille métalliques; - 700 000 dollars EU – dans la construction, l'assainissement, le lavage et le traitement des déchets, dans la production chimique, et dans les industries du meuble, des pâtes et papiers et de l'imprimerie; - 500 000 dollars EU – dans les industries de transformation des aliments et des produits agricoles, l'industrie du textile et des vêtements, l'industrie du tannage et de la fabrication de chaussures, dans la protection de la santé et l'éducation, dans l'aide publique et dans la recherche-développement dans les sciences naturelles et techniques.

	Coût du projet d'investissement/activités économiques
L'oblast de Zhytomyr	<p>Au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 000 dollars EU – dans les industries agricoles et de transformation des aliments, l'industrie du textile, l'industrie des pâtes et papiers, la transformation du bois, la production de meubles, la fabrication de vêtements et de fourrures, la protection de la santé et l'éducation; - 300 000 dollars EU – dans la construction; - 500 000 dollars EU – dans l'industrie extractive, la fabrication de machines et d'équipements, les produits minéraux, la production chimique et le transport.
La ville de Shostka, Oblast de Sumy	<p>Au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 200 000 dollars EU – dans l'industrie de transformation des aliments et des produits agricoles, la transformation du bois et l'industrie du bois, la protection de la santé; - 500 000 dollars EU – dans la construction, le traitement des déchets, la production d'électricité par une centrale thermoélectrique et la distribution de la chaleur; - 1 million de dollars EU – dans la fabrication de machines et d'équipements, la métallurgie des poudres et la production chimique.
République autonome de Crimée	<p>Au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 000 dollars EU – dans les activités de protection des ressources historiques et naturelles, la recherche-développement en matière d'infrastructure de l'information, la culture et les sports, les services de consommation, le nettoyage du territoire, la foresterie, la production d'articles de sport et de fantaisie, de jouets et de souvenirs; - 200 000 dollars EU – dans la protection de la santé et l'aide publique, dans l'agriculture, l'industrie de la pêche, les industries de transformation des aliments et des produits agricoles, l'industrie du textile, l'industrie du bois, la production de meubles; - 500 000 dollars EU – dans les activités des centres de santé et de villégiatures, les hôtels et les restaurants, le transport et les communications, dans la construction, le traitement des déchets, les services touristiques, les services de repos et de divertissement; - 1 million de dollars EU – dans l'industrie extractive, l'industrie de la transformation, la production d'électricité, de gaz et d'eau.
L'oblast de Zakarpatska	Au moins 200 000 dollars EU – dans toutes les activités commerciales prioritaires
L'oblast de Luhansk	<p>Au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 500 000 dollars EU – dans les industries agricoles et de transformation des aliments et des produits agricoles, la protection de la santé; - 700 000 dollars EU – dans l'industrie de la construction et du transport; - 1 million de dollars EU – dans l'industrie extractive, la production d'énergie électrique et de coke, la production chimique et la fabrication de machines.
L'oblast de Donetsk	<p>Au moins:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 million de dollars EU (250 000 dollars EU – pour les petites entreprises) – dans toutes les activités commerciales prioritaires.

Question n° 164

Pourriez-vous expliquer la notation dans les tableaux 14 a) et b) pour la durée des exonérations dans les zones économiques franches pour les points suivants: exonération de l'impôt sur les bénéfices, exonération de l'impôt sur l'investissement et exonération de la TVA?

Réponse

La notation "+" indique que l'avantage est disponible pendant toute la durée de l'investissement. La notation "-" indique que l'avantage identifié dans l'en-tête de la colonne n'est pas disponible. La notation "+ (deux ans), de l'année 3 à l'année 5 - 50 pour cent du taux existant" indique que l'avantage est disponible en plein pour les deux premières années de l'investissement et que la taxe en question sera perçue à la moitié du taux habituel pendant les trois années suivantes. Ensuite, le taux normal est appliqué. La notation "taux - 20 pour cent" indique que l'impôt sur les bénéfices est perçu au taux de 20 pour cent.

Par exemple:

Nom de la zone économique franche/Forme de l'aide	Régime douanier spécial dans la zone	Exonération de l'impôt sur les bénéfices	Exonération de l'impôt sur l'investissement	Exonération du droit d'importation et de la TVA	Exonération de la taxe foncière
Port Krym	+	Taux - 20%	+	-	+ (5 ans)

Question n° 165

L'Ukraine pourrait-elle expliquer les critères d'admissibilité des "entreprises remplissant les conditions requises"?

Réponse

Le Conseil des ministres approuve la liste des entreprises de construction navale qui reçoivent la subvention. Pour ce faire, les résultats des activités des entreprises pendant les années précédentes sont pris en considération. La liste d'entreprises approuvées la plus récente figure dans la Résolution n° 978 du 16 juin 2000 du Conseil des ministres d'Ukraine (y compris les modifications introduites par les Résolutions n° 1106 du 21 août 2001 et n° 696 du 27 mai 2002 du Conseil des ministres). Vous trouverez cette liste dans le document WT/UKR/110/Add. 2, annexe 9.

Question n° 166

Nous croyons comprendre que l'exonération de la TVA est fondée sur l'utilisation de "certains intrants d'origine nationale". Nous tenons à rappeler à l'Ukraine que les subventions au remplacement des importations de tout Membre de l'OMC sont prohibées au titre de l'article 3 de l'Accord SMC.

Réponse

Les services fournis par les entreprises ukrainiennes de design et de développement étaient exonérés de la TVA. Nous croyons comprendre que les services ne sont pas visés par l'article 3 de l'Accord SMC.

De plus, cette mesure a été annulée par la Loi ukrainienne n° 1344-IV du 27 novembre 2003 sur le budget national d'Ukraine pour 2004 sauf en ce qui concerne les entreprises qui avaient signé des contrats avant l'entrée en vigueur de la Loi n° 1344-IV et avaient reçu des paiements anticipés au titre de ces contrats représentant plus de 20 pour cent du montant du contrat.

Question n° 167

Comme indiqué dans le document de travail, la Loi sur les mesures de soutien public en faveur de l'industrie navale en Ukraine prévoit un paiement différé de l'impôt pour l'industrie navale jusqu'au 11 janvier 2005. L'Ukraine envisage-t-elle de prolonger le soutien au-delà du 11 janvier 2005? Certaines avantages vont-ils se poursuivre après cette période? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails sur les avantages de ces subventions.

Réponse

La Loi sur les mesures de soutien public en faveur de l'industrie navale en Ukraine accorde un paiement différé de l'impôt à l'industrie navale jusqu'au 1^{er} janvier 2005.

Toute modification sera communiquée aux Membres de l'OMC et ajoutée au projet de notification sur les subventions industrielles.

Question n° 168

L'Ukraine envisage-t-elle de retirer progressivement ce programme ou de le rendre conforme à l'Accord SMC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer les mesures qui sont prises.

Réponse

[L'Ukraine voudrait tirer parti de la période de transition de trois ans accordée en vertu de l'article 28.1 b) de l'Accord SMC pour rendre ses réglementations relatives à l'industrie automobile conformes aux dispositions de l'OMC.]

Question n° 169

Nous croyons comprendre que les incitations accordées par l'Ukraine à l'industrie automobile sont fondées sur l'utilisation de marchandises d'origine nationale au détriment des marchandises importées. L'Ukraine pourrait-il expliquer en quoi ce programme est conforme à l'article 3 de l'Accord SMC?

L'Ukraine envisage-t-elle de retirer progressivement ce programme ou de le rendre conforme à l'Accord SMC? Dans l'affirmative, veuillez expliquer les mesures qui sont prises.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 157.

Question n° 170

Au titre de la Loi sur la stimulation de la production automobile en Ukraine et de la Loi sur le soutien public à la construction aéronautique en Ukraine, des subventions liées à l'acier sont-elles prévues? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails sur ces subventions.

Réponse

Les Lois sur la stimulation de la production automobile en Ukraine et sur le soutien public à la construction aéronautique en Ukraine ne prévoient aucune subvention liée à l'acier.

Question n° 171

Le soutien à l'industrie charbonnière a-t-il une date d'extinction? Dans l'affirmative, veuillez donner des détails. L'Ukraine accorde-t-elle une forme de soutien aux prix ou d'intervention pour les entreprises d'extraction du charbon admissibles? À cet égard, veuillez expliquer de quelle manière des prix inférieurs à ceux du marché dans l'industrie charbonnière affectent les résultats à l'exportation dans ce secteur industriel.

Réponse

Le programme public "Charbon ukrainien" (approuvé par la Résolution n° 1205 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 19 septembre 2001) a pour objectif d'améliorer l'efficacité du fonctionnement des mines de charbon et de garantir que l'extraction de charbon atteigne les volumes nécessaires pour satisfaire aux besoins de l'économie nationale. La durée du programme n'a pas encore été définie. Il faut garder à l'esprit qu'il s'agit là d'une question très sensible d'une importance à la fois sociale et économique pour l'Ukraine.

Question n° 172

(Déclaration) Nous souhaitons que l'Ukraine s'engage, à compter de la date de son accession, à ne pas conserver de subventions, y compris de subventions à l'exportation correspondant à la définition d'une subvention prohibée, au sens de l'article 3 de l'Accord SMC, et à ne pas introduire ce type de subventions prohibées à l'avenir. À cet égard, nous demandons à l'Ukraine de s'engager à faire en sorte que sa politique en matière de financement des exportations (produits industriels) et ses autres politiques en matière de promotion à l'exportation soient appliquées en conformité avec les dispositions de l'OMC, y compris de l'Accord SMC.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 157.

- **Obstacles techniques au commerce, mesures sanitaires et phytosanitaires**

Question n° 173

Paragraphes 123 et 124: nous prions l'Ukraine d'apporter des précisions sur les procédures d'évaluation de la conformité dans le rapport du Groupe de travail. Plus exactement, au paragraphe 123 du chapitre sur les OTC, nous aimerions obtenir plus de détails sur les six régimes de certification, et des explications sur leur rapport avec l'approche modulaire évoquée au paragraphe 124.

Réponse

Actuellement, avec le système de certification "UkrSEPRO", les règles générales relatives aux procédures de certification des produits, procédés et services sont établies par la norme de l'Ukraine DSTU 3413-96. Le régime (modèle) de certification des produits objet d'une demande est déterminé par l'organisme de certification dont il a été convenu avec le requérant avant le début de la certification. Le choix du régime dépend du type des produits, de leur nombre, des conditions de fabrication et d'autres données. Les régimes (modèles) de certification recommandés sont présentés au tableau 7.

Afin d'élargir le choix des procédures de certification pour les producteurs, le Derzhspozhyvstandart a instauré, conformément aux pratiques internationales, un système supplémentaire de "certification de type", selon lequel un certificat de conformité des produits fabriqués en série est délivré sur la foi des résultats concluants d'une analyse des documents présentés et des essais correspondants, sans inspection directe des locaux du producteur (de la fabrication). À cette fin, l'organisme de certification procède périodiquement à un contrôle technique d'échantillons de produits prélevés chez le fournisseur. Le certificat de conformité délivré selon ce régime est valable pendant un an au maximum. La norme DSTU 3413-96 a été modifiée en conséquence pour certains types de produits fabriqués en série. En conséquence, la durée du certificat de conformité a été portée à deux ans selon le régime d'inspection des locaux (de la fabrication) et à trois ans selon le régime d'agrément des locaux (de la fabrication). En outre, les normes DSTU 3413-96 et DSTU 3419-96 ont été modifiées pour porter à cinq ans la durée des certificats de conformité selon le régime assorti d'une certification du système qualité. À cet égard, il convient de signaler que, lorsqu'une demande de certification est déposée après l'expiration du certificat de conformité, les résultats du contrôle technique effectué pendant la durée dudit certificat sont pris en compte. Cette pratique est conforme à celle que suivent des organismes de certification étrangers comme TUV-Reiland, API, Veritas ou SGS, qui certifient les produits destinés à l'exportation en Ukraine.

Tableau 7 – Régimes (modèles) de certification recommandés en Ukraine

Produits à certifier	Inspection des locaux (de la fabrication)	Agrément des locaux (de la fabrication)	Certification (évaluation) du système qualité	Essais à des fins de certification	Contrôle technique	Documents délivrés par l'organisme de certification des produits
Produits fabriqués en série	Oui	Non	Non	Effectués sur des échantillons de produits prélevés selon les modalités et les quantités prescrites par l'organisme de certification	Effectué selon les modalités définies par l'organisme de certification; comprend une inspection de la fabrication et des essais sur des échantillons de produits	Certificat de conformité d'une durée maximale de deux ans, déterminée aux termes d'un accord de licence
	Non	Oui	Non	Effectués sur des échantillons de produits prélevés selon les modalités et les quantités prescrites par l'organisme de certification	Effectué selon les modalités définies par l'organisme de certification; comprend une inspection de la fabrication et des essais sur des échantillons de produits	Certificat de conformité d'une durée maximale de trois ans, déterminée aux termes d'un accord de licence, compte tenu de la durée de l'autorisation de fabrication
	Non	Non	Effectuée par l'organisme de certification de la qualité du système	Effectués selon les modalités prescrites par l'organisme de certification	Effectué selon les modalités définies par l'organisme de certification de la qualité du système	Certificat de conformité d'une durée maximale de trois ans, déterminée aux termes d'un accord de licence, compte tenu de la durée du certificat délivré pour le système qualité
Produit unique	Non	Non	Non	Effectués sur chaque article	Non	Un certificat de conformité par article
Groupe de produits (d'articles)	Non	Non	Non	Effectués sur des échantillons de produits prélevés selon les modalités et les quantités prescrites par l'organisme de certification	Non	Certificat de conformité pour un groupe de produits (d'articles) avec indication du montant de la cargaison certifiée
Produits fabriqués en série	Non	Non	Non	Effectués sur des échantillons de produits prélevés selon les modalités et les quantités prescrites par l'organisme de certification	Effectué sous la forme d'essais d'échantillons de produit selon la périodicité et les modalités prescrites par l'organisme de certification. Au besoin, une inspection de la fabrication est réalisée.	Certificat de conformité d'une durée maximale d'un an, déterminée aux termes d'un accord de licence

Question n° 174

Paragraphe 124 et 125: les certificats délivrés dans le cadre du système UkrSEPRO sont fondés sur des essais réalisés par des laboratoires indépendants. Selon les dispositions de l'UkrSEPRO, les tests sur les produits importés doivent être réalisés par des laboratoires (centres) agréés dans le cadre du système UkrSEPRO sauf s'il existe des accords de reconnaissance mutuelle des résultats des essais.

L'Agence nationale d'accréditation de l'Ukraine est un membre affilié de la Conférence internationale sur l'agrément des laboratoires d'essai (ILAC). À ce titre, elle doit afficher son intention d'appliquer ses programmes d'agrément en conformité avec les règles fixées en vertu des normes pertinentes adoptées par les organismes de normalisation internationaux appropriés. L'ILAC vise à une meilleure reconnaissance internationale des résultats des essais effectués par les laboratoires agréés par les organismes membres de l'ILAC.

Par conséquent, les laboratoires étrangers agréés par un organisme membre de l'ILAC peuvent-ils procéder aux essais exigés pour la délivrance du certificat de l'UkrSEPRO, ou bien les laboratoires étrangers doivent-ils être également agréés, dans tous les cas, en Ukraine?

Réponse

Lorsque l'Agence nationale d'accréditation de l'Ukraine sera devenue membre de l'ILAC, l'Ukraine s'emploiera à mieux faire reconnaître les résultats des tests effectués par les laboratoires agréés par les organismes membres de l'ILAC.

Question n° 175

Paragraphe 126: il est dit que, dans le cas d'une certification obligatoire, il ne serait exigé pour les marchandises importées qu'une évaluation de la conformité, mais aucune inspection. Ce point mérite d'être précisé.

Réponse

Dans le cas d'une certification obligatoire, seul est exigé un certificat de conformité attestant que les règlements techniques sont appliqués. Les importateurs peuvent obtenir un certificat de conformité sériel avant d'importer une marchandise assujettie à une certification obligatoire. Le certificat de conformité sériel est valable pendant une durée maximale de cinq ans variable selon le régime de certification choisi. Les marchandises importées dans ces conditions ne font l'objet d'aucune vérification à la frontière sauf s'il apparaît clairement qu'elles ont été endommagées pendant le transport.

Lorsque l'importateur ne sollicite pas de certificat de conformité sériel, un certificat de conformité peut toutefois lui être délivré au moment de l'importation des marchandises. Dans ce cas, la délivrance du certificat exige une vérification de la cargaison importée.

Question n° 176

Les producteurs devraient pouvoir choisir entre différentes procédures d'évaluation de la conformité avec la loi en fonction des risques existant pour les consommateurs, les travailleurs et d'autres. Le choix devrait être prévu de produire une déclaration du fabricant pour les produits présentant un risque moyen ou faible. Pour les produits présentant un niveau de risque élevé, lorsque la certification par une tierce partie est à l'évidence nécessaire, le

certificat de qualité ISO 9000 devrait remplacer les inspections longues et coûteuses effectuées sur les végétaux.

Réponse

Les producteurs ont actuellement le choix entre quatre régimes d'évaluation de la conformité:

- analyse des documents de production et contrôle technique;
- inspection de la production;
- autorisation de production;
- certification ou évaluation de la conformité avec la norme ISO 9000.

Pendant la phase d'harmonisation de ses normes et règlements techniques, l'Ukraine réfléchira à la possibilité d'accepter une déclaration du fabricant pour les produits présentant peu de risques.

Les procédures de certification en vigueur permettent à l'UkrSEPRO de procéder sur place, avec son matériel et ses instruments de mesure, à des essais dans le respect des règles établies lorsque les produits vérifiés sont de grandes dimensions ou ne sont pas transportables, ou bien lorsqu'ils doivent être assemblés sur le lieu d'utilisation ou exigent l'emploi d'un matériel de vérification particulier.

Question n° 177

Des précisions seraient appréciées sur les procédures de marquage des marchandises.

Réponse

Le marquage incombe aux producteurs. Les règles de marquage sont définies dans la Loi sur la protection des droits des consommateurs, la Loi sur la qualité et la sécurité des produits alimentaires et des matières premières alimentaires, la Loi de l'Ukraine sur la réglementation par l'État de la production et du commerce d'alcool éthylique, de cognac, d'alcools de fruits, de boissons alcoolisées et de produits du tabac. Il est interdit de vendre ou d'utiliser des produits nationaux ou importés non conformes aux règles de marquage. Le Département de la protection du consommateur, qui relève du Derzhspozhyvstandart, veille à la bonne application des règles de marquage en effectuant des inspections aléatoires chez les détaillants. Dans le cas de produits alimentaires de régime particuliers, les producteurs et importateurs doivent obtenir l'accord du Ministère de la santé de l'Ukraine.

Question n° 178

Nous nous réjouissons des mesures prises pour réduire la liste de produits assujettis à une certification obligatoire. Il serait bon que le rapport du Groupe de travail contienne plus de détails sur ce point, et que l'Ukraine y manifeste l'intention de revoir cette liste pour en retirer les derniers produits présentant un risque faible (fèves de cacao, grains de café, café torréfié et moulu, épices en poudre, etc.).

Réponse

La liste des marchandises assujetties à une certification obligatoire fait continuellement l'objet de révisions qui en réduisent la longueur. La dernière révision date de 2002, date à laquelle 30 groupes de produits présentant un risque faible pour les consommateurs ont été supprimés des différentes parties de la liste. La dernière liste a été adoptée en vertu de l'Ordonnance n° 498 du Comité des normes d'État datée du 30 août 2002; elle se divise en 39 grandes catégories (qui

regroupent environ 700 articles sous diverses positions tarifaires). L'Ukraine a prévu d'éliminer en 2004 les derniers produits restants qui présentent un risque faible.

Question n° 179

Il faudrait que le rapport du Groupe de travail fasse spécifiquement mention de la durée maximale à prévoir pour les procédures d'évaluation de la conformité, qui devra respecter le principe de célérité inscrit dans l'Accord OTC, et de la période de validité des certificats délivrés, en précisant notamment si une recertification est nécessaire au-delà d'un certain délai.

Réponse

Les procédures de certification des produits disposent que la durée du processus de certification est fixée d'un commun accord par l'organisme de certification et le requérant, en fonction du régime de certification appliqué. Pour réduire la durée du processus de certification et en limiter le coût, il est permis de délivrer un nouveau certificat pour des produits fabriqués en série à la place du certificat échu, sur la foi des résultats du contrôle technique effectué pendant la durée de validité du certificat de conformité précédent.

Le régime (modèle) de certification précis est déterminé par l'organisme de certification, qui doit obligatoirement tenir compte des propositions du requérant. C'est ainsi qu'il doit prendre en considération les données sur la fabrication, les essais, la fourniture et l'utilisation de produits particuliers, les dépenses possibles pour le producteur et les résultats de l'examen et de l'analyse des marchandises produites par le requérant (compte tenu du régime de certification souhaité par le requérant).

Pour plus de détails, voir le tableau 7.

Une recertification est exigée lorsque la période de validité d'un certificat est expirée.

Question n° 180

Nous prions également l'Ukraine d'indiquer quelles sont les mesures prises pour que les droits d'évaluation de la conformité soient rendus publics et soient proportionnels aux services fournis conformément à l'article VIII du GATT, et pour que toutes les administrations (comme les services d'inspection douanière à la frontière) soient pleinement informées des règlements techniques applicables aux importations et procèdent rapidement à la vérification des certificats et documents présentés.

Réponse

Les règles concernant les produits à certifier sont fixées par les normes nationales applicables à des types de produits précis.

Dans un souci d'impartialité, de transparence et d'accessibilité des procédures de certification prévues par l'UkrSEPRO, le coût des activités de certification est calculé selon les Règles de détermination du coût des activités de certification des produits et services, approuvées en vertu de l'Ordonnance n° 100 du Comité, datée du 10 mars, enregistrée auprès du Ministère de la justice de l'Ukraine le 31 mars 1999 sous le n° 194/3487. Les Règles prescrivent un niveau d'intensité de main-d'œuvre maximal pour les activités de certification prévues par le système de certification d'État "UkrSEPRO". Il n'existe pas de liste des droits à verser. Ces derniers peuvent être différents d'une situation à l'autre et doivent être calculés selon les Règles de détermination du coût des activités de

certification des produits et services. Ces dernières sont parues dans le n° 14 du Journal officiel de l'Ukraine (1999).

Question n° 181

Nous souhaiterions que le rapport du Groupe de travail fasse explicitement mention des mesures prises pour plus de transparence et de prévisibilité au moment de la rédaction des règlements techniques et de l'établissement des procédures d'évaluation de la conformité.

Réponse

Le projet de procédures d'évaluation de la conformité est présenté sur le site Web du Comité national de l'Ukraine pour la réglementation technique et la politique en faveur des consommateurs (Derzhspozhyvstandart). D'ici à la date d'accession, l'Ukraine intégrera à sa législation nationale le Code de pratique (Annexe 3 de l'Accord OTC) ainsi que les prescriptions d'application visées au point 6 de l'Annexe 2 et aux articles 2, 3, 5 et 7 de l'Accord OTC de manière à instituer une procédure formelle pour s'assurer que les observations émises par le public sur les procédures proposées reçoivent toute l'attention voulue avant l'adoption des règles sous leur forme définitive.

Question n° 182

Paragraphe 127: nous prions l'Ukraine de rendre régulièrement compte de l'avancement des travaux concernant la création d'un "point d'information" parfaitement opérationnel, comme le prescrit l'Accord OTC (outre l'Accord SPS).

Réponse

Voir la réponse à la question n° 204.

Question n° 183

Nous attendons de l'Ukraine des explications sur la nécessité de multiples vérifications effectuées par des administrations différentes, notamment sur l'application conjuguée de prescriptions sanitaires ou vétérinaires et de règles de certification pour un même produit, ainsi que sur l'éventualité d'une suppression de ces prescriptions.

Réponse

Dans le but d'éliminer les fonctions de supervision et de contrôle faisant double emploi dans les organes centraux du pouvoir exécutif a été adoptée la Loi "sur la modification de certains textes de loi de l'Ukraine" (datée du 20 février 2003, sous le n° 540), portant modification de la Loi "sur la médecine vétérinaire", du Décret du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur la normalisation et la certification", et du Décret du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur le contrôle par l'État de la conformité aux normes et règles, et sur les sanctions en cas d'infraction". Ces modifications délimitent le pouvoir de contrôle de l'État, en fixant des règles par produit en fonction de la compétence d'un organe central du pouvoir exécutif, et stipulent que les résultats des essais effectués par des laboratoires (centres) désignés n'auront plus besoin d'être confirmés par d'autres laboratoires d'essais (centres). Ces produits ne devront pas faire l'objet d'un second essai sur la base de caractéristiques définies, sauf lorsque l'inexactitude des résultats des essais aura été démontrée en vertu de la loi. Les matières premières alimentaires et les produits alimentaires d'origine animale seront certifiés après avoir été examinés par des experts en science vétérinaire ou en hygiène.

Question n° 184

Enfin, nous aimerions que le rapport du Groupe de travail contienne des informations complémentaires sur les intentions concernant l'agrément des organismes d'évaluation de la conformité, et plus précisément sur la possibilité d'agréer des organismes privés.

Réponse

En Ukraine peuvent être agréés différents organismes d'évaluation de la conformité, y compris des organismes privés installés en Ukraine.

Question n° 185

Il conviendrait d'ajouter ici un paragraphe sur les engagements.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 173.

Question n° 186

Nous remercions l'Ukraine des renseignements fournis, ainsi que des nombreux efforts déployés depuis quelques années pour réformer son système de normalisation.

Nous aimerions que l'Ukraine fasse le point sur les activités menées, notamment pour s'assurer que toutes les obligations relatives aux importations respectent les prescriptions de l'OMC avant l'accession.

Réponse

La liste des marchandises assujetties à une certification obligatoire fait continuellement l'objet de révisions qui en réduisent la longueur. La dernière révision date de 2002, date à laquelle 30 groupes de produits présentant un risque faible pour les consommateurs ont été supprimés des différentes parties de la liste. La dernière liste a été adoptée en vertu de l'Ordonnance n° 498 du Comité des normes d'État datée du 30 août 2002; elle se divise en 39 grandes catégories (qui regroupent environ 700 articles sous diverses positions tarifaires). L'Ukraine a prévu d'éliminer en 2004 les derniers produits restants qui présentent un risque faible.

Question n° 187

L'Ukraine pourrait-elle indiquer à quel stade se trouve le projet de loi portant modification de la Loi sur la métrologie et les activités métrologiques et quelle influence elle aura sur la capacité de l'Ukraine de remplir les obligations contractées en matière d'OTC dans le cadre de l'OMC?

Réponse

Le projet de loi "portant modification de la Loi sur la métrologie et les activités métrologiques" a été adopté par le Parlement le 16 juin 2004. Ces modifications, qui ne contredisent pas les principes de l'Accord OTC de l'OMC, introduisent essentiellement dans le domaine de la métrologie des termes et des principes internationaux modernes. Une traduction du texte de loi en question sera fournie au Groupe de travail dès que possible.

Question n° 188

Nous tenons à renouveler nos craintes devant le fait que le rapport du Groupe de travail semble établir une équivalence entre l'adoption ou le respect des normes et règlements de l'UE et la conformité avec les obligations relatives aux OTC dans le cadre de l'OMC. Cette équivalence existe dans certains cas, mais pas toujours. Lorsque les règlements techniques de l'UE se révèlent contraires aux dispositions de l'OMC, nous demandons à l'Ukraine de ne pas les adopter.

Par ailleurs, lors de notre réunion plurilatérale de mars 2003, certains Membres ont souligné le fait que l'adoption par l'Ukraine des normes et règlements techniques de l'Union européenne n'en garantissait pas la conformité avec les dispositions de l'OMC. L'Ukraine a alors pris l'engagement d'indiquer de quelle façon elle déciderait d'instaurer ou non un règlement technique obligatoire et comment elle s'y prendrait pour s'assurer qu'il n'en résulte pas inutilement un obstacle au commerce. La documentation existante ne permet pas vraiment de savoir si des informations à cet égard ont été fournies.

Réponse

Il est dit explicitement dans le projet de rapport que la priorité a été donnée à l'harmonisation avec les normes internationales et européennes et que, lorsque des normes des CE ont été adoptées en tant que normes nationales, la préférence a été accordée aux normes communautaires identiques aux normes internationales. L'Ukraine n'a pas l'intention d'adopter des normes ou des règlements techniques des CE qui soient en contradiction avec les normes internationales.

L'Ukraine prévoit de revoir et modifier la Loi n° 2408-III sur la normalisation datée du 17 mai 2001 pour se conformer parfaitement aux prescriptions de l'Accord OTC. À ce titre, elle compte adopter des règlements techniques en s'alignant sur l'article 2 de l'Accord OTC.

L'Ukraine respectera à la lettre l'article 2.4 en fondant ses règlements techniques sur les normes internationales sauf lorsque lesdites normes se révèlent inefficaces ou inappropriées pour la réalisation des objectifs légitimes énoncés à l'article 2.2 de l'Accord OTC et déjà intégrés à l'article 13 de la Loi de l'Ukraine sur la normalisation. Les modifications apportées à la loi susmentionnée permettront également de s'assurer que les règlements techniques ne seront pas plus restrictifs pour le commerce qu'il ne sera nécessaire pour réaliser un objectif légitime compte tenu des risques qu'entraînerait la non-réalisation desdits objectifs.

Question n° 189

Enfin, rien ne laisse entendre dans cette partie que des règlements techniques sont imposés par le Ministère de l'agriculture.

Réponse

En vertu de la Loi n° 2408-III sur la normalisation datée du 17 mai 2001, le Ministère de l'agriculture peut effectivement imposer des règlements techniques.

Question n° 190

Nous nous sommes aperçus dernièrement que l'Ukraine impose des règlements techniques aux poissons importés, en l'occurrence des normes gouvernementales sur la durée de conservation. Or l'Ukraine n'a jamais informé le Groupe de travail de l'existence de tels

règlements techniques pas plus qu'elle n'a soumis le texte de ces règlements à l'attention du Groupe de travail.

Réponse

L'Ukraine n'applique aux importations de poissons ou de produits agricoles aucune prescription, aucun règlement technique ni aucune mesure à la frontière qui soient nouveaux. La norme d'État (DSTU) 1168-86 établit pour le poisson un délai de consommation compris entre quatre mois et un an. Le poisson qui ne respecte pas les prescriptions de conservation découlant de cette norme ne peut être distribué sur le territoire de l'Ukraine. Cette règle vaut pour le poisson du pays comme pour le poisson importé.

Question n° 191

Nous croyons également comprendre que de nouvelles restrictions s'appliquent au port d'entrée du poisson. Là encore, aucun texte de règlement n'a été soumis à l'attention du Groupe de travail.

Réponse

L'Ukraine n'applique aux importations de poisson aucune mesure à la frontière qui soit nouvelle.

Question n° 192

Nous souhaitons une révision de cette partie pour qu'elle inclue une description des restrictions ainsi imposées, parmi d'autres, aux importations de produits alimentaires et agricoles.

Réponse

L'Ukraine n'impose aux produits alimentaires ou agricoles aucune restriction qui soit nouvelle.

Question n° 193

Prière de faire mention et de fournir un exemplaire des règlements techniques éventuellement appliqués aux produits alimentaires et agricoles (comme les normes gouvernementales sur la durée de conservation). Ces mesures sont-elles appliquées d'une manière égale aux produits du pays et aux produits importés?

Réponse

Voir la réponse à la question n° 190.

Question n° 194

Quelles sont les restrictions en vigueur concernant le port d'entrée pour le poisson? Des restrictions similaires sont-elles imposées aux autres produits alimentaires et agricoles?

Réponse

L'Ukraine n'impose aux importations de poisson et de produits alimentaires et agricoles aucune mesure à la frontière qui soit nouvelle.

Question n° 195

Commentaires sur le rapport du Groupe de travail: paragraphe 121: un projet de loi portant modification de la Loi sur la métrologie et les activités métrologiques est en cours d'élaboration "pour préciser plus avant l'application des lois pertinentes". Nous aimerions obtenir des renseignements complémentaires sur le contenu de ce texte et sur sa date d'achèvement.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 187.

Question n° 196

Concernant le document WT/ACC/UKR/113: nous remercions l'Ukraine d'avoir expliqué en quoi les trois lois qu'elle a adoptées (depuis le 17 mai 2001) sur la normalisation, l'évaluation de la conformité et l'accréditation l'aident à remplir diverses obligations au regard des OTC. Un examen du document WT/ACC/UKR/113 et du texte des différentes lois fait apparaître plusieurs lacunes et une certaine confusion.

Parmi les lacunes, mentionnons le fait que le principe de non-discrimination n'est pas repris dans la loi sur la normalisation (ce qui vaut également pour les règlements techniques et, éventuellement, pour les marques de certification).

À la lecture de la loi, on ne voit pas clairement dans quel cas ni selon quelles modalités il est décidé de rendre obligatoire l'application d'une norme ou de produire un règlement technique.

On ne voit pas non plus clairement à quel moment l'existence d'un projet de loi est annoncée, ni à quel endroit le texte est publié. Le document WT/ACC/UKR/113 ne dit rien de la façon dont l'Ukraine reconnaîtra les règlements techniques d'autres Membres de l'OMC comme étant "équivalents" (article 2.7 de l'Accord OTC). Or sa propre Loi sur la normalisation (article 13) indique que, lorsqu'il fait référence à une norme, un règlement technique doit préciser si l'application de ladite norme est ou non la seule manière de respecter les prescriptions.

Il apparaît également, comme on l'a signalé lors de la réunion plurilatérale de mars 2003, qu'une partie de la Loi sur l'évaluation de la conformité, telle qu'elle est proposée, contredit l'article 6.4 de l'Accord OTC.

L'Ukraine songe-t-elle à une nouvelle loi pour remédier à ces problèmes?

Réponse

Pour remédier aux problèmes cités, l'Ukraine a commencé à réviser la Loi n° 2408-III sur la normalisation datée du 17 mai 2001 et la Loi n° 2406-III sur l'évaluation de la conformité datée du 17 mai 2001 afin qu'elles soient pleinement en conformité avec l'Accord de l'OMC sur les OTC.

Question n° 197

Paragraphe 122: nous remarquons que l'Ukraine continue de faire référence à l'adoption de normes européennes. Nous rappelons que les normes de l'UE ne sont pas des normes internationales. La priorité doit être donnée à l'harmonisation des normes du pays avec les normes internationales et non avec les normes de l'UE.

Réponse

Concernant les normes de l'UE, voir plus haut la réponse à la question n° 188.

Question n° 198

L'Ukraine a-t-elle fixé des critères qui lui sont propres pour déterminer si telle ou telle norme internationale est efficace et répond convenablement à ses besoins légitimes en matière de réglementation?

Réponse

Concernant les normes de l'UE, voir plus haut la réponse à la question n° 188.

Question n° 199

Paragraphe 123: il est dit dans ce paragraphe que le Comité d'État avait élaboré une liste de produits assujettis à une certification obligatoire, liste approuvée en vertu de l'Ordonnance n° 498 du 30 août 2002. Il y est également dit que l'Ukraine revoit régulièrement ladite liste en s'orientant vers une politique de normes volontaires.

Cette liste a-t-elle été communiquée au Groupe de travail? A-t-elle été de nouveau révisée? Comment le Comité d'État détermine-t-il qu'une certification obligatoire est nécessaire?

Réponse

L'Ukraine revoit continuellement cette liste pour réduire le nombre de produits assujettis à une certification obligatoire dans chacune des 39 catégories. La liste a été révisée pour la dernière fois en 2002, date à laquelle 30 catégories de produits présentant un risque faible pour les consommateurs ont été supprimées des différentes parties de la liste. Le Secrétariat de l'OMC a été informé le 16 octobre 2002 des produits assujettis à une certification obligatoire selon la dernière liste publiée (voir le document WT/ACC/UKR/105/Rev.1). L'Ukraine prévoit d'éliminer en 2004 les produits présentant un risque faible dans les diverses catégories restantes.

Une certification obligatoire peut être nécessaire pour réaliser un objectif légitime aux termes de l'article 13 de la Loi n° 2408-III sur la normalisation datée du 17 mai 2001:

- protection de la vie, de la santé ou de biens de personnes;
- protection d'animaux et de végétaux;
- protection de l'environnement;
- sécurité de produits, procédés ou services;
- prévention de toute tromperie portant sur l'usage projeté et la sécurité de produits;
- élimination d'une menace pour la sécurité nationale.

L'Ukraine n'aura pas recours à la certification obligatoire (règlements techniques) si les objectifs légitimes peuvent être réalisés d'une manière moins restrictive pour le commerce. L'Ukraine va réviser la Loi n° 2408-III sur la normalisation datée du 17 mai 2001 et la Loi n° 2406-III sur l'évaluation de la conformité datée du 17 mai 2001 pour qu'elles soient pleinement conformes à l'article 2 de l'Accord OTC.

Question n° 200

Paragraphe 124: nous suggérons de revoir ce paragraphe pour clarifier la terminologie technique (l'étiquetage, par exemple, peut relever d'une norme, d'un règlement technique ou d'une procédure d'évaluation de la conformité). Nous suggérons également de modifier le libellé du texte qui sous-entend qu'une conformité de l'Ukraine avec l'approche de l'UE (c'est-à-dire l'"approche modulaire", système communautaire adopté par l'Ukraine, ainsi qu'il est dit au paragraphe 125) équivaut à une observation des règles de l'OMC. Le pouvoir de réglementer est-il véritablement entre les mains des producteurs? Dans l'affirmative, nous aimerions en savoir un peu plus sur le fonctionnement de ce système.

Réponse

L'Ukraine ne voit aucune objection à ce qu'elle remanie le texte pour clarifier la terminologie technique.

L'Ukraine a adopté une "approche modulaire de l'évaluation de la conformité" en se fondant sur les dispositions contenues dans les documents internationaux de l'ISO/CEI.

Bien que l'Ukraine accepte les déclarations de conformité des fabricants, celles-ci ne constituent pas un substitut des certificats de conformité délivrés pour des produits assujettis à une certification obligatoire. La première phrase du paragraphe 125 devra donc être modifiée en conséquence.

Question n° 201

Au moment de son accession, l'Ukraine devra avoir mis en place un système permettant de prendre des décisions en toute responsabilité, après avoir étudié les solutions possibles, évalué les conséquences à prévoir, rendu public le projet de décision pour obtenir des commentaires, etc. Le texte actuel semble indiquer que le seul système aujourd'hui en vigueur consiste à s'aligner sur les prescriptions de l'UE. Est-ce le cas?

Réponse

Concernant les normes de l'UE, voir plus haut la réponse à la question n° 188.

Il faut ajouter que l'Ukraine va intégrer à sa législation le Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes (Annexe 3 de l'Accord OTC).

Question n° 202

Paragraphe 125: les articles 10 et 12 de la Loi de l'Ukraine sur l'évaluation de la conformité limitent l'activité d'évaluation de la conformité aux organismes installés en Ukraine.

Pourquoi en est-il ainsi? Peut-on concevoir que des organismes situés hors de l'Ukraine soient compétents et jugés tels par l'organe d'accréditation de l'Ukraine auquel ils se sont adressés (notamment s'ils appliquent les règlements de l'UE)?

L'Ukraine a-t-elle l'intention d'agréer des organismes d'évaluation de la conformité situés en dehors de son territoire?

Réponse

À l'heure qu'il est, l'Ukraine n'a pas l'intention d'agréer des organismes d'évaluation de la conformité installés hors de son territoire. En revanche, l'Ukraine s'efforcera d'engager des négociations avec les Membres de l'OMC pour conclure des accords de reconnaissance mutuelle des résultats issus des évaluations de la conformité dans le respect des prescriptions de l'article 6.3 de l'Accord OTC.

Lorsque l'Agence nationale d'accréditation de l'Ukraine sera devenue membre de l'ILAC, l'Ukraine s'emploiera à faire mieux reconnaître les résultats des essais effectués dans des laboratoires agréés par des organismes membres de l'ILAC. L'Ukraine n'a pas l'intention de demander d'autres attestations aux laboratoires agréés par des organismes membres de l'ILAC mais elle compte sur ces organismes pour qu'ils la tiennent informée.

Voir également la réponse à la question n° 184.

Question n° 203

Paragraphe 126: quel est le sens de la dernière phrase? (Autrement dit, qu'est-ce qui pourrait être exigé d'autre qu'un certificat?) Prière de préciser.

Réponse

Dans le cas d'une certification obligatoire, seul est exigé un certificat de conformité avec les règlements techniques. Les importateurs peuvent obtenir un certificat de conformité sériel avant d'importer une marchandise assujettie à une certification obligatoire. Le certificat de conformité sériel est valable pendant une durée maximale de cinq ans variable selon le régime de certification choisi. Les marchandises importées dans ces conditions ne font l'objet d'aucune vérification à la frontière sauf s'il apparaît clairement qu'elles ont été endommagées pendant le transport.

Lorsque l'importateur ne sollicite pas de certificat de conformité sériel, un certificat de conformité peut toutefois lui être délivré au moment de l'importation des marchandises. Dans ce cas, la délivrance du certificat exige une vérification de la cargaison importée.

Question n° 204

Paragraphe 127: il nous serait utile d'obtenir des précisions sur les publications dans lesquelles sont annoncés les projets de normes, de règlements techniques et de procédures d'évaluation de la conformité, et de savoir exactement (le cas échéant) si le point d'information (article 10.1 de l'Accord OTC) et l'organe de notification (article 10.10 de l'Accord OTC) sont une seule et même entité. Il nous serait également utile d'obtenir des informations sur les procédures éventuellement instaurées par l'Ukraine pour s'assurer que les observations émises par le public en réponse à des propositions reçoivent toute l'attention voulue avant qu'un texte définitif soit adopté.

Réponse

Les projets de procédures d'évaluation de la conformité sont présentés sur le site Web du Comité national de l'Ukraine pour la réglementation technique et la politique en faveur des consommateurs (Derzhspozhyvstandart). Quant aux projets de normes et de règlements techniques,

ils ne sont l'objet d'aucune publication principalement pour des raisons techniques et financières. D'ici à la date d'accession, l'Ukraine intégrera à sa législation nationale le Code de pratique (Annexe 3 de l'Accord OTC) ainsi que des prescriptions d'application visées au point 6 de l'Annexe 2 et aux articles 2, 3, 5 et 7 de l'Accord OTC de manière à instituer une procédure formelle pour s'assurer que les observations émises par le public sur les procédures proposées reçoivent toute l'attention voulue avant l'adoption des règles sous leur forme définitive.

L'Ukraine confirme qu'il existera un seul organe qui sera chargé à la fois du travail d'information et de notification. Des informations précises seront fournies ultérieurement, la loi n'en étant actuellement qu'au stade de l'ébauche. Entre-temps, toutes les questions pourront être posées à titre provisoire aux numéros suivants:

Téléphone: 380 44 268-92-73
Télécopie: 380 44 268-54-02
Courrier électronique: dstu@issi.kiev.ua

Question n° 205

Paragraphe 128: l'Ukraine n'a pas donné suite aux préoccupations évoquées dans ce paragraphe. Nous comptons sur une réponse de sa part et nous attendons qu'elle prenne l'engagement d'être pleinement en conformité avec les obligations énoncées dans l'Accord OTC à compter de la date de son accession.

Réponse

L'Ukraine prend l'engagement d'être pleinement en conformité, à compter de la date de son accession, avec les dispositions de fond de l'Accord OTC, y compris au chapitre des procédures et de la transparence.

L'Ukraine a l'intention d'aligner sur l'Accord OTC tous les règlements techniques existants (conditions obligatoires). Elle se lancera à cette fin dans un programme de révision de tous les règlements techniques en vigueur et d'élimination de ceux qui vont plus loin que les prescriptions internationales et ne peuvent être justifiés aux termes de l'article 2.4 de l'Accord OTC. Elle vérifiera en outre si les circonstances ou les objectifs à l'origine de l'adoption des règlements techniques sont restés inchangés ou, dans le cas où ils auraient changé, s'il est possible d'y répondre d'une manière moins restrictive pour le commerce. Par ailleurs, les règlements techniques qui ne respecteront pas l'article 3 de l'Accord OTC seront supprimés.

La norme DSTU 1.12-2002 "sur les règles de notification aux partenaires commerciaux de l'Ukraine" satisfait aux dispositions de l'article 2.9 de l'Accord OTC.

- **Mesures sanitaires et phytosanitaires**

Question n° 206

Paragraphe 131: rectificatif: les Services sanitaires et épidémiologiques publics ont remplacé le département cité dans le texte en vertu de la Résolution n° 1577 du Conseil des ministres datée du 10 octobre 2003 "sur la création des Services sanitaires et épidémiologiques publics".

Paragraphe 132: les essais qui doivent actuellement être pratiqués sur les expéditions de produits importés dans le cadre du régime de contrôle vétérinaire à la frontière apparaissent excessifs.

Réponse

La question est en cours de délibération.

Question n° 207

Paragraphe 133: nous avons noté non sans inquiétude que "la création d'un organisme national de notification n'est pas considérée prioritaire à l'heure actuelle". Or la création d'un tel organisme devrait faire partie des premières priorités de l'Ukraine pour qu'elle respecte les dispositions de l'Accord SPS, notamment celles concernant la transparence.

Réponse

La question est en cours de délibération.

Question n° 208

Par ailleurs, la création d'un point d'information dans chaque ministère ne semble pas une bonne solution vu que l'Accord SPS (Annexe B, paragraphe 3) dispose que les Membres doivent mettre sur pied un seul point d'information chargé de répondre à toutes les questions raisonnables se rapportant aux mesures SPS.

Réponse

Il est prévu d'instituer un seul point d'information sur les mesures SPS. L'Ukraine mettra sur pied cet organisme d'ici à la date de son accession à l'OMC.

Question n° 209

Il conviendrait d'ajouter ici un paragraphe sur l'engagement pris par l'Ukraine.

Réponse

[L'Ukraine prend l'engagement de mettre sa législation en conformité avec les règles de l'OMC d'ici à la date de son accession, et de respecter les prescriptions relatives aux procédures et à la transparence. En revanche, il lui sera impossible d'aligner ses normes sanitaires et phytosanitaires en totalité sur les normes de l'OMC d'ici à la date de son accession, raison pour laquelle elle demandera un délai de mise en œuvre et présentera un programme de travail indiquant les mesures restant à prendre pour aboutir à une conformité parfaite ainsi que le temps dont elle aura besoin.]

Question n° 210

Cette partie rend peut-être compte du régime SPS de l'Ukraine dans son état actuel, mais elle ne rend pas compte de l'échange de vues important intervenu entre l'Ukraine et les membres du Groupe de travail sur le régime en vigueur et sur les mesures à prendre pour qu'il soit en conformité avec l'Accord SPS de l'OMC.

Nous avons compris que l'Ukraine est en train de revoir et de modifier en profondeur son régime SPS pour qu'il soit conforme à l'Accord SPS de l'OMC, mais le projet de rapport du Groupe de travail ne fait pas précisément état de ce processus important.

Nous souhaitons que cette partie soit modifiée et rende compte des changements législatifs précis en cours pour harmoniser le régime SPS de l'Ukraine avec les prescriptions de l'Accord SPS de l'OMC (transparence, principes scientifiques objectifs, etc.).

Il faudrait aussi que cette partie contienne des renseignements et fasse mention d'engagements concernant la création d'un point d'information SPS.

Au début de l'année, nous avons été informés que l'Ukraine est en train de revoir et de modifier en profondeur son régime SPS pour qu'il soit conforme à l'Accord SPS de l'OMC (transparence, principes scientifiques objectifs, etc.). Ce travail de refonte devait comprendre l'élaboration d'une nouvelle législation-cadre et une transformation des lois en vigueur. Prière de nous dire où en sont les choses et quels sont les changements de loi prévus.

Nous aimerions obtenir un rapport de situation sur ce point et l'assurance que l'Ukraine collaborera avec le Secrétariat à la révision du document WT/ACC/SPEC/UKR/5 pour qu'il contienne quelques détails sur les plans et objectifs de l'Ukraine à cet égard.

Nous aimerions également que la liste de contrôle SPS soit révisée dès que possible sur la base de la nouvelle législation.

Nous aimerions que l'Ukraine s'engage à suivre la ligne de l'OMC dans ce domaine dès son accession.

Réponse

L'Ukraine a commencé à prendre des mesures pour que, à la date de son accession, sa législation SPS soit pleinement conforme aux dispositions de fond de l'Accord SPS de l'OMC, y compris aux prescriptions concernant les procédures et la transparence. Le but est de présenter au Parlement en 2004 un projet de loi SPS portant modification d'un ensemble de lois qui se rapportent aux précautions SPS:

- Loi sur la médecine vétérinaire;
- Loi sur la qualité et la sécurité des produits alimentaires et des matières premières alimentaires (qui aura pour nouveau titre: Loi sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires);
- Loi sur la phytoquarantaine;
- Loi sur les activités économiques extérieures;
- Loi sur la sécurité de la population en matière sanitaire et épidémiologique;
- Loi sur la réglementation par l'État des importations de produits agricoles;
- Loi sur la protection de la population contre les maladies infectieuses;
- Loi sur les pesticides et produits agrochimiques.

Lorsque le projet de loi SPS sera prêt (en principe à l'été 2004), une version mise à jour du document WT/ACC/8 (Liste exemplative de questions relatives aux mesures SPS) sera remise au Secrétariat de l'OMC.

Cette réforme a pour objet:

- de regrouper toutes les dispositions SPS des diverses lois actuelles en trois lois-cadres distinctes régissant chacune un des trois volets de l'Accord SPS (mesures sanitaires, phytosanitaires et vétérinaires);
- d'harmoniser les dispositions SPS existantes avec celles de l'Accord SPS;
- d'y ajouter des dispositions pour prendre pleinement en compte les prescriptions de l'Accord SPS et les meilleures pratiques suivies dans le monde.

Les trois lois-cadres (Loi sur la médecine vétérinaire, Loi sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires et Loi sur la phytoquarantaine) seront les seules lois applicables en matière de mesures SPS. Ces trois lois tiendront compte des dispositions de l'Accord SPS de l'OMC, y compris les suivantes:

- terminologie de l'OMC;
- harmonisation;
- équivalence des mesures;
- évaluation des risques et niveau de protection approprié;
- adaptation aux conditions régionales;
- transparence – points d'information et de notification;
- procédures d'inspection, de contrôle et d'homologation.

La nouvelle Loi sur la médecine vétérinaire traitera uniquement de tout ce qui concerne la santé animale; les dispositions du texte actuel qui s'appliquent aux produits alimentaires d'origine animale seront intégrées à la Loi générale sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires. D'importantes modifications seront apportées à ce texte, en plus des dispositions de l'Accord SPS qui y sont explicitement ajoutées: harmonisation avec la terminologie internationale, inclusion de recommandations et de directives internationales concernant la lutte contre les maladies, responsabilité du producteur au regard de la production et de la circulation d'animaux et de produits sains, conditions d'agrément et d'autorisation des laboratoires de contrôle des animaux du pays et importés, suivi des animaux et aliments pour animaux ayant pu être exposés à des substances nocives, dispositions permettant la traçabilité des produits d'origine animale non comestibles, transparence des procédures d'importation, et contrôles aux frontières fondés sur les risques.

La nouvelle Loi sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires couvre tous les produits alimentaires indépendamment de la forme et du stade de transformation. Elle entraîne d'importants changements de politique quant à la production et au traitement des produits alimentaires en accordant une place aux meilleures pratiques suivies dans le monde pour garantir la sécurité de la chaîne alimentaire et en rendant obligatoire l'application de systèmes HACCP dans les entreprises de production alimentaire. Autrement dit, il incombera au producteur de s'assurer que les aliments sont propres (sûrs et acceptables) à la consommation humaine, l'État n'ayant plus pour rôle que de vérifier si les conditions et méthodes de production d'aliments sont sans risques. En outre, la qualité des produits alimentaires sera déterminée en fonction de normes (volontaires) et, le cas échéant, d'un niveau de qualité minimal défini par des règlements techniques.

La Loi sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires comporte d'autres nouveautés: séparation claire des pouvoirs entre le Département vétérinaire et le Service sanitaire, limitation des documents demandés à l'importation de produits alimentaires, simplification des contrôles aux frontières sur la base du risque présenté par tel ou tel produit alimentaire, conditions d'agrément valables pour tous les laboratoires de contrôle de produits alimentaires, et large acceptation des

normes et recommandations internationales grâce à leur adoption par la nouvelle Commission nationale du Codex Alimentarius de l'Ukraine. Enfin, les légers changements apportés aux lois sur la sécurité de la population en matière sanitaire et épidémiologique, sur la protection de la population contre les maladies infectieuses et sur les pesticides et les produits agrochimiques auront pour conséquence que la nouvelle loi sera le seul texte en Ukraine qui régira l'importation de produits alimentaires.

La nouvelle Loi sur la phytoquarantaine actualise la législation phytosanitaire ukrainienne par rapport aux normes internationales en intégrant explicitement les principes SPS et les derniers progrès réalisés dans le domaine de la protection de la santé et de la vie des végétaux. Ce sera la seule loi de l'Ukraine applicable aux végétaux, produits végétaux et autres articles importés susceptibles de porter ou de transmettre des parasites. La Loi dit clairement comment doivent être répertoriés les parasites réglementés et les articles pouvant faire l'objet de mesures phytosanitaires. La Loi a également ceci de nouveau qu'elle rend plus transparent le processus d'attribution de permis de quarantaine (permis d'importation), qu'elle limite les documents d'importation et qu'elle instaure un système de contrôle aux frontières fondé sur une appréciation des risques et des propriétés d'emploi.

Le nouveau cadre juridique exigera la création d'un point d'information et de notification SPS unique. L'Ukraine a l'intention de l'installer au Ministère de l'économie et de l'intégration européenne avant la date d'accession à l'OMC.

L'Ukraine a l'intention d'aligner toutes les mesures SPS existantes sur les dispositions de l'Accord SPS. Les mesures qui vont plus loin que les recommandations et directives internationales prescrites par le Codex Alimentarius, la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et l'Office international des épizooties (OIE) feront l'objet d'un examen destiné à déterminer s'il existe des preuves scientifiques suffisantes pour justifier une telle protection ou si, au vu de l'évaluation des risques, une protection renforcée s'impose, comme le stipulent les articles 2.2, 3 et 5 de l'Accord SPS. Les mesures incompatibles avec les dispositions de l'Accord SPS seront éliminées.

En juillet 2004, les trois lois-cadres (Loi sur la médecine vétérinaire, Loi sur la sécurité et la qualité des produits alimentaires et Loi sur la phytoquarantaine) seront soumises à l'approbation des organes de l'État compétents. Dès que ces projets de loi auront été approuvés par tous les organes en question, le gouvernement de l'Ukraine en saisira le Parlement.

- **Mesures d'investissement et liées au commerce**

Question n° 211

Paragraphe 136: ce paragraphe doit être modifié puisque le Président a donné son aval à la nouvelle loi sur les automobiles entrée en vigueur en mars 2004.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 157.

Question n° 212

Paragraphe 137: selon les renseignements qui nous ont été fournis, la loi citée concernant la réglementation de la production de sucre par l'État ne comporte aucune prescription pour les exportations de sucre obligatoires. Voir également notre commentaire sur le paragraphe 54 au sujet du contingent de sucre.

Réponse

L'article 3.11 de la Loi n° 758-XIV "sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre" dit que du sucre peut être produit en Ukraine à partir de matière première importée à la seule condition que le produit fini soit exporté en totalité dans les délais fixés par la législation de l'Ukraine. Cette disposition s'applique uniquement au sucre fabriqué à partir de matière première importée, et non au produit proprement dit. Le gouvernement compte préparer et présenter une modification de la Loi "sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre" qui mettra fin à cette règle.

Question n° 213

Il faudrait ajouter ici un paragraphe sur l'engagement pris par l'Ukraine.

Réponse

Voir là encore la réponse à la question n° 157.

Question n° 214

Il conviendrait de donner dans cette partie des précisions sur la MIC visant les automobiles, et sur ce que l'Ukraine a prévu pour l'éliminer.

Réponse

Voir de nouveau la réponse à la question n° 157.

- **Entreprises de commerce d'État**

Question n° 215

Nous demeurons intéressés par les activités de la société Kleb Ukrainy et souhaitons savoir pourquoi elle ne doit pas être considérée comme une entreprise de commerce d'État. Nous aimerions que des éclaircissements nous soient apportés sur les entreprises agricoles détenues et exploitées par l'État, soit dans cette partie, soit dans la partie précédente portant sur les entreprises d'État.

Réponse

Entre 2001 et 2003, la société "Khib Ukrainy" s'est livrée à des opérations d'import-export comme n'importe quelle entreprise ordinaire en se fondant, de manière générale, sur l'état du marché. Elle n'a bénéficié d'aucun privilège spécial.

S'il devait exister la moindre raison de penser que l'activité de cette entreprise peut correspondre à la définition donnée dans l'Accord sur l'interprétation de l'article 17 du GATT, l'Ukraine répondrait à la partie du questionnaire sur le commerce d'État concernant la société "Khib Ukrainy".

On trouvera dans la partie relative aux entreprises d'État et à la privatisation des renseignements sur les entreprises d'État du secteur agricole qui ne bénéficient d'aucun privilège particulier.

Question n° 216

Document WT/ACC/UKR/115: il est fait uniquement référence aux exportations d'alcool de la société Ukrspirt. Cette dernière détient-elle le monopole des exportations ukrainiennes de boissons alcoolisées, ou bien ses activités de commerce d'État sont-elles limitées à certains produits?

Réponse

La société Ukrspirt détient un monopole pour un seul produit, c'est-à-dire l'alcool éthylique, mais ne bénéficie d'aucun privilège ou autre avantage exclusif pour les deux autres catégories de produits, à savoir la vodka et les liqueurs. Pour ces derniers, elle se trouve en concurrence sur le marché avec d'autres producteurs ou négociants.

Question n° 217

Dans la partie intitulée "Droits commerciaux", le projet de rapport indique que les "licences d'importation et d'exportation d'alcool éthylique, de cognac et d'alcools de fruits ne sont délivrées qu'aux entreprises spécialisées ou étatiques spécifiquement agréées par le Conseil des ministres". Ces "entreprises spécialisées ou étatiques" jouissent de privilèges commerciaux manifestes dont ne bénéficient pas d'autres entreprises ou particuliers, et répondent donc à la définition de l'entreprise de commerce d'État. Prière d'en dresser la liste et de décrire leurs rapports avec le gouvernement ukrainien.

Réponse

Le droit d'importer et d'exporter de l'alcool éthylique et des alcools de fruits, de l'alcool éthylique à base de raisin rectifié et de l'alcool éthylique à base de fruits rectifié ne peut être exercé que moyennant l'obtention d'une licence et que par des entreprises ou des organismes d'État, spécialement autorisés à cette fin par le Conseil des ministres de l'Ukraine.

Seule la société Ukrspirt détient un monopole pour uniquement un produit, c'est-à-dire l'alcool éthylique, et ne jouit d'aucun autre privilège ou avantage exclusif pour les deux autres catégories de produits, à savoir la vodka et les liqueurs.

Le droit d'importer et d'exporter de l'alcool de cognac est réservé, sous réserve de l'obtention de licences, aux entreprises spécialisées dans la production de cognac, qui possèdent en nombre suffisant des fûts de chêne pour l'élevage de l'alcool de cognac, des experts qualifiés et des installations en propre pour la production d'alcool de cognac et de cognac indépendamment de la structure du capital.

Question n° 218

(Déclaration) Nous attendons de l'Ukraine qu'elle notifie les entreprises mentionnées au paragraphe 142 et toutes les autres sociétés assimilées à des entreprises de commerce d'État, et qu'elle s'engage à respecter les dispositions de l'article XVII et du Mémoire d'accord dans le cadre de leurs activités.

Réponse

L'Ukraine pense que, actuellement, seules les sociétés "Ukrspirt" et "Energorynok" sont des entreprises de commerce d'État selon la définition de l'article XVII.

Ces entreprises ont été notifiées dans les questionnaires sur les activités de commerce d'État distribués sous la forme du document WT/ACC/UKR/115.

[Le représentant de l'Ukraine a confirmé que son gouvernement appliquerait ses lois et règlements régissant les activités commerciales de ces entreprises en conformité avec les dispositions pertinentes des Accords de l'OMC, notamment l'article XVII du GATT et le Mémorandum d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994.]

- **Zones franches, zones économiques spéciales**

Question n° 219

Paragraphe 144: information complémentaire: les zones économiques franches et les territoires de développement prioritaire de l'Ukraine étaient régis par la Loi n° 2673-12 "sur les dispositions générales concernant la création et le fonctionnement des zones économiques spéciales" du 13 octobre 1992 (révisée le 15 mai 2003).

Réponse

L'Ukraine confirme cette information.

Question n° 220

Rectificatif: chaque zone est régie non pas par une résolution, mais par une loi spécifique.

Réponse

L'article 92 de la Constitution de l'Ukraine dit que la procédure de création et de fonctionnement des zones franches et autres zones spéciales ayant un régime économique différent du régime général doit être définie par les lois de l'Ukraine exclusivement; autrement dit, une loi distincte, spécifique, doit être adoptée pour chacun de ces territoires (zones).

Question n° 221

Concernant le paragraphe 146: il est à noter que, selon les indications de l'Ukraine, il n'existe pas d'avantages subordonnés aux résultats à l'exportation ou à la teneur en produits nationaux dans les zones économiques franches. Toutefois, un investisseur peut "accorder la préférence" aux produits d'origine ukrainienne. Pouvez-vous expliquer ce qu'il faut entendre par "accorder la préférence" aux produits d'origine nationale?

Un investisseur peut-il bénéficier d'incitations liées à cette "préférence"? Dans l'affirmative, veuillez expliquer de quelle nature sont les incitations octroyées.

Veuillez expliquer de quelle façon l'Ukraine encourage un investisseur à utiliser des produits d'origine ukrainienne. Est-ce en lui accordant des incitations?

Quelle part approximative de la production des ZEF est exportée, et quelle est la part vendue en Ukraine?

Réponse

Le paragraphe 2 de la Résolution n° 1199 de juillet 1999 fait obligation au Ministère de l'économie de s'assurer que tous les contrats d'investissement intéressant des zones d'investissement prioritaire ou des zones économiques franches sont conformes au contrat type défini par la Résolution. L'alinéa 13 de la partie 3 du "contrat type pour la mise en œuvre d'un projet d'investissement dans une zone d'investissement prioritaire ou une zone économique franche" stipule que, aux termes du contrat, l'investisseur est tenu à ce qui suit: "l'investisseur a pour obligation d'accorder la préférence aux produits (travaux, services) d'origine ukrainienne à conditions égales de prix, de délais d'exécution, de qualité et de respect des normes internationales".

Cette disposition n'a aucune portée commerciale, et n'a jamais été appliquée. Les investisseurs des zones prioritaires et zones franches sont libres de choisir entre des produits importés et des produits ukrainiens, sans préjudice des incitations dont ils bénéficient.

L'Ukraine se prépare à réviser la Résolution n° 1199 pour en harmoniser le texte avec les normes de l'OMC.

Question n° 222

Paragraphe 148: l'Ukraine reconnaît que le fait d'importer sur son territoire des marchandises des ZEF sans mettre fin aux exonérations de droits de douane, de TVA et de droits d'accise n'est pas conforme aux dispositions de l'OMC. Or rien n'indique aux paragraphes 150 et 151 que les législateurs ont l'intention de s'attaquer à ce problème. Qu'est-ce que l'Ukraine est disposée à changer précisément dans la législation sur les ZEF pour satisfaire aux règles de l'OMC à ce chapitre parmi d'autres?

Réponse

Lorsque des marchandises sont importées des ZEF ayant le statut de zones douanières spéciales (ZDS) sur le territoire douanier de l'Ukraine, la TVA, les droits d'accise et les droits d'importation sont appliqués dans leur intégralité. Lorsque des marchandises manufacturées ou transformées dans les ZDS sont importées sur le territoire douanier de l'Ukraine, la TVA, les droits d'accise et les droits d'importation s'appliquent, à l'exception uniquement des droits d'importation dans le cas des ZEF "Azov", "Donetsk", "Zakarpattia" et "Interport Kovel".

Cette situation n'a pas échappé à l'Ukraine, qui s'emploie à y remédier et qui étudie attentivement différentes solutions possibles et mesures pratiques.

Question n° 223

Paragraphe 150: selon les informations dont nous disposons, les moratoires mentionnés ont été déclarés valables pour 2004 mais expireront à la fin de l'année. Prière de préciser ce qu'il en est.

Réponse

Les moratoires mentionnés expireront à la fin de l'année 2004. L'article 9 de la Loi "sur le budget de l'État 2004" prévoit pour 2004 l'application du moratoire sur la création de zones économiques spéciales (franches), de parcs technologiques et de régimes spéciaux pour les activités d'investissement, sur l'extension des zones existantes, ainsi qu'un moratoire sur l'examen et l'approbation de nouveaux projets d'investissement et d'innovation dans ces zones. Mais la Loi n° 1801-IV "portant modification de la Loi sur le budget de l'État pour 2004", approuvée par la Rada

suprême de l'Ukraine le 17 juin 2004, est entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004 et a mis fin au moratoire sur l'examen et l'approbation de nouveaux projets d'investissement et d'innovation dans les zones, territoires et parcs existants. Par conséquent, en date d'aujourd'hui, il reste le moratoire sur la création de zones économiques spéciales (franches), de parcs technologiques et de régimes spéciaux pour les activités d'investissement, et sur l'extension des zones existantes. Ce moratoire est en vigueur jusqu'à la fin de 2004.

Question n° 224

Paragraphe 151: nous avons cru comprendre que la Résolution n° 146 du Conseil des ministres datée du 11 février 2004 limitait le volume des marchandises importées de la ZEF Donetsk au premier trimestre 2004. Prière de réviser le paragraphe en conséquence.

Réponse

La Résolution n° 146 adoptée par le Conseil des ministres le 11 février 2004 pour limiter le volume des marchandises importées de la ZEF Donetsk sur le territoire douanier de l'Ukraine au premier trimestre 2004 a été annulée. Le gouvernement ukrainien n'a pas l'intention de renouveler cette mesure.

Question n° 225

Document WT/ACC/UKR/114: la réponse à la question n° 79 fait mention d'un projet de loi n° 4229 concernant "l'imposition du moratoire sur l'examen et l'approbation de nouveaux projets d'investissement dans les ZES" et dit que la loi prévoit "de renforcer l'orientation vers l'exportation de la production dans les ZES" et d'instaurer des sanctions pour les investisseurs qui ne respectent pas les conditions d'un accord.

Cela semble vouloir dire que les entreprises doivent exporter pour pouvoir s'installer dans des ZES. L'Ukraine peut-elle expliquer si de tels "accords" entraînent l'obligation d'exporter et quelles sont les conditions stipulées dans ces accords dont le non-respect entraînera l'application de sanctions?

Le projet de loi existe-t-il en anglais?

Réponse

Le projet de loi "sur l'imposition d'un moratoire sur l'examen et l'approbation de nouveaux projets d'investissement dans les zones économiques spéciales (franches) et les zones de développement prioritaire" (n° d'enregistrement 4229) ne régit pas les questions concernant la fabrication, la vente ou l'exportation de produits à l'intérieur ou en provenance des ZES.

Par ailleurs, la Loi n° 1801-IV "portant modification de la Loi sur le budget de l'État 2004", adoptée par la Rada suprême de l'Ukraine le 17 juin 2004 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004, met fin à la suspension de l'examen et de l'approbation de nouveaux projets d'investissement et d'innovation dans les zones, territoires et parcs existants.

Question n° 226

Document WT/ACC/UKR/116: les pages 12 et 13 font état de plusieurs avantages accordés aux entreprises ayant le statut d'agent économique d'une zone ou d'un territoire. Quelles sont les conditions d'attribution de ce statut à l'entreprise? Ce statut est-il assorti d'obligations concernant les exportations ou la teneur en produits nationaux (seuil minimum)?

Réponse

Le statut d'agent économique d'une zone ou d'un territoire et le régime spécial appliqué aux activités d'investissement valent pour toutes les entreprises commerciales enregistrées sur le territoire de leur ZES respective et qui y investissent dans des activités économiques prioritaires.

Les lois relatives aux ZES et zones de développement prioritaire ne prescrivent aucune obligation en matière d'exportations ou de teneur en produits nationaux sur le territoire de ces zones.

Question n° 227

Il est dit à la page 12 que, pour pouvoir être acheminé en franchise vers le territoire douanier principal, un produit doit être originaire d'une ZES. C'est le cas lorsque la valeur ajoutée dans la zone est égale à au moins 50 pour cent de la valeur déclarée du produit final. C'est une façon d'exiger une certaine teneur en produits nationaux, exigence non conforme à l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires et à l'article III:5 du GATT.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 222.

Question n° 228

Concernant le paragraphe 150: l'Ukraine pourrait-elle nous fournir le texte du nouveau projet de loi "sur l'imposition du moratoire sur l'examen et l'approbation de nouveaux projets d'investissement dans les zones économiques spéciales et les territoires bénéficiant de régimes d'investissement spéciaux"?

Nous avons le sentiment que cette nouvelle loi vise les exportations de produits manufacturés dans ces zones. Pourriez-vous préciser quelles incitations seront accordées pour les produits manufacturés exportés à l'intérieur de ces zones? Seront-elles plus importantes que celles énumérées au tableau 14 a) et b)?

Réponse

Le paragraphe 150 (ainsi que la réponse à la question n° 78 du document WT/ACC/UKR/114) contient par erreur des informations sans rapport avec le projet de loi n° 4229.

Le projet de loi "sur l'imposition du moratoire sur l'examen et l'approbation de nouveaux projets d'investissement dans les zones économiques spéciales et les territoires bénéficiant de régimes d'investissement spéciaux" (texte n° 4229 présenté à la Rada le 6 octobre 2003) ne régit aucune des questions concernant la fabrication, la vente ou l'exportation de produits à l'intérieur ou en provenance des ZES. Le projet de loi n° 4229 prévoit simplement d'appliquer le moratoire en question jusqu'en 2010.

Toutefois, avec la Loi n° 1801-IV "portant modification de la Loi sur le budget de l'État 2004", loi adoptée par la Rada suprême de l'Ukraine le 17 juin 2004 et entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2004, qui met fin à la suspension de l'examen et de l'approbation de nouveaux projets d'investissement et d'innovation dans les zones, territoires et parcs existants, il est fort probable que la Loi n° 4229 susmentionnée ne verra pas le jour.

Question n° 229

S'agissant de la longue liste de changements et de révisions qu'il est prévu d'apporter au régime des ZES selon le paragraphe 150, la Rada n'a été saisie, à ce jour, d'aucun projet de loi en ce sens.

Réponse

Plusieurs projets de loi ont été soumis à l'attention de la Rada qui prévoit de modifier et réviser certaines lois de l'Ukraine concernant la création et le fonctionnement des ZES et l'instauration de régimes d'investissement spéciaux sur les territoires de développement prioritaire, à savoir:

- le projet de loi n° 2077 du 20 août 2002 (déposé par le Conseil des ministres), qui prévoit l'application de droits d'importation, de droits d'accise et d'une TVA aux produits fabriqués et transformés dans les ZES au moment de leur importation sur le territoire douanier de l'Ukraine. Ce changement de régime devait toucher les ZES Azov, Donetsk et Zakarpattia. Ce projet de loi ayant été rejeté par la Rada, le Conseil des ministres en prépare un nouveau;
- le projet de loi n° 2569 du 28 mars 2003 (proposé par des députés), qui prévoit l'exclusion des produits agricoles (groupes 1 à 24) du régime douanier spécial, l'élimination des allègements (exemptions) de droits d'importation pour les produits agricoles dans les zones bénéficiant d'un régime d'investissement spécial, et l'établissement de critères pour la détermination du niveau de transformation. Ce projet de loi est actuellement examiné par les comités spécialisés de la Rada;
- le projet de loi n° 3162 du 25 février 2003 (déposé par le Conseil des ministres), qui prévoit les conditions de détermination du niveau de transformation par rapport aux dispositions du Code des douanes de 2002. Au terme d'une première lecture le 16 mai 2003, le texte a été retourné à ses auteurs pour qu'ils l'améliorent.
- **Marchés publics**

Question n° 230

Paragraphe 158: nous encourageons vivement l'Ukraine à prendre ici l'engagement d'accéder à l'AMP dans un délai donné. ["Obtenir le statut d'observateur dans le cadre de l'AMP au moment de l'accession à l'OMC et entamer des négociations en demandant à accéder à l'AMP et en présentant une offre en ce sens un an plus tard."] Entre-temps, les marchés publics devront être passés d'une manière transparente et le régime NPF devra s'appliquer lorsque les appels d'offres seront ouverts aux produits et fournisseurs étrangers. ["L'Ukraine s'engage à passer ses marchés d'une manière transparente et à appliquer le régime NPF en accordant à tous les fournisseurs étrangers des chances égales de participer à ces marchés en vertu du principe du traitement NPF; cela signifie que, si un appel d'offres est ouvert aux fournisseurs étrangers, tous les fournisseurs étrangers auront des chances égales de participer à ce marché."]

Réponse

L'Ukraine a pris note du souhait exprimé par ce Membre et modifié comme suit le libellé du paragraphe en question: "Le représentant de l'Ukraine a confirmé que, dès son accession à l'OMC, l'Ukraine entamerait des négociations pour accéder à l'Accord sur les marchés publics."

Question n° 231

Nous recommandons d'inclure dans cette partie des renseignements plus complets sur la façon dont l'Ukraine gère les marchés publics.

Réponse

En réponse à cette demande, l'Ukraine propose d'ajouter le texte suivant au projet de rapport du Groupe de travail:

Paragraphe 1: la loi comporte une description précise des procédures d'appel d'offres types et des conditions de leur application. La loi établit le plafond (qui équivaut à 2 000 euros pour les produits et services et à 100 000 euros pour les travaux) au-delà duquel les marchés publics doivent être passés au terme d'un appel d'offres et en conformité avec les prescriptions de ladite loi.

Selon la loi, le système national de marchés publics est structuré sur la base du principe de la décentralisation en vertu duquel les achats sont effectués directement par un organisme qui gère les fonds publics (administrations de l'État, organismes autonomes locaux et institutions qui relèvent d'eux, caisses d'assurance sociale, Caisse de retraite de l'Ukraine, Banque nationale de l'Ukraine, entreprises et organismes qui reçoivent des crédits à même le budget de l'État et les budgets des collectivités locales) pour conclure un accord d'approvisionnement. La responsabilité administrative du processus appartiendra à un comité des appels d'offres qui sera créé, parmi ses dirigeants, par l'entité acheteuse qui gérera les fonds publics. Comme cet argent provient de la poche des contribuables, une importance particulière est accordée à l'application d'une procédure universellement acceptée (au vu des pratiques internationales), qui est fondée sur l'organisation d'appels d'offres ouverts et qui vise à assurer le meilleur usage possible des fonds publics, à développer la concurrence et à renforcer la confiance dans l'État sur tout le territoire de l'Ukraine. C'est précisément à l'institution d'une telle procédure que tend la loi.

Paragraphe 2: le principe de l'appel d'offres inscrit dans la loi suppose l'exécution d'une suite d'opérations propres aux marchés publics et qui aboutissent à la conclusion d'un accord d'approvisionnement. La procédure d'appel d'offres type comporte une invitation à soumissionner, la préparation d'une documentation détaillée contenant des indications claires, impartiales et précises, une évaluation objective du degré de conformité avec les conditions établies et un rappel de la règle selon laquelle des négociations entre un client et un fournisseur sont interdites aux fins de la désignation d'un adjudicataire.

L'article 5 pose le principe de la non-discrimination, règle sous-jacente de la loi qui veut que les fournisseurs qui participent à un concours public doivent être sélectionnés sur une base concurrentielle sans qu'il soit tenu compte de leur situation nationale. La loi dispose qu'aucun fournisseur ne peut être exclu d'un marché public à cause de sa nationalité. La transparence et l'équité de la procédure d'appel d'offres font que le choix se porte sur la proposition la plus avantageuse. Le présent article se veut une illustration parfaite du droit international qui régit les marchés publics. Les lois nationales de l'Ukraine devant être impérativement harmonisées avec les normes et prescriptions juridiques internationales, le titre et le libellé de l'article 5 s'inspirent directement des pratiques juridiques universellement acceptables. En outre, l'article 6 de la loi prévoit un régime de soutien aux producteurs nationaux sous la forme de préférences de prix au détriment des fournisseurs étrangers.

Paragraphe 3: un aspect important de la loi réside dans l'instauration d'un dispositif juridique pour l'examen avant jugement des plaintes déposées par les entrepreneurs pour cause d'infraction aux procédures qui régissent les marchés publics. Ces questions sont traitées au chapitre VII de la loi intitulé "Voies de recours contre l'application des procédures de passation des marchés".

Une fois la plainte examinée, et s'il est prouvé que les allégations d'infraction sont fondées, la décision est prise d'annuler l'appel d'offres, raison pour laquelle les entités acheteuses doivent être prêtes à respecter les règles juridiques applicables aux marchés publics. Lorsqu'il s'avère que l'on n'a pas donné satisfaction à la plainte du fait que le client avait conclu un accord d'approvisionnement avant la date de dépôt de ladite plainte alors que l'existence de la supposée infraction a été prouvée, le dossier peut être transmis aux organismes de contrôle compétents, ou aux représentants de la loi dans les cas individuels. En outre, la réception d'une plainte constitue un motif suffisant pour qu'une inspection soit effectuée à la fois par une administration compétente et un organisme de contrôle. Lorsqu'une des parties en présence conteste le jugement rendu par une administration compétente, il peut être fait appel de ce jugement selon la loi applicable.

Paragraphe 4 – substitut possible du paragraphe 157: un bulletin d'information et d'analyse intitulé "Visnyk Derzhavnykh Zakupivel" (Bulletin des marchés publics) lancé par le Ministère de l'économie en 1998 est le principal outil d'information dont disposent les participants à la passation d'un marché public et permet de garantir une transparence et une surveillance suffisantes dans ce domaine. En novembre 1998, le Ministère de l'économie a enregistré une publication imprimée intitulée "Visnyk Derzhavnykh Zakupivel" (Bulletin des marchés publics) afin que la passation des marchés publics s'effectue avec toute la clarté et la transparence nécessaires, et pour que la procédure soit ouverte à toutes les entreprises souhaitant participer à un appel d'offres de produits, services ou travaux émanant de l'État.

Conformément à la loi, le Bulletin sert à annoncer toutes les procédures d'appels d'offres ouvertes et les résultats des adjudications.

De plus, les données relatives aux marchés publics sont également publiées sur le site Web officiel du Ministère de l'économie de l'Ukraine (www.me.gov.ua) et sur le portail du gouvernement ukrainien (www.kmu.gov.ua), ainsi que dans les pages d'accueil des entités acheteuses.

L'analyse de l'évolution du nombre d'annonces publiées et de leur contenu fait apparaître une amélioration régulière du degré de transparence des marchés publics.

Question n° 232

Existe-t-il des "achats pour les besoins de l'État" indépendants de la consommation propre du gouvernement?

Réponse

Les achats effectués pour les besoins de l'État se limitent à la consommation propre du gouvernement.

Question n° 233

Nous souhaitons que l'Ukraine s'engage à solliciter le statut d'observateur dans le cadre de l'Accord sur les marchés publics et à entamer des négociations pour adhérer à l'Accord en présentant une offre en ce sens immédiatement après son accession.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 230.

- Transit

Question n° 234

Réponse à la question n° 85 du document WT/ACC/UKR/114 et paragraphe 160 du projet de rapport du Groupe de travail: l'Ukraine dit qu'il n'existe aucune restriction fondée sur le pavillon des navires, le lieu d'origine ... On peut lire à la deuxième phrase de l'article V:2 qu'il n'existe aucune "distinction" (au lieu de "restriction"). Nous suggérons de changer la formulation comme suit: "la loi ne prévoit aucune restriction NI AUCUNE DISTINCTION fondée sur le pavillon des navires ...".

Réponse

L'Ukraine propose la formulation suivante: "la loi ne prévoit aucune distinction fondée sur le pavillon des navires ...".

Question n° 235

Réponses aux questions n° 86 et 87 du document WT/ACC/UKR/114 et paragraphe 161 du projet de rapport du Groupe de travail: le droit unifié est dit correspondre au coût du transit. Selon les articles V:3 et V:4, les frais de transport doivent être raisonnables ou en rapport avec les dépenses administratives entraînées par le transit ou avec le coût du service rendu. Qu'est-ce que l'Ukraine entend exactement par "coût du transit"?

Réponse

Voir la réponse à la question n° 241.

Question n° 236

Réponse à la question n° 87 du document WT/ACC/UKR/114 et paragraphe 160 du projet de rapport du Groupe de travail: des itinéraires spécifiques peuvent être imposés pour le transit de marchandises assujetties à des droits d'accise. Est-ce compatible avec la première phrase de l'article V:2? De quels itinéraires s'agit-il?

Réponse

Selon l'article 201 du Code des douanes de l'Ukraine, le transit de marchandises sur le territoire ukrainien doit être effectué le long d'itinéraires librement choisis par les transporteurs en fonction de leur intérêt économique, à condition que les règles découlant du Code des douanes de l'Ukraine soient respectées.

Pour s'assurer que les marchandises assujetties à des droits d'accise seront livrées aux services douaniers désignés ainsi que pour prévenir les facteurs et conditions favorables à une corruption caractérisée et pour lutter contre la contrebande, le Conseil des ministres de l'Ukraine peut désigner des points d'entrée et de sortie des marchandises en question. La dernière liste de ces points, approuvée en vertu de la Résolution n° 938 du Conseil des ministres datée du 12 août 1996 (avec les modifications et révisions qui y ont été apportées), sera transmise au Secrétariat de l'OMC.

Question n° 237

L'article V:5 et V:6 prescrit un "traitement non moins favorable" et non un "traitement identique". L'expression "conditions identiques" est-elle suffisamment large pour éviter qu'un traitement identique se traduise dans les faits par un traitement moins favorable?

Réponse

L'expression "conditions identiques" est suffisamment large pour éviter qu'un traitement identique se traduise dans les faits par un traitement moins favorable. Les marchandises de tous les pays transitent par le territoire de l'Ukraine dans des conditions identiques. La loi ukrainienne n'apporte aucune restriction au traitement NPF des cargaisons en transit. Elle est conforme aux dispositions de l'article V:5 et V:6 du GATT de 1994.

Question n° 238

Paragraphe 161 du projet de rapport du Groupe de travail: la garantie, l'escorte et le transport par un mandataire des douanes peuvent-ils également être imposés à des produits autres que les marchandises passibles de droits d'accise? Dans l'affirmative, quelle en est la justification?

Réponse

En vertu de l'article 161 du Code des douanes de l'Ukraine, l'une quelconque des mesures ci-après peut être appliquée aux marchandises sous douane et en transit. Ces mesures ont pour objet de garantir que lesdites marchandises seront livrées à un service douanier désigné:

- remise d'une garantie aux services douaniers par le propriétaire des marchandises (ou par une personne qu'il aura autorisée);
- protection et escorte des marchandises par les services douaniers;
- transport des marchandises par un transporteur des douanes;
- transport selon les conditions de la Convention douanière sur le transport international de marchandises avec utilisation du carnet TIR de 1975.

L'article 165 du Code des douanes de l'Ukraine dispose que la mesure employée pour garantir la livraison des marchandises sous douane à un service douanier désigné est laissée au choix du propriétaire des marchandises ou d'une personne par lui autorisée.

En vertu de la Résolution n° 700 du Conseil des ministres de l'Ukraine, datée du 29 juin 1996, "relative au Règlement sur la fourniture aux autorités douanières de l'Ukraine de garanties financières concernant la livraison obligatoire de marchandises à des services douaniers désignés", le propriétaire des marchandises (ou une personne par lui autorisée) peut fournir aux autorités douanières une garantie sous l'une des formes suivantes:

- caution en espèces versée par avance sur le compte de dépôt d'un service douanier désigné et correspondant au montant des taxes et droits prescrits par la loi ukrainienne et payables lorsque les marchandises sont importées pour être mises en libre circulation sur le territoire douanier de l'Ukraine;

- garantie financière apportée par un intermédiaire financier indépendant pour la livraison obligatoire de marchandises à un service douanier désigné en vertu du Règlement sur la fourniture de garanties financières aux autorités douanières par des intermédiaires financiers indépendants concernant la livraison obligatoire de marchandises à des services douaniers désignés, approuvé aux termes de la Résolution n° 1216 du Conseil des ministres de l'Ukraine, datée du 4 octobre 1996.

La Résolution n° 606 du Conseil des ministres de l'Ukraine, datée du 12 mai 2004, "portant modification du Règlement sur la fourniture aux autorités douanières de l'Ukraine de garanties financières concernant la livraison obligatoire de marchandises à des services douaniers désignés" prévoit une autre forme de garantie financière à fournir aux autorités douanières: une garantie bancaire, afin que les mécanismes du marché soient mieux utilisés au regard de la garantie des marchandises et de leur livraison aux services douaniers désignés.

Question n° 239

Il conviendrait d'ajouter ici un paragraphe sur l'engagement pris par l'Ukraine.

Réponse

[Le représentant de l'Ukraine a confirmé que, dès l'accession, le gouvernement s'assurerait que les lois et règlements de l'Ukraine régissant les opérations de transit seraient en conformité avec les dispositions de l'Accord sur l'OMC, notamment l'article V du GATT de 1994.]

Question n° 240

Paragraphe 160: veuillez préciser les restrictions qui sont prévues dans le cas du transit de marchandises assujetties à des droits d'accise (boissons alcoolisées et produits du tabac).

Réponse

Voir la réponse à la question n° 236.

Question n° 241

Paragraphe 161: il y est dit que les marchandises en transit sont exonérées des droits, redevances et taxes, sauf du droit unifié, qui correspond au coût du transit. Veuillez préciser ce que comprend le coût du transit (uniquement le péage?).

Réponse

Selon l'article premier de la Loi de l'Ukraine n° 1212-XIV "sur le droit unifié perçu aux postes douaniers à toutes les frontières de l'Ukraine" (loi révisée), datée du 4 novembre 1999, un droit unifié est prélevé aux postes douaniers à toutes les frontières de l'Ukraine conformément à la législation ukrainienne en contrepartie du contrôle douanier effectué dans le cas du transit de marchandises et de véhicules automobiles, du contrôle sanitaire, vétérinaire, phytosanitaire, radiologique et environnemental réalisé sur les marchandises et véhicules automobiles, de l'utilisation des autoroutes ukrainiennes par les véhicules automobiles et du dépassement des limites prescrites pour les véhicules automobiles concernant le poids total, la charge par essieu ou les dimensions hors tout.

Dans le cas des véhicules automobiles et des conteneurs qui franchissent la frontière ukrainienne sans transporter de marchandises, le taux du droit uniforme perçu en contrepartie des

contrôles prévus par la loi susmentionnée s'établit à 20 pour cent du taux fixé à l'article 5 de ladite loi pour des véhicules automobiles et des conteneurs donnés. En revanche, le péage perçu sur les autoroutes ukrainiennes (fondé sur le nombre de kilomètres parcourus) et les droits prélevés en cas de dépassement des limites prescrites concernant le poids total, la charge par essieu et les dimensions hors tout s'appliquent dans leur intégralité.

Les wagons de marchandises qui franchissent la frontière ukrainienne à vide sont exonérés du droit uniforme.

Les véhicules automobiles sont exonérés du droit unifié dans le cas du transit de marchandises auxquelles l'entrée sur le territoire douanier de l'Ukraine est refusée et qui sont chargées sur un autre véhicule dans la zone de contrôle douanier du poste d'entrée, lequel constitue à la fois un point d'entrée et de départ desdites marchandises.

L'article 5 de la loi en question définit les types de véhicules automobiles et les taux du droit unifié:

Type de véhicule automobile	Nombre de places assises ou poids total du véhicule automobile en charge	Taux du droit unifié par véhicule, en euros	
		En contrepartie des contrôles effectués	Au titre du péage par kilomètre parcouru
1. Autocars	10-30 places	2	0,02
	Plus de 30 places	5	0,02
2. Camions avec ou sans remorque et tracteurs avec ou sans semi-remorque	20 tonnes ou moins	5	0,02
	20-40 tonnes	10	0,02
3. Poids lourds	40-44 tonnes	10	0,1
	44-52 tonnes	10	0,2
	52-60 tonnes	10	0,27
	Plus de 60 tonnes, par tranche de 10 tonnes	10	0,78
4. Poids lourds dépassant la charge limite par essieu	Surcharge de 5 pour cent ou moins	-	0,05
	Surcharge de 5 à 10 pour cent	-	0,1
	Surcharge de 10 à 20 pour cent	-	0,27
	Surcharge de plus de 20 pour cent, par tranche de 5 pour cent	-	0,15
5. Poids lourds dépassant les limites prescrites pour la largeur, la hauteur et la longueur	Pour chaque paramètre	-	0,03
6. Wagons de marchandises, conteneurs		2	-

Exemples de calcul du droit unifié perçu par les services douaniers de l'Ukraine sur les cargaisons de marchandises aux points de franchissement de la frontière ukrainienne (importation, transit).

Exemple 1: un camion d'une charge utile de 30 tonnes et transportant des rames de papier (code de produit 4801 00), en transit de la Slovaquie à la Russie, entre en Ukraine à Uzhgorod et en sort à Novgorod-Siverskiy (oblast de Chernigov). La distance parcourue est d'environ 1 000 km.

Conformément à la Résolution n° 1569 du Conseil des ministres de l'Ukraine, datée du 24 octobre 2002, il doit subir un contrôle douanier, phytosanitaire et radiologique.

La formule de calcul pour ce véhicule est la suivante: $10 + 0,02 \times L$ (où L désigne la distance parcourue, en l'espèce 1 000 km).

Au vu de ce qui précède, le droit de douane unifié s'établit comme suit: $10 + 0,02 \times 1\,000 = 30$ euros.

Exemple 2: un camion d'une charge utile de 10 tonnes transportant des tomates cuisinées ou en conserve (code de produit 2002) se rend de la République de Moldova au bureau régional des douanes de Kyev pour un dédouanement de la cargaison (importation). Le point d'entrée en Ukraine est Izmail (oblast d'Odessa). La distance parcourue est d'environ 680 km.

Conformément à la Résolution n° 1569 du Conseil des ministres de l'Ukraine, datée du 24 octobre 2002, il doit subir un contrôle douanier, phytosanitaire et radiologique.

La formule de calcul pour ce véhicule est la suivante: $5 + 0,02 \times L$ (où L désigne la distance parcourue, en l'espèce 680 km).

Au vu de ce qui précède, le droit de douane unifié s'établit comme suit: $5 + 0,02 \times 680 = 18,6$ euros.

Question n° 242

Prière de décrire la structure des droits de transit en Ukraine.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 241.

- **Politiques agricoles**

a) **Importations**

Question n° 243

Paragraphe 164: voir notre commentaire sur le paragraphe 54 concernant le contingent de sucre.

Réponse

Aucune restriction quantitative ne s'applique aujourd'hui aux importations de produits agricoles en Ukraine. La Loi "sur le budget de l'Ukraine 2004" prévoit pour le sucre de canne brut importé en Ukraine dans les limites du contingent tarifaire de 125 000 tonnes un droit d'importation

de 30 euros par tonne jusqu'au 15 septembre 2004. Au-delà du contingent tarifaire, le droit de douane appliqué au sucre de canne brut est égal à 50 pour cent de la valeur en douane et ne peut être inférieur à 300 euros par tonne.

Voir également la réponse à la question n° 55.

c) Politiques intérieures

Question n° 244

Paragraphe 169: voir notre commentaire sur le paragraphe 54 concernant le contingent de sucre.

Réponse

Une erreur s'est glissée au paragraphe 169. La Résolution n° 1977 du 25 décembre 2002 a instauré un contingent pour la production de sucre de betterave pour la période du 1^{er} septembre 2003 au 1^{er} septembre 2004, et non l'application d'un contingent tarifaire à la vente de sucre raffiné sur le marché intérieur. La législation de l'Ukraine fixe le contingent applicable à la production de sucre raffiné (contingent A). Ce sucre doit être vendu sur le marché intérieur et ne peut être exporté. Mais la législation actuelle a aussi instauré les contingents B et C. Le contingent B concerne le sucre fourni à l'extérieur de l'Ukraine, aux termes de contrats internationaux, et le contingent C le sucre produit en excédent des contingents A et B et destiné à être vendu par ses producteurs exclusivement à l'extérieur du pays. On ne saurait donc voir dans le contingent A une restriction ni un obstacle à l'importation. Le contingent tarifaire concernant le sucre de canne brut s'applique aux importations, et s'ajoute aux contingents susmentionnés.

Les quantités de sucre exporté sont déterminées par les producteurs de sucre d'une manière indépendante, compte tenu des ressources nécessaires pour remplir les obligations liées aux contingents A et B. L'Ukraine n'y voit aucune restriction quantitative de celles qui sont interdites aux termes de l'article XI du GATT de 1994 et de l'Accord sur les MIC.

Question n° 245

Paragraphe 170: voir notre commentaire sur le paragraphe 137.

Réponse

La question qui se pose aux paragraphes 137 et 170 du projet de rapport du Groupe de travail (document WT/ACC/SPEC/UKR/5) concerne l'existence, dans la loi de l'Ukraine "sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre", d'une prescription d'exportation obligatoire pour le sucre produit à partir de matières premières importées.

L'article 3.11 de la Loi n° 758-XIV "sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre" du 17 juin 1999 stipule que du sucre peut être produit en Ukraine à partir de matières premières importées à la seule condition que le produit fini soit exporté en totalité à l'extérieur de l'Ukraine dans les délais définis par la législation ukrainienne. Pour mettre un terme à cette règle, le gouvernement compte préparer et proposer une révision appropriée à la Loi "sur la réglementation par l'État de la production et de la vente de sucre".

RÉGIME DE LA PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE TOUCHANT AU COMMERCE

Question n° 246

Certaines de nos questions précédentes (reproduites dans le document WT/ACC/UKR/114) ne trouvent pas de réponse dans le rapport du Groupe de travail (même s'il fait allusion à ces questions). Prière d'y répondre d'une manière détaillée dans la prochaine révision du rapport du Groupe de travail.

Au paragraphe 174 du projet de rapport, le représentant de l'Ukraine a indiqué que l'Ukraine "avait fourni des renseignements détaillés sur la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC dans les documents WT/ACC/UKR/94, WT/ACC/UKR/102 et Rev.1, et WT/ACC/UKR/112, ainsi qu'un tableau comparatif de compatibilité de la législation nationale avec l'Accord sur les ADPIC dans le document WT/ACC/UKR/95". Le Code civil de l'Ukraine récemment adopté (Livre quatre) est mentionné plusieurs fois dans la liste récapitulative révisée (WT/ACC/UKR/112) de contrôle de la mise en œuvre des prescriptions sur les ADPIC.

Nous aimerions savoir quel article du nouveau Code civil est conforme à quelles obligations découlant de l'Accord sur les ADPIC, et si des décisions ou des mesures précises ont été prises ou sont prévues pour assurer une mise en œuvre et une application efficaces de ces obligations.

Réponse

Des renseignements sur la conformité de la législation de l'Ukraine avec l'Accord sur les ADPIC sont fournis dans la nouvelle version du document WT/ACC/UKR/112 qui a été transmise au Secrétariat de l'OMC. Ce document contient notamment des informations sur la compatibilité du Code civil ukrainien avec les dispositions de l'Accord sur les ADPIC.

Question n° 247

Étant donné que, au vu du tableau comparatif de compatibilité de la législation nationale avec l'Accord sur les ADPIC (document WT/ACC/UKR/95), la législation nationale de l'Ukraine ne respectait pas toutes les prescriptions de cet accord en 2001, date de réalisation dudit tableau, nous aimerions obtenir une mise à jour du document WT/ACC/UKR/95.

Réponse

Des renseignements sur la conformité de la législation de l'Ukraine avec l'Accord sur les ADPIC sont fournis dans la nouvelle version du document WT/ACC/UKR/112 qui a été transmise au Secrétariat de l'OMC.

Question n° 248

Paragraphe 186 [WT/ACC/SPEC/UKR/5]: selon le projet de rapport, la Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 "sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises" et la Loi n° 3689-XII du 15 décembre 1993 "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services" prévoient la protection des indications géographiques.

Pourriez-vous préciser quelle disposition de votre législation prévoit pour les indications géographiques une protection d'une durée illimitée, comme cela est exigé à la partie II, section 3, de l'Accord sur les ADPIC?

Réponse

Le paragraphe 2 de l'article 6 de la Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 "sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises" stipule qu'une protection juridique doit être apportée aux indications qualifiées de l'origine des marchandises sous réserve de leur enregistrement, à compter de la date d'enregistrement et pour une durée indéterminée.

L'article 15 de la Loi "sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises" établit simplement la durée de validité du certificat d'enregistrement du droit à une indication qualifiée de l'origine des marchandises, certificat qui peut être prorogé (renouvelé) tous les dix ans. L'indication qualifiée de l'origine des marchandises même est enregistrée comme le stipule l'article 14 de ladite loi. Il peut être mis fin à l'enregistrement uniquement pour un des motifs indiqués à l'article 21.1 de la loi. Cette disposition de la loi est donc conforme à l'Accord sur les ADPIC.

Question n° 249

L'Ukraine s'est énergiquement employée à mettre son régime des droits de propriété intellectuelle (DPI) en conformité avec l'Accord sur les ADPIC, en promulguant plusieurs textes de loi capitaux au cours des dernières années. L'Ukraine a également fourni des informations et des réponses très détaillées pour apporter des éclaircissements sur sa législation et ses institutions en rapport avec les DPI.

Nous remercions l'Ukraine de nous avoir apporté des réponses et des informations supplémentaires détaillées sur son régime des DPI. Les documents WT/ACC/UKR/117 et Add.1 nous ont été extrêmement utiles.

Bien que sensiblement amélioré, le projet de rapport du Groupe de travail (WT/ACC/SPEC/UKR/5) nécessite d'être complété sur certains points, concernant notamment le respect des droits. Nous avons encore quelques questions à poser et quelques éléments de texte à proposer pour les inclure à ce document, que nous vous communiquerons par écrit.

Une question de fond importante encore en suspens est celle de l'adoption des modifications apportées aux lois sur les licences relatives aux disques optiques. Nous aimerions savoir où en est la situation et quelles sont les intentions de l'Ukraine.

Réponse

À l'heure qu'il est, la Rada suprême de l'Ukraine a été saisie d'un projet de loi apportant des modifications à la Loi n° 2953-III du 17 janvier 2002 "sur les procédures de réglementation par l'État des activités des entreprises liées à la production, l'exportation et l'importation de disques laser" que la Rada a prévu d'examiner à sa prochaine session. Le texte de la Loi n° 2953-III du 17 janvier 2002 et celui du projet de loi ont été adressés au Secrétariat de l'OMC.

Le projet de loi tient globalement compte de toutes les prescriptions concernant l'amélioration de la protection des droits de propriété intellectuelle en rapport avec la production, l'exportation et l'importation de disques. Il prévoit l'instauration de licences d'exportation et d'importation de disques (une licence unique sera délivrée pour chaque arrivage de marchandises), l'instauration de licences pour la production, l'exportation et l'importation de matrices servant à la fabrication de disques, etc.

Question n° 250

Nous aimerions passer en revue les textes législatifs adoptés récemment par l'Ukraine pour réviser plusieurs lois sur les DPI, la Loi n° 850-IV "sur les modifications de certains textes

législatifs de l'Ukraine relatifs à la protection juridique de la propriété intellectuelle", adoptée par la Rada suprême de l'Ukraine le 22 mai 2003, la Loi du 17 janvier 2002 "portant modification de la Loi de l'Ukraine sur la protection des droits relatifs aux obtentions végétales" et la Loi n° 236/960VR du 7 juin 1996 "sur la protection contre la concurrence déloyale".

Nous souhaiterions également un regroupement des principaux textes de loi de l'Ukraine sur les DPI, tels qu'ils ont été révisés en vertu de la Loi n° 850-IV "sur les modifications de certains textes législatifs de l'Ukraine relatifs à la protection juridique de la propriété intellectuelle" et d'autres lois récentes apportant des modifications au régime existant. L'Ukraine possède dix lois sur les DPI, dont beaucoup ont été révisées. On gagnerait en transparence à regrouper ces textes de loi qui intègrent toutes les révisions effectuées à ce jour.

Réponse

La Loi n° 850-IV du 22 mai 2003 "sur les modifications de certains textes législatifs relatifs à la protection juridique de la propriété intellectuelle" apporte des modifications à dix textes normatifs et juridiques. Six de ces lois incluant la Loi n° 850-IV du 22 mai 2003 ont été communiquées par l'Ukraine au Groupe de travail (voir le document WT/ACC/SPEC/UKR/5). D'autres textes normatifs et juridiques modifiés par ladite loi représentent des volumes très épais (Code civil de l'Ukraine, Code de procédure économique (commerciale) de l'Ukraine, Code pénal de l'Ukraine et Code de procédure pénale de l'Ukraine).

Les versions ukrainienne et anglaise de ces codes peuvent être obtenues gratuitement sur le site Web www.welcometo.kiev.ua.

Question n° 251

Le document WT/ACC/UKR/117 confirme que la nouvelle Loi sur le droit d'auteur respecte l'article 18 de la Convention de Berne concernant la protection rétroactive des œuvres admissibles mais ne dit rien sur la protection rétroactive des enregistrements sonores. Autrement dit, la liste récapitulative ne comporte aucune rubrique pour l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC, qui stipule que les règles de rétroactivité établies à l'article 18 de la Convention de Berne s'appliquent aux artistes interprètes ou exécutants et aux producteurs de phonogrammes. Nous suggérons de revoir la liste récapitulative et d'y ajouter une rubrique pour l'article 14:6 de l'Accord sur les ADPIC, avec une indication de la façon dont l'Ukraine s'acquitte de cette obligation.

Réponse

Concernant la mise en œuvre de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC, le paragraphe 4 des dispositions finales de la Loi n° 3792-XII du 23 décembre 1993 "sur le droit d'auteur et les droits connexes" (révisée le 11 juillet 2001) dit que, à la date d'entrée en vigueur de la loi, les durées de protection du droit d'auteur prévues à l'article 28 et aux parties une et deux de l'article 44 de ladite loi doivent s'appliquer dès lors que la période de 50 ans suivant le décès de l'auteur ou la période de validité des droits connexes n'a pas pris fin à la date d'entrée en vigueur de ladite loi. Le paragraphe 5 des dispositions finales stipule que la loi vaut pour les exécutions et phonogrammes réalisés ou publiés pour la première fois avant la date d'entrée en vigueur de ladite loi dès lors que, à cette date, moins de 50 années se sont écoulées depuis leur premier enregistrement ou leur première diffusion.

Le paragraphe 5 des dispositions finales indique que l'on a supprimé de l'article 2 de la Loi n° 189/95-BP du 31 mai 1995 "relative à l'accession de l'Ukraine à la Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques" le passage qui laisse entendre qu'il peut être décidé de ne pas appliquer les dispositions de la Convention en question aux œuvres qui, à la date d'entrée en

vigueur de la Convention en Ukraine, sont déjà tombées dans le domaine public. Par conséquent, l'article 18 de la Convention de Berne sur la protection des œuvres littéraires et artistiques conserve toute sa force sur le territoire de l'Ukraine, et la rétroactivité de la protection est assurée aux exécutions et aux phonogrammes (article 14 de l'Accord sur les ADPIC).

Voir également la réponse à la question n° 263.

Question n° 252

Le document WT/ACC/UKR/117/Add.1 mentionne trois lois promulguées en 2003 (pages 2 et 3). Nous voulons être sûrs d'avoir en notre possession le texte définitif de ces lois. Les première et troisième lois nous laissent perplexes, puisque toutes deux sont intitulées loi "portant modification de certains textes législatifs relatifs à la protection juridique de la propriété intellectuelle". La première a été promulguée le 22 mai 2003, l'autre le 3 février 2004. S'il s'agit véritablement de deux lois différentes, il nous faut le texte de chacune.

Réponse

Il s'agit effectivement de deux lois différentes. Les textes de la Loi n° 850-IV du 22 mai 2003 et de la Loi n° 1407-IV du 3 février 2004 ont été communiqués au Secrétariat de l'OMC.

2. Normes de fond en matière de protection, y compris l'acquisition et le maintien des droits de propriété intellectuelle

a) Droit d'auteur et droits connexes

Question n° 253

Paragraphe 182: la réserve de l'Ukraine concernant l'article 18 3) de la Convention de Berne devra être retirée dès l'accession. Prière d'apporter à ce paragraphe une modification indiquant que l'Ukraine a décidé de réagir sur ce point.

Réponse

Aux termes de la Loi du 11 juillet 2001 "portant modification de la Loi de l'Ukraine sur le droit d'auteur et les droits connexes", l'article 18 de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques est pleinement appliqué en Ukraine. La note n° 72/35-612-2189 produite par le Ministère des affaires étrangères le 3 juin 2004 sur le retrait de la réserve concernant l'article 18 3) de la Convention de Berne a été communiquée à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sous la forme de la lettre officielle n° 173/018, datée du 10 juin 2004, rédigée par le bureau du Représentant permanent de l'Ukraine auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève.

Voir également la réponse à la question n° 251.

b) Marques de fabrique ou de commerce, y compris les marques de service

Question n° 254

Paragraphe 185: [question précédente: la nouvelle Loi sur la publicité (article 6) prévoit que toute la publicité (y compris l'utilisation des marques de fabrique ou de commerce) doit être en ukrainien. Comment sera-t-elle appliquée dans la pratique?]

Réponse

Voir la réponse à la question n° 255.

Question n° 255

Nouvel élément d'information: la Loi sur la publicité (article 6) a été révisée le 3 février 2004 pour être en conformité avec la Convention de Paris. Prière de revoir ce paragraphe en conséquence.

Réponse

L'Ukraine confirme cette information. Le paragraphe 185 pourrait être reformulé comme suit: "En réponse à un membre du Groupe de travail qui avait fait remarquer que l'article 6 de la Loi de l'Ukraine "sur la publicité" prévoyait que toute la publicité, y compris l'utilisation des marques de fabrique ou de commerce en langues étrangères, devait être en ukrainien, et avait par conséquent demandé des détails au sujet de l'application concrète de cette mesure, le représentant de l'Ukraine a indiqué que cette incohérence de la Loi de l'Ukraine "sur la publicité" avec l'article 6*quinquies* de la Convention de Paris avait disparu avec l'adoption, le 3 février 2004, de la Loi "portant modification de certains textes législatifs relatifs à la protection de la propriété intellectuelle", sous le n° 1407-IV."

Question n° 256

L'Ukraine apporte-t-elle une protection aux marques collectives comme l'exige la Convention de Paris? La loi ukrainienne ne semble faire aucune mention de ces marques.

Réponse

En Ukraine, les marques collectives bénéficient d'une protection juridique similaire à celle qui est accordée aux marques individuelles. Lorsqu'une association de personnes souhaite faire enregistrer une marque à titre collectif, cela doit être expressément indiqué sous le code INID (551) et le statut de marque collective doit être spécifié.

Question n° 257

Le statut de marque notoirement connue doit-il être sollicité auprès de la Chambre d'appel et la marque doit-elle être reconnue comme telle avant qu'une mesure puisse être prise pour la protéger?

Réponse

Aux termes de l'article 25 de la Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 janvier 1993 (révisée le 22 mai 2003) "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens ou de services", la protection des droits associés à une marque notoirement connue est assurée comme le stipule l'article 6*bis* de la Convention de Paris et par ladite loi, sous réserve que le caractère notoirement connu de la marque ait été établi par la Chambre d'appel ou un tribunal.

La loi ukrainienne n'exige pas que le caractère notoirement connu d'une marque soit établi par la Chambre d'appel avant que soit engagée une procédure en ce sens auprès d'un tribunal. Le caractère notoirement connu d'une marque peut être établi par un tribunal appelé à statuer sur des allégations de violation des droits attachés à ladite marque.

Par conséquent, une personne qui souhaite faire protéger une marque notoirement connue en Ukraine dispose pour ce faire de trois moyens: solliciter auprès de la Chambre d'appel du Département d'État le statut de marque notoirement connue en Ukraine; ou, si elle estime que ses droits ont été bafoués, s'adresser à un tribunal économique pour demander la protection de ses droits et de ses intérêts et pour faire établir le caractère notoirement connu de sa marque; ou encore s'adresser à un tribunal économique pour demander la protection de ses droits à une marque dont le caractère notoirement connu a été établi par une décision de la Chambre d'appel qui est entrée en vigueur et contre laquelle aucune action en recours n'a été intentée.

Question n° 258

Une licence de marque de fabrique ou de commerce doit-elle d'abord être enregistrée en vertu de l'article 16 de la Loi sur les marques afin que le titulaire de la licence puisse engager des poursuites pour obtenir réparation en cas d'atteinte à ses droits?

Réponse

Aux termes du paragraphe 9 de l'article 16 de la Loi n° 3689-XII du 15 janvier 1993 "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens ou de services", un accord de cession de licence est jugé valable lorsqu'il a été passé par écrit et signé par les parties en présence. L'enregistrement de l'accord par l'État ne constitue pas une condition préalable à la reconnaissance de sa validité.

Aux termes du paragraphe 3 de l'article 20 de la loi susmentionnée, toute personne détentrice d'une licence peut également demander, en cas d'infraction, que le propriétaire du certificat d'une marque soit rétabli dans ses droits, sous réserve de l'accord de ce dernier.

c) Indications géographiques, y compris les appellations d'origine

Question n° 259

Faut-il qu'une demande d'indication géographique provenant d'un pays étranger soit accompagnée d'un document officiel attestant le droit attaché à l'indication dans le pays d'origine?

Réponse

Aux termes du paragraphe 2 de l'article 8 de la Loi n° 752-XIV du 16 juin 1999 "sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises", il n'est pas accordé de protection juridique à une indication qualifiée de l'origine d'une marchandise liée à un lieu géographique d'un pays étranger si:

- l'Ukraine n'a pas conclu avec le pays en question un accord prévoyant une protection réciproque de cette forme particulière d'indication de l'origine d'une marchandise;
- l'indication en question n'est pas protégée dans ledit pays.

Question n° 260

L'Ukraine a signalé que, en vertu de l'article 8, point 3, de la Loi "sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises", "la protection juridique ne peut être refusée au nom d'un lieu d'origine ou à une appellation d'origine au motif que l'identification de biens ou de services enregistrés en Ukraine se compose uniquement de cette

indication ou comporte l'appellation parmi ses éléments". Par ailleurs, la Loi "portant modification de certains textes législatifs relatifs à la propriété intellectuelle" dit, à l'article 20 4), que "les actes suivants ne seront pas assimilés à des atteintes aux droits du propriétaire d'une marque: ... b) utilisation, par une personne ayant le droit d'utiliser le nom d'un lieu d'origine ou une indication géographique de l'origine d'une marchandise conformément à la loi, de l'indication lorsqu'elle est identique ou similaire à la marque constituée uniquement du nom du lieu d'origine ou de l'indication géographique de l'origine des marchandises".

Réponse

Il est impossible de savoir à quel texte il est ici fait référence étant donné que l'article 20 de la Loi de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens ou de services" ne contient pas de paragraphe 4 b).

Question n° 261

En quoi l'article 8, point 3, de la Loi "sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises" et l'article 20 4) b) de la loi révisée sur les marques de fabrique ou de commerce sont-ils compatibles avec l'article 16:1 de l'Accord sur les ADPIC, selon lequel le titulaire d'une marque a le droit exclusif d'empêcher que l'on utilise sans son consentement des signes identiques ou similaires pour des produits ou des services similaires à ceux pour lesquels la marque est enregistrée dans les cas où un tel usage entraînerait un risque de confusion?

Réponse

Il est difficile de dire à quoi correspond exactement l'article 20 de la Loi de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services". Il ne contient pas de paragraphe 4 b).

Aux termes du paragraphe 5 de l'article 16 de la Loi de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services", "un certificat donne à son détenteur le droit exclusif d'interdire à d'autres personnes d'utiliser ce qui suit sans son accord, sauf indication contraire figurant dans la loi:

- une marque déposée pour des biens ou des services inscrits sur le certificat;
- une marque déposée pour des biens ou des services en rapport avec ceux inscrits sur le certificat dans la mesure où son utilisation risquerait d'induire en erreur quant à l'identité du producteur des biens ou du fournisseur des services;
- une indication similaire à une marque déposée pour les biens ou services inscrits sur le certificat dans la mesure où son utilisation risquerait d'entraîner une confusion;
- une indication similaire à une marque déposée pour des biens ou des services en rapport avec ceux inscrits sur le certificat si son utilisation risquerait d'induire en erreur quant à l'identité du producteur des biens ou du fournisseur des services, ou si elle pourrait entraîner une confusion entre l'indication et la marque".

En outre, aux termes du paragraphe 6 de l'article 16 de la Loi de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens et de services", le droit exclusif du détenteur d'un certificat d'interdire à d'autres personnes d'utiliser sans son accord la marque

déposée ne s'applique pas à l'utilisation d'une indication qualifiée de l'origine de la marchandise pouvant bénéficier d'une protection en vertu de la Loi de l'Ukraine "sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises".

h) Protection des renseignements non divulgués, y compris les secrets commerciaux et les données résultant des essais

Question n° 262

Paragraphe 196: comment l'Ukraine compte-t-elle s'y prendre pour mettre en œuvre l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC? Quelle est la durée prévue pour l'exclusivité des données?

Réponse

Voir la réponse à la question n° 263.

Question n° 263

L'Ukraine a indiqué que les données des essais sont protégées contre la divulgation conformément à l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC, mais n'a pas expliqué de quelle façon elles sont également protégées contre une exploitation déloyale dans le commerce. Comment l'Ukraine assure-t-elle cette protection? Pendant combien de temps les données des essais sont-elles protégées?

D'autres personnes que le fournisseur des données des essais sont-elles autorisées à les utiliser moyennant l'obtention d'une autorisation de commercialisation fondée sur les données produites? Dans la négative, quelle est la durée de l'interdiction?

Réponse

En vertu de l'article 507 du Code civil de l'Ukraine (entré en vigueur le 1^{er} janvier 2004), les pouvoirs publics sont tenus de protéger contre une exploitation commerciale malhonnête toute information qui constitue un secret commercial, dont la production exige des efforts importants et qu'on leur a communiquée pour obtenir l'autorisation légale de pratiquer des activités liées à des produits pharmaceutiques, agricoles ou chimiques contenant de nouveaux composés chimiques. Une telle information doit également être protégée par les autorités compétentes contre toute divulgation, sauf lorsque leur divulgation est nécessaire pour assurer la protection de la population, ou qu'aucune mesure n'a été prise pour protéger ladite information d'une exploitation commerciale malhonnête.

Par ailleurs, l'article 508 du Code stipule que la durée de validité du droit de propriété intellectuelle attaché à un secret commercial est limitée à la durée d'existence de la totalité des éléments qui caractérisent ledit secret, à savoir les éléments suivants:

- renseignements inconnus et difficilement accessibles de manière générale ou sous une forme déterminée;
- renseignements présentant une valeur commerciale;
- renseignements faisant l'objet de mesures dictées par les circonstances, mesures destinées à préserver le secret des renseignements et prises par la personne qui détient légalement ces renseignements.

En vertu de la Loi de l'Ukraine "sur la protection contre la concurrence déloyale", la possession illicite de secrets commerciaux, y compris leur divulgation et leur exploitation illicite, est assimilée à un acte de concurrence déloyale et est passible de l'application, par le Comité antimonopole de l'Ukraine, d'une amende prescrite par ladite loi, ainsi que d'une sanction administrative, civile ou pénale dans les cas prévus par la loi.

S'agissant des données des essais, les cas suivants d'exploitation commerciale du produit peuvent se présenter:

- si les données des essais sont brevetées en Ukraine à titre de produit, la personne doit obtenir l'autorisation du détenteur du brevet pour pouvoir utiliser un produit identique en signant un contrat de licence;
- si la personne modifie ou améliore le produit breveté contenant les données des essais, elle peut breveter le nouveau produit en tant qu'invention en faisant référence aux mêmes données des essais. D'autre part, cette personne est libre d'utiliser le nouveau produit breveté sans l'autorisation du propriétaire du produit breveté antérieur.

En Ukraine, la durée de validité du brevet d'une invention est de 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande d'enregistrement. Lorsque l'invention concerne un médicament, un produit vétérinaire, etc., - auquel cas l'autorisation de l'autorité compétente est nécessaire -, la période de validité du brevet peut être prolongée, à la demande du titulaire du brevet, d'une durée égale au temps écoulé entre la date de dépôt de la demande d'enregistrement et la date d'autorisation, mais qui ne peut être supérieure à cinq ans.

La validité du brevet est suspendue en cas de non-paiement dans les délais de la redevance annuelle exigée pour son maintien.

Question n° 264

Paragraphe 196: selon le projet de rapport, le Code civil de l'Ukraine protège les données produites pour obtenir l'autorisation de commercialiser des produits pharmaceutiques, agricoles ou chimiques qui utilisent une entité chimique nouvelle en conformité avec l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC.

Veuillez expliquer en quoi la législation ukrainienne garantit que les données d'essais ou autres non divulguées présentées par une personne à l'administration responsable pour obtenir l'autorisation de commercialiser un produit pharmaceutique ou un produit chimique pour l'agriculture sont protégées contre une divulgation par les autorités et contre une exploitation commerciale malhonnête par les concurrents.

Veuillez préciser dans le rapport si l'utilisation ou la mention des données initiales du premier requérant est interdite à toute personne qui sollicite ultérieurement l'autorisation de commercialiser un produit similaire.

Veuillez indiquer si votre législation établit une durée de protection précise pour les données d'essais ou autres non divulguées produites par le requérant d'origine et dans quelles conditions des exceptions peuvent être accordées.

Réponse

En vertu de l'article 507 du Code civil de l'Ukraine (entré en vigueur le 1^{er} janvier 2004), les pouvoirs publics sont tenus de protéger contre une exploitation commerciale malhonnête toute information qui constitue un secret commercial, dont la production exige des efforts importants et qu'on leur a communiquée pour obtenir l'autorisation légale de pratiquer des activités liées à des produits pharmaceutiques, agricoles ou chimiques contenant de nouveaux composés chimiques. Une telle information doit également être protégée par les autorités compétentes de la divulgation, sauf lorsque leur divulgation est nécessaire pour assurer la protection de la population, ou qu'aucune mesure n'a été prise pour protéger ladite information d'une exploitation commerciale malhonnête.

En vertu de la Loi de l'Ukraine "sur la protection contre la concurrence déloyale", la possession illicite de secrets commerciaux, y compris leur divulgation, l'incitation à leur divulgation et leur exploitation illicite, est assimilée à un acte de concurrence déloyale et est passible de l'application, par le Comité antimonopole de l'Ukraine, d'une amende prescrite par ladite loi, ainsi que d'une sanction administrative, civile ou pénale dans les cas prévus par la loi. Les articles 16 à 19 de la loi définissent ce que l'on entend par possession illicite, divulgation, incitation à la divulgation et utilisation illicite de secrets commerciaux.

La possession illicite de secrets commerciaux désigne le fait d'obtenir par des voies illégales des renseignements comportant des secrets commerciaux au sens de la législation ukrainienne, sous réserve qu'un tel acte porte ou risque de porter préjudice à l'entité économique (personne morale) concernée.

Il y a divulgation de secrets commerciaux lorsqu'une personne dûment en possession de renseignements comportant des secrets commerciaux au sens de la législation ukrainienne, ou une personne ayant eu connaissance de ces renseignements du fait de ses fonctions, communique ces renseignements à un tiers sans l'accord de la personne autorisée, sous réserve qu'un tel acte porte ou risque de porter préjudice à l'entité économique (personne morale) concernée.

L'incitation à la divulgation de secrets commerciaux est l'incitation d'une personne dûment en possession ou ayant eu connaissance, du fait de ses fonctions, de renseignements comportant des secrets commerciaux au sens de la législation ukrainienne à divulguer ces renseignements, sous réserve qu'un tel acte porte ou risque de porter préjudice à l'entité économique (personne morale) concernée.

Il y a utilisation illicite de secrets commerciaux lorsque des renseignements obtenus par des voies illégales et comportant des secrets commerciaux au sens de la législation ukrainienne sont utilisés dans un processus de fabrication ou servent à la préparation ou à l'exécution d'activités commerciales, sans l'accord de la personne autorisée.

Le Code ukrainien sur les infractions administratives prévoit également des sanctions en cas d'atteinte aux droits liés à des secrets commerciaux.

En vertu de l'article 164-3 du Code, l'obtention, l'utilisation ou la divulgation de secrets commerciaux dans le but de porter préjudice à la réputation commerciale ou aux biens d'une autre personne morale sont passibles d'une amende représentant de neuf à 18 fois le salaire minimum après impôt.

Le Code pénal de l'Ukraine prévoit des sanctions dans le cas de l'utilisation illicite de renseignements comportant des secrets commerciaux, de leur possession illicite dans le but de les utiliser, et de la divulgation de secrets commerciaux.

Aux termes de l'article 231 [du Code], les actes délibérément commis pour obtenir des renseignements comportant des secrets commerciaux, dans le but de les divulguer ou d'en faire un autre usage (espionnage commercial), ainsi que l'utilisation illicite de tels renseignements, à condition qu'ils portent gravement préjudice à l'entité économique concernée, sont passibles d'une amende représentant de 200 à 1 000 fois le salaire minimum après impôt, ou d'une limitation de la liberté de mouvement d'une durée maximale de cinq ans, ou d'une peine d'emprisonnement d'une durée maximale de trois ans.

Aux termes de l'article 232 [du Code], la divulgation délibérée de secrets commerciaux, sans l'accord de leur propriétaire, par une personne en ayant eu connaissance du fait de ses fonctions professionnelles ou officielles, si elle est présidée par l'intérêt ou par un autre motif personnel, et si elle entraîne un grave préjudice pour l'entité économique concernée, est passible d'une amende représentant de 200 à 500 fois le salaire minimum après impôt, assortie de l'interdiction d'occuper certains postes ou d'exercer certaines activités pendant une durée maximale de trois ans, ou d'une peine de travaux d'intérêt général d'une durée maximale de deux ans, ou d'une peine d'emprisonnement de la même durée.

Voir également la réponse aux questions n° 263 et 278.

3. Mesures visant à empêcher les atteintes aux droits de propriété intellectuelle

Question n° 265

Selon la page 29 du document WT/ACC/UKR/112, des modifications ont été apportées à la Loi "sur le droit d'auteur et les droits connexes". Nous aimerions savoir quelles améliorations ces modifications entraînent exactement dans la lutte contre le piratage et comment elles sont mises en œuvre.

Veuillez indiquer quelles décisions ou mesures précises ont été prises ou seront prises pour assurer une mise en œuvre efficace de ces modifications.

Selon la page 29 du document WT/ACC/UKR/112, le Conseil des ministres de l'Ukraine a adopté 14 décisions prévoyant des moyens efficaces de prévenir la fabrication et la distribution de produits de contrefaçon.

Veuillez apporter des éclaircissements sur la nature exacte de ces moyens.

Réponse

Le 11 juillet 2001, la Loi "sur le droit d'auteur et les droits connexes" a été remaniée. La partie sur la protection du droit d'auteur, en particulier, a été sensiblement améliorée, à savoir que la loi dresse une liste exhaustive des actes constituant une atteinte au droit d'auteur et aux droits connexes. (Il est à noter que l'on y a inclus les actes constituant une menace pour le droit d'auteur et les droits connexes, le court-circuitage délibéré du matériel de protection du droit d'auteur et des droits connexes, la falsification, la transformation ou l'élimination d'informations, notamment sous forme électronique, sur l'administration des droits sans l'accord du propriétaire d'un droit d'auteur ou de droits connexes, ou de la personne qui les administre). La loi renferme également des détails sur les sanctions au civil. Toutes les modifications mentionnées permettent aux détenteurs de droit d'auteur et de droits connexes de mieux se protéger.

Voici quelles sont les résolutions adoptées par le Conseil des ministres de l'Ukraine pour renforcer la protection du droit d'auteur et des droits connexes, et pour lutter contre la criminalité dans ce domaine:

1. Résolution du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur l'approbation de la procédure concernant la circulation des disques pour les systèmes à lecture laser produits ou importés avant l'entrée en vigueur de la Loi "sur les procédures de réglementation par l'État des activités des entreprises liées à la production, l'exportation et l'importation de disques pour les systèmes à lecture laser"". Cette résolution sanctionne la procédure susmentionnée, qui définit les conditions de circulation, sur le territoire de l'Ukraine, des disques destinés aux systèmes à lecture laser produits ou importés avant l'entrée en vigueur de la Loi "sur les procédures de réglementation par l'État des activités des entreprises liées à la production, l'exportation et l'importation de disques pour les systèmes à lecture laser". La procédure stipule que, quelle que soit la structure de leur capital, les entités économiques qui exercent des activités liées à l'exportation, l'importation, la vente au détail ou en gros, ou la location de disques doivent tenir un inventaire des disques qu'elles possédaient le 21 avril 2002, et remettre ledit inventaire au [service du] Comité d'État pour les politiques de réglementation et le développement de l'entreprise du lieu où elles sont enregistrées.
2. Résolution n° 637 du Conseil des ministres de l'Ukraine "portant modification du Règlement sur la procédure relative à la production, à l'entreposage et à la vente de marques de contrôle et à l'apposition de marques de contrôle sur les copies d'œuvres audiovisuelles et de phonogrammes" datée du 17 mai 2002. Cette résolution avait pour objet de modifier le règlement en question, qui avait été approuvé en vertu de la Résolution n° 1555 du Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 13 octobre 2000. Il a été établi notamment que les marques de contrôle doivent être produites et entreposées dans les conditions définies par le Règlement sur la procédure de protection holographique des documents et marchandises, approuvé en vertu de la Résolution n° 171 du Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 24 février 2001. De plus, l'expression "marque holographique" a été remplacée par l'expression "élément de protection holographique (antifraude)". La résolution dit par ailleurs que les échantillons et la description technique des marques de contrôle doivent être approuvés par le Département d'État de la propriété intellectuelle et obtenir l'aval du Ministère de l'intérieur et des services de sécurité de l'Ukraine. La Résolution n° 1555 du 13 octobre 2000 a de nouveau été modifiée par la Résolution n° 369 du 24 mars 2004 (laquelle sanctionne la nouvelle formulation).
3. Résolution n° 638 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 17 mai 2002, "portant modification de la Résolution n° 756 du Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 4 juillet 2001". Elle comporte une révision de la liste des documents à joindre à toute demande de licence présentée pour une activité économique précise, liste qui a été approuvée en vertu de la Résolution n° 756 du Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 4 juillet 2001. Ont notamment été ajoutés à la liste en question les paragraphes 55 à 57, qui énumèrent les documents à fournir avec la demande de licence pour la production de disques destinés à des systèmes à lecture laser (paragraphe 55), pour leur exportation ou leur importation (paragraphe 56), ainsi que pour l'exportation ou l'importation d'équipement de fabrication de disques destinés à des systèmes à lecture laser (paragraphe 57).
4. Résolution n° 639 du Conseil des ministres de l'Ukraine "portant modification de la liste des organismes d'attribution de licences", datée du 17 mai 2002. Les organismes en question sont désignés dans la Résolution: Département d'État de la propriété intellectuelle (pour la production de disques), Ministère de l'économie et de l'intégration européenne de l'Ukraine (pour les exportations et importations de disques, de matériaux pour la production de disques et de matériel de fabrication de disques). Des modifications ont été apportées à la liste approuvée en vertu de la Résolution n° 1698 du Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 14 novembre 2000.

5. Résolution n° 640 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 17 mai 2002, "sanctionnant l'abrogation de la Résolution n° 1149 du Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 7 septembre 2001". Cette résolution n° 1149 "relative à l'approbation de la procédure concernant l'utilisation des droits de propriété intellectuelle et la surveillance du respect de ces droits lors des processus de production, d'exportation et d'importation de disques destinés à des systèmes à lecture laser" a été abrogée à cause de l'entrée en vigueur de la Loi "sur les procédures de réglementation par l'État des activités des entités économiques liées à la production, à l'exportation et à l'importation de disques pour les systèmes à lecture laser".
6. Résolution n° 641 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 17 mai 2002, "portant modification de la Résolution n° 1703 du Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 18 décembre 2001", à savoir la Résolution "sur les listes de marchandises dont l'exportation et l'importation sont assujetties à l'octroi de contingents et de licences en 2002". Les disques originaux ont été retirés de la liste et les matrices y ont été incluses. L'octroi de licences d'exportation et d'importation de disques pour les systèmes à lecture laser incombera au Ministère de l'économie et de l'intégration européenne de l'Ukraine. Leur octroi nécessite l'aval du Ministère des sciences et de l'éducation (Département d'État de la propriété intellectuelle). La liste doit être approuvée chaque année par le Conseil des ministres. Est actuellement en vigueur la Résolution n° 1996 du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur les listes de marchandises dont l'exportation et l'importation sont assujetties à l'octroi de licences, et à l'octroi de contingents en 2004", datée du 24 décembre 2003. Cette liste comprend les matériaux servant à la production de disques (polycarbonate optique).
7. Résolution n° 672 du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur les principaux éléments d'équipement spécialisé servant à la production de disques pour systèmes à lecture laser, dont l'exportation et l'importation sont assujetties à l'octroi de licences", datée du 17 mai 2002. La résolution définit les principaux éléments de cet équipement spécialisé. En font partie les matrices et les moules des presses à disques thermoplastiques.
8. Résolution n° 673 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 17 mai 2002, "portant modification de la Résolution n° 411 du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur la procédure d'attribution de codes SID aux producteurs de disques, et sur la procédure d'importation de disques portant ces codes"", datée du 28 avril 2001. La résolution sanctionne la modification apportée à ladite procédure approuvée en vertu de la Résolution n° 411 du 28 avril 2001. Le Département d'État de la propriété intellectuelle, la Fédération internationale de l'industrie phonographique et la société Philips ont conclu un accord de coopération dans le domaine de l'attribution de codes SID en Ukraine. En vertu de cet accord, le Département d'État de la propriété intellectuelle a été chargé d'attribuer un ensemble de codes SID à des producteurs ukrainiens de disques pour systèmes à lecture laser. Cette résolution a été modifiée. Est actuellement en vigueur la Résolution n° 623 du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur l'approbation de la procédure d'attribution de codes SID aux disques pour systèmes à lecture laser, d'intégration de ces codes aux disques, et de reconnaissance des codes SID dont sont équipés les disques importés", datée du 26 avril 2003.
9. Résolution n° 674 du Conseil des ministres de l'Ukraine "portant approbation du Règlement sur les inspecteurs d'État de la propriété intellectuelle au Département d'État de la propriété intellectuelle" datée du 17 mai 2002. Cette résolution sanctionne le Règlement sur les inspecteurs d'État de la propriété intellectuelle, qui régit les activités de ces inspecteurs, ainsi que les droits et les obligations qu'ils possèdent lorsqu'ils exercent la fonction de contrôle systématique de la conformité des entités économiques avec la législation de la propriété intellectuelle. Cette résolution a été modifiée et est devenue la Résolution n° 369 du 24 mars 2004.

10. Résolution n° 675 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 17 mai 2002, "sur l'approbation de la procédure applicable aux décisions prises par l'organe d'octroi de licences pour obliger par des mesures spéciales les entités économiques à mettre fin à leurs infractions à la Loi "sur les procédures de réglementation par l'État des activités des entreprises liées à la production, l'exportation et l'importation de disques pour systèmes à lecture laser"". La résolution sanctionne la procédure prévue pour permettre à l'organe d'octroi de licences de prendre des mesures spéciales en vertu de l'article 9 de la Loi "sur les procédures de réglementation par l'État des activités des entreprises liées à la production, l'exportation et l'importation de disques pour systèmes à lecture laser", et la procédure prévue pour l'application de mesures spéciales aux entreprises qui produisent, exportent ou importent des disques, ainsi que de l'équipement et des matériaux pour la production de disques.
11. Résolution n° 925 du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur l'approbation de la procédure régissant la livraison, le stockage et la diffusion (distribution) de disques", datée du 4 juillet 2002. Cette résolution sanctionne la procédure concernant la livraison, le stockage et la distribution de disques pour systèmes à lecture laser. Le Comité d'État pour les politiques de réglementation et le développement de l'entreprise s'assure que les producteurs (importateurs) remettent leurs disques en temps opportun au Dépôt légal.
12. Résolution n° 932 du Conseil des ministres de l'Ukraine "sur l'approbation des listes de documents et groupes de produits assujettis à une protection des éléments holographiques", datée du 5 juillet 2002. Cette résolution sanctionne la liste de documents et de groupes de produits assujettis à une protection d'éléments holographiques (c'est-à-dire qui doivent être fournis avec des éléments de protection holographique). La liste comprend les marques de contrôle qui doivent être apposées sur les copies d'œuvres audiovisuelles et de phonogrammes. Cette résolution a été remplacée par la Résolution n° 369 du Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 24 mars 2004, qui ajoute notamment à la liste les marques de contrôle qui doivent être apposées sur les copies de vidéogrammes, d'applications informatiques et de bases de données.

Les résolutions restantes du Conseil des ministres de l'Ukraine ont été abrogées.

4. Moyens de faire respecter les droits

Question n° 266

Paragraphe 199: il semblerait que l'efficacité des contrôles à la frontière avec la Russie laisse à désirer, les postes de contrôle frontaliers étant faciles à éviter, même pour les poids lourds. Veuillez tenir le Groupe de travail informé de toute mesure prise ou prévue pour résoudre ce problème.

Réponse

Actuellement, les contrôles à la frontière avec la Fédération de Russie sont compliqués par l'absence de démarcation de la frontière russo-ukrainienne. L'Ukraine poursuit ses efforts pour dépister et couper les canaux de transport illégal, à travers sa frontière, de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle. Elle a notamment mis sur pied un Programme de lutte contre la contrebande et de protection du marché intérieur pour les années 2002-2005, programme approuvé en vertu de la Résolution n° 1240 du Conseil des ministres de l'Ukraine, datée du 23 août 2002.

L'Ukraine applique en outre un programme complet de coordination des actions menées par les représentants de la loi et les organes de contrôle pour lutter contre la fabrication, la distribution et la vente illicites de produits audio et vidéo, de disques compacts et d'autres articles protégés par des

droits de propriété intellectuelle, programme approuvé en vertu de l'Ordonnance commune n° 310/527/193/240/7/1/2-103 du Ministère de l'éducation et des sciences, du Ministère de l'intérieur, des Services de sécurité, de l'Administration fiscale nationale, du Bureau du Procureur général, du Ministère de la culture et des arts, du Comité d'État pour les politiques de réglementation et le développement de l'entreprise, et du Service national des douanes, datée du 21 mai 2003. Ce programme vise à améliorer le cadre réglementaire et juridique du régime de la propriété intellectuelle et à encourager la poursuite de mesures conjointes destinées à prévenir la fabrication et la distribution illicites de produits contenant des objets de propriété intellectuelle. Pour empêcher que la frontière soit franchie illégalement et que les postes de contrôle soient contournés sur les différentes voies d'accès, les effectifs des gardes frontière ont été renforcés et de nouvelles installations ont été mises en place à la frontière; la protection de la frontière a été accrue par la création en 2003 de neuf nouveaux postes de contrôle, et il est prévu d'en créer autant en 2004; des moyens continuent d'être pris pour que, techniquement parlant, les postes frontière et les terrains adjacents surveillés par les gardes frontière soient aménagés de telle façon qu'aucun véhicule automobile ne puisse franchir illégalement la frontière en dehors des postes de contrôle (élimination des routes qui contournent les postes de contrôle et autres mesures viables).

Question n° 267

L'Ukraine a fourni quelques chiffres sur les moyens de faire respecter les DPI. Au paragraphe 198 du rapport du Groupe de travail, par exemple, elle a indiqué que, entre 2001 et 2003, les tribunaux ukrainiens avaient traité 465 dossiers de violation de propriété intellectuelle.

Prière de préciser quelle a été l'issue de ces affaires. Par exemple, combien ont abouti à une peine d'emprisonnement, et quelle a été la durée de la peine?

Réponse

Parmi les sanctions prononcées à la suite d'infractions à des droits de propriété intellectuelle, un tribunal de Kiev a condamné à une peine d'emprisonnement de 3,5 années quatre personnes jugées coupables d'avoir organisé un réseau clandestin de production et de vente de vodka frelatée, cas aggravé par l'utilisation d'une marque de commerce sans autorisation. En République autonome de Crimée, une personne a été condamnée à 3,6 années de prison pour un délit similaire. À Kiev, un individu s'est vu infliger une peine d'emprisonnement de trois ans et le versement de dommages-intérêts d'un montant de 4 920 hryvnias (plus de 900 dollars EU) pour avoir reproduit et distribué des copies illicites d'œuvres audiovisuelles et de phonogrammes, tandis que, à Lviv, une personne qui avait organisé un réseau clandestin de production d'articles illicites (œuvres audiovisuelles sur CD-ROM) a été condamnée à 1,5 an de travaux d'intérêt général, et s'est fait confisquer un équipement de reproduction d'une valeur de 16 000 hryvnias. Dans l'oblast de Donetsk, un homme d'affaires a écopé d'une amende 3 400 hryvnias pour avoir vendu des copies illicites de phonogrammes sur CD.

Question n° 268

Suggestions concernant le contenu du rapport du Groupe de travail (WT/ACC/SPEC/UKR/5): actuellement, dans le projet de rapport du Groupe de travail sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC, la partie relative aux ADPIC contient beaucoup de renseignements sur le régime ukrainien des DPI. L'Ukraine a apporté dernièrement sur sa législation et ses institutions des détails supplémentaires qui aident beaucoup à comprendre son régime des DPI. Nous pensons que certaines de ces informations importantes devraient être reprises dans le rapport du Groupe de travail, dont nous proposons de modifier le contenu comme suit (en mentionnant les paragraphes correspondants du rapport):

Paragraphe 178: ajouter "la Convention de Bruxelles de 1974 concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite" à la première ligne, avant "l'Arrangement de Strasbourg".

Réponse

L'Ukraine n'a pas signé la Convention de Bruxelles concernant la distribution de signaux porteurs de programmes transmis par satellite (1974). L'Ukraine va réfléchir aux engagements découlant de ce texte, et à l'éventualité d'une adhésion à cette convention.

Question n° 269

Paragraphe 182: ajouter ce qui suit après la première phrase: "Le représentant de l'Ukraine a confirmé que la nouvelle version de la Loi "sur le droit d'auteur et les droits connexes" respecte pleinement les dispositions de l'article 18 de la Convention de Berne et de l'article 14 de l'Accord sur les ADPIC. Il a ajouté que la Convention de Berne était appliquée en Ukraine sans réserve. Concernant le Traité de l'OMPI sur le droit d'auteur et le Traité de l'OMPI sur l'exécution et les phonogrammes, il a déclaré que l'Ukraine avait intégré leurs dispositions à la nouvelle version de la Loi "sur le droit d'auteur et les droits connexes" et que, en vertu de l'article 9 de la Constitution de l'Ukraine, les accords et traités internationaux dont le caractère contraignant aurait été reconnu par la Verkhovna Rada seraient intégrés à la législation du pays."

Réponse

Le texte suivant sera ajouté après le paragraphe: "En vertu de la Loi du 11 juillet 2001 "portant modification de la Loi "sur le droit d'auteur et les droits connexes"", l'article 18 de la Convention de Berne pour la protection des œuvres littéraires et artistiques s'applique intégralement sur tout le territoire de l'Ukraine. La note n° 72/35-612-2189 produite par le Ministère des affaires étrangères, du 3 juin 2004, qui lève les réserves émises à propos de l'article 18 3) de la Convention de Berne, a été communiquée à l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle sous la forme de la lettre officielle n° 173/018 datée du 10 juin 2004 rédigée par le bureau du Représentant permanent de l'Ukraine auprès des Nations Unies et d'autres organisations internationales à Genève."

Question n° 270

Paragraphe 183: ajouter à la suite de la première phrase: "à laquelle a succédé la Loi n° 850-IV du 22 mai 2003 portant modification des textes législatifs relatifs à la protection juridique des droits de propriété intellectuelle".

Ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe: "La loi de 2003 modifie la Loi de 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens ou de services" pour, entre autres, les protéger contre l'utilisation de marques similaires ou identiques, permettre à des tiers de faire opposition à une demande de protection, et protéger les marques notoirement connues même lorsqu'elles n'ont pas été déposées."

Réponse

Il pourrait être utile d'ajouter à la suite de la première phrase: "à laquelle a succédé la Loi n° 850-IV du 22 mai 2003 portant modification de certains actes législatifs relatifs à la protection juridique des droits de propriété intellectuelle". Ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe: "La Loi n° 850-IV portant modification de certains textes législatifs relatifs à la protection juridique des droits de propriété intellectuelle, du 22 mai 2003, modifie et complète la Loi n° 3689-XII du

15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique ou de commerce de biens ou de services en les protégeant, entre autres, contre l'utilisation de marques similaires et identiques, en permettant à un tiers de contester une demande de protection et de s'y opposer, et en protégeant les marques notoirement connues, même si elles n'ont pas été déposées."

Question n° 271

Paragraphe 185: il faudrait revoir ce paragraphe pour tenir compte de la promulgation de la Loi "portant modification de certains textes législatifs relatifs aux droits de propriété intellectuelle" et pour expliquer en quoi ce texte modifie la Loi sur la publicité pour qu'elle soit conforme à l'article 6*quinquies* de la Convention de Paris.

Réponse

Il est suggéré de reformuler le paragraphe 185 comme suit: "En réponse à un Membre du Groupe de travail qui avait fait remarquer que l'article 6 de la Loi de l'Ukraine "sur la publicité" prévoyait que toute la publicité, y compris l'utilisation des marques de fabrique ou de commerce en langues étrangères, devait être en ukrainien, et avait ensuite demandé des détails au sujet de l'application concrète de cette mesure, le représentant de l'Ukraine a indiqué que cette incohérence de la Loi de l'Ukraine "sur la publicité" avec l'article 6*quinquies* de la Convention de Paris avait disparu avec l'adoption, le 3 février 2004, de la Loi "portant modification de certains textes législatifs relatifs à la protection de la propriété intellectuelle", sous le n° 1407-IV. En conséquence, les marques de fabrique ou de commerce et les marques de service sont citées telles quelles dans la publicité."

Question n° 272

Paragraphe 186: ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe: "L'article 6 de la loi stipule qu'une protection juridique doit être accordée à l'indication qualifiée de l'origine, sous réserve que l'enregistrement de la marque reste valable, pour une durée indéterminée à compter de la date d'enregistrement. L'article 3 de la loi stipule que toute personne, y compris étrangère, doit avoir le droit de saisir un tribunal pour demander l'annulation ou la suspension d'un enregistrement. Des instruments juridiques sont mis à la disposition des intéressés pour empêcher toute utilisation d'indications géographiques qui constitue un acte de concurrence déloyale selon l'article 10*bis* de la Convention de Paris aux termes du Code civil de l'Ukraine et de la Loi "sur la protection contre la concurrence déloyale". Ces instruments prévoient des sanctions relevant du droit civil, administratif ou pénal."

Réponse

La formulation suivante pourrait également être envisagée:

Aux termes du point 3 de l'article 6 de la Loi sur la protection des droits relatifs aux marques [signes] de biens et de services, aucun signe ne peut être enregistré pour des indications identiques ou similaires, au point de créer une confusion, à des indications qualifiées de l'origine de marchandises (y compris de vins et d'alcools) protégées en vertu de la Loi sur la protection des droits relatifs aux indications de l'origine des marchandises. De telles indications peuvent uniquement être des éléments non protégés de signes appartenant à des personnes ayant l'autorisation d'utiliser lesdites indications.

Question n° 273

Paragraphe 190: ajouter à la suite de la première phrase: "à laquelle a succédé la Loi n° 850-IV du 22 mai 2003 portant modification de certains textes législatifs relatifs à la protection juridique des droits de propriété intellectuelle".

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 274

Après la phrase: "La durée de la protection était de 20 ans à compter de la date du dépôt de la demande", ajouter ce qui suit: "Le Décret n° 298 du Ministère des sciences et de l'éducation de l'Ukraine, du 13 mai 2002, sanctionne les conditions et procédures prévues pour prolonger, de cinq ans au maximum, la durée de validité des brevets des produits pharmaceutiques, des moyens de protection des animaux, des moyens de protection des végétaux, etc."

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 275

Ajouter la phrase suivante à la fin du paragraphe: "En réponse à une question d'un Membre, le représentant de l'Ukraine a confirmé que l'article 29 de la Loi "sur la protection des droits relatifs aux inventions et modèles d'utilité", telle qu'elle a été modifiée, prévoit l'inversion de la charge de la preuve pour les brevets portant sur un procédé en conformité avec les dispositions de l'article 34 de l'Accord sur les ADPIC."

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 276

Paragraphe 192: ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe: "Le 17 janvier 2002, la Verkhovna Rada de l'Ukraine a approuvé la Loi "portant modification de la Loi de l'Ukraine sur la protection des droits relatifs aux obtentions végétales", qui a entraîné une révision du texte."

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 277

Paragraphe 193: ajouter à la suite du paragraphe: ", telle qu'elle avait été révisée à Genève le 10 novembre 1972 et le 23 octobre 1978".

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 278

Paragraphe 196: il faudra compléter ce paragraphe en expliquant comment les données sont protégées non seulement d'une divulgation, mais aussi d'un usage commercial déloyal.

Plus exactement, il conviendrait que l'Ukraine précise quelle est la durée de protection des données des essais, et si elle permet à des tiers de faire usage de ces données en leur accordant une autorisation de commercialisation sur la base des données d'origine.

Réponse

En vertu de l'article 507 du Code civil de l'Ukraine (entré en vigueur le 1^{er} janvier 2004), les autorités de l'État sont tenues de protéger contre une exploitation commerciale malhonnête toute information qui constitue un secret commercial, dont la production exige des efforts importants et qu'on leur a communiquée pour obtenir l'autorisation légale de pratiquer des activités liées à des produits pharmaceutiques, agricoles ou chimiques contenant de nouveaux composés chimiques. Une telle information doit également être protégée par les autorités de l'État contre toute divulgation, sauf lorsque leur divulgation est nécessaire pour assurer la protection de la population ou qu'aucune mesure n'a été prise par le détenteur de l'information pour la protéger d'une exploitation commerciale malhonnête. Cet article est entièrement compatible avec les dispositions de l'article 39:3 de l'Accord sur les ADPIC.

Par ailleurs, l'article 508 du Code stipule que la durée de validité du droit de propriété intellectuelle attaché à un secret commercial est limitée à la durée d'existence de la totalité des éléments qui caractérisent ledit secret.

En vertu de la Loi de l'Ukraine "sur la protection contre la concurrence déloyale", la possession illicite de secrets commerciaux, y compris leur divulgation, l'incitation à leur divulgation et leur exploitation illicite, est assimilée à un acte de concurrence déloyale et est passible de l'application, par le Comité antimonopole de l'Ukraine, d'une amende prescrite par ladite loi, ainsi que d'une sanction administrative, civile ou pénale dans les cas prévus par la loi. Les articles 16 à 19 de la loi définissent ce que l'on entend par possession illicite, divulgation, incitation à la divulgation et utilisation illicite de secrets commerciaux.

La possession illicite de secrets commerciaux désigne le fait d'obtenir par des voies illégales des renseignements constituant un secret commercial au sens de la législation ukrainienne, sous réserve qu'un tel acte porte ou risque de porter préjudice à l'entité économique (personne morale) concernée.

Il y a divulgation de secrets commerciaux lorsqu'une personne dûment en possession de renseignements comportant des secrets commerciaux au sens de la législation ukrainienne, ou une personne ayant eu connaissance de ces renseignements du fait de ses fonctions, communique ces renseignements à un tiers sans l'accord de la personne autorisée, sous réserve qu'un tel acte porte ou risque de porter préjudice à l'entité économique (personne morale) concernée.

L'incitation à la divulgation de secrets commerciaux se définit comme l'incitation d'une personne dûment en possession ou ayant eu connaissance du fait de ses fonctions de renseignements constituant un secret commercial au sens de la législation ukrainienne de divulguer ces renseignements, sous réserve qu'un tel acte porte ou risque de porter préjudice à l'entité économique (personne morale) concernée.

Il y a utilisation illicite de secrets commerciaux lorsque des renseignements obtenus par des voies illégales et constituant un secret commercial au sens de la législation ukrainienne sont utilisés dans un processus de fabrication ou servent à la préparation ou à l'exécution d'activités commerciales, sans l'accord de la personne autorisée.

Le Code ukrainien sur les infractions administratives prévoit également des sanctions en cas d'atteinte aux droits liés à des secrets commerciaux.

En vertu de l'article 164-3 du Code, l'obtention, l'utilisation ou la divulgation de secrets commerciaux dans le but de porter préjudice à la réputation commerciale ou aux biens d'une autre personne morale sont passibles d'une amende représentant de neuf à 18 fois le salaire minimum après impôt.

Le Code pénal de l'Ukraine prévoit des sanctions dans le cas de la possession illicite de renseignements constituant un secret commercial, de leur utilisation illicite et de la divulgation de secrets commerciaux dans le but de les utiliser: aux termes de l'article 231 [du Code], les actes délibérément commis pour obtenir des renseignements constituant un secret commercial, dans le but de les divulguer ou d'en faire un autre usage (espionnage commercial) ainsi que l'utilisation illicite de tels renseignements, dans la mesure où ils portent gravement préjudice à une autre entité économique, sont passibles d'une amende représentant de 200 à 1 000 fois le salaire minimum après impôt, ou d'une privation de liberté d'une durée maximale de trois ans; aux termes de l'article 232, la divulgation délibérée de secrets commerciaux, sans l'accord de leur propriétaire, par une personne en ayant eu connaissance du fait de ses fonctions, si elle est présidée par l'intérêt ou par un autre motif personnel, et si elle entraîne un grave préjudice pour une autre entité économique est passible d'une amende représentant de 200 à 500 fois le salaire minimum après impôt, assortie de l'interdiction d'occuper certains postes ou d'exercer certaines activités pendant une durée maximale de trois ans, ou d'une peine de travail d'intérêt général d'une durée maximale de deux ans, ou d'une peine d'emprisonnement de la même durée.

Voir également la réponse à la question n° 263.

Question n° 279

Paragraphe 197: veuillez apporter des précisions sur l'intention manifestée par l'Ukraine de réviser ses lois sur les licences octroyées pour les disques optiques en ce qui concerne la fabrication, l'exportation et l'importation de disques laser, et sur ce qu'il en est de ces révisions.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 249.

Question n° 280

Paragraphe 200: ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe: "En réponse à une question sur le mode de calcul des dommages, et sur l'existence éventuelle de dommages préétablis, le représentant de l'Ukraine a expliqué que, selon les règles de procédure, chaque partie doit apporter la preuve des faits à l'appui de ses allégations et objections. Les lois actuelles ne prévoient aucune méthode de calcul des dommages entraînés par les infractions aux droits de propriété intellectuelle; autrement dit, la charge de la preuve du préjudice effectivement subi incombe à la victime.

Voici ce que l'on entend par dommages:

- **pertes subies par une personne à la suite d'une atteinte à ses droits;**
- **dépenses qu'une personne a engagées ou doit engager pour être rétablie dans ses droits;**
- **manque à gagner engendré par une atteinte aux droits d'une personne.**

Le représentant de l'Ukraine a également expliqué que, en vertu de l'Ordonnance n° 19 de la Haute Cour économique, datée du 26 juillet 2001, des commissions créées au sein des tribunaux économiques sont chargées de juger les affaires relevant, notamment, des situations suivantes:

- annulation de documents de protection juridique;**
- interruption prématurée de la durée de validité de documents de protection juridique;**
- identification des propriétaires de documents de protection juridique;**
- conclusion et exécution d'accords de licence;**
- atteintes aux droits de propriété de détenteurs de documents de protection juridique;**
- concession de licences obligatoires;**
- droit de l'utilisateur antérieur.**

Les tribunaux économiques statuent également sur d'autres affaires en rapport avec la protection des droits garantis par les lois sur la propriété intellectuelle.

Dans le cas d'affaires liées à la propriété intellectuelle et dans lesquelles il est entièrement ou partiellement donné satisfaction au requérant, les tribunaux économiques peuvent:

- accorder réparation d'un préjudice moral (non matériel);**
- accorder réparation des pertes subies;**
- ordonner au contrevenant le remboursement de l'argent gagné du fait de ses actes;**
- ordonner le versement d'une indemnité à la place de dommages-intérêts en contrepartie des pertes subies ou en recouvrement du manque à gagner;**
- condamner le contrevenant à une amende;**
- interdire au contrevenant d'importer certaines marchandises sur le territoire douanier de l'Ukraine et d'en sortir certaines marchandises;**
- prononcer une injonction pour obliger le contrevenant à cesser ses agissements;**
- prononcer une injonction pour obliger le contrevenant à informer les médias des actes qu'il a commis;**
- ordonner la confiscation ou la saisie de tous les produits dont il a été prouvé qu'ils ont été fabriqués en contravention de droits.**

Le 1^{er} mars 2003 sont entrés en fonction, au sein de la Haute Cour économique de l'Ukraine et des tribunaux économiques d'appel, des chambres spécialisées chargées de juger des différends économiques en rapport avec la protection de droits de propriété intellectuelle. En outre, les juges des tribunaux économiques locaux ont commencé à se spécialiser dans le domaine. Le représentant a ajouté que la législation ukrainienne actuelle ne prévoit aucune procédure pour la destruction des marchandises de contrefaçon. La décision de leur destruction est prise par un tribunal, et l'exécution de ladite décision est confiée au Bureau central de consignation."

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 281

Paragraphe 201: ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe: "En réponse à une question d'un Membre, le représentant de l'Ukraine a expliqué que des mesures provisoires peuvent être ordonnées au civil. La Loi du 22 mai 2003 "portant modification de certains textes législatifs relatifs à la protection juridique de la propriété intellectuelle" a apporté les modifications appropriées au Code de procédure civile. Selon l'article 621 du Code, toute personne qui a de bonnes raisons de penser que l'on a porté atteinte à ses droits, ou qu'il existe une véritable menace en ce sens, est en droit de présenter une demande à un tribunal pour que des mesures préventives adéquates soient prises. Ces mesures préventives peuvent inclure l'inspection des locaux où se déroulent les activités en cause, et la saisie des biens en possession de la personne à l'encontre de laquelle les mesures préventives sont prises (article 622). La demande de mesures préventives peut être assortie d'une garantie dont le montant est déterminé par le tribunal. L'exécution des mesures préventives est assurée par le tribunal. Une fois la demande déposée, les mesures préventives servent à préserver les preuves ou à garantir les droits invoqués (article 623).

Le représentant a ensuite expliqué que des mesures provisoires peuvent être demandées avant qu'une procédure soit engagée pour déterminer si la plainte est justifiée. Selon l'article 621 du Code de procédure civile, toute personne ayant de bonnes raisons de penser que l'on a porté atteinte à ses droits, ou qu'il existe une véritable menace en ce sens, est en droit de présenter une demande à un tribunal pour que les mesures préventives soient mises à exécution avant le dépôt d'une plainte officielle auprès du tribunal."

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 282

Paragraphe 202: ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe: "En réponse à une question d'un Membre concernant les circonstances dans lesquelles sont appliquées les procédures administratives et sanctions légales prévues par le Code sur les infractions administratives, au lieu des procédures et sanctions du droit civil inscrites dans le nouveau Code civil, le représentant de l'Ukraine a expliqué que les procédures administratives prévues par le Code sur les infractions administratives pour la protection des droits s'appliquent lorsque les infractions sont détectées par des représentants du pouvoir exécutif ou des pouvoirs locaux et par d'autres fonctionnaires. La protection des droits est assurée par l'exécution de la procédure administrative consistant à imposer des sanctions administratives aux termes de l'article 24 du Code sur les infractions administratives."

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 283

Paragraphe 203: ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe: "En réponse à des questions des Membres, le représentant a indiqué que, selon les informations fournies par le Service national des douanes de l'Ukraine, au premier trimestre 2003, au passage de la frontière de l'Ukraine, le Service national des douanes avait saisi au total 6 888 CD laser et 892 autres articles audio et vidéo. Dans le registre que tient le Service national des douanes sur les marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle sont actuellement répertoriés 23 produits fabriqués par des entreprises nationales et étrangères. Au 1^{er} juillet 2003, les autorités douanières avaient suspendu à 15 reprises la procédure de dédouanement pour des marchandises suspectées d'être des produits de contrefaçon. Au 1^{er} juillet 2003, aux termes du paragraphe 6 du Décret "sur le Règlement relatif à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière douanière de l'Ukraine de marchandises contenant des biens de propriété intellectuelle", 23 produits étaient répertoriés dans le registre que tient le Service national des douanes sur les marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle, et les moyens techniques appropriés sont actuellement pris pour inscrire 13 autres produits. Concernant la somme demandée pour l'enregistrement d'une demande de suspension de la mise en libre circulation de marchandises, le représentant a indiqué que les droits d'inscription de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle dans le registre du Service national des douanes étaient fixés par le Décret n° 413 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 28 avril 2001, comme suit:

- inscription pendant un an: 400 dollars EU pour la première marchandise contenant un objet de propriété intellectuelle, et 200 dollars EU pour chacune des suivantes;
- inscription pendant six mois: 200 dollars EU pour la première marchandise contenant un objet de propriété intellectuelle, et 100 dollars EU pour chacune des suivantes;
- prolongement de la durée d'enregistrement pendant six mois ou un an: 100 dollars EU.

Les droits de douane sont acquittés dans la devise ukrainienne au taux de change établi par la Banque nationale d'Ukraine à la date de règlement.

À l'heure qu'il est, le Service national des douanes exige une lettre de garantie (obligation de garantie) sans indication du montant de la garantie. Aucune caution ni garantie en espèces n'est demandée. Cette lettre a pour objet de garantir le paiement des frais d'entreposage des marchandises pour lesquelles la procédure de dédouanement a été suspendue. Le montant des frais d'entreposage dans les locaux des douanes a été fixé par le Décret n° 65 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 27 janvier 1997. Une demande d'inscription au registre du Service national des douanes d'une marchandise contenant des objets de propriété intellectuelle est présentée par le détenteur du droit ou son représentant auprès du bureau central du Service. Le registre est tenu sous forme électronique au moyen d'un programme spécial du Système informatique intégré du Service national des douanes dénommé "Enregistrement des marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle". Le programme et le système, qui font appel aux télécommunications par satellite, permettent aux autorités douanières d'obtenir des informations sur les marchandises inscrites au registre et sur

la date d'enregistrement. L'accès à cet outil est limité et réservé à des fonctionnaires des douanes dûment autorisés. L'article 25 du Règlement donne aux autorités douanières le droit de suspendre, de leur propre initiative, le dédouanement de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle, mais uniquement si ces marchandises ont été inscrites dans le registre du Service national des douanes. À ce jour, chaque fois qu'elles ont suspendu le dédouanement de marchandises suspectées d'être contrefaites, les autorités douanières se sont fondées sur l'article 25 du Règlement. Il s'agissait de marchandises inscrites dans le registre du Service national des douanes (ce qui exclut les mesures d'office). En date du 1^{er} juillet 2003, les autorités douanières avaient pris à 15 reprises la décision de suspendre le dédouanement de marchandises suspectées d'être contrefaites. Les renseignements sur la nature et la quantité des marchandises en entrepôt dont le dédouanement a été suspendu sont confidentiels. En outre, les autorités douanières ne procèdent pas à la saisie de ces marchandises mais en suspendent simplement le dédouanement. Selon la loi ukrainienne, la saisie ne peut être décidée que par un tribunal. Lorsqu'un tribunal décrète la saisie, les marchandises ainsi confisquées sont transférées au Bureau de consignation, qui relève du Ministère de la justice. En date du 1^{er} juillet 2003, les autorités douanières de l'Ukraine n'avaient eu connaissance d'aucune décision judiciaire ordonnant la saisie de marchandises de contrefaçon. Les autorités douanières ne se prononcent jamais sur le fond d'une affaire. C'est une décision réservée aux tribunaux."

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 284

Paragraphe 203: selon le projet de rapport, le Code des douanes de l'Ukraine (articles 255 à 258 et 245) et le Règlement n° 412 du Conseil des ministres du 28 avril 2001 relatif à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle autorisent les autorités douanières à suspendre, à la demande du détenteur d'un droit, la mise en libre circulation de marchandises suspectées de contenir une marque contrefaite ou de porter atteinte au droit d'auteur.

Veillez indiquer quelles décisions ou mesures ont été prises, ou seront prises, pour assurer la bonne application de ces dispositions.

Réponse

Les autorités douanières sont habilitées, à la demande du propriétaire, à empêcher des marchandises de franchir la frontière à condition qu'elles soient suspectées de contenir une marque contrefaite ou de porter atteinte à des droits d'auteur. Ces mesures sont prévues dans le Code des douanes de l'Ukraine (articles 255 à 258 et 345) et dans la "Procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle" approuvée en vertu de la Résolution n° 413 du Conseil des ministres datée du 28 avril 2001. Selon le Service national des douanes, les autorités douanières ont saisi 34 411 CD et 13 622 autres articles audiovisuels en 2003. Par ailleurs, elles ont saisi 17 725 CD et 236 cassettes audio et vidéo au premier trimestre 2004, et 28 832 CD plus 270 cassettes audio et vidéo durant les cinq premiers mois de 2004. Au 1^{er} juin 2004, le Registre de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle, que tient le Service national des douanes, comporte 67 marchandises (produits) dont les droits sont détenus par des Ukrainiens ou des étrangers. Depuis la mise en place du dispositif de protection des droits de propriété intellectuelle à la frontière, les autorités douanières ont suspendu à 19 reprises le dédouanement de marchandises suspectées d'être contrefaites. La Résolution n° 413 du

Conseil des ministres de l'Ukraine datée du 28 avril 2001 établit comme suit les droits d'inscription au Registre de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle:

- inscription pendant un an: 400 dollars EU pour la première marchandise contenant un objet de propriété intellectuelle, et 200 dollars EU pour chacune des suivantes;
- inscription pendant six mois: 200 dollars EU pour la première marchandise contenant un objet de propriété intellectuelle, et 100 dollars EU pour chacune des suivantes;
- prolongement de la durée d'enregistrement pendant six mois ou un an: 100 dollars EU. Les droits de douane sont acquittés dans la devise ukrainienne au taux de change établi par la Banque nationale d'Ukraine à la date de règlement.

À l'heure qu'il est, le Service national des douanes exige une lettre de garantie (obligation de garantie) sans indication du montant de la garantie. Aucune caution ni garantie en espèces n'est demandée. Cette lettre a pour objet de garantir le paiement des frais d'entreposage des marchandises pour lesquelles la procédure de dédouanement a été suspendue. Le montant des frais d'entreposage dans les locaux des douanes a été fixé par le Décret n° 65 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 27 janvier 1997. Une demande d'inscription au registre du Service national des douanes d'une marchandise contenant des objets de propriété intellectuelle est présentée par le détenteur du droit ou son représentant auprès du bureau central du Service. Le registre est tenu sous forme électronique au moyen d'un programme spécial du Système informatique intégré du Service national des douanes dénommé "Enregistrement des marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle". Le système, qui fait appel aux télécommunications par satellite, permet aux autorités douanières d'obtenir des informations sur les marchandises inscrites au registre et sur la date d'enregistrement. L'accès au système est limité et réservé à des fonctionnaires des douanes dûment autorisés. Le paragraphe 25 de la Procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle, approuvée en vertu de la Résolution n° 412 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 28 avril 2001 (ci-après la Procédure), donne aux autorités douanières le droit de suspendre, de leur propre initiative, le dédouanement de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle, mais uniquement si ces marchandises ont été inscrites dans le registre du Service national des douanes. À ce jour, chaque fois qu'elles ont suspendu le dédouanement de marchandises suspectées d'être contrefaites, les autorités douanières se sont fondées sur l'article 25 du Règlement. Il s'agissait de marchandises inscrites dans le registre du Service national des douanes (ce qui exclut les mesures d'office). Les autorités douanières ne procèdent pas à la saisie de ces marchandises mais en suspendent simplement le dédouanement. Selon la loi ukrainienne, la confiscation ne peut être décidée que par un tribunal. Lorsqu'un tribunal décrète la confiscation de marchandises, celles-ci sont transférées au Bureau de consignation, qui relève du Ministère de la justice.

POLITIQUES AFFECTANT LE COMMERCE DES SERVICES

Question n° 285

Nous aimerions que l'Ukraine indique au chapitre des services que "les mesures mentionnées dans le rapport du Groupe de travail n'influeront aucunement sur les obligations découlant, pour l'Ukraine, de ses engagements spécifiques au titre de l'AGCS".

Réponse

L'Ukraine donne son accord.

Question n° 286

Paragraphe 207: rectificatif: La dernière modification apportée à la Loi n° 2121-III "sur les banques et le secteur bancaire" date du 5 juin 2003.

Rectificatif: selon les informations dont nous disposons, un projet de loi qui aurait permis à des banques étrangères d'ouvrir des succursales en Ukraine a été rejeté par le Parlement en mars 2004. Veuillez préciser où en est la situation.

Réponse

Le secteur bancaire était régi par la Loi n° 2121-III du 7 décembre 2000 "sur les banques et le secteur bancaire", modifiée par la suite (sa dernière version, n° 1294-IV, date du 11 novembre 2003).

La Banque nationale d'Ukraine a préparé et soumis à l'attention de la Rada suprême le projet de loi n° 3561 "portant modification de la Loi "sur les banques et le secteur bancaire" (concernant le droit, pour des banques étrangères, d'ouvrir des succursales sur le territoire de l'Ukraine)", qui a été rejeté le 4 mars 2004. Le texte de ce projet de loi est actuellement retravaillé pour pouvoir être présenté de nouveau à la Rada suprême.

Question n° 287

Nous aimerions que des paragraphes soient ajoutés au projet de rapport du Groupe de travail sur les sujets suivants:

Nous demandons à l'Ukraine de garantir la transparence des prescriptions et procédures en matière de licences et de qualifications, ainsi que d'autres formalités d'autorisation, notamment en ce qui concerne l'obtention, la prolongation, le renouvellement, le refus ou l'annulation d'une licence et d'autres autorisations nécessaires pour pouvoir fournir des services sur le marché de l'Ukraine, et les moyens de recours qui s'y appliquent. Les procédures et formalités de licences en vigueur en Ukraine ne doivent pas, en soi, entraver l'accès au marché ni être plus restrictives pour le commerce qu'il n'est nécessaire.

Il serait bon que l'Ukraine publie une liste des organismes chargés de l'autorisation, de l'approbation ou de la réglementation des secteurs de services dans lesquels l'Ukraine a pris des engagements spécifiques, et une liste des procédures et formalités de licences en vigueur. L'Ukraine devra s'assurer que ces procédures et formalités:

- sont définies à l'avance, communiquées au public et fondées sur des critères objectifs;**
- font état des activités visées, des périodes de validité et des conditions applicables;**
- comportent tous les éléments critiques nécessaires à la préparation de demandes complètes;**
- renseignent sur le temps à prévoir et sur les délais à respecter impérativement (du moins à titre indicatif);**
- renseignent sur l'autorité compétente.**

Réponse

La Loi n° 1775-III "sur le régime de licences de certains types d'activités économiques", du 1^{er} juin 2000, définit les types d'activités économiques assujetties à l'obtention d'une licence et la procédure d'octroi de ladite licence, consacre le rôle de supervision dévolu à l'État dans le domaine, et établit la responsabilité des entités économiques et des organismes compétents en cas d'infraction à la législation sur les licences.

La loi s'applique à toutes les entités économiques.

Les grands principes de la politique de l'État en matière de licences sont les suivants:

- garantir l'égalité des droits et protéger les intérêts légitimes de toutes les entités économiques;
- protéger les droits, les intérêts légitimes, la vie et la santé des particuliers, préserver l'environnement et garantir la sécurité de l'État;
- établir une procédure uniforme pour l'autorisation des activités économiques sur le territoire de l'Ukraine;
- établir une liste unique de types d'activités économiques assujetties à l'obtention d'une licence.

L'article 3.2 stipule que le régime de licences ne peut servir à restreindre la concurrence entre les agents économiques.

La licence est un document uniforme permettant de se livrer à certains types d'activités économiques qui, selon la loi, doivent respecter certaines limites.

La politique de l'État en matière de licences est mise en œuvre par le Conseil des ministres de l'Ukraine, l'administration spécialement habilitée à octroyer des licences, et, pour le compte du Conseil des ministres, des organes précis du pouvoir exécutif central et des organes exécutifs des conseils [locaux] spécialement habilités à autoriser certains types d'activités économiques. Comme le stipule la loi, la liste des institutions chargées de délivrer des licences est publiée dans la presse gouvernementale.

Ladite loi garantit la transparence des prescriptions et procédures en matière de licences et de qualifications, ainsi que d'autres formalités d'autorisation, notamment en ce qui concerne l'obtention, la prolongation, le renouvellement, le refus ou l'annulation d'une licence et d'autres autorisations nécessaires pour pouvoir fournir des services sur le marché de l'Ukraine, et les moyens de recours qui s'y appliquent. Les procédures et formalités de licences en vigueur en Ukraine ne doivent pas, en soi, entraver l'accès aux marchés ni être plus restrictives qu'il n'est nécessaire pour qu'elles remplissent leur office.

Les procédures et formalités de licence en vigueur en Ukraine:

- sont définies à l'avance, communiquées au public et fondées sur des critères objectifs;
- font état des activités visées, des périodes de validité et des conditions applicables;
- comportent tous les éléments critiques nécessaires à la préparation de demandes complètes;

- renseignent sur le temps à prévoir et sur les délais à respecter (du moins à titre indicatif);
- renseignent sur l'autorité compétente.

Question n° 288

Plus précisément, nous demandons que, pour les services figurant dans sa Liste d'engagements spécifiques, l'Ukraine s'assure de ce qui suit:

- a) Les procédures et formalités de licences établies seront rendues publiques avant d'entrer en vigueur.**
- b) Dans le document publié à cette fin, l'Ukraine établira des délais raisonnables pour permettre à toutes les autorités compétentes d'examiner lesdites procédures et formalités et pour se prononcer à leur sujet.**
- c) Les intéressés pourront demander une licence sans y avoir été personnellement invités.**
- d) Les frais éventuellement facturés, qui ne sont pas censés inclure les frais fixés par adjudication ou appel d'offres, seront fonction du coût administratif du traitement de la demande.**
- e) Les autorités compétentes saisies d'une demande informeront le requérant si sa demande est jugée complète aux termes des lois et règlements de l'Ukraine et, en cas de demande incomplète, lui indiqueront les renseignements supplémentaires à fournir et lui donneront la possibilité de la rectifier.**
- f) Une décision sera prise rapidement pour toutes les demandes.**
- g) Lorsqu'il sera mis fin à l'examen du dossier ou qu'un refus sera opposé à la demande, le requérant sera informé par écrit et sans délai des motifs d'une telle décision. Le requérant pourra, s'il le souhaite, présenter une nouvelle demande en tenant compte des motifs du rejet de sa première demande.**
- h) Lorsque des professionnels intéressés par l'obtention d'une licence seront tenus de passer un examen, celui-ci devra être programmé dans un délai raisonnable.**

Réponse

Concernant les services figurant dans sa Liste d'engagements spécifiques, l'Ukraine garantit, dans les termes suivants, la bonne application des procédures et formalités de licences prévues par les textes de loi appropriés:

- a) Les procédures et formalités de licences établies seront rendues publiques avant d'entrer en vigueur.
- b) L'Ukraine établira des délais raisonnables pour permettre à toutes les autorités compétentes d'examiner lesdites procédures et formalités et pour se prononcer à leur sujet.
- c) Les intéressés pourront demander une licence sans y avoir été personnellement invités.

- d) Les frais éventuellement facturés, qui ne sont pas censés inclure les frais fixés par adjudication ou appel d'offres, seront fonction du coût administratif du traitement de la demande.
- e) Les autorités compétentes saisies d'une demande informeront le requérant si sa demande est jugée complète aux termes des lois et règlements de l'Ukraine et, en cas de demande incomplète, lui indiqueront les renseignements supplémentaires à fournir et lui donneront la possibilité de la rectifier.
- f) Une décision sera prise rapidement pour toutes les demandes.
- g) Lorsqu'il sera mis fin ou qu'un refus sera opposé à une demande, le requérant sera informé par écrit et sans délai des motifs d'une telle décision. Le requérant pourra, s'il le souhaite, présenter une nouvelle demande en tenant compte des motifs du rejet de sa première demande.
- h) Lorsque des professionnels intéressés par l'obtention d'une licence seront tenus de passer un examen pour obtenir une licence, cet examen devra être programmé dans un délai raisonnable.

Question n° 289

Paragraphe 203: selon le projet de rapport, le Code des douanes de l'Ukraine (articles 255 à 258 et 245) et le Règlement n° 412 du Conseil des ministres du 28 avril 2001 relatif à la procédure d'enregistrement et de transfert à la frontière ukrainienne de marchandises contenant des objets de propriété intellectuelle autorisent les autorités douanières à suspendre, à la demande du détenteur d'un droit, la mise en libre circulation de marchandises suspectées de contenir une marque contrefaite ou de porter atteinte au droit d'auteur.

Veuillez indiquer quelles décisions ou mesures ont été prises, ou seront prises, pour assurer la bonne application de ces dispositions.

Réponse

Voir la réponse à la question n° 283.

Question n° 290

Nous demandons à l'Ukraine de garantir que, pour les services figurant dans sa Liste d'engagements spécifiques, les organes de réglementation compétents seront indépendants des fournisseurs de services qu'ils régissent et qu'ils n'auront aucun compte à leur rendre.

Réponse

L'Ukraine garantit que, pour les services figurant dans sa Liste d'engagements spécifiques, les organes de réglementation appropriés sont indépendants des fournisseurs de services qu'ils régissent et qu'ils n'entretiennent avec eux aucun lien de subordination.

Question n° 291

Nous demandons à l'Ukraine de garantir que les fournisseurs étrangers restent libres de choisir leurs partenaires.

Réponse

L'Ukraine garantit aux fournisseurs étrangers le droit de choisir leurs partenaires.

Question n° 292

Paragraphe 223: ce paragraphe nécessite une mise à jour à la suite des faits récents concernant la création d'un espace économique commun.

Réponse

Le 20 avril 2004, le Parlement de l'Ukraine a ratifié l'Accord portant création d'un espace économique commun et, conformément aux réserves émises au moment de la ratification, l'Ukraine participera à la création et au fonctionnement de l'espace économique commun (EEC) dans la mesure où la Constitution de l'Ukraine sera respectée.

Parallèlement, l'Accord portant création de l'EEC et le texte introductif de l'Accord (Concept of the Agreement), qui, selon l'article 3 de l'Accord, fait partie intégrante du projet, constituent les textes qui définissent le cadre de coopération général et dans lesquels les pays participants manifestent simplement l'intention de modifier leurs relations économiques.

Pour donner corps à l'Accord signé et à l'ensemble des principales mesures concernant la constitution d'un EEC, la législation relative à la création de l'EEC devra être élaborée et adoptée de manière qu'elle régie les relations entre les pays participants dans les différents domaines de la coopération économique.

Selon le Protocole de la 9^{ème} réunion du Groupe de haut niveau (GHN), tenue le 29 novembre 2003 et le 19 décembre 2003, les parties ont avancé dans l'analyse de la législation actuellement en vigueur en Ukraine et dans la préparation d'une ébauche des conditions techniques à remplir pour mettre à exécution l'ensemble des principales mesures de constitution de l'EEC.

Selon le Protocole de la 10^{ème} réunion, le GHN a mis la dernière touche à son plan d'action pour l'exécution des tâches techniques. Pendant les consultations, il a été question des conditions de mise en œuvre de l'Accord et du coût des travaux à réaliser.

Le 3 avril 2004, le GHN a tenu à Astana (Kazakhstan) sa 11^{ème} réunion sur la constitution de l'EEC. Pendant la réunion, les parties se sont entendues sur un plan d'action global pour l'exécution des tâches techniques. Selon le Protocole de cette réunion, le GHN a décidé de s'attaquer à l'organisation du travail nécessaire à la préparation des documents préliminaires et d'autres matériels utiles pour la création de l'EEC.

Le 22 mai 2004, le GHN a tenu à Yalta (Ukraine) sa 12^{ème} réunion sur la constitution de l'EEC. Pendant cette réunion, il a approuvé le principe de formation d'un groupe de gestionnaires spécialisés et la procédure d'élaboration de documents législatifs internationaux préliminaires sur la constitution de l'EEC.

Le 24 juin 2004, le GHN a tenu à Moscou (Fédération de Russie) sa 13^{ème} réunion sur la constitution de l'EEC. Pendant cette réunion, le GHN:

- a approuvé les documents devant régir les aspects administratifs, financiers et juridiques de l'élaboration des documents législatifs internationaux sur la constitution de l'EEC;

- s'est entendu sur la liste des documents législatifs internationaux préliminaires à rédiger sur la constitution de l'EEC.

- **Transparence**

Question n° 293

Nous sommes très impressionnés par les mesures prises par l'Ukraine en matière de transparence. Nous souhaiterions un complément d'information sur ces mesures et aimerions que l'Ukraine s'engage à les intégrer au protocole d'accession.

Réponse

L'Ukraine considère que les engagements évoqués au paragraphe 217 du document WT/ACC/SPEC/UKR/5 couvrent les prescriptions de l'Accord de l'OMC relatives à la transparence.

Question n° 294

Les "actes normatifs en vigueur" évoqués au paragraphe 214 incluent-ils les dispositions administratives concernant des questions douanières comme l'évaluation, la concession de licences, les redevances et taxes applicables, les OTC, les mesures SPS et d'autres règles nationales régissant les importations? Dans la négative, quelle est leur portée effective?

Est-il prévu dans tous les cas que les "projets d'actes normatifs", y compris des dispositions administratives, seront publiés et que l'on attendra des commentaires à leur sujet?

Réponse

En vertu de la législation actuelle, les actes normatifs et juridiques applicables en Ukraine sont les suivants: Constitution de l'Ukraine, codes de l'Ukraine, lois de l'Ukraine, actes de la Verkhovna Rada (Parlement) et du Conseil des ministres, actes (documents) normatifs et juridiques délivrés par les organes exécutifs du pays, décisions des autorités de la République autonome de Crimée, des administrations locales et des pouvoirs publics locaux. Par conséquent, les décisions administratives concernant le dédouanement, notamment l'évaluation en douane, la concession de licences, les redevances et impositions, l'application de taxes, le respect des normes technologiques, et les mesures sanitaires et phytosanitaires se trouvent dans les dispositions des actes normatifs et juridiques susmentionnés. Les décisions contenues dans les dispositions des lois de l'Ukraine, des actes du Président de l'Ukraine, de la Verkhovna Rada et du Conseil des ministres ont force exécutoire à tous les niveaux de l'administration. Les décisions des organes exécutifs nationaux, des autorités de la République autonome de Crimée, des administrations locales et des pouvoirs publics locaux ne sont exécutoires que dans le champ de compétence de ces instances. Par ailleurs, dans le cadre des accords multilatéraux dont l'Ukraine est partie, certaines décisions peuvent être prises au sujet du dédouanement, des redevances et impositions, ainsi que de l'application de taxes. Les questions soulevées peuvent également être régies dans le cadre des traités internationaux bilatéraux et multilatéraux dont l'Ukraine est signataire, et dont les actes normatifs et juridiques ne font pas l'objet d'une publication périodique mais sont accessibles, en ukrainien, sur le site Web www.rada.gov.ua. Les actes normatifs en vigueur paraissent dans les publications en série "Uriadoviy Kuryer" ("Le courrier du gouvernement") et "Golos Ukrayiny" ("La voix de l'Ukraine") et peuvent être consultés en ukrainien, russe et anglais sur le site www.nau.kiev.ua ou en ukrainien et en anglais sur le site www.welcometo.kiev.ua.

Question n° 295

Le paragraphe 214 indique que les actes normatifs en vigueur étaient publiés dans Uryadoviy Courier et Holos Ukrayiny, et mis en ligne en ukrainien, russe et anglais à l'adresse www.nau.kiev.ua. Malheureusement, dans la version anglaise de ce site Web, lorsqu'on clique sur "New arrivals", on tombe sur une page en ukrainien, ce qui ne facilite pas la tâche des personnes qui ne comprennent pas cette langue. En cliquant sur "Search of documents", on obtient les documents, mais seul le haut de la première page s'affiche à l'écran et il est impossible de l'imprimer.

Veillez nous indiquer un site Web sur lequel on puisse obtenir gratuitement en anglais le texte complet des actes normatifs en vigueur (ainsi que l'imprimer ou le télécharger).

Réponse

Pour ce qui est d'imprimer la version anglaise des actes normatifs et législatifs en vigueur à partir du site Web www.nau.kiev.ua, signalons que ce site n'est pas gratuit. Seule la fonction "Search of documents" suivie de "Entry" permet de connaître les modalités d'utilisation du site. Les versions électroniques des documents sont également disponibles en ukrainien et en anglais sur le site Web gratuit www.welcometo.kiev.ua

- **Accords commerciaux**

Question n° 296

Paragraphe 220: l'élimination sélective des taxes et redevances n'est pas prévue à l'article XXIV. L'exonération des taxes locales pour les importations en provenance de Russie est contraire aux dispositions de l'article premier. Comment l'Ukraine a-t-elle l'intention de régler ce problème avant son accession?

Réponse

En vertu des accords de libre-échange, les marchandises importées en Ukraine sont exemptes de droits mais supportent une taxe sur la valeur ajoutée qui est prélevée selon les conditions générales applicables à toutes les marchandises. Font exception à cette règle le pétrole brut, le concentré de gaz naturel, le gaz naturel, ainsi que les éléments combustibles non irradiés (barres) et les barres équipées de condensateurs, les barres de sécurité et les tiges de direction (absorbeurs consommables) fournis aux termes de l'accord de libre échange conclu avec la Fédération de Russie.

À ces exonérations s'ajoute le fait que la Russie applique une TVA aux exportations de ces produits vers l'Ukraine.

Parfaitement consciente de ce problème, l'Ukraine s'efforce de lui trouver une solution en examinant attentivement les voies et mesures pratiques possibles.

ANNEXE 1

Exonérations des droits de douane, privilèges et préférences tarifaires

1. Exonérations des droits de douane

Les articles suivants sont exonérés des droits de douane:

- véhicules effectuant régulièrement le transport international de marchandises, bagages et passagers, ainsi que les fournitures matérielles et techniques et les équipements, le carburant, les aliments et autres biens nécessaires au bon déroulement du transport sur la route et aux escales, ou achetés à l'étranger pour réparer lesdits véhicules en cas d'accident (ou de panne);
- fournitures matérielles et techniques et équipements, carburant, matières premières destinées à une transformation industrielle, aliments et autres biens qui sortent du territoire douanier de l'Ukraine pour assurer une activité de production à bord de navires ukrainiens et de navires loués (affrétés) par des entreprises et des organismes ukrainiens qui se livrent à la pêche en mer, ainsi que le produit de la pêche en mer qui entre sur le territoire douanier de l'Ukraine;
- devises ukrainiennes, devises étrangères et titres;
- marchandises et autres articles destinés à passer sous la propriété de l'État dans les cas prévus par les lois de l'Ukraine;
- marchandises et autres articles qui, avant de traverser la frontière douanière de l'Ukraine, sont devenus impropres à une utilisation en tant que produits manufacturés ou matériaux à la suite d'un dommage;
- articles entrés en Ukraine pour un usage officiel ou privé, ou qui sont sortis du territoire par des organismes ou des personnes qui, en vertu d'accords internationaux conclus par l'Ukraine ou de lois de l'Ukraine, peuvent faire entrer ou sortir de tels articles en franchise de droits;
- marchandises et autres articles originaires du territoire douanier de l'Ukraine et qui rentrent sur ce territoire sans avoir été transformés ni retraités, ainsi que les marchandises et autres articles d'origine étrangère qui sortent du territoire douanier de l'Ukraine sans avoir été transformés ni retraités;
- marchandises et autres articles qui rentrent sur le territoire douanier de l'Ukraine, et originaires d'un autre pays, à condition que les droits de douane aient été acquittés en totalité au moment de la première entrée de ces marchandises sur le territoire douanier de l'Ukraine et qu'elles en soient sorties à titre temporaire;
- marchandises et autres articles qui ressortent du territoire douanier de l'Ukraine et originaires de ce territoire, à condition que les droits de douane aient déjà été acquittés au moment de la première sortie de ces marchandises du territoire douanier et qu'elles y soient entrées à titre temporaire;

- marchandises (non assujetties à des droits d'accise) importées par des associations ukrainiennes et internationales de personnes ayant souffert des retombées de la catastrophe de Chernobyl, si leurs activités légales comprennent la prestation d'une aide sociale et médicale aux victimes de ladite catastrophe, par des entreprises et organisations créées par les associations en question à condition que le nombre de victimes ne soit pas inférieur à 75 pour cent du nombre total de personnes membres des associations et travaillant dans ces entreprises. La liste des organisations ukrainiennes et internationales de victimes de la catastrophe de Chernobyl, de leurs entreprises et organisations, la liste des marchandises qu'elles importent et les quantités marginales de marchandises qu'elles ont le droit de faire entrer en Ukraine sont approuvées par le Conseil des ministres;
- matériaux, équipements et pièces (ci-après dénommés "marchandises") qui, entre le 1^{er} janvier 2000 et le 1^{er} janvier 2005, seront entrés sur le territoire douanier de l'Ukraine et auront été utilisés par des entreprises de construction navale en conformité avec l'article premier de la Loi "sur les mesures de soutien de l'État à l'industrie de la construction navale", à condition que ces marchandises ne soient pas produites par des entreprises situées sur le territoire de l'Ukraine ou, si c'est le cas, qu'elles ne respectent pas les prescriptions officielles des associations internationales de classification ou les exigences des clients ayant passé commande d'un navire, sous réserve que ces exigences soient spécifiées dans les termes du contrat. En fonction des contrats passés par ces entreprises, le Conseil des ministres approuve tous les ans la liste et les quantités de marchandises (non assujetties à des droits d'accise). En cas de non-respect des conditions relatives à l'utilisation annoncée de ces marchandises, le contribuable devra acquitter des droits d'importation selon la procédure prévue par la législation;
- documents et publications envoyés, dans le cadre des échanges internationaux, à des établissements d'enseignement, scientifiques ou culturels, y compris à des bibliothèques. La liste de ces établissements doit être approuvée par le Conseil des ministres;
- marchandises entrées sur le territoire douanier de l'Ukraine en vertu de la Loi "sur le régime spécial des activités d'investissement et d'innovation dans les parcs technologiques";
- marchandises et autres valeurs matérielles, y compris les articles, biens, produits, équipements, outillages et moyens de transport, entre autres, entrés sur le territoire douanier de l'Ukraine pour permettre l'exécution d'un accord de distribution de produits, et produits sortis de l'Ukraine par l'investisseur en vertu de la Loi "sur les accords de partage de production" et d'accords de distribution de produits;
- marchandises (non assujetties à des droits d'accise) entrées en Ukraine pour permettre la production de munitions, de leurs éléments et de produits chimiques spéciaux. Le Conseil des ministres fixe les quantités de marchandises autorisées à entrer;
- matériaux, équipements et pièces (ci-après dénommés "marchandises"), non assujettis à des droits d'accise, qui, entre le 1^{er} janvier 2001 et le 1^{er} janvier 2006, seront entrés sur le territoire douanier de l'Ukraine pour servir à la production de blindés et de leurs pièces par les entreprises du groupe "Bronetechnika Ukrayiny" à condition que ces marchandises ne soient pas produites sur le territoire de l'Ukraine ou, si c'est le cas, qu'elles ne satisfassent pas aux exigences des clients ayant passé commande de

blindés, exigences spécifiées dans les termes du contrat. La liste de ces marchandises et leurs quantités sont établies tous les ans par le Conseil des ministres en fonction des contrats passés par ces entreprises. En cas de non-respect des conditions relatives à l'utilisation de ces marchandises, le contribuable devra acquitter des droits d'importation selon la procédure et les montants prévus par la loi;

- marchandises non produites en Ukraine et qui, entre le 1^{er} janvier 2004 et le 1^{er} janvier 2009, auront été importées sur le territoire douanier de l'Ukraine pour servir à des activités d'édition et d'impression en Ukraine, et qui sont désignées par les codes suivants selon la Classification ukrainienne des marchandises faisant l'objet d'activités économiques extérieures (CUMAEE):

Code des marchandises	Désignation des marchandises
3211 00 00	Siccatis préparés
3212 90 31 00 3212 90 39 00	Pigments (y compris les poudres et flocons métalliques) dispersés dans des milieux non aqueux, sous forme de liquide ou de pâte, ou de matière épaisse, des types utilisés pour la fabrication d'encre d'imprimerie (y compris d'émaux), sauf l'essence de nacre et les produits à base de poudre d'aluminium
3215 11 00 00	Encre d'imprimerie noire
3215 19 00 00	Encre d'imprimerie, sauf l'encre noire
3505 10 50 00 3505 10 90 00	Amidon modifié utilisé dans l'industrie du papier
3701 30 00 00	Plaques (en aluminium) revêtues d'une couche sensibilisée (photosensible) et plaques en photopolymères, convenant à la production de plaques d'impression pour la photo en couleur, dont la longueur d'un côté dépasse 255 mm; plaques (en magnésium) revêtues d'une couche sensibilisée (photosensible) servant à la production de bains pour la photo en couleur, dont la longueur d'un côté dépasse 255 mm; films plans (feuilles) servant à la production d'épreuves finales en couleur, dont la longueur d'un côté dépasse 255 mm
3702 42 00 00	Pellicules en rouleaux servant à la production d'épreuves finales en couleur d'une largeur supérieure à 610 mm et d'une longueur supérieure à 200 m
3702 43 00 10	Pellicules en rouleaux servant à la production d'épreuves finales en couleur d'une largeur supérieure à 610 mm et d'une longueur non supérieure à 200 m
3702 44 00 90	Pellicules en rouleaux servant à la production d'épreuves finales en couleur d'une largeur supérieure à 105 mm mais n'excédant pas 610 mm et d'une longueur supérieure à 200 m
3907 50 00 00	Résines alkydes
4008 21 90 00	Plaques en caoutchouc non alvéolaire, sauf celles utilisées comme couvre-sols, carpettes et tapis
4703 21 00 00	Pâtes chimiques de bois, à la soude ou au sulfate, autres que les pâtes à dissoudre, non blanchies, de conifères
4703 29 00 00	Pâtes chimiques de bois, à la soude ou au sulfate, autres que les pâtes à dissoudre, mi-blanchies ou blanchies, autres que de conifères
4704 21 00 00	Pâtes chimiques de bois, au bisulfite, autres que les pâtes à dissoudre, mi-blanchies ou blanchies, de conifères
4707 90 10 00	Déchets et rebuts de papier ou de carton non triés
4707 90 90 00	Déchets et rebuts de papier ou de carton triés

Code des marchandises	Désignation des marchandises
5901 10 00 00	Tissus utilisés pour la reliure
8439 10 00 00 8439 20 00 00 8439 30 00 00	Machines utilisées pour la fabrication de la pâte de matières fibreuses cellulosiques ou pour la fabrication ou le finissage du papier et du carton
8440 10 00 00	Machines utilisées pour la reliure, y compris les machines à coudre les feuillets
8441 10 00 00	Autres machines utilisées pour le travail de la pâte à papier, du papier ou du carton, y compris les coupeuses de toutes les sortes
8443 11 00 00 8443 19 10 00 8443 19 31 00 8443 19 35 00 8443 19 39 00 8443 19 90 00 8443 60 00 00 8443 90 10 00 8443 90 80 00	Machines à imprimer en offset et leurs pièces, autres que celles de la position 8443 90 05 00

- En cas de non-respect des conditions relatives à l'utilisation annoncée des marchandises susmentionnées, le contribuable devra acquitter des droits d'importation conformément à la procédure prévue par la loi.
- matériaux, pièces et équipements (ci-après dénommés "marchandises") qui, entre le 1^{er} janvier 2002 et le 1^{er} janvier 2007, seront entrés sur le territoire douanier de l'Ukraine pour servir à la fabrication et à la conception d'aéronefs, ou pour permettre de fournir des services aux entreprises, en vertu de l'article 3 de la Loi "sur le soutien de l'État à l'industrie aéronautique de l'Ukraine", à condition que ces marchandises ne soient pas fabriquées par des entreprises situées en Ukraine, ou, si c'est le cas, qu'elles ne respectent pas les règles internationales de classification ou les exigences des clients ayant passé commande des marchandises (services), exigences spécifiées dans les termes du contrat. La liste de ces marchandises (non assujetties à des droits d'accise) et leurs quantités sont établies tous les ans par le Conseil des ministres en fonction des contrats passés par ces entreprises. En cas de non-respect des conditions relatives à l'utilisation de ces marchandises, le contribuable devra acquitter des droits d'importation selon la procédure et les montants prévus par la loi;
- documents acquis pour alimenter les Archives nationales;
- équipements, outillages, biens et matériaux entrés en Ukraine ou sortis du territoire par des organismes de renseignement de l'Ukraine et destinés à leur usage;
- matériaux, équipements et pièces (non assujettis à des droits d'accise) importés par des entreprises nationales pour être transformés, rassemblés sur le territoire douanier de l'Ukraine avant d'être sortis de l'Ukraine pour permettre la réalisation de projets d'investissement au Turkménistan conformément à l'Ordonnance commune du Président de l'Ukraine, L. Kuchma, et du Président du Turkménistan, S. Niyazov, "sur la réalisation et le financement de projets d'investissement d'importance nationale au Turkménistan" signée le 4 octobre 2000, à condition que ces marchandises ne soient pas produites en Ukraine ou qu'elles ne respectent pas les exigences des clients telles qu'elles sont spécifiées dans les contrats (accords). Le Conseil des ministres approuve

la liste de ces marchandises et leurs quantités en fonction des contrats (accords) passés par ces entreprises pour réaliser des projets d'investissement au Turkménistan. En cas de non-respect des conditions relatives à l'utilisation annoncée de ces marchandises, le contribuable devra acquitter des droits d'importation et une amende selon la procédure et les montants prévus par la loi;

- matériaux, équipements, machines, pièces et autres marchandises (non assujettis à des droits d'accise) nécessaires à la réalisation de projets novateurs prioritaires, jugés particulièrement importants après résolution prise par le Conseil des ministres, et importés sur le territoire douanier de l'Ukraine conformément à la Loi "sur l'innovation" (suspendue en 2004, selon la Loi n° 1344-IV du 27 novembre 2003);
- du 1^{er} janvier 2004 au 31 décembre 2008, matériaux, pièces et équipements (ci-après désignés "marchandises") correspondant aux positions de la Classification ukrainienne des marchandises faisant l'objet d'activités économiques extérieures 2523 90 90 00, 3824 90 95 00, 3909 10 00 00, 8207 19 90 00, 8414 80 29 00, 8419 50 90 00, 8419 89 98 00, 8428 20 99 00, 8428 31 00 00, 8430 49 00 00, 8501 52 99 00, 8502 20 99 00, 8705 20 00 00 et 9027 10 10 90, utilisés pour améliorer la sécurité des travailleurs dans les mines de charbon, pour prévenir les explosions de méthane, ainsi que pour limiter les rejets de grisou dans l'atmosphère conformément à la liste établie par le Conseil des ministres, à condition que ces marchandises ne soient pas produites par des entreprises situées sur le territoire de l'Ukraine. En cas de non-respect des conditions relatives à l'utilisation annoncée de ces marchandises, le contribuable devra acquitter des droits d'importation selon la procédure et les montants prévus par la loi;
- produits pharmaceutiques et composés servant à leur production, qui ne sont pas fabriqués en Ukraine et qui sont rangés dans les groupes 28, 29, 30 de la Classification ukrainienne des marchandises faisant l'objet d'activités économiques extérieures, dont la liste doit être approuvée par le Conseil des ministres.

2. Abaissement du niveau des droits de douane prélevés

Les droits de douane peuvent être réduits, au moment de leur entrée sur le territoire douanier de l'Ukraine, ou de leur sortie, sur les marchandises et autres articles:

- réparés et qui sont déjà entrés sur le territoire douanier de l'Ukraine ou qui en sont déjà sortis;
- endommagés avant leur passage de la frontière douanière de l'Ukraine mais utilisables comme marchandises ou matériaux;
- qui répondent à d'autres conditions définies par le Conseil des ministres.

3. Droits de douane perçus à la frontière des zones douanières spéciales

Peuvent entrer ou sortir en franchise, ou bénéficier de droits de douane préférentiels, les marchandises:

- qui entrent dans une zone douanière spéciale du territoire de l'Ukraine pour y être définitivement consommées;

- qui sortent d'une zone douanière spéciale pour être consommées en dehors du territoire douanier de l'Ukraine et qui sont originaires de cette zone;
- qui sortent d'une zone douanière spéciale pour entrer sur le territoire douanier de l'Ukraine et qui sont originaires de cette zone.

Le montant des avantages stipulés dans cet article et la procédure suivie pour les octroyer sont établis par la Verkhovna Rada conformément aux lois de l'Ukraine sur les zones douanières spéciales sous la forme d'une loi distincte adoptée pour chaque zone.

Pendant la durée de fonctionnement de la zone économique spéciale "Yavoriv", les droits d'importation et d'exportation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur la zone économique spéciale "Yavoriv"".

Pendant la durée de fonctionnement de la zone économique spéciale à fonction touristique et récréative "Groupement des centres de cure de Truskavets", des droits d'importation seront perçus compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur la zone économique spéciale à fonction touristique et récréative dite "Groupement des centres de cure de Truskavets"".

Pendant le fonctionnement de la zone économique spéciale "Slavutych", des droits d'importation sont prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur la zone économique spéciale "Slavutych"".

Pendant l'application du régime spécial des activités d'investissement dans les territoires de développement prioritaire de l'oblast de Luhansk, des droits d'importation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur le régime spécial des activités d'investissement dans les territoires de développement prioritaire de l'oblast de Luhansk".

Pendant la durée de fonctionnement des zones économiques spéciales "Azov" et "Donetsk" et pendant l'application du régime spécial des activités d'investissement dans les territoires de développement prioritaire de l'oblast de Donetsk, des droits d'importation et d'exportation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur les zones économiques spéciales et le régime spécial des activités d'investissement dans l'oblast de Donetsk".

Pendant la durée d'application du régime spécial des activités d'investissement dans les territoires de développement prioritaire de l'oblast de Zhitomyr, des droits d'importation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur le régime spécial des activités d'investissement dans les territoires de développement prioritaire de l'oblast de Zhitomyr".

Pendant la durée de fonctionnement de la zone économique spéciale "Reni", des droits d'importation et d'exportation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur la zone économique spéciale "Reni"".

Pendant la durée de fonctionnement de la zone économique spéciale (franche) "Porto-Franko" créée sur le territoire du port maritime d'Odessa, des droits d'importation et d'exportation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur la zone économique spéciale (franche) "Porto-Franko" sur le territoire du port maritime d'Odessa".

Pendant l'application du régime spécial des activités d'investissement sur le territoire de la ville de Kharkiv, des droits d'importation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur le régime spécial des activités d'investissement sur le territoire de Kharkiv".

Pendant l'application du régime spécial des activités d'investissement dans les territoires de développement prioritaire et pendant le fonctionnement de la zone économique spéciale "Port Crimée" en République autonome de Crimée, des droits d'importation et d'exportation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur le régime spécial des activités d'investissement dans les territoires de développement prioritaire et dans la zone économique spéciale "Port Crimée" en République autonome de Crimée".

Pendant la durée de fonctionnement de la zone économique spéciale "Mykolayiv", des droits d'importation et d'exportation seront prélevés compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur la zone économique spéciale "Mykolayiv"".

Pendant l'application du régime spécial des activités d'investissement dans le territoire de développement prioritaire de l'oblast de Volyn, des droits d'importation seront perçus compte tenu des cas particuliers prévus par la Loi "sur le régime spécial des activités d'investissement dans le territoire de développement prioritaire de l'oblast de Volyn".

4. Préférences tarifaires

L'octroi de préférences par rapport aux taux du Tarif douanier unifié de l'Ukraine est autorisé sous la forme d'une exonération des droits de douane, d'un abaissement du taux des droits de douane, ou de l'instauration de contingents préférentiels pour l'entrée des marchandises et autres articles:

- originaires d'États ayant créé avec l'Ukraine une union douanière ou une zone de libre-échange; et
- qui circulent dans le cadre d'échanges frontaliers.

ANNEXE 2

Montant des droits perçus pour le dédouanement de marchandises et de véhicules en dehors des locaux des douanes et des heures d'ouverture des services douaniers, approuvé en vertu de la Résolution n° 93 du Conseil des ministres du 18 janvier 2003

- Des droits sont perçus, pour le dédouanement de marchandises et de véhicules en dehors des locaux des douanes ou des heures d'ouverture des services douaniers (ci-après dénommés "droits"), auprès des personnes qui importent des marchandises et des véhicules sur le territoire douanier de l'Ukraine et qui ont présenté une demande écrite pour que l'on procède audit dédouanement.
- Les droits sont perçus dans la devise nationale selon le montant prévu au paragraphe premier de la présente Résolution, selon le taux de change officiel fixé par la Banque nationale à la date de règlement desdits droits.
- Le produit de ces droits est imputé au budget de l'État au poste des recettes.
- Il appartient au Service national des douanes d'établir la procédure à suivre pour arrêter les modalités de dédouanement de marchandises et de véhicules en dehors des locaux des douanes ou des heures d'ouverture des services douaniers, pour calculer les droits applicables et pour en percevoir le montant.

Date d'entrée en vigueur: 1^{er} janvier 2005.

Désignation de l'opération		Par heure travaillée par un fonctionnaire des douanes pendant le dédouanement d'une cargaison de marchandises ou d'un véhicule (dollars EU)
1.	Dédouanement de marchandises et de véhicules en dehors des locaux des douanes:	
	Pendant les heures de service	20
	Pendant des heures supplémentaires, la nuit ou le week-end	40
	Pendant des congés et des jours chômés	50
2.	Dédouanement de marchandises et de véhicules dans les locaux des douanes en dehors des heures d'ouverture des services douaniers:	
	Pendant des heures supplémentaires, la nuit ou le week-end	40
	Pendant des congés et des jours chômés	50

ANNEXE 3

Redevances portuaires

Résolution n° 1544 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 12 octobre 2000 sur les redevances portuaires, modifiée par les Résolutions du Conseil des ministres de l'Ukraine n° 1584 du 29 novembre 2001 et n° 391 du 29 mars 2002, Ordonnance n° 642 du 10 septembre 2002 du Ministère des transports de l'Ukraine

Conformément à l'article 84 du Code de navigation marchande de l'Ukraine, le Conseil des ministres de l'Ukraine convient de ce qui suit:

1. Adopter le règlement sur les redevances portuaires (joint);
2. Établir que les montants des redevances portuaires établies par le règlement, qui est adopté en vertu de la section première de la présente Résolution, sont les plus élevés possibles, et qu'une procédure d'application d'escomptes sur les redevances sera élaborée par le Ministère des transports;
- 2.1 Établir que la procédure d'inventaire et d'utilisation des recettes issues des redevances portuaires, à l'exception des tâches administratives, sera approuvée par le Ministère des transports, en accord avec le Ministère de l'économie et de l'intégration européenne ainsi que le Ministère des finances. (La Résolution a été complétée par le paragraphe 2.1 en vertu de la Résolution n° 391 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 3 mars 2002);
3. Reconnaître les Résolutions du Conseil des ministres de l'Ukraine spécifiées dans la liste jointe comme n'étant plus en vigueur; et
4. La présente résolution entrera en vigueur le 1^{er} janvier 2001.

Réglementation des redevances portuaires

(En vertu de l'Ordonnance n° 642 du 10 septembre 2002 du Ministère des transports, un escompte de 50 pour cent a été introduit sur tous les types de redevances portuaires établis par la présente Résolution jusqu'à la fin 2002 pour les navires qui font escale au terminal pétrolier de Pivdenniy, qui est situé sur le port maritime de commerce de la mer de Yuzhniy, afin de charger du pétrole technologique dans l'oléoduc. Cet escompte ne s'applique pas aux navires qui font escale au terminal pétrolier afin de prendre un chargement de pétrole.)

(En vertu de l'Ordonnance n° 283 du 10 avril 2004 du Ministère des transports, un escompte de 50 pour cent a été introduit sur les droits de port, de canal, de phare et la redevance sanitaire établis par la présente Résolution pour les navires qui font escale au terminal pétrolier de Pivdenniy, qui est situé sur le port maritime de commerce de la mer de Yuzhniy afin de prendre un chargement de pétrole.)

Partie générale

1. Les redevances portuaires (droits de port, canal, phare, mouillage, amarrage et redevances administratives et sanitaires) seront perçues dans les ports maritimes auprès des navires qui appartiennent à des groupes spécifiés et des véhicules flottants battant pavillon ukrainien et étranger:

Navires de fret qui font escale dans les ports pour des opérations de chargement et véhicules flottants	Groupe A
Navires de passagers, y compris hydroptères à grande vitesse et bacs faisant escale dans les ports pour effectuer des opérations de fret et de passagers, brise-glace non enregistrés dans le port ni loués par le port	Groupe B
Allèges, remorqueurs, remorqueurs pousseurs, pousseurs, barges (autopropulsées et non propulsées), embarcations fluviales autopropulsées, y compris embarcations mixtes maritimes/fluviales détenues par des entreprises de navigation parties au Traité de Bratislava, qui font escale dans les ports du Danube, ainsi que les embarcations fluviales autopropulsées qui font escale dans d'autres ports pour le rechargement de fret sur des embarcations maritimes et vice versa	Groupe C
Navires non propulsés (sauf barges)	Groupe D
Navires qui font escale dans les ports pour des raisons impérieuses, pour des besoins de provisions, de quarantaine, et navires liés à des chantiers navals ukrainiens pour réparations	Groupe E
Navires officiels et militaires	Groupe E
Navires de formation et de pratique lors de voyages conformes au programme des établissements avec au moins 50 cadets à bord, navires-écoles	Groupe E
Hydroptères scientifiques, de recherche et à grande vitesse qui effectuent des voyages de cabotage réguliers avec passagers (sauf pour voyages d'agrément et croisières)	Groupe E
Autres navires (navires de chantiers navals, navires d'urgence et de sauvetage, navires sous-marins, navires techniques, navires-hôpitaux, navires hydrographiques, navires de ports locaux, brise-glace détenus et loués par le port, navires de sport, yachts privés, voiliers, navires effectuant des essais sur mer et navires de pêche qui font escale dans les ports sans effectuer d'opérations de chargement)	Groupe F

Notes:

- Le terme "raisons impérieuses" doit être compris au sens d'une escale dans un port en raison d'une menace pour la sûreté du voyage s'il devait continuer, et pour la vie ou la santé des membres d'équipage et des passagers.
 - Les navires des groupes C (remorqueurs et barges), E et F qui effectuent des voyages commerciaux de fret doivent appartenir au groupe A.
 - Les navires des groupes E et F qui effectuent des voyages commerciaux de fret et de passagers doivent appartenir au groupe B.
 - La méthode de calcul et de collecte des redevances s'applique aux entreprises de tous types de propriété qui effectuent des travaux et fournissent des services dans les ports maritimes aux mouillages des chantiers navals en Ukraine, quelle que soit la subordination de ces ports (docks).
 - Les navires qui font escale au port maritime de Dnipro-Buzskiy doivent payer les redevances fixées par la présente réglementation à l'administration publique du port maritime selon la méthode de calcul des redevances.
2. Les redevances portuaires doivent être acquittées avant que le navire ne quitte le port et, en cas de transit par le canal de Kerch-Yenikalskiy ("CKY") et le canal de Prorva, les redevances doivent être acquittées à l'avance ou directement à l'entrée du canal de Kerch-Yenikalskiy et du canal de Prorva, sauf spécification contraire.
 3. Les redevances portuaires sont perçues sur le tonnage conditionnel du navire, qui est calculé en mètres cubes et est égal à la somme des trois dimensions (longueur et largeur du navire et hauteur d'un bord) spécifiées dans le certificat de tonnage (dimensions principales) ou document équivalent.

Pour les navires maritimes qui transportent du fret sur le pont supérieur ou ont plusieurs ponts, sauf les navires à ponts jumeaux, la hauteur du bord utilisée pour calculer le tonnage du navire doit être au moins égale à la moitié de la largeur du navire.

Pour les navires du groupe B qui ont plusieurs ponts, la hauteur du bord utilisée pour calculer le tonnage du navire doit être égale à la moitié de la largeur du navire.

Le tonnage conditionnel des entrepôts de barges et remorqueurs, caravanes et autres structures flottantes, calculé pour tous les types de redevances, excepté la redevance sanitaire, est égal à la somme des tonnages de leurs éléments séparés.

Un coefficient de 0,7 est utilisé pour calculer l'ensemble des redevances appliquées, le tonnage conditionnel des navires rouliers, navires rouliers-flottants, navires combinés OBO, navires à manutention horizontale et verticale, navires porte-conteneurs, navires de transport de bétail, navires porte-barges de type LASH et navires de transport de véhicules automobiles, sous réserve que les navires soient utilisés selon leur usage prévu. Le type du navire et son usage prévu sont déterminés grâce aux documents de bord.

Lorsque les redevances sont calculées sur une base journalière, la durée est arrondie à une demi-journée. Lorsque la durée est inférieure à une demi-journée, elle est arrondie à une demi-journée et lorsqu'elle est supérieure, elle est arrondie à une journée complète.

Le point 3 a été complété par le paragraphe 6 en vertu de la Résolution n° 391 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 3 mars 2002.

4. Les navires porte-barges de type LASH qui effectuent des opérations de fret avec des allèges sur la rade extérieure ou intérieure, acquittent des redevances portuaires sur la base du tonnage des allèges qui sont délivrées par le navire porte-barge lorsqu'il entre dans le port et reprises lorsqu'il quitte le port.
5. Les navires de fret du groupe A qui empruntent des itinéraires internationaux établis de la manière prescrite, bénéficient d'un escompte de 20 pour cent sur les droits de port.
6. Les caractéristiques principales des itinéraires internationaux sont les suivantes:
 - établissement de ports d'escale étrangers et ukrainiens obligatoires et facultatifs;
 - désignation des types de navires qui empruntent ces itinéraires;
 - établissement de la périodicité d'escale des navires désignés dans les ports ukrainiens; et
 - enregistrement de l'itinéraire par le Département d'État du transport maritime et fluvial après soumission de l'administration portuaire (port maritime).
7. Le port peut accorder un escompte de 50 pour cent sur toutes les redevances portuaires aux navires qui font escale dans le port de Yuzhnyi pour charger et décharger des marchandises diverses et en vrac.

Les escomptes suivants s'appliquent dans le port de Yalta:

50 pour cent	Sur le droit de port pour les navires du groupe A.
20 pour cent	Sur l'ensemble des redevances portuaires pour les navires de croisière de passagers empruntant des itinéraires internationaux et appartenant au groupe B (sauf navires effectuant des voyages mixtes fret/passagers).

Dans le port d'Odessa, un escompte de 10 pour cent est appliqué sur l'ensemble des redevances portuaires pour les navires de croisière de passagers qui empruntent des itinéraires internationaux et appartiennent au groupe B (sauf les navires effectuant des voyages mixtes fret/passagers).

8. Si un navire peut bénéficier d'escomptes sur plusieurs redevances portuaires, seul l'escompte ayant le taux de base le plus élevé s'applique.
9. La nationalité et le statut accordé à un navire aux fins de collecte des redevances portuaires sont déterminés sur la base du pavillon du navire, indépendamment de son propriétaire et utilisateur.
10. L'acquittement des redevances portuaires s'effectue selon le Décret n° 15 du 19 février 1993 du Conseil des ministres sur le système de réglementation et de contrôle des devises.
11. Les montants des redevances portuaires collectées en monnaie ukrainienne sont assujettis à la taxe sur la valeur ajoutée en vertu de la législation applicable. Si un port fournit des services aux navires de cabotage, le montant des redevances déterminé en vertu de la présente Réglementation sera majoré du montant de la taxe sur la valeur ajoutée et, dans les autres cas, le montant de la taxe sur la valeur ajoutée versée au budget sera calculé sur la base du montant des redevances dues et acquittées au port sans cette majoration.

Droit de port

12. Les navires des groupes A, B et D acquittent un droit de port à chaque escale et au départ d'un port, calculé par mètre cube de tonnage de navire, selon les taux suivants:

(en dollars EU)

Port	Pour les navires à parcours international	Pour les navires de cabotage
Bilgorod-Dnistrovskiy	0,095	0,0008
Berdyansk	0,084	0,0008
Dnipro-Buzskiy	0,089	0,0042
Eupatoria	0,100	0,0046
Izmail	0,087	0,0024
Illichyivsk	0,110	0,0060
Buchta Kamyshova	0,100	0,0038
Kerch	0,108	0,0042
Mariupol	0,090	0,0024
Mizhvodne	0,093	0,0032
Mykolayv	0,089	0,0054

Port	Pour les navires à parcours international	Pour les navires de cabotage
Odessa	0,110	0,0054
Oktyabrskiy	0,100	0,0042
Ochakiv	0,089	0,0051
Reni	0,083	0,0020
Sébastopol	0,100	0,0042
Skadovsk	0,088	0,0054
Ust-Dunaysk	0,092	0,0078
Feodosia	0,077	0,0042
Kherson	0,085	0,0028
Chornomorsk	0,084	0,0032
Yuzhniy	0,230	0,0144
Yalta	0,135	0,0090
Mouillage du "Terminal de potassium de Mykolayvskiy"	0,089	0,0054
Autres ports (mouillages)	0,093	0,0043

Notes:

- Les navires qui font escale dans des ports pour appliquer des procédures liées au passage de la frontière ukrainienne sans opérations de chargement sont exonérés du droit de port.
- Le point 12 a été modifié en vertu de la Résolution n° 1584 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 29 novembre 2001 et de la Résolution n° 1069 du Conseil des ministres de l'Ukraine, du 17 juillet 2003.

13. Les navires des groupes E et F sont exonérés du droit de port.

Pour les navires des groupes A, B et D à parcours international dont le tonnage conditionnel est inférieur ou égal à 10 000 mètres cubes, le taux du droit de port est appliqué avec un coefficient de 0,8.

14. Le taux de droit de port pour les navires à parcours international s'applique indépendamment du pavillon du navire.

Les taux de droits de port pour les navires de cabotage s'appliquent uniquement aux navires qui effectuent de voyages de cabotage sous pavillon ukrainien.

Si le tirant d'eau maximum des navires de grande capacité spécifié dans le certificat de tonnage dépasse la profondeur admissible déterminée pour un port spécifique et entraîne le chargement incomplet du navire, le port peut, lors du calcul du droit de port, réduire la hauteur d'un bord de la hauteur du tirant d'eau non utilisée.

15. Lorsque des navires du groupe A font escale successivement dans plusieurs ports ukrainiens au cours d'un même voyage, le droit de port est perçu:

- si le navire fait escale dans deux ports – avec un escompte de 50 pour cent dans chaque port;

- si le navire fait escale dans plus de deux ports – avec un escompte de 50 pour cent dans le premier port et de 75 pour cent du taux de base dans chaque port suivant.
16. Les navires du groupe B acquittent un droit de port dans chaque port lorsqu'ils entrent et quittent le port, avec un escompte de 50 pour cent du taux uniquement pendant les deux premiers voyages effectués par le navire au cours de l'année civile. Lors des escales suivantes dans un port au cours de la même année civile, le droit de port n'est pas perçu sur ces navires.
17. Les navires du groupe B acquittent le droit de port pour chaque escale et départ d'un port selon les taux suivants:
- pour les voyages internationaux:
 - 40,5 dollars EU - pour un navire, remorqueur; et
 - 20,25 dollars EU – pour une unité (barge, allège).
 - pour le cabotage:
 - 10 dollars EU - pour un navire, remorqueur; et
 - 5 dollars EU – pour une unité (barge, allège).

Droit de canal

18. Un droit de canal est perçu pour chaque passage unique d'un navire par le canal pour un trajet unique, par mètres cubes de tonnage du navire, selon les taux suivants:

(en dollars EU)

Port	Pour les navires à parcours international	Pour les navires de cabotage
Bilgorod-Dnistrovskiy	0,063	0,0063
Berdyansk	0,106	0,0106
Buchta Kamyshova	0,032	0,0032
Dnipro-Buzskiy	$0,027 + 0,18^9$	$0,0026 + 0,0180^{10}$
Illichyivsk	0,020	0,0020
Kerch (y compris le canal de Kerch-Yenikalskiy - "CKY"):		
Port maritime de commerce	0,16	0,0170
Port maritime de pêche et toutes les autres entreprises situées à Kerch qui effectuent des opérations de chargement/déchargement et navires de service	$0,144^{11} + 0,016^{12}$	$0,0153^{13} + 0,0017^{14}$

⁹ À verser directement à l'entreprise publique "Delta-Lotsman".

¹⁰ Le taux fixé pour le mouillage de l'usine "Okean" s'applique uniquement aux navires qui traversent le canal de l'estuaire de Buzsko-Dniprovsko pour effectuer des opérations de chargement aux mouillages de cette usine.

¹¹ À verser au port maritime de commerce de Kerch.

¹² À verser à d'autres entreprises de Kerch qui effectuent des opérations de chargement/déchargement et aux navires de service.

¹³ Pour la traversée du canal de l'estuaire de Buzsko-Dniprovsko et du canal maritime de Kherson sans escale dans un port maritime (mouillages), un droit de canal à des taux spécifiés est versé par les navires à

Port	Pour les navires à parcours international	Pour les navires de cabotage
Le CKY (transit)	0,053	0,0062
Le CKY pour les navires en transit qui font escale au (départ du) port de "Kavkaz"		
Balise n° 1-41	0,044	-
Balise n° 41-51	0,013	-
Mariupol	0,106	0,0106
Mykolayv (maritime)	0,027 + 0,227 ¹⁰	0,0026 + 0,0226 ¹⁰
Mouillage du port "Okean"	0,221 ¹⁰	0,0221 ¹⁰
Odessa	0,011	0,0010
Oktyabrskiy	0,027 + 0,203 ¹⁰	0,0026 + 0,0202 ¹⁰
Ochakiv	0,027 + 0,027 ¹⁰	0,0027 + 0,0027 ¹⁰
Sébastopol	0,032	0,0032
Skadovsk	0,032	0,0032
Ust-Dunaysk	0,068	0,0068
Kherson (maritime)	0,10 + 0,136 ¹⁰	0,010 + 0,0136 ¹⁰
Yuzhniy	0,074	0,0074
Pour le passage du canal de Prorva	0,140	0,0140
Mouillage du "Terminal de potassium de Mykolayvskiy"	0,027 + 0,208 ¹⁰	0,0026 + 0,0207 ¹⁰

Notes:

- Pour les navires qui franchissent le canal d'accès au mouillage de l'usine "Azovstal", le taux de droit de canal est appliqué avec un coefficient de 0,5.
 - Le point 18 a été modifié en vertu de la Résolution n° 1584 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 29 novembre 2001.
19. Les navires du groupe B acquittent un droit de canal dans chaque port lorsqu'ils entrent et quittent le port, avec un escompte de 50 pour cent du taux uniquement pendant les deux premiers voyages effectués par le navire au cours de l'année civile. Lors des escales suivantes dans un port au cours de la même année civile, ces navires sont exonérés de droit de canal.
20. Les navires des groupes C, E et F et les navires du groupe D (sauf les barges) qui traversent le canal de Prorva sont exonérés de droit de canal.

Droit de phare

21. Les navires des groupes A et B acquittent un droit de phare pour chaque escale au port (usine) ou chaque passage en transit, excepté pour le passage par le canal de Kerch-Yenikalskiy en transit, selon les taux suivants:

l'entreprise publique correspondante "Delta-Lotsman" et aux ports commerciaux de Mykolayv et Kherson pour un montant fixé pour les ports de Mykolayv (maritime) et Kherson (maritime).

¹⁴ Pour les navires qui, selon le certificat de tonnage à pleine charge, ont un tirant d'eau inférieur ou égal à 4,5 mètres, le taux de droit de canal s'applique avec un coefficient de 0,38, excepté pour le port de Bilgorod-Dnistrovsk, le canal de Prorva et le canal d'accès au mouillage de l'usine "Azovstal".

- 0,029 dollar EU par mètre cube de tonnage de navire – pour les navires à parcours international; et
- 0,0029 dollar EU par mètre cube de tonnage de navire – pour les navires de cabotage.

Le droit de phare est versé à l'Institution publique "Derzhhydrographia".

Il a été ajouté un paragraphe au point 21 en vertu de la Résolution n° 391 du Conseil des ministres de l'Ukraine du 29 mars 2002.

22. Les navires des groupes C, D, E et F sont exonérés du droit de phare.

Droit de mouillage

23. Un droit de mouillage est acquitté par les navires amarrés à un mouillage.
24. Pour les navires des groupes A, B et C (remorqueurs), les navires des groupes D, E et F (navires de sport, yachts privés, voiliers et bateaux de pêche qui font escale dans des ports sans effectuer d'opérations de chargement), les taux suivants s'appliquent:

(en dollars EU)		
Objet de l'amarrage	Pour les navires à parcours international	Pour les navires de cabotage
Opérations de chargement effectuées avec l'utilisation de la main-d'œuvre et des moyens du port (mètre cube par escale de navire)	0,022	0,0022
Autres cas, ainsi que pour remorqueurs, navires de sport, yachts privés, voiliers et bateaux de pêche qui font escale dans les ports sans effectuer d'opérations de chargement (mètres cubes par période de 24 heures)	0,0072	0,00072

Note:

- Les navires du groupe F (sauf les navires de sport, yachts privés, voiliers et bateaux de pêche qui font escale dans les ports sans effectuer d'opérations de chargement) sont exonérés de droit de mouillage.
25. Les navires du groupe C (à l'exception des remorqueurs) acquittent un droit de mouillage pour chaque tonne de chargement ou de déchargement, selon les taux suivants:

0,12 dollar EU	Pour les navires à parcours international
0,012 dollar EU	Pour les navires de cabotage

Le droit de mouillage est acquitté pour chaque opération. Lorsqu'une opération est effectuée sur une berge non équipée ou "de navire à navire", un escompte de 50 pour cent est appliqué sur le taux de droit de mouillage.

26. Un navire placé de travers par rapport à un autre navire amarré au mouillage ou qui sont amarrés au mouillage côté avant ou côté arrière, acquitte 50 pour cent du taux de droit de mouillage.
27. Les navires des groupes A et B acquittent le droit de mouillage pour surestaries au mouillage de fret (passagers) pour des motifs qui dépendent du navire ou de son propriétaire, concernant

le chargement et la fixation des marchandises par mètre cube de tonnage du navire, selon les taux suivants:

0,0104 dollar EU par heure	Pour les navires à parcours international
0,00104 dollar EU par heure	Pour les navires de cabotage

28. Pour l'amarrage ou l'entretien d'un navire à la demande du commandant (propriétaire) du navire. Le port doit fournir au navire un mouillage inoccupé ou une place d'amarrage sur la rade.

Droit d'amarrage

29. Les navires des groupes A et B acquittent un droit d'amarrage dans la rade intérieure du port maritime pendant plus de 12 heures, à des taux fixés sur une base de 24 heures, par mètre cube de tonnage du navire, pendant la durée d'amarrage réelle du navire:

0,0027 dollar EU	Pour les navires à parcours international
0,00027 dollar EU	Pour les navires de cabotage

30. Les navires des groupes C, D et F (navires de sport, yachts privés, voiliers et bateaux de pêche qui font escale dans les ports sans effectuer d'opérations de chargement) acquittent un droit d'amarrage pour 30 jours d'amarrage dans la rade intérieure, selon les taux suivants:

18 dollars EU	Pour les navires à parcours international
1,8 dollar EU	Pour les navires de cabotage

Pour chaque journée supplémentaire d'amarrage dans la rade intérieure par rapport à la durée spécifiée, le droit d'amarrage est perçu pour chaque navire selon les taux suivants:

2 dollars EU	Pour les navires à parcours international
1 dollar EU	Pour les navires de cabotage

31. Les navires des groupes E et F (sauf les navires de sport, yachts privés, voiliers et bateaux de pêche qui font escale dans les ports sans effectuer d'opérations de chargement) sont exonérés de droit d'amarrage.

Redevance administrative

32. Les navires des groupes A, B, C et D acquittent une redevance administrative à chaque escale dans un port, selon les taux suivants:

0,014 dollar EU par mètre cube de tonnage de navire	Pour les navires à parcours international
0,0014 dollar EU par mètre cube de tonnage de navire	Pour les navires de cabotage

Les navires qui font escale dans des ports maritimes pour appliquer des procédures liées au passage de la frontière ukrainienne sans opérations de chargement sont exonérés de redevance administrative.

Les navires des groupes A, B, C et D qui font escale consécutivement dans plusieurs ports ukrainiens au cours d'un voyage afin d'effectuer des opérations de chargement, acquittent la redevance administrative uniquement au premier port d'escale.

Les escomptes sur les redevances portuaires établis par les ports et acceptés par les propriétaires des navires ne s'étendent pas à la redevance administrative.

33. Les navires des groupes E et F sont exonérés de la redevance administrative.

34. Les sommes perçues par les ports à titre de paiement de la redevance administrative sont utilisées aux fins établies par la législation.

Redevance sanitaire

35. La collecte de la redevance sanitaire est utilisée pour:

- l'acceptation obligatoire par le port de tous types de polluants (sauf eaux de ballast) pendant la durée d'amarrage dans le port, ainsi que le déroulement, avec la main d'œuvre et à leurs frais, d'opérations liées à l'acceptation de déchets (livraison et nettoyage d'embarcations, fourniture de conteneurs et autres réceptacles pour la collecte des ordures, opérations de rechargement, lavage avec ou sans jet, etc.); et
- le déchargement obligatoire par un navire de tous les polluants présents afin d'empêcher leur déchargement dans la mer. Le déchargement des polluants doit être confirmé par un certificat officiel délivré par le port.

36. Les navires du groupe A acquittent la redevance sanitaire par mètre cube de tonnage de navire ou de la partie autopropulsée de la structure flottante composée, selon les taux suivants:

(en dollars EU)

Port	Pour les navires à parcours international		Pour les navires de cabotage	
	Amarrage pouvant aller jusqu'à 10 périodes de 24 heures	Amarrage entre 10 et 30 périodes de 24 heures	Amarrage pouvant aller jusqu'à 10 périodes de 24 heures	Amarrage entre 10 et 30 périodes de 24 heures
Bilgorod-Dnistrovskiy	0,014	0,023	0,0014	0,0023
Berdyansk	0,022	0,040	0,0022	0,0040
Dnipro-Buzskiy	0,010	0,016	0,0010	0,0016
Illichyivsk	0,014	0,023	0,0014	0,0023
Mariupol	0,022	0,040	0,0022	0,0040
Mykolayv (maritime)	0,014	0,023	0,0014	0,0023
Odessa	0,014	0,023	0,0014	0,0023
Sébastopol (port maritime de commerce, de pêche)	0,027	0,040	0,0027	0,0049
Feodosia	0,027	0,038	0,0027	0,0038
Kherson (maritime)	0,014	0,023	0,0014	0,0023
Yuzhniy	0,014	0,023	0,0014	0,0023
Yalta	0,022	0,040	0,0022	0,0040

Notes:

- Les navires des groupes B, C, D, E et F sont exonérés de la redevance sanitaire.
 - La redevance sanitaire n'est pas perçue dans les ports qui ne possèdent pas les installations nécessaires pour stocker tous les déchets.
37. Les navires équipés de dispositifs de protection de l'environnement pour utilisation complète de tous types de déchets et polluants de navires, et qui possèdent un certificat international de prévention de la pollution maritime par le pétrole et les eaux usées, ainsi qu'un certificat de prévention de la pollution par les ordures (sans danger pour l'environnement) bénéficient d'un escompte de 50 pour cent de la redevance sanitaire.
38. Lorsque la redevance sanitaire n'est pas perçue, les sommes versées pour contamination sont régies par le Ministère des transports.

ANNEXE 4

Taux de droit d'accise appliqué en Ukraine sur certains véhicules à moteur, sur l'alcool éthylique, les boissons alcooliques, le tabac, etc. (en juillet 2004)

Code du SH	Description du produit selon le SH	Taux de droit d'accise par unité	
		À l'importation	Pour les producteurs nationaux
BOISSONS ALCOOLIQUES - (à l'importation – temporairement, jusqu'à l'accession)			
2203 00	Bières de malt	0,23 hryvnia par litre	
2204 sauf 2204 10, 2204 30, 2204 21 100, 2204 29 100	Vins de raisins frais d'une teneur en sucre n'excédant pas 0,3 g/100cm ³ (secs) et vins de grands crus fortifiés	3 hryvnias par litre	0,25 hryvnia par litre
2204 sauf 2204 10, 2204 30, 2204 21 100, 2204 29 100	Vins de raisins frais d'une teneur en sucre excédant 0,3 g/100cm ³ (sec) (semi-sec, semi-doux)	0,92 hryvnia par litre	
2204 sauf 2204 10, 2204 30, 2204 21 100, 2204 29 100	Vins de raisins, enrichis en alcool et vins fortifiés, à l'exception des grands crus fortifiés	0,1 hryvnia par litre d'alcool à 100 pour cent	
2204 10 2204 21 100 2204 29 100	Vins mousseux, champagne: Vins mousseux contenant dans leur appellation le terme "Champagne" Vins pétillants (sauf sous-position 2204 10)	5 hryvnias par litre	1,6 hryvnia par litre
2204 30	Moûts de vin uniquement (y compris matières de vin pour cognac et champagne) pour la production de cognac et de vins pétillants	0 (1,0 hryvnia par litre de matières viniques vendu à des intermédiaires ou des consommateurs et produit dans des installations de production primaire)	
2205	Vermouth et autres vins fabriqués à partir de raisins frais aromatisés avec des plantes ou des substances aromatiques (en tenant compte de l'article 2 de ladite loi)	5 hryvnias par litre	2,6 hryvnias par litre
2206	Boissons fermentées de fruits et de baies (cidre, poiré et autres) contenant de l'alcool ajouté, mélanges de boissons fermentées et mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques (à l'exception des boissons fermentées de fruits et baies (cidre, poiré et autres) ne contenant pas d'alcool ajouté	5 hryvnias par litre	0,1 hryvnia par litre d'alcool à 100 pour cent (temporairement, jusqu'au 1 ^{er} janvier 2006 - 0,07 hryvnia par litre d'alcool à 100 pour cent)

Code du SH	Description du produit selon le SH	Taux de droit d'accise par unité	
		À l'importation	Pour les producteurs nationaux
2206	Boissons fermentées de fruits et de baies uniquement (cidre, poiré et autres) ne contenant pas d'alcool ajouté	1,2 hryvnia par litre	
2207	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80 pour cent ou plus; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses, alcool éthylique et autres alcools dénaturés	16 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent	<p>16 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent 2,0 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent:</p> <ul style="list-style-type: none"> - utilisé par les établissements et les institutions de santé dans le cadre de traitements médicaux et de la recherche en laboratoire; - utilisé dans la fabrication d'explosifs, de parfums, de nitrate de cellulose et de produits semi-finis; - utilisé dans la fabrication de jus alcoolisés, de boissons aux fruits, d'extraits destinés au traitement industriel; - utilisé par les fabricants de pectine, de vinaigre d'alcool, de médicaments (y compris composants sanguins et préparations fabriquées à partir de ceux-ci), à l'exception des substances médicinales sous forme de baume; - utilisé par les entreprises de fabrication primaire de vin pour la fabrication de matières de raisin, de fruits et autres matières de vin et moût; - jusqu'au 1^{er} janvier 2005 pour la fabrication de produits inclus dans la liste approuvée par le CMU; - utilisé par l'association nationale agro-industrielle "Massandra" dans le cadre des contingents fixés par le CMU, pour la production de grands crus. <p>(Suspension pour 2004 par la Loi "sur le budget de l'État pour 2004")</p>
2208 sauf 2208 20	Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80 pour cent; eaux-de-vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses, demi-produits alcooliques utilisés pour la fabrication de boissons (en tenant compte de l'article 6 de ladite loi)	16 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent	

Code du SH	Description du produit selon le SH	Taux de droit d'accise par unité	
		À l'importation	Pour les producteurs nationaux
2208 20 sauf 2208 20 1200, 2208 20 2900 – uniquement eau de vie de vin 2208 20 8900 – uniquement alcool de cognac	Eaux-de-vie de vin ou de marc de raisins	16 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent	
2208 20 1200	Cognac	16 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent	3 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent
2208 20 2900	Brandy uniquement	16 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent	3 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent
2208 20 8900	Esprit de cognac uniquement	16 hryvnias par litre d'alcool à 100 pour cent	
TABACS			
2401	Tabacs bruts ou non fabriqués Déchets de tabac	0/0 pour cent*	
2402 10 00 00	Cigares (bouts coupés), cigarillos (cigarettes), contenant du tabac	20 hryvnias par 100/5 pour cent	
2402 20 90 10	Cigarettes de tabac sans filtre	5 hryvnias par 1 000/5 pour cent	
2402 20 90 20	Cigarettes de tabac avec filtre	11,5 hryvnias par 1 000/5 pour cent	
2403 sauf 2403 99 10 00, 2403 10	Autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués; "homogénéisés" ou "reconstitués"; extraits et sauces de tabacs:	0/0 pour cent	
2403 10	Tabac à fumer (contenant ou non des succédanés de tabac en toute proportion)	10 hryvnias par kg/5 pour cent	
2403 99 10 00	Tabac à mâcher Tabac à priser	10 hryvnias par kg/5 pour cent	
PRODUITS PÉTROLIERS			
	Huiles légères et préparations à base d'huiles légères:		
2710 00 110	Destinées à subir un traitement défini	12 euros par 1 000 kg	

* montants fixes par unité de produit vendu/ pourcentage du chiffre d'affaires généré par les produits vendus.

Code du SH	Description du produit selon le SH	Taux de droit d'accise par unité	
		À l'importation	Pour les producteurs nationaux
2710 00 150	Destinées à subir une transformation chimique par un traitement autre que ceux définis pour la sous-position 2710 00 11	12 euros par 1 000 kg	
	Essences spéciales:		
2710 00 210	White spirit	12 euros par 1 000 kg	
2710 00 250	Autres	20 euros par 1 000 kg	
	Essences pour moteur:		
2710 00 310	Essences d'aviation	20 euros par 1 000 kg	
2710 00 370	Carburéacteurs	20 euros par 1 000 kg	
2710 00 390	Autres distillations légères	20 euros par 1 000 kg	
	Huiles moyennes:		
2710 00 410	Destinées à subir un traitement défini	20 euros par 1 000 kg	
2710 00 450	Destinées à subir une transformation chimique par un traitement autre que ceux définis pour la sous-position 2710 00 410	12 euros par 1 000 kg	
	Destinées à d'autres usages:		
	Pétrole lampant:		
2710 00 510	Carburéacteurs	12 euros par 1 000 kg	
2710 00 590 2710 00 550	Autres	20 euros par 1 000 kg	
2710 00 330 2710 00 350	Uniquement essences pour moteur (DSTU 320.00149943.015-2000) contenant au minimum 5 pour cent d'agents oxygénés à indice d'octane élevé (TUU 30183376.001) ou de l'éthyl-tret-butyl éther A-76Ек, A-80Ек, A-92Ек, AI-93Ек, A-95Ек, A-98Ек	30 euros par 1 000 kg (60 euros par 1 000 kg du 1 ^{er} janvier 2004 au 1 ^{er} janvier 2005)	
2710 00 330 2710 00 350	Essences pour moteur: A-72, A-76, A-80; A-90, A-91, A-92, AI-93, A-95, A-96, A-98 et autres types d'essences	60 euros par 1 000 kg	
2710 00 350	Essences pour moteurs contenant du plomb de tétraéthyle	90 euros par 1 000 kg	
2710 00 610 2710 00 650 2710 00 690	Huiles lourdes (carburant diesel)	30 euros par 1 000 kg	

Code du SH	Description du produit selon le SH	Taux de droit d'accise par unité	
		À l'importation	Pour les producteurs nationaux
3811 19 00 00	Additifs oxygénés à indice d'octane élevé pour l'essence (TUU 30183376.001-2000)	0	
VÉHICULES AUTOMOBILES (producteurs nationaux, à condition qu'ils produisent chaque année 1 000 véhicules automobiles ou 1 000 motocycles. Jusqu'au 1 ^{er} janvier 2007)			
	Véhicules à moteur à piston alternatif à allumage par étincelles:		
87.0321 100	D'une cylindrée n'excédant pas 1 000 cm ³ , neufs	0,2 euro par cm ³	0
87.0321 90	D'une cylindrée n'excédant pas 1 000 cm ³ , usagés:		
87.0321 901	Jusqu'à cinq ans inclus	0,4 euro par cm ³	0
87.0321 903	De un à cinq ans	0,6 euro par cm ³	0
87.0322 110 87.0322 190	D'une cylindrée excédant 1 000 cm ³ mais n'excédant pas 1 500 cm ³ , neufs: caravanes automotrices; autres	0,2 euro par cm ³	0
87.0322 90	D'une cylindrée excédant 1 000 cm ³ mais n'excédant pas 1 500 cm ³ , usagés;		
87.0322 901	Jusqu'à cinq ans inclus	0,4 euro par cm ³	0
87.0322 903	De plus de cinq ans	0,6 euro par cm ³	0
87.0323 110 87.0323 190	D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 200 cm ³ , neufs: caravanes automotrices; autres	0,3 euro par cm ³	0
87.0323 110 87.0323 190	D'une cylindrée excédant 2 200 cm ³ mais n'excédant pas 3 000 cm ³ , neufs: caravanes automotrices; autres	0,6 euro par cm ³	0
87.0323 90	D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 200 cm ³ , usagés;		
87.0323 901	Jusqu'à cinq ans inclus	0,6 euro par cm ³	0
87.0323 903	De plus de cinq ans	0,9 euro par cm ³	0
87.0323 90	D'une cylindrée excédant 2 200 cm ³ mais n'excédant pas 3 000 cm ³ , usagés:		
87.0323 901	Jusqu'à cinq ans inclus	1,2 euro par cm ³	0
87.0323 903	De plus de cinq ans	1,8 euro par cm ³	0
87.0324 100	D'une cylindrée excédant 3 300 cm ³ , neufs	1,0 euro par cm ³	0

Code du SH	Description du produit selon le SH	Taux de droit d'accise par unité	
		À l'importation	Pour les producteurs nationaux
87.0324 90	D'une cylindrée excédant 3 0000 cm ³ , usagés		
87.0324 901	Jusqu'à cinq ans inclus	2,0 euro par cm ³	0
87.0324 903	De plus de cinq ans	3,0 euro par cm ³	0
	Autres véhicules, à moteur à combustion interne (diesel ou semi-diesel, fonctionnant à un carburant à faible indice d'octane)		0
87.0331 100	D'une cylindrée n'excédant pas 1 500 cm ³ , neufs	0,2 euro par cm ³	0
87.0331 90	D'une cylindrée n'excédant pas 1 500 cm ³ , usagés:		
87.0331 901	Jusqu'à cinq ans inclus	0,4 euro par cm ³	0
87.0331 903	De plus de cinq ans	0,6 euro par cm ³	0
87.0332 110 87.03 32 190	D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 500 cm ³ , neufs: caravanes automotrices; autres	0,3 euro par cm ³	0
87.03 32 90	D'une cylindrée excédant 1 500 cm ³ mais n'excédant pas 2 500 cm ³ , usagés		
87.0332 901	Jusqu'à cinq ans inclus	0,6 euro par cm ³	0
87.03 32 903	De plus de cinq ans	0,9 euro par cm ³	0
87.0333 110 87.0333 190	D'une cylindrée excédant 2 500 cm ³ , neufs: caravanes automotrices; autres	0,8 euro par cm ³	0
87.0333 90	D'une cylindrée excédant 2 500 cm ³ , usagés		
87.0333 901	Jusqu'à cinq ans inclus	1,6 euro par cm ³	0
87.0333 903	De plus de cinq ans	2,4 euros par cm ³	0
87.0390	Autres (à moteur électrique, autres)	100 par unité	0
87.0310	Motoneiges, voitures de golf et véhicules similaires	0,6 euro par cm ³	0
87.1140 000 87.1150 000 87.1190 000	Motocycles (y compris les cyclomoteurs) et cycles équipés d'un moteur auxiliaire, avec ou sans side-cars, d'une cylindrée excédant 500 cm ³ mais n'excédant pas 800 cm ³ ; excédant 800 cm ³ ; autres	0,2 euro par cm ³	0
87.1610 990	Remorques et semi-remorques pour l'habitation, excédant 3 500 kg	100 euros par cm ³	0